

Le dividende démographique en Afrique

Premiers signes et estimation par la méthode de décomposition

Par le Réseau Franet¹

Sous la coordination de

Michel Tenikue

Yao Silvére Konan

Charles Emmanuel Mouté Nyokon

Degnon Dossou Firmin Zinvi

¹ Le Réseau francophone pour le Renforcement de la Formation Démographique en Afrique regroupe – sous l'égide de l'Union Internationale pour l'Étude Scientifique de la Population (UIESP) et avec le financement de la Fondation Hewlett – plus de soixante-dix chercheurs issus des pays de l'Afrique Francophone. Le réseau est coordonné par Pr. Parfait M. Eloundou-Enyegue (Cornell University, États-Unis), Pr. Jean-François Kobiané (Université Ouaga, 1 Pr Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso), et Pr. Gervais Beninguissé (Institut de Formation et de Recherche Démographiques, IFORD, Cameroun).

Les auteurs

Les membres du Réseau Francophone pour le Renforcement de la Formation Démographique en Afrique ci-dessous ont contribué à la rédaction de cet ouvrage.

ABONDO Olivier	KOBA Éric	NANA Pascal
BANZA NSUNGU Antoine	KOBIANE Jean François	NGO NSOA Pauline
BENINGUISSE Gervais	KONAN Silvere Yao	NGUEZOUNKA K. Vincent
BOLY Dramane	KOUAKOU Amoin Berthe	SAMBA NDIAYE
DANSOU Justin	KOUAME Aya	SEKE KOUASSI
DE-BANGUIRYS Sonia	KOUCHORO Georges	SOW Samba
ELOUNDOU-ENYEGUE Parfait	LONKILA ZAN	TCHOUMKEU Alice
GANSAORE Joël	MANITCHOKO Liliane	TENIKUE Michel
GNOUMOU Bilampoa	MFOMBANG Marie F	TSHIBUABUA Doris
GUEM Wendnso Maria Sidonie	MOHAMMED Bedrouni	UWAYEZU Béatrice
KABORE Idrissa	MOODJOM Roland	YEDODE AHOKPOSSI
KIDOU et NDIAYE	MOUTE Charles	ZINVI Degnon Dossou Firmin

L'amorce d'une transition Démographique en Afrique relance aujourd'hui le débat sur les liens entre population et développement. Pour l'essentiel, ce nouveau débat s'est cristallisé autour de la perspective d'un « dividende démographique ». Contrairement aux thèses malthusiennes axées sur les effets d'une forte *croissance* démographique, ce nouvel argument invoque la structure par âge des populations. La question dans ce contexte reste de savoir si les pays africains tireront parti des transitions démographiques en cours pour accélérer leur développement socioéconomique à l'instar des Tigres asiatiques.

Entre 1990 et 2015, le nombre moyen d'enfants par femme en Afrique est passé de 5,7 à 4,7 enfants par femme. Selon les Nations Unies, cette baisse devrait se poursuivre et atteindre 3,1 enfants par femme en 2050, avec une évolution concomitante de la structure par âge des populations, qui verrait la concentration des effectifs passer graduellement de la tranche des jeunes (Phase I) à celle des adultes (Phase II) et enfin celle des personnes âgées (Phase III). La phase II de cette transition est particulièrement intéressante. Elle se caractérise par un faible taux de dépendance démographique – rapport entre la population de moins de 15 ans ou plus de 65 ans et la population entre 15-64 ans – qui devrait favoriser l'épargne, l'investissement et, à terme, la croissance économique. Pour cette raison, elle est considérée comme une fenêtre d'opportunité démographique. Cette fenêtre peut malheureusement se refermer vite, d'où la nécessité pour les pays africains de l'anticiper, l'allonger, et la gérer judicieusement.

Objectifs et spécificités

Cet ouvrage contribue au débat sur le dividende démographique en Afrique. Son apport se situe à deux niveaux. Sur un plan purement descriptif, il suit l'entrée des pays africains dans leur « fenêtre d'opportunité démographique. » De manière plus analytique, l'ouvrage évalue l'ampleur du dividende économique obtenu entre les années 1990-2010. Ce faisant, il complète d'autres analyses récentes sur deux points essentiels.

Premièrement, son regard est rétrospectif. Au lieu de simuler les gains potentiels et futurs, l'ouvrage quantifie des gains déjà observables, la période de référence étant en gros au début de la transition démographique pour la majorité des pays africains. Deuxièmement, notre analyse utilise une méthode dite de décomposition. Cette méthode,

décrite plus bas, est plus simple, plus transparente et moins exigeante en données que les méthodes habituelles de simulation ou de transferts nationaux. Compte tenu de ce double objectif descriptif et analytique, les deux paragraphes suivants présentent, respectivement, le processus de production du dividende démographique, et quelques détails de la méthode de décomposition.

Production du dividende démographique

La production du dividende démographique se fait de manière séquentielle (Figure 1). Le processus est initié par une baisse continue de fécondité, laquelle induit une baisse du taux de dépendance démographique. Ce premier enchaînement n'est pas automatique ou immédiat. Pour qu'une baisse de fécondité réduise la dépendance démographique, il est nécessaire d'avoir un environnement de santé favorable qui maintienne ou améliore la survie des adultes. Par ailleurs, la réduction de dépendance attendue est d'autant plus prompte que la baisse de la fécondité est continue.

L'étape suivante est le passage d'une baisse de dépendance démographique à une baisse de dépendance économique. La distinction entre ces deux taux est importante. Alors que le premier se fonde uniquement sur l'âge des individus, le second considère leur situation d'activité effective. Le calcul du deuxième taux reconnaît en particulier que des personnes de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans (et en théorie inactives) peuvent travailler, alors à l'inverse, de nombreux adultes (en théorie actifs) ne travaillent pas. Malgré leur âge, ces derniers n'ont pas une activité génératrice de revenu stable qui leur permette de se prendre en charge économiquement, ainsi que tous leurs dépendants.

Le troisième maillon est le passage de la baisse de la dépendance économique à une augmentation de l'épargne et de l'investissement. La baisse de la dépendance économique permet aux actifs de pouvoir disposer de marges pour l'épargne. Bien qu'il existe plusieurs mécanismes d'épargne (tontines, microfinance, banque, etc.), la propension à épargner et la mobilisation de l'épargne dépendent à la fois des choix individuels et de l'existence d'un système bancaire bien organisé et capable de mettre à la disposition d'une large partie de la population des services bancaires de bonne qualité.

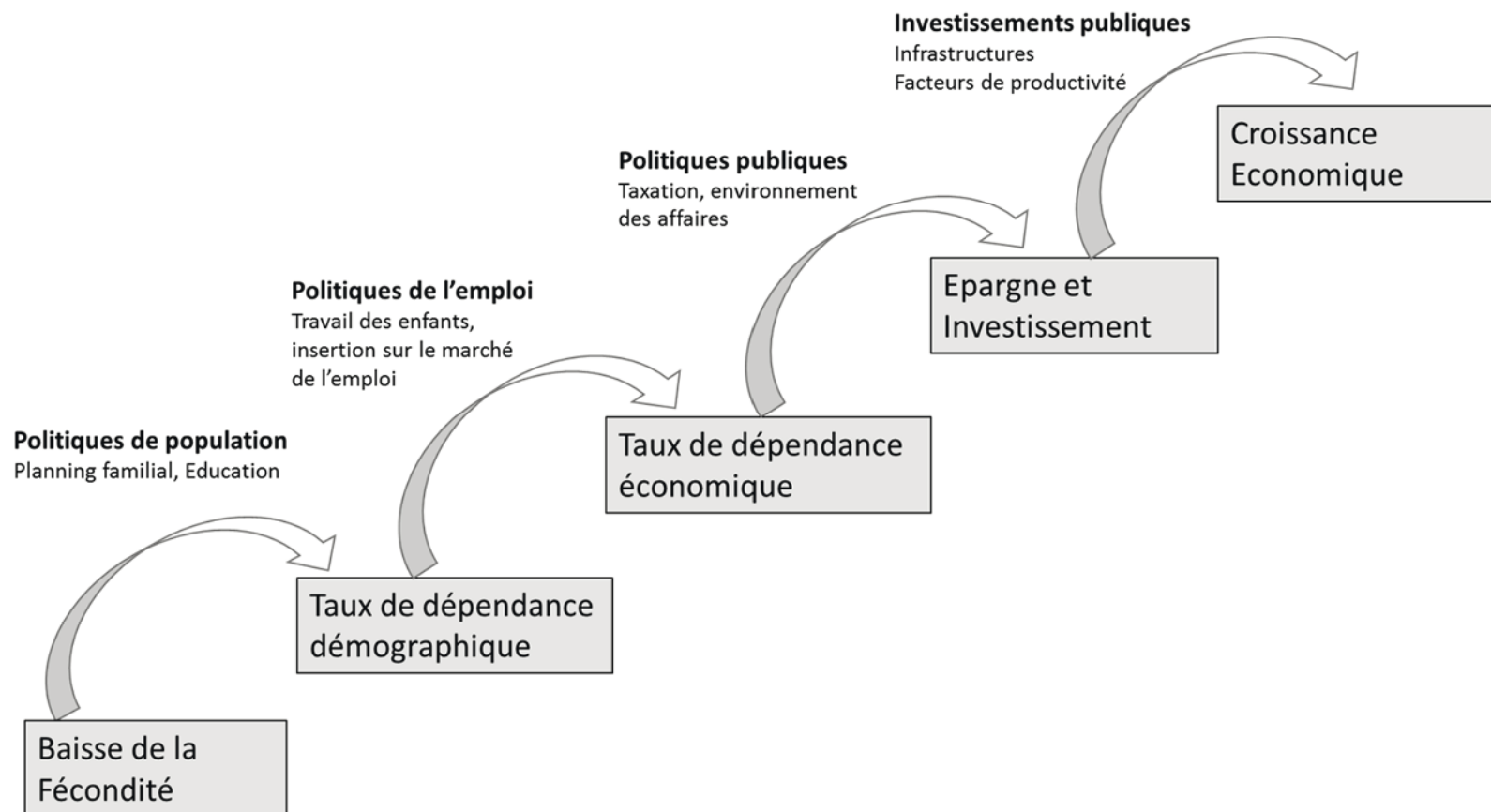


Figure 1 : Processus de production du dividende démographique et politiques à envisager.

Le quatrième et dernier maillon est la conversion des investissements en croissance. Qu'il s'agisse d'investissements en infrastructure, en recherche et développement, ou en capital physique, il est important qu'ils soient suffisamment rentables (à fois socialement et économiquement) pour permettre la rémunération des épargnants et pour garantir le remboursement des emprunts. De plus, ils doivent favoriser l'accroissement de la productivité des autres facteurs (main d'œuvre) de production.

Une contribution de cet ouvrage est donc de décrire, non seulement l'entrée des pays dans leur phase d'opportunité démographique, mais aussi dans quelle mesure l'enchaînement des diverses étapes de ce processus se fait harmonieusement, avec un minimum de déperdition. L'ouvrage documente cet enchaînement à travers un calcul des coefficients de conversion, qui indiquent le ratio du changement relatif observé sur une étape t au changement observé sur l'étape précédente ($t - 1$). Plus ce ratio de conversion est élevé en valeur absolue, plus la conversion/transmission est fluide. Plus il se rapproche de 0, moins la conversion est fluide. L'interprétation doit bien évidemment tenir compte des signes des variables impliquées. L'on peut ainsi, en examinant tous les taux de conversion dans la chaîne de production du dividende, identifier les goulots d'étranglement et points de blocage dans la production du dividende au sein d'un pays donné. Le pays peut donc focaliser son attention sur ce(s) point(s) de blocage.

Méthodes d'analyse²

Notre analyse de la situation individuelle des pays africains dans la production du dividende tourne autour de trois questions essentielles, notamment (1) l'entrée du pays dans la fenêtre d'opportunité ; (2) le progrès du pays dans la capture du dividende, et (3) le calcul du dividende acquis entre 1990 et 2010.

Entrée dans la fenêtre d'opportunité : Dans quelle mesure le pays est-il déjà dans sa fenêtre d'opportunité ? Pour répondre à cette question, nous calculons tout simplement le taux de dépendance démographique du pays, et suivons son évolution de 1975 à 2035 environ. Le taux de dépendance démographique représente le nombre de personnes inactives (moins de 15 ans et 65 ans et plus) pour cent personnes actives de 15-64 ans. Cet ouvrage pose l'hypothèse selon laquelle pour être dans la fenêtre d'opportunité démographique à une date t donnée, un pays doit avoir à cette date un taux de dépendance démographique inférieur à 80 %, (par exemple 25 % moins de 15ans et 20 % de plus de 65ans). Pour cet exemple, $45 \left(\frac{45}{55} \right) = 80$ %. De 1980 à 2010 l'on utilise les taux de dépendance totale selon les estimations des Nations Unies. De 2010 à 2035, l'on utilise les données projetées du taux de dépendance par les Nations Unies selon les trois hypothèses de fécondité suivantes : haute, médiane et basse.

² Les données utilisées pour les analyses sont issues de plusieurs sources, notamment le World Development Indicators (WDI) de la Banque Mondiale, du World Population Prospects, révision 2014 de la Division de la Population

Production du dividende. Pour suivre l'évolution des pays dans leur production du dividende, nous avons calculé les coefficients de conversion entre toutes les étapes de la production du dividende. L'examen de ces coefficients permet d'appréhender les points de blocage dans ce processus. En prenant l'exemple de l'Afrique du Sud, la conversion, au cours de la période étudiée, entre baisse de fécondité et baisse du taux de dépendance démographique, n'était pas fluide ($c = 0,2$) peut être en raison de la mortalité des adultes au cours de cette période.

Calcul du dividende par la méthode de décomposition : La décomposition utilisée ici sert à identifier les sources de changement dans le produit intérieur brut (PIB) d'un pays, notamment la contribution des facteurs démographiques. Ainsi dans un pays donné, le PIB par habitant (y) est une fonction du PIB total (Y) et de la population totale (P), soit $y = Y/P$. Si l'on désigne par A la population en âge de travailler (15-64 ans) et par O l'ensemble de la population occupée, on peut écrire

$y = Y/P = (Y/O) * (O/A) * (A/P) = \alpha * e * \pi$ où ($\alpha = A/P$) est un indicateur de la structure par âge de la population, ($e = O/A$) est taux d'activité et ($\pi = Y/O$) est la productivité des personnes occupées. Un changement de produit intérieur brut par habitant en 1990 et 2010 peut alors être décomposé trois éléments qui sont : contribution de la structure par âge, contribution du taux d'activité et contribution de la productivité.

$$\Delta y \cong \underbrace{[e * \pi * \Delta \alpha]}_{\text{Effet structure d'âge}} + \underbrace{[(\bar{\alpha} * \pi) * \Delta e]}_{\text{Effet taux d'activité}} + \underbrace{[(\bar{\alpha} * \bar{e}) * \Delta \pi]}_{\text{Effet productivité}}$$

Dans cette expression, on note que $\bar{x} = \frac{x_{1990} + x_{2010}}{2}$ et $\Delta x = x_{2010} - x_{1990}$. Le PIB est mesuré en dollars US constant de 2005.

Quelques résultats

L'ouvrage présente, pays par pays, la période pendant laquelle la structure par âge de la population a été (est ou sera) favorable à la croissance économique. Comme sur les phases de la transition démographique, on observe des variations importantes entre les pays Africains. Des pays comme l'Afrique du Sud, l'Île Maurice, l'Algérie, et la Tunisie sont entrés dans la fenêtre d'opportunité démographique avant 1990. Les projections de la population indiquent que cette période favorable pourrait courir jusqu'en 2035, voire plus. D'autres pays ont vu cette période commencer entre 1990

des Nations Unies et de Penn World Tables (version 8). Les méthodes d'estimation des données manquantes sont décrites en annexe.

et 2000 (cas du Maroc, du Botswana et de la Namibie) alors qu'elle s'ouvre pour le Ghana, les Comores, la Tanzanie et le Rwanda après les années 2000. La structure par âge de la population est devenue favorable pour le Kenya en 2015 et d'autres pays seront dans les circonstances similaires d'ici 2020 (Benin, Cameroun, Côte d'Ivoire). L'horizon de cette perspective est lointain pour les pays comme le Nigeria (2025), la RDC (2025), Ouganda (2035) ou le Niger (2035).

Les différences observées au niveau de la structure par âge de la population des pays suggèrent que les efforts à entreprendre pour capturer le dividende démographique doivent prioriser différentes actions (Figure 1). De même, le processus au travers duquel la dynamique de la population influence la dynamique économique dépend du rythme de modification de la structure par âge de la population dans le temps. Ainsi, une baisse rapide de la fécondité comme en Afrique du Sud (de 2,3 % par an en moyen entre 1975 et 2010) aura des implications rapides sur une modification favorable de structure par âge de la population 15 ans plus tard par rapport à un pays comme le Niger où la fertilité tarde à baisser et où la part de la population en âge de travailler a tendance à baisser au lieu d'augmenter (0,5 % en 1990 contre 0,475 % en 2010).

Evidemment la contribution de la dynamique de la population à la croissance économique dépend aussi de deux facteurs importants : le taux d'emploi de la population en âge de travailler et de la productivité des travailleurs. À l'aide de la méthode de décomposition et sur la base d'une analyse rétrospective, nous avons calculé la contribution de chacun de ces facteurs à la croissance du PIB par habitant

entre 1990 et 2010. La structure par âge de la population a joué un rôle favorable à la croissance économique sur la période dans plusieurs pays. Cette contribution de la démographie atteint 47 % de la croissance du PIB par habitant de l'Afrique sur la période. Elle vaut 25 % dans l'Égypte et 9 % en Île Maurice ; mais l'on trouve aussi des cas où cette contribution est défavorable. C'est le cas par exemple du Zimbabwe où la contribution est négative et représente – 47 % de la variation du PIB par habitant entre 1990 et 2010. Elle vaut – 51 % au Gabon et – 20 % à Madagascar.

Le taux d'emploi, mesuré ici par la proportion des personnes en âge de travailler qui ont effectivement un emploi, joue aussi un rôle souvent important dans la croissance économique. Sur la période 1990-2010, elle a contribué de 99 % à la variation du PIB par habitant en Afrique du Sud. La contribution de l'emploi est de 9 % au Botswana et de 8 % au Cap Vert. Cette contribution est souvent négative et vaut – 45 % en Algérie et – 2 % au Bénin. Enfin, l'analyse a permis de quantifier la contribution de la productivité des personnes occupées. Bien que l'emploi soit important, il est nécessaire que chaque personne occupée produise suffisamment pour que la contribution à la richesse nationale soit importante. Sur la période 1990-2010, on observe une forte différence entre les pays. Dans des pays comme l'Afrique du Sud, la productivité a freiné la dynamique de croissance. Sa contribution est favorable à la croissance en Angola (95 %), au Bénin (79 %), au Botswana (62 %) et dans bien d'autres pays tel que le Cap Vert (66 %) et l'Égypte (85 %). La productivité a joué défavorablement et représente – 45 % de la variation de la richesse par habitant en Afrique du Sud et en Algérie (– 45 %).

Contexte

L'Afrique du Sud compte environ 54 490 000 habitants en 2015. Cet effectif comprend 51,07 % de femmes, 30,2 % de jeunes de moins de 15 ans et de 5,2 % de personnes âgées de 65 et plus. Entre 2002 et 2015, son taux d'accroissement annuel moyen a augmenté légèrement passant de 1,28 % à 1,65 %. L'indice synthétique de fécondité a par contre diminué passant de 3,23 enfants par femme en 1996, à 2,79 en 2001 puis à 2,67 en 2011 pour atteindre 2,55 en 2015. Quant aux indicateurs de la mortalité, les estimations montrent que l'espérance de vie à la naissance estimée pour 2015 est de 62,5 ans (60,6 pour les hommes et 64,3 pour les femmes), avec une prévalence de VIH chez les 15-49 ans de 19,2 % en 2015. Le taux de mortalité des moins de cinq ans est passé pour sa part de 77,2 pour mille en 2002 à 45,1 pour mille en 2015. Sur le plan éducatif on remarque que le taux d'analphabétisme est plutôt faible, il est estimé à 11 % en 2015. La valeur du taux brut de scolarisation dans le primaire est passée de 78,09 en 1986 à 99,72 % en 2014, le maximum (117,34 %) a été atteint en 1995. La proportion de personnes âgées de 5 à 24 ans ayant fréquenté un établissement d'enseignement est restée relativement stable entre 2002 et 2013, passant de 73,6 % à 73,5 %. Sur le plan économique, il y a lieu de préciser que l'Afrique du Sud est la deuxième puissance économique du continent africain derrière le Nigeria et fait partie du groupe des G20. Le PIB de l'Afrique du Sud a été estimé à 367, 2 milliard USD en 2014. L'IDH du pays s'élevait à 0,666 en 2015, situant le pays à la 118 place du classement mondiale. Le PIB par habitant est estimé à 6 800 USD en 2015. Entre 1990 et 2010, il a enregistré une augmentation absolue de 1950 USD. Le niveau de pauvreté a augmenté de 1,5 % entre 2010 et 2014, avec la part de la population sud-africaine vivant sous le seuil de pauvreté qui est passée de 20 % à 21,5 %. Le taux de chômage est passé de 15,6 % en 1994 à 26,7 en 2015.

Fenêtre d'opportunité

En se basant sur le graphique ci-après, on s'aperçoit que la fenêtre d'opportunité démographique pour l'Afrique du Sud s'était déjà ouverte au cours de la période 1980-1985.

Pour les trois scénarios des nations unies sur la fécondité (forte, moyen et faible), le taux de dépendance continuera à baisser, pour atteindre en 2035 la valeur de 39,4 % selon le scénario faible, 46,8 % selon l'hypothèse moyenne et 54 % selon l'hypothèse haute. Sachant que les niveaux les plus bas seront atteints en 2045 où l'on atteint respectivement les valeurs de 38,5 %, 45,2 % et 51,7 % et restera normalement en deçà des 70 %

jusqu'en 2100, donnant ainsi l'occasion à l'Afrique du Sud de profiter encore plus longtemps de son dividende démographique.

Processus

Pour l'Afrique du Sud, il semble que le processus d'obtention du dividende démographique s'est effectué globalement dans le sens souhaité. Les transitions se sont toutefois produites, de manière lente. Ainsi, durant la période 1975-1990, la fécondité a baissé 2,2 % sans produire une modification conséquente de la structure par âge, ce qui peut se justifier par l'impact du VIH sur la mortalité de la population active. Aussi, la transition vers l'emploi s'est effectuée dans le sens favorable mais de manière moins flexible comme révélé par le coefficient de conversion ($C2 = -2,1$). Ceci peut être justifié par le faible accroissement de l'emploi (1 %) durant la période 1990-2010. Pour les étapes suivantes, le processus s'est déroulé également de manière moins souple. Le faible accroissement de l'emploi s'est accompagné d'une diminution de la productivité des occupées (-0,5 %). En conséquence, le taux de croissance annuel moyen du PIB a augmenté selon un rythme relativement faible (1 %) durant la période étudiée.

Sources de changement

Le graphique relatif aux sources du changement du PIB/tête révèle deux principales sources de l'augmentation du PIB par habitant. L'augmentation de l'emploi, bien qu'elle se soit produite selon un rythme relativement lent, constitue la principale source dans le changement observé (98 %). Le changement de la structure par âge a eu également une part non négligeable dans ce changement en contribuant à hauteur de 46,6 %. Par ailleurs, la productivité des occupés a exercé un effet négatif (-45,2 %) sur la variation du PIB/tête, ce qui a conduit à l'annihilation de l'effet positif du changement de la structure. Elle constitue donc le maillon faible du processus de captage du dividende démographique.

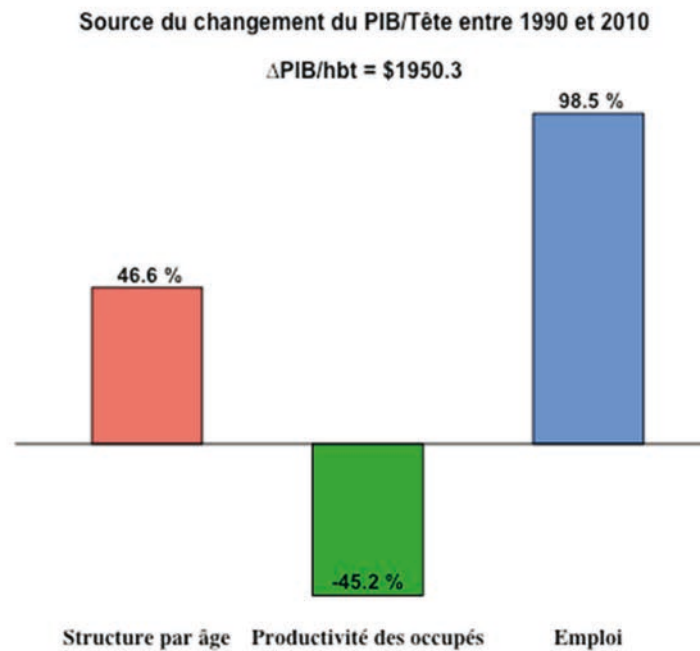
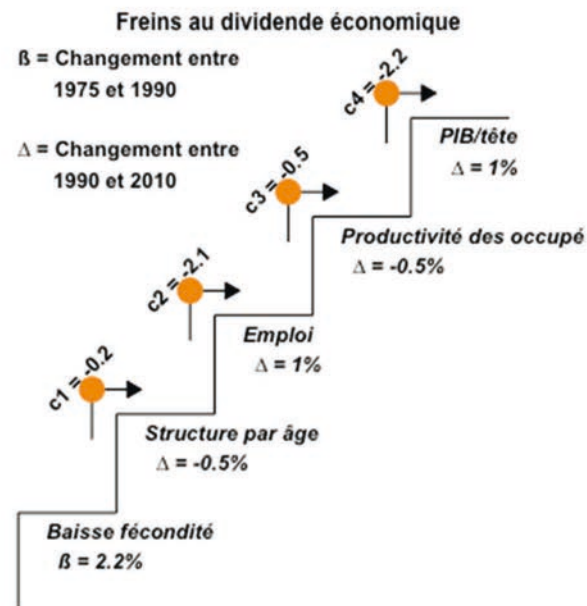
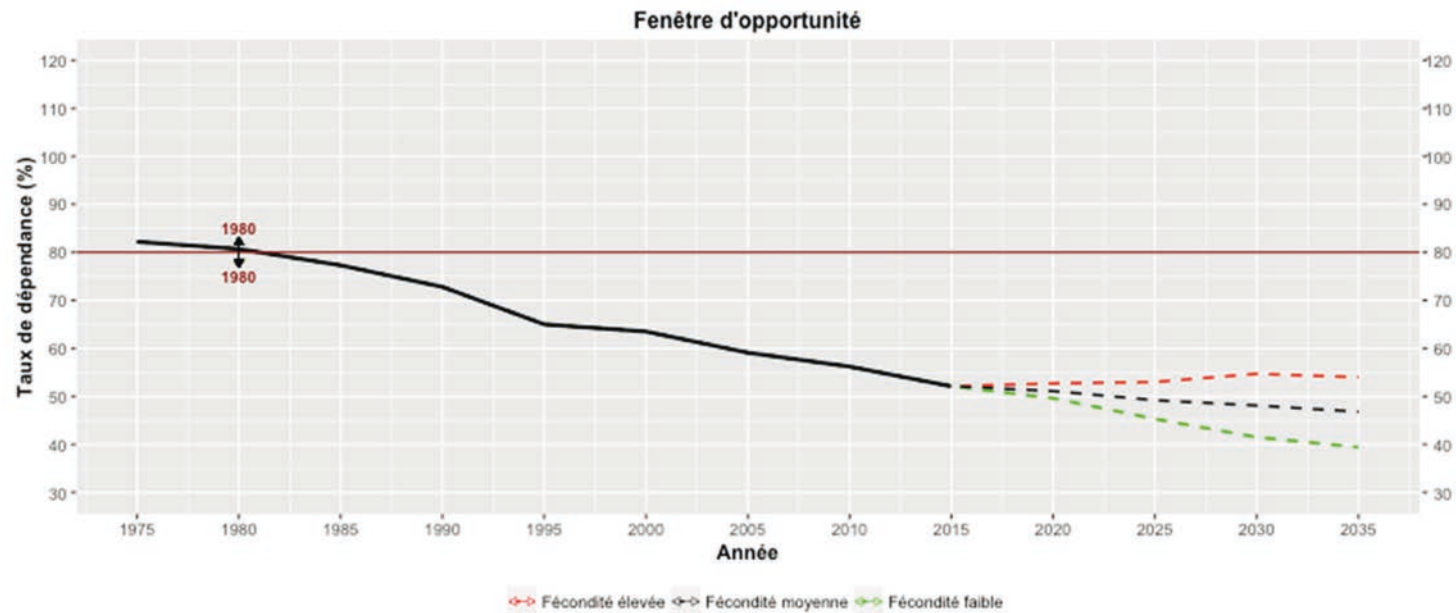
Recommandations

À partir de ce qui est présenté plus haut, il en ressort que l'Afrique du Sud pourrait saisir l'opportunité du dividende démographique en agissant au mieux sur l'offre et la qualité des emplois. L'État doit alors mettre en place des politiques et programmes de promotion de l'emploi et de renforcement des capacités au profit des personnes occupées à travers l'offre de formations adaptées aux besoins réels du marché de l'emploi.

Références

Barbara A. Anderson (2003). Fertility in South Africa: Current Issues and Prospects for the Future. Statistics South Africa (2014). General household survey 2013 (www.statssa.gov.za). Statistics South Africa (2016). Mid-year population estimates 2015 (www.statssa.gov.za).

Statistics South Africa (2015). Census 2011: Fertility in South Africa.



Contexte

Selon l'office national algérien des statistiques (ONS, 2016), la population résidente totale en Algérie a été estimée à 39 963 249 habitants au 1^{er} juillet 2015. Dans cet effectif, les femmes représentent 49,4 %, les jeunes de moins de 15 ans 28,8 % (soit plus de 11,5 millions) et ceux de 65 et plus 5,9 %. Le taux d'accroissement annuel moyen a connu une baisse continue depuis le premier recensement de l'Algérie indépendante en 1966. Estimé à 3,21 % pour la période 1966-1977, il baisse à 3,06 % entre 1977 et 1987, puis à 2,15 % pour la période intercensitaire 1987-1998 pour atteindre 1,72 % entre 1998 et 2008. La fécondité, qui avait connu un mouvement de baisse au cours des décennies 60, 70, 80 et 90, a enregistré une reprise à partir du début des années 2000. Ainsi, après avoir baissé de 8,0 enfants par femme en 1970 à 2,3 enfants par femme en 2002, l'indice synthétique de fécondité a entamé une reprise pour atteindre 2,7 enfants par femme à l'occasion de l'enquête MICS (2012-2013) et 3,1 enfants par femme en 2015 selon les statistiques d'état civil. Toujours d'après les données de l'ONS, la mortalité est en baisse continue. Le quotient de mortalité infanto-juvénile est passé de 65,7 ‰ en 1990 à 25,7 ‰ en 201. Au cours de cette même période, l'espérance de vie à la naissance est passée de 66,9 ans à 77,1 ans. Le taux de pauvreté a sensiblement baissé, passant de 14,1 % en 1995 à 5,03 % en 2013. Dix-huitième producteur mondial de pétrole et 9^e producteur de gaz naturel, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé de 2.577 \$ en 1990 à 5.460 \$ en 2014 (ONS, 2016).

Fenêtre d'opportunité

La structure de la population Algérienne est favorable à sa croissance économique depuis plus de deux décennies. Son ratio de dépendance a fortement baissé, passant de 80 % en 1993 à 47 % en 2010. Les différents scénarios d'évolution de la fécondité montrent que le ratio de dépendance restera en dessous de 60 % jusqu'en 2035 et pendant des années suivantes. Ainsi, la fenêtre d'opportunité démographique de l'Algérie restera ouverte jusqu'en 2050 au moins.

Processus

La structure démographique de la population Algérienne a subi des changements remarquables avec notamment une baisse du taux de dépendance à la faveur d'une baisse

de la fécondité de l'ordre de 2,7 % entre 1975 et 2010. Mais au cours de cette période, la tendance à la baisse de la fécondité s'est inversée au profit d'une remontée qui fait obstacle à une modification significative de la structure par âge de la population, d'où un coefficient de conversion négatif (-1,1). La réponse de l'économie Algérienne a été positive puisqu'elle a débouché sur une augmentation du taux d'emploi de 0,4 % entre 1990 et 2010 (coefficient de conversion de 0,4). Mais elle s'est accompagnée d'une diminution de la productivité des travailleurs de 0,5 % au cours de la même période et d'une légère augmentation du PIB de 1,1 %.

Sources de changement

Sans doute à cause de l'augmentation des recettes de pétrole et du gaz, le PIB/tête a connu une hausse de 656,6 \$ entre 1990 et 2010. L'examen des sources de cette augmentation a révélé que la modification de la structure par âge était responsable d'environ 103,3 % dans cette hausse du PIB/tête. Bien que l'emploi des actifs ait contribué positivement à hauteur de 41,2 %, la productivité des occupés a eu au contraire un effet négatif sur la variation du PIB/tête (-44,5 %). Le pays pourrait mieux bénéficier du dividende démographique à condition de redynamiser la productivité de la population active. Il devrait également multiplier et diversifier les politiques et programmes de promotion de l'emploi à travers des formations professionnelles, la promotion de l'auto-emploi et le renforcement continu des compétences et aptitudes professionnelles.

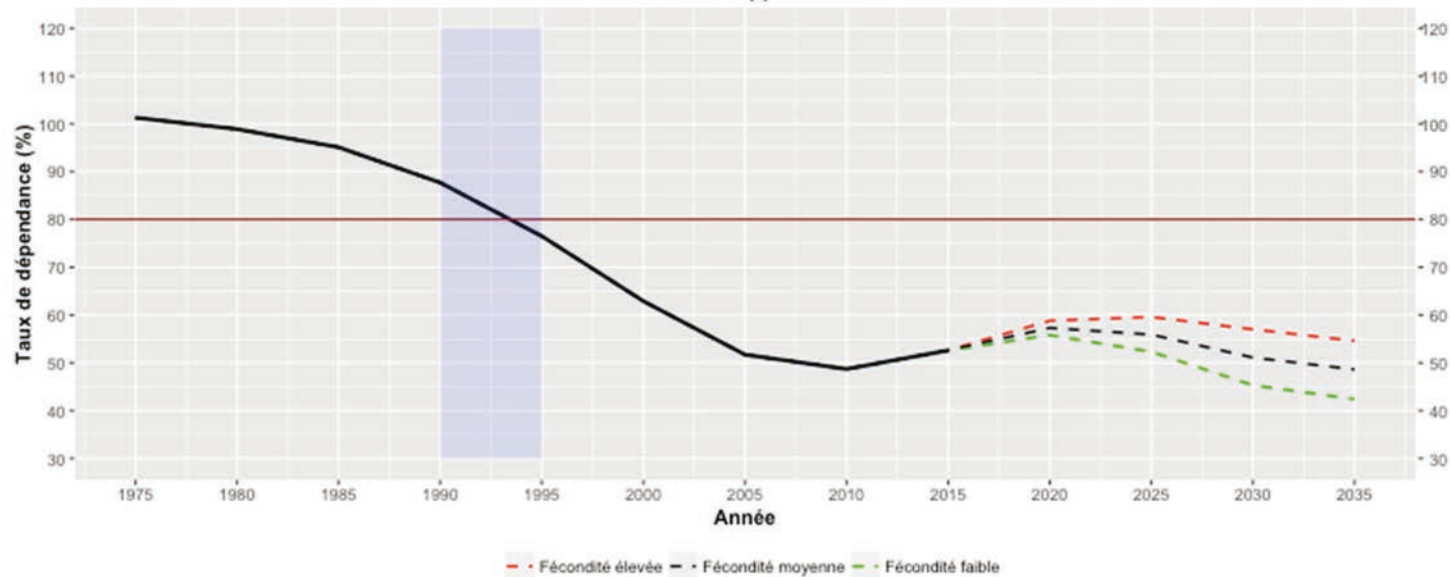
Recommandations

Au vu des caractéristiques du contexte et des analyses réalisées au regard de la fenêtre d'opportunité, des obstacles et des sources de croissance, l'Algérie a bénéficié et bénéficiera encore mieux du dividende démographique si elle s'investi davantage dans la formation du capital humain qui constitue un réel prérequis à la récolte du dividende démographique. Ceci nécessite des investissements dans la création d'emplois, la santé, l'éducation, et le développement des compétences pour augmenter la productivité et le revenu par habitant.

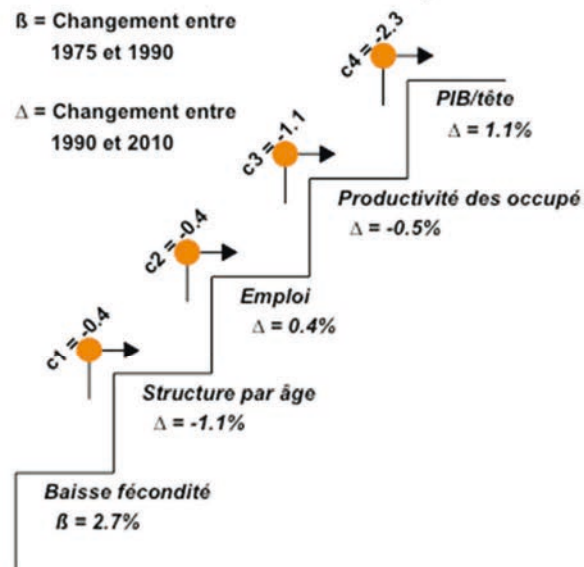
Références

Office National Algérien des Statistiques (ONS) (2016), données en ligne sur les statistiques économiques et sociales <http://www.ons.dz/>
MICS : Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) 2012-2013 [https://www.unicef.org/algeria/Rapport_MICS4_\(2012-2013\).pdf](https://www.unicef.org/algeria/Rapport_MICS4_(2012-2013).pdf)

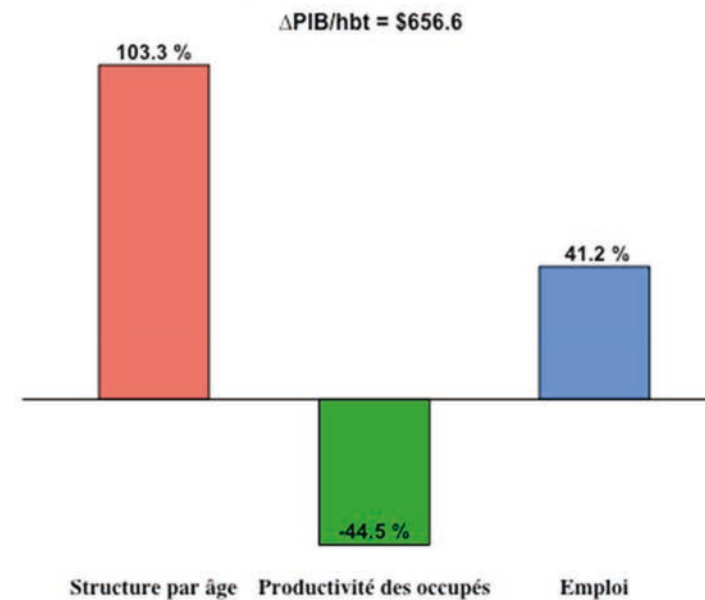
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

L'Angola est un pays caractérisé par une forte croissance démographique : entre 1970 et 2014, sa population est passée de 5,6 million à 24,4 million, soit une augmentation de près de 18,8 million (INE, 2015). Cette population est majoritairement féminine (soit 51,6 % de femmes), et est composée à près de 48 % des personnes âgées de moins de 15 ans et de 2 % des plus de 65 ans (PRB 2014). Très peu de jeunes angolais scolarisés accèdent au cycle du secondaire et cela est encore plus prononcé chez les filles. Bien que la fécondité soit en légère baisse, elle demeure encore élevée : l'ISF est passé de 7,3 enfants par femme en 1970 à 6,2 en 2013 (PRB 2014). L'économie de l'Angola repose principalement sur la production du pétrole. Du fait du coût élevé du prix du baril de pétrole, l'Angola, présente une relative meilleure santé économique et ce, malgré la crise politique qu'elle a traversée entre 1990 et 2010. Entre 2012 et 2014, le taux de croissance du PIB en volume a connu une baisse, passant de 5,2 à 4,8. En 2008, la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, était estimé à 30,1 %. Le taux d'inactivité enregistré dans la population âgée de 15 à 64 ans était estimé à 31 % en 2008 (BAfD, 2015).

L'Angola a fait face à de nombreux obstacles qui ont influencé la croissance économique du pays : l'instabilité politique de plus de 20 ans achevée en 2012, la relative stabilité du poids de sa population inactive qui pourtant est assez élevée et un ISF élevé qui baisse très lentement dans le temps.

Fenêtre d'opportunité

L'Angola n'est pas encore entré dans sa fenêtre d'opportunités. Elle y entrera au plus tôt en 2031 si la fécondité baisse fortement. Au rythme actuel, l'Angola ne rentrerait pas dans la fenêtre d'opportunités qu'après 2035.

Processus

L'Angola n'a pas connu de changement dans sa fécondité entre 1975 et 1990. En effet, il y a eu une variation presque nulle. Ce qui par conséquent n'a pas permis une modification

de la structure par âge. Il s'en est suivi aussi une variation nulle de la structure par âge. La population active qui en a découlé a connu une très faible variation (0,1 %). Cependant, la productivité des occupés a connu une variation de 2,6 %. Il s'en est suivi une variation presque du même ordre du PIB/tête (2,8 %).

Sources de changement

Entre 1990 et 2010, le PIB/tête a augmenté d'un montant de 2448,8 \$. Cette augmentation du PIB/tête est principalement due à la productivité des occupés (95,0 %) et à l'accès à l'emploi de la population réellement active (5,6 %). La structure par âge de la population n'a presque pas eu un effet sur l'amélioration du PIB/tête.

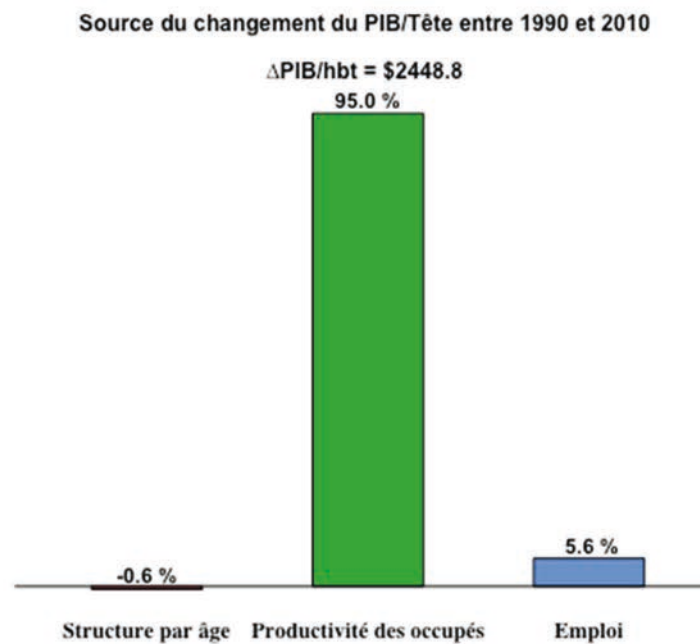
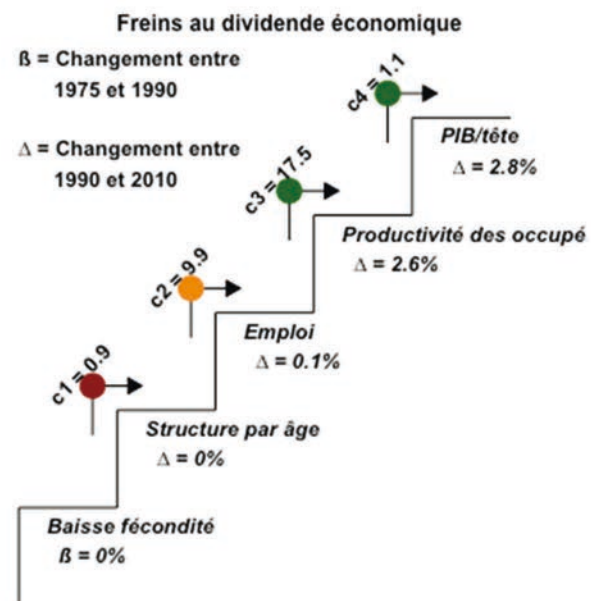
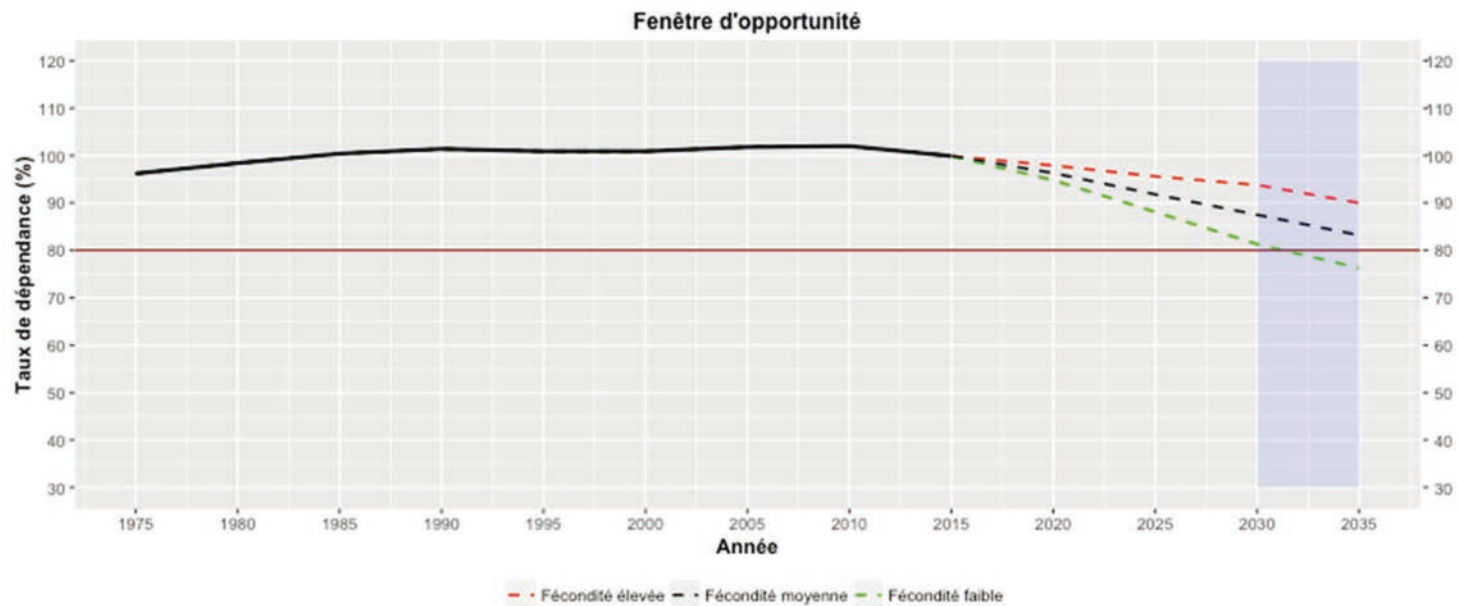
Recommandations

L'Angola pourrait atteindre une croissance économique durable par l'élaboration des politiques de population visant à modifier la structure par âge afin de réduire son taux de dépendance. Cela passerait par la mise en œuvre des politiques de promotion de l'emploi (et ce, en orientant les formations vers les métiers d'avenir et les besoins d'employeurs), la diversification de ses secteurs de production et la promotion d'un état de droit. Le pays gagnerait à redéfinir et à renforcer ses actions prioritaires pour amorcer plus tôt l'ouverture de sa fenêtre d'opportunités pour être en phase avec les objectifs de croissance définis dans le document de stratégie du pays (BAfD, 2011). Il s'agit notamment de :

- améliorer la santé des populations (meilleur accès aux soins de santé, multiplier les services de PF dans les hôpitaux, réduire le nombre de grossesses indésirables...);
- renforcer la quantité et la qualité du système éducatif (développer les enseignements technique et professionnel qui cadrent avec les besoins du marché de l'emploi ;
- éduquer les jeunes et adolescents sur la santé de la reproduction ;
- développer des stratégies d'insertion à l'emploi des jeunes.

Références

BAfD, OCDE, Dev, PNUD, 2016 : Perspectives économiques en Afrique 2016, 15^e Édition, 434p.
 BAfD, 2015 département des statistiques www.africaneconomicoutlook.org/sites/default/files/2016.../Annex2016_FR_Tab1.xls
 BAfD, 2011 : Document de stratégie pays 2011-2015 de l'Angola, Département régional, 66p.
 Instituto Nacional de Estatística (INE), 2015: General-population-and-housing-census-final report, Luanda, Angola.
 PRB 2014, World Population Data Sheet, 2014 http://www.prb.org/pdf14/2014-world-population-data-sheet_eng.pdf
 UNICEF, 2014 Annual Report Angola.



Contexte

Le Bénin est un pays de l'Afrique de l'Ouest situé sur le Golfe de Guinée. Sa superficie est de 114 763 km² et sa population est de 9 983 884 habitants dont 51 % de femmes (INSAE, 2013a). Cette population est constituée de 47 % de jeunes de moins de 15 ans et 2,8 % des personnes de 65 et plus. Le taux d'accroissement annuel de la population a connu une hausse depuis le premier recensement : de 2,82 % entre 1979-1992 il est de 3,25 % entre 1992-2002 et de 3,51 % entre 2002-2013. Si ce taux de croissance reste constant, le Bénin compterait 16 148 495 habitants en 2035. Dans le pays, environ 30 % des enfants de 5 à 14 ans ne fréquentent toujours pas l'école et 35 % (resp. 61 %) des femmes (resp. hommes) de 15 ans et plus sont analphabètes (INSAE, 2013b).

Bien que la fécondité soit en baisse, elle demeure encore élevée : de 6,3 en 1996 l'ISF est passé à 5,7 en 2006 puis à 4,9 en 2011-2012 (INSAE, 2013b). Il est plus bas en milieu urbain qu'en milieu rural (4,3 et 5,4 respectivement).

Au Bénin, le niveau de la pauvreté demeure encore élevé 34 % en 2015. L'incidence de la pauvreté monétaire a augmenté entre 2009 et 2011, passant de 35,2 % en 2009 à 36,2 % en 2011 (INSAE, 2013c). En revanche, le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est en augmentation : de 391,9 dollars en 1990 il est passé à 882,6 dollars en 2013.

En 1990, 76 % de la population âgée de 15 à 64 avait un emploi indépendamment de la qualité et du type d'emploi. Ce taux emploi est quasi identique en 2010.

Fenêtre d'opportunité

Pour l'observer, trois hypothèses (élevée, moyenne et faible) ont été posées sur la fécondité comme présenté dans le graphique ci-après. Sur la base d'un maintien des tendances d'évolution de la fécondité (hypothèse moyenne), le Bénin entrera dans sa fenêtre d'opportunité à partir de 2017. Quel que soit l'hypothèse, la fenêtre d'opportunité s'ouvre avant 2020 et restera ouverte jusqu'en 2035.

Processus

Entre 1975 et 1990, la fécondité a baissé de 2 %. Cette baisse ne s'est pas accompagnée d'une baisse de la dépendance démographique entre 1990 et 2010

(C1 = -1,6) mais au contraire d'une légère hausse. La structure d'âge de la population a subi de modification de 0,3 %. La hausse de la charge démographique ne s'est pas accompagnée d'une amélioration de l'emploi. Entre 1990 et 2010, la part de la population âgée de 15 à 64 ans occupée est restée constante et la productivité des personnes occupées s'est améliorée (0,9 %). Ce gain de productivité a favorisé l'augmentation annuelle moyenne du PIB par habitant (1,2 %) dans une proportion comparable (C4 = 1,3).

Sources de changement

Le PIB par habitant a connu une hausse de 358,5 \$ entre 1990 et 2010. L'analyse des sources de cette augmentation révèle que 79 % est attribuable à la productivité des personnes occupées. La structure par âge de la population a aussi joué un rôle favorable, elle a une contribution de l'ordre de 24 %. En revanche, l'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans a eu un effet négatif sur la variation du PIB par habitant (-2,1).

Recommandations

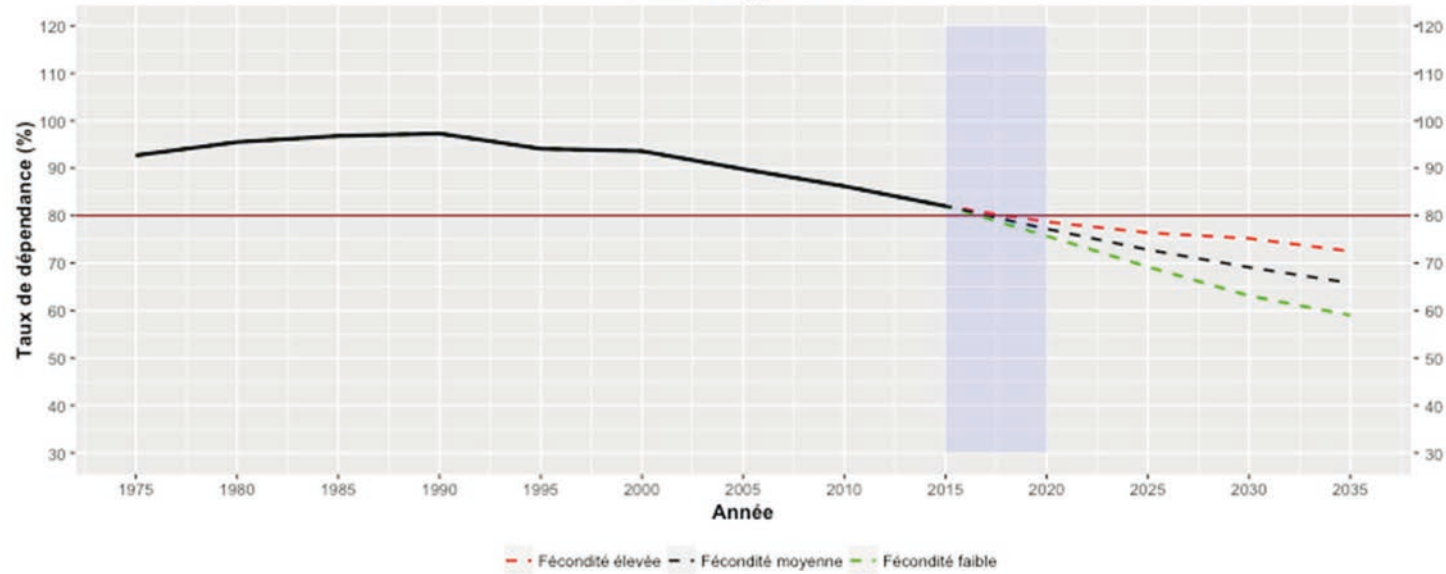
Le Bénin dispose d'une structure par âge de la population favorable à l'augmentation de la richesse nationale. La productivité est un levier important de croissance mais le manque d'emploi constitue un frein. Le pays profitera pleinement du dividende démographique en poursuivant la baisse de la fécondité, renforçant la productivité des personnes occupées et accélérant la création d'emploi. Ceci passe notamment par :

- la mise à la disposition des femmes qui le veulent les méthodes de planification familiale ;
- renforcer la formation et la qualification des jeunes ;
- mettre en place des politiques et programmes de renforcement des capacités productives des personnes occupées à travers notamment la formation continue ;
- favoriser la création des emplois qualifiés et dynamiser le marché de l'emploi.

Références

- INSAE, 2013a Recensement Général de la population et de l'Habitation du Bénin (www.insae-bj.org).
 INSAE, 2013b Enquête Démographique et de Santé du Bénin EDSB-IV (2011-2012) (www.insae-bj.org).
 INSAE, 2013c Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages 2011-2012 (www.insae-bj.org).

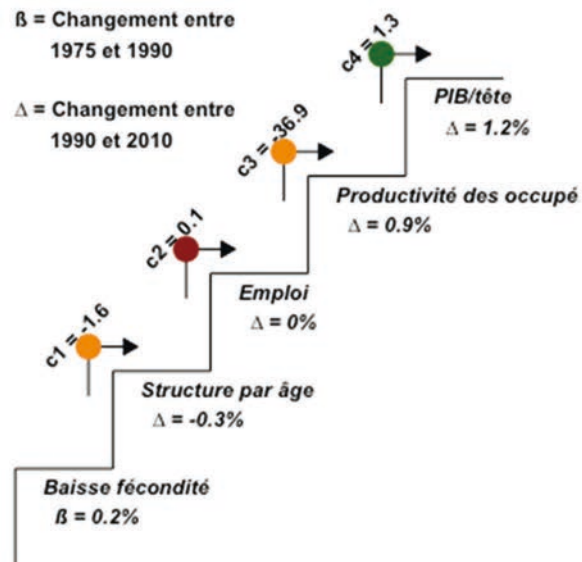
Fenêtre d'opportunité



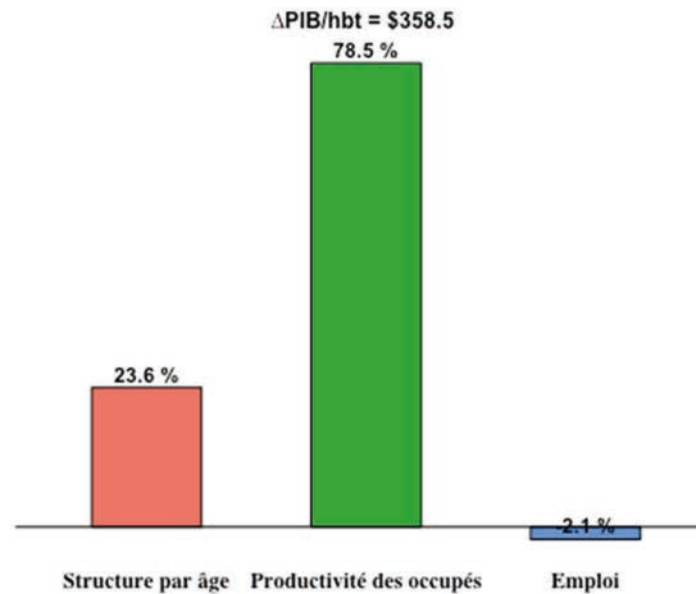
Freins au dividende économique

β = Changement entre
1975 et 1990

Δ = Changement entre
1990 et 2010



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Botswana s'étend sur une superficie de 581 726 km² avec une population de 2 262 485 habitants en 2015. Ce qui lui confère une densité de près de 3 hab./km². Avec une forte population urbaine (57,4 %) et un solde migratoire de 4,56 pour 1 000 habitants. Le taux de fécondité est faible et n'a pas beaucoup évolué. Il est passé de 2,7 en 2008 à 2,3 enfants par femme en 2015.

Le développement et la diversification de l'économie, se heurtent à l'enclavement et à la faible densité du pays. En dépit d'importants investissements publics dans les infrastructures scolaires (25 % des dépenses budgétaires), la qualification de la main d'œuvre reste insuffisante, entraînant un chômage important (17,8 %) et un recours à la main d'œuvre étrangère qualifiée. Le taux d'alphabétisation des jeunes de 12-25 ans est de 97,4 %. Le Botswana est régulièrement classé au premier rang des pays africains en matière de gouvernance et de transparence. La pauvreté a certes connu un déclin au Botswana, mais avec une incidence en baisse en milieu rural et en hausse en milieu urbain (CSO 2011). La dette publique du Botswana reste soutenable, alors que le volume des dépenses du secteur public (environ 40 % du PIB) est l'un des plus élevés d'Afrique. Le Botswana est parmi les six pays africains³ qui vont éradiquer le paludisme d'ici 2020 (WHO, 2015). Son environnement politique reste le plus stable en Afrique (BAD, 2009).

Fenêtre d'opportunité

La fenêtre d'opportunité du Botswana est ouverte depuis 1995. En 2015, le rapport de dépendance se situe à 25 points en dessous du seuil de 80 %. Quel que soit l'hypothèse de fécondité retenue, en 2035, la fenêtre d'opportunité du Botswana sera encore ouverte.

Processus

La fécondité au Botswana a connu une baisse importante de 2 % entre 1975 et 1990, mais cette baisse n'a pas induit le changement de structure par âge de la population attendu ($C_1 = -0,5$). La proportion des personnes en âge de travailler a connu une baisse de 0,9 % entre 1990 et 2010. Au cours de cette période, l'emploi a connu une augmentation de 0,3 % qui a s'est accompagnée ($C_3 = 7,5$) d'une augmentation de 1,9 % de la productivité de la population en âge de travailler effectivement occupée. Le PIB par habitant a par conséquent connu une augmentation de 3,1 % entre 1990 et 2010.

Sources de changement

Le PIB par habitant a connu une augmentation de 5798,4 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, on constate qu'une grande partie de cette augmentation provient de la productivité des personnes occupées (62,3 %). La structure par âge de la population et l'emploi contribuant à cette augmentation à hauteur de 29,2 % et 8,5 %.

Recommandations

Pour continuer à bénéficier du dividende démographique, afin d'assurer la productivité des occupés et d'occuper les jeunes, le Botswana devra maintenir la structure de sa population et développer des stratégies dans le domaine de l'emploi (PNUD, 2015). La production minière ne devrait plus être le principal moteur de l'économie.

Références

WHO, 2015 : *World Malaria Report 2015*.

UNICEF, 2015 : *Botswana, annual report*.

CSO, 2011 : *Core Welfare Indicator Survey (BCWIS 2009/2010)*.

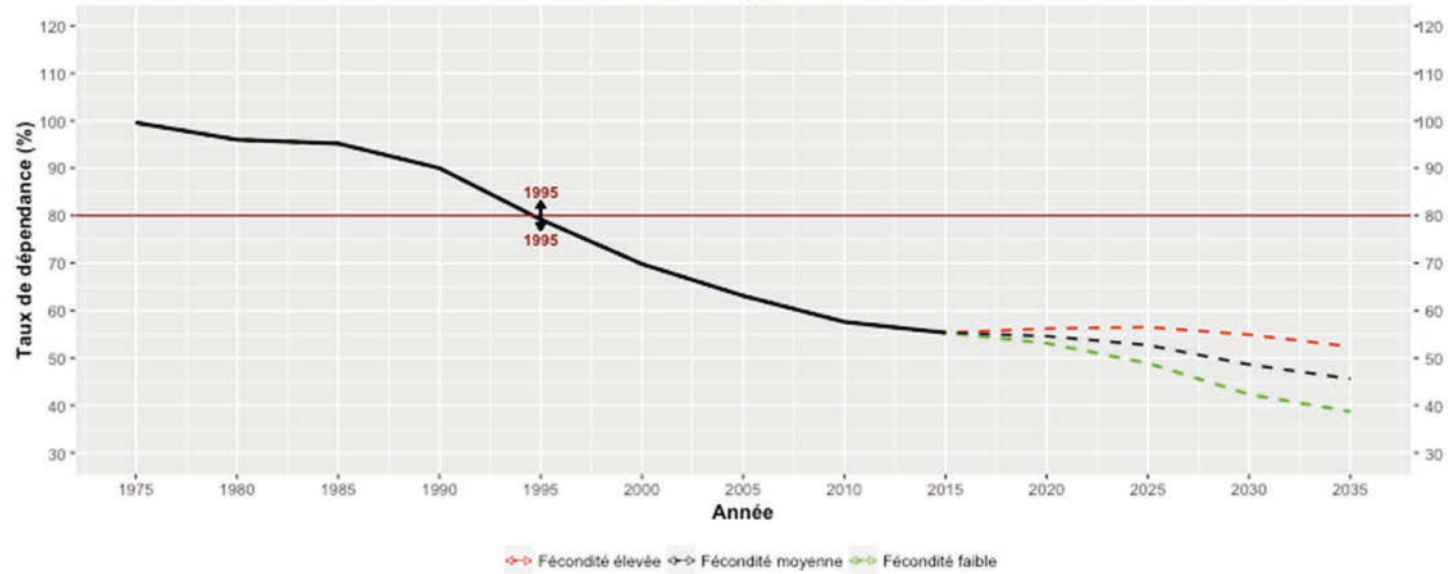
BAD, 2009 : *Botswana : Document de stratégie pays 2009-2013*.

PNUD, 2015 : *Rapport sur le développement humain 2015, le Travail au service du développement humain*.

(<http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?queryid=166>). (Banque mondiale, 2016 ; Transparency International, 2015).

³ Algérie, Botswana, Cap-Vert, Swaziland, Afrique du Sud et Comores.

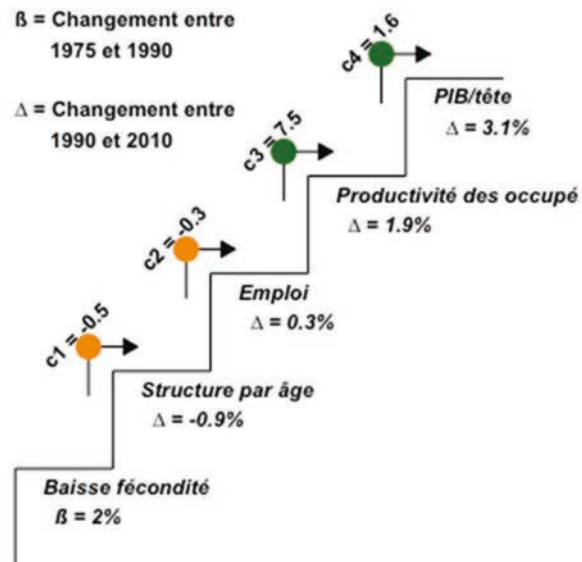
Fenêtre d'opportunité



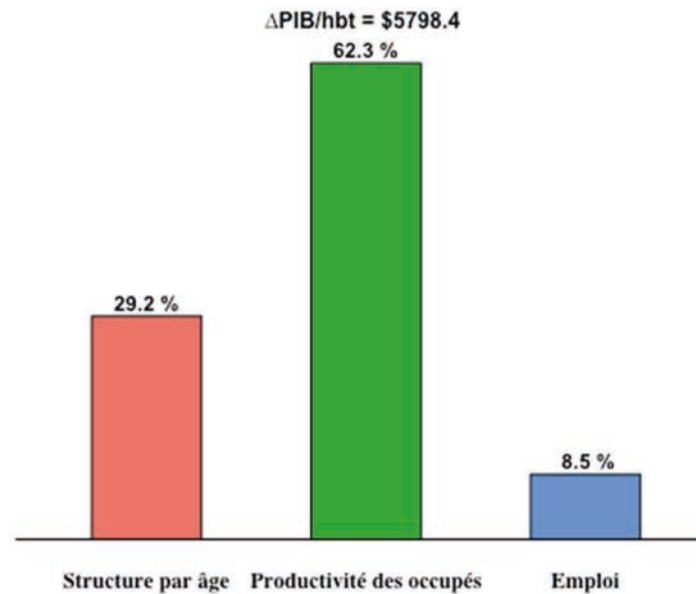
Freins au dividende économique

β = Changement entre
1975 et 1990

Δ = Changement entre
1990 et 2010



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Burkina Faso a une population estimée à plus de 18 000 000 habitants en 2015. Dans cette population, les femmes représentent 51,7 %, les jeunes de moins de 15 ans (48 %) et ceux de 65 ans et plus 3,2 %. Le taux d'accroissement annuel moyen intercensitaire estimé à 2,4 % sur la période 1985-1996 a connu une hausse en passant à 3,1 % sur la période 1996 et 2006. En 2014, plus de 2 hommes sur 5 âgés de plus de 15 ans sont alphabétisés contre, seulement 1 femme sur 4 de la même tranche d'âge (INSD, 2014). Entre 2009 et 2014, l'écart en termes d'alphabétisation entre homme et femme ne s'est pas réduit, cependant les taux brut et net de scolarisation ont connu des hausses significatives. Le taux brut de scolarisation au primaire est passé de 45 % à 88 % de l'année 2000 à 2015 contre 36 % à 69 % sur la même période pour le taux net de scolarisation au primaire (WDI, 2016). Le Burkina est l'un des pays qui tente difficilement d'amorcer la deuxième phase de sa transition démographique. Le nombre moyen d'enfants a baissé au cours du temps passant de 6,9 à 6,0 de 1993 à 2010 (EDS, 2010). Cette baisse de la fécondité est plus rapide en milieu urbain (3,9) qu'en milieu rural (6,7). En outre, la fécondité des femmes est d'autant moins élevée qu'elles sont instruites. En effet, les femmes n'ayant aucun niveau d'éducation ont en moyenne 6,6 enfants contre 4,9 enfants pour celles de niveau primaire et 3,1 pour celles ayant atteint au moins le niveau secondaire. La mortalité des enfants de moins de 5 ans est estimée à 88,6 pour 1 000 en 2015 (WDI, 2016) et l'espérance de vie à la naissance est quant à elle estimée à 56 ans en 2013 (WDI, 2016). Sur le plan économique, 40,1 % de la population burkinabé vit en dessous du seuil de pauvreté en 2014 (INSD, 2014) contre 46,7 % en 2009 (INSD, 2009). Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé graduellement de 351,98 dollars à 592,61 dollars de 1990 à 2010 puis à 683,95 dollars en 2013 avant de connaître une baisse à 631,372 dollars en 2015 (WDI, 2016). En 2010, 90,7 % de la population active était occupée contre 98,8 % en 1990.

Fenêtre d'opportunité

Sur la base d'un maintien des tendances d'évolution de la fécondité entre 1990 et 2015, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira dès 2027 et ce jusqu'en 2035. Sur la base d'une fécondité qui baisse plus rapidement que la tendance de référence, la fenêtre d'opportunité devrait s'ouvrir deux ans plutôt tandis qu'elle s'ouvre plus tard en 2035 dans le cas pessimiste d'une fécondité qui baisse moins rapidement que la tendance de

référence. Ainsi, en considérant un scénario favorable de l'évolution de la fécondité, le pays bénéficiera d'une opportunité démographique à partir de 2025.

Freins

Le Burkina Faso a amorcé sa transition démographique mais le pays n'a pas encore achevé la première phase. Sur la période 1975-1990, la fécondité a augmenté à un taux de 0,1 % par an, engendrant une insuffisante modification de la structure par âge de la population. Sur le plan économique, la crise de ces dernières années amplifiées par l'insurrection populaire d'octobre 2014 et le coup d'État manqué de septembre 2015, ont dégradé les performances économiques du Burkina.

La baisse de l'emploi de 0,4 % sur la période 1990-2010 s'est accompagnée d'une augmentation la productivité des personnes occupées de 2,4 % par an en moyenne sur la période. Le PIB a connu une augmentation moyenne de 2,5 % par an. Cette augmentation du PIB aurait été plus prononcée si la modification de la structure de la population avait été plus importante.

Sources de changement

Le PIB/habitant a connu une hausse de 489,3 \$ de 1990 à 2010. En examinant les sources de cette augmentation, l'on constate qu'elle est tributaire en grande partie de la productivité des personnes occupées (110,3 %) et dans une moindre mesure de la modification de la structure de la population (7 %). En revanche l'emploi des actifs a eu un effet négatif (- 17,3 %) sur la dynamique du PIB/habitant durant cette période.

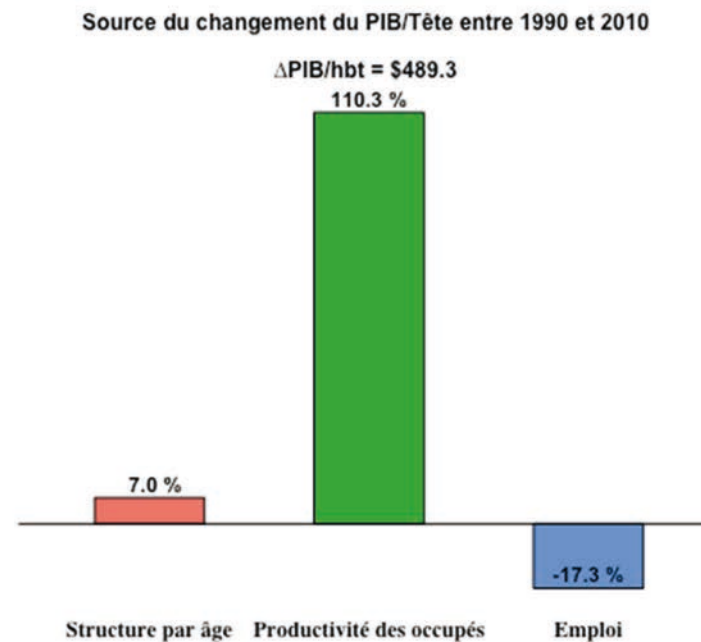
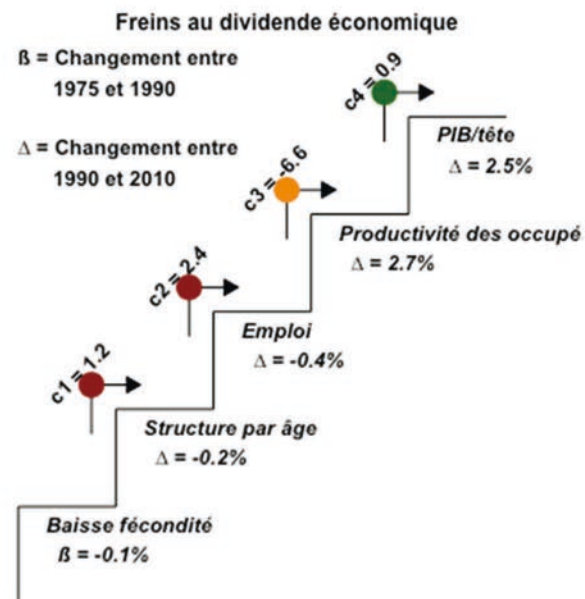
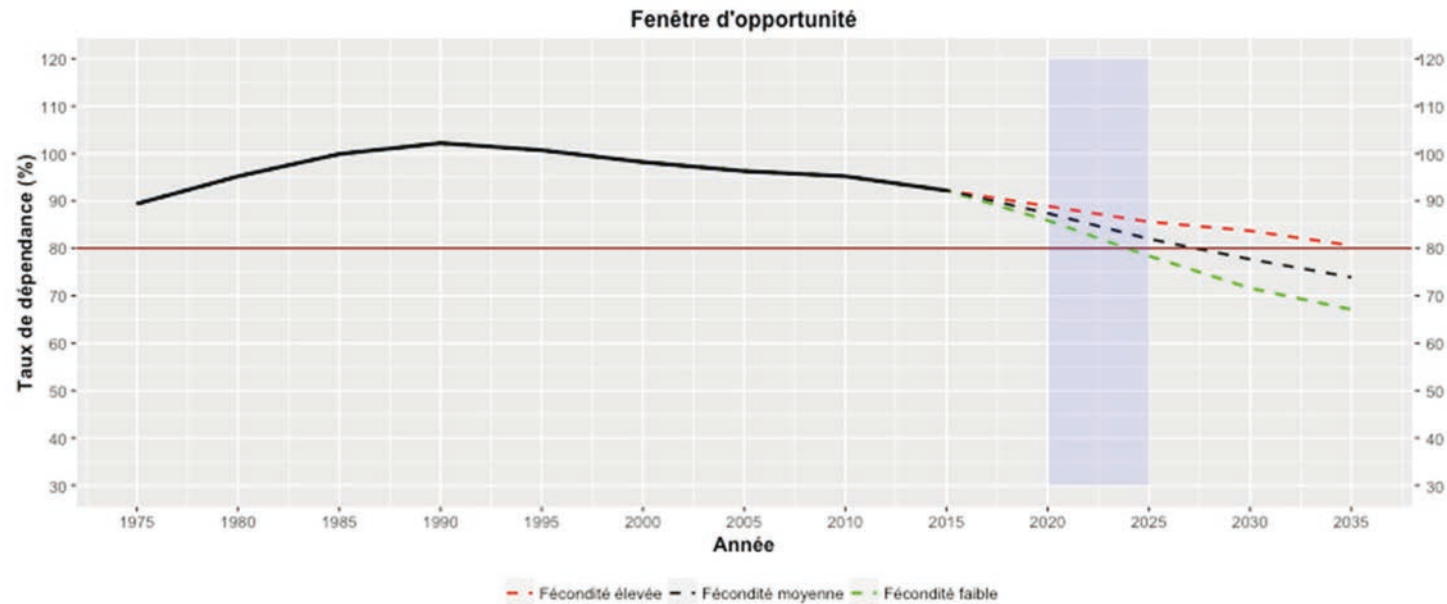
Recommandations

Bien que le fenètre d'opportunité ne soit pas encore ouverte, Le Burkina Faso pourrait mettre en place des conditions qui permettront au pays, avec une démographie, d'accélérer sa croissance économique. Il s'agit notamment de :

- poursuivre les politiques de population visant à modifier la structure par âge pour réduire le taux de dépendance ;
- mettre aussi en place des politiques et programmes de promotion de l'emploi à travers des formations professionnelles, l'accompagnement des promoteurs de l'auto-emploi et le renforcement continu des capacités des professionnels ;
- développer des stratégies d'allègement et de formalisation du secteur informel pour permettre aux promoteurs de garantir un emploi durable et décent à leurs employés.

Références

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) et ICF International, 2012. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Burkina Faso 2010. Calverton, Maryland, USA : INSD et ICF International.
Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), Enquête multisectorielle continue (EMC) 2014, Rapport de synthèse des rapports d'analyse : Profil de pauvreté et d'inégalité, Ouagadougou, Burkina Faso.
Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). 2009. *Recensement général de la population et de l'habitation de 2006 (RGPH-2006)*. Rapport de synthèse des rapports d'analyse, Ouagadougou, Burkina Faso.
Rapport de la banque mondiale sur le classement annuel des pays du monde.



Contexte

En 2008, la population totale du Burundi s'élevait à 8 053 574 habitants dont 49 % d'hommes (Burundi, 2011). Cette population est très jeune : 44 % n'avaient pas encore atteint l'âge de 15 ans, les personnes âgées (65 ans et plus) étaient largement sous-représentées (2,8 %). Il en découle un rapport de dépendance de 90 %. Le taux d'accroissement annuel moyen de la population totale est resté presque constant au cours des trois décennies ayant précédé le recensement de 2008, passant de 2,5 % entre 1979 et 1990 à 2,4 % entre 1990 et 2008. À ce rythme le pays comptera 15 millions d'habitants en 2035. Cette perspective est d'autant plus probable que le niveau de la fécondité des femmes burundaises est encore élevé (6,4 enfants par femme en 2008) et le rythme de sa baisse est faible (6,4 en 1987 contre 6,4 en 2008). Le produit intérieur brut (PIB) du pays a connu une augmentation entre 2003 et 2013 : passant de 108,01 \$ à 267,11 \$ par habitant (Banque Mondiale, 2016). De ce fait, 4 Burundais sur 5 (soit 81,3 %) vivent en dessous du seuil de pauvreté (OCDE, 2011). En 1990, la quasi-totalité de la population âgée de 15 à 64 ans était occupée. Depuis lors, la situation s'est légèrement détériorée et la taux d'emploi a baissé de 4 % et se situe à 96 % en 2010.

Fenêtre d'opportunité

Les projections démographiques des Nations Unies suggèrent que le taux de dépendance élevé qu'on observe depuis quatre décennies (1975-2015) se maintiendra jusqu'à l'horizon 2026, quelle que soit l'hypothèse considérée sur la fécondité. Sous hypothèse optimiste, il faudra attendre l'année 2028 pour voir le Burundi entrer dans sa fenêtre d'opportunité d'un dividende démographique. Si la population croît au rythme actuel, la fenêtre d'opportunité ne s'ouvrira qu'à l'horizon de 2035.

Processus

La légère augmentation de la fécondité entre 1975 et 1990 au Burundi (de 0,1 % annuelle moyenne) s'est accompagnée d'une faible variation (0,4 % en moyenne annuelle)

de la structure par âge de la population sur la période 1990-2010. La diminution relative de la population âgée de 15 à 64 ans ne s'est pas accompagnée d'une amélioration de l'emploi ($C2 = 0.7$). L'emploi s'est détériorée ($-0,3$ % par an) tout comme la productivité ($-0,8$ % par an). Enfin, l'ensemble de ces freins ont contribué à une baisse PIB par habitant sur la période ($-0,7$ % par an).

Sources de changement

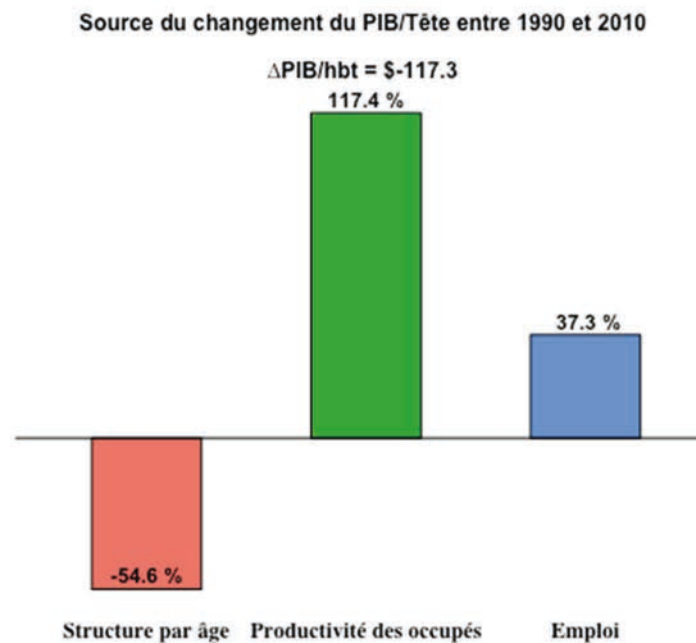
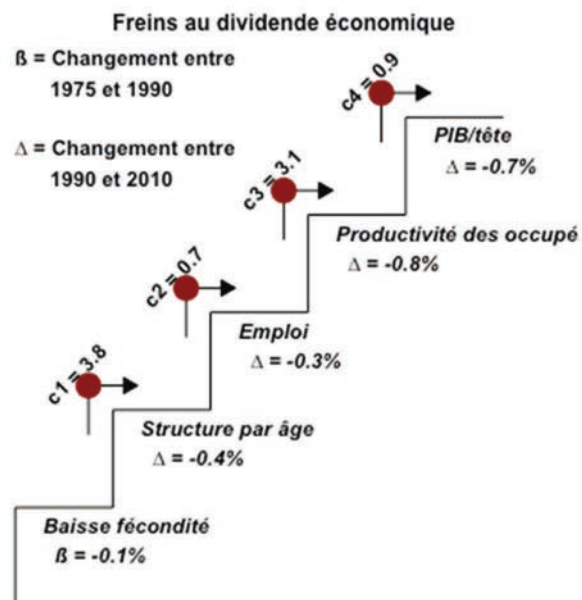
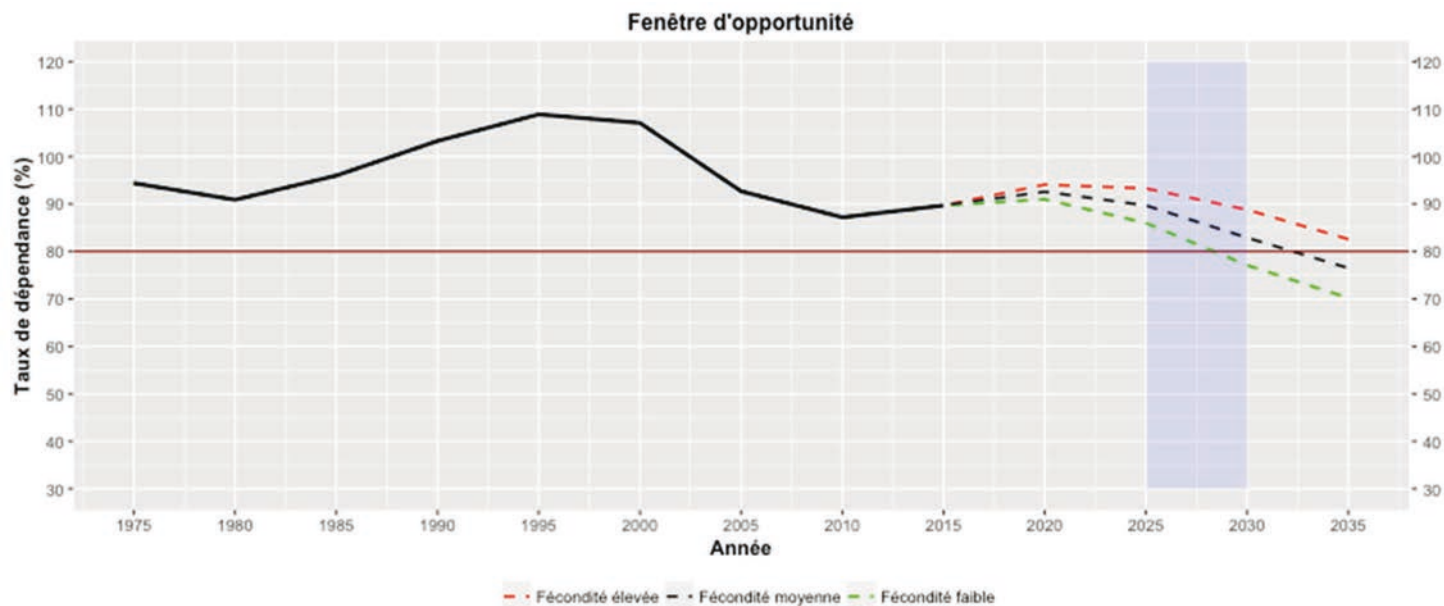
Entre 1990 et 2010, le PIB par habitant du Burundi a baissé de 117,3 \$. L'examen des sources de cette baisse permet de noter le rôle prépondérant de la productivité des personnes occupées (117 %). Vient ensuite l'emploi qui a conduit à la dépréciation du PIB par habitant à hauteur de 37 %. Quant à la structure par âge de la population, elle a joué un rôle favorable et atténué la baisse du PIB à hauteur de 55 %. On en conclut que la baisse du la richesse par habitant est due aux contre-performances économiques plutôt qu'aux changements démographiques.

Conclusions et recommandations

Bien pas très favorable, la structure par âge de la population burundaise a contribué à stabiliser la baisse la richesse par habitant. Ce facteur démographique sera beaucoup plus favorable à l'horizon 2035 lorsque la fenêtre d'opportunité sera ouverte. Pour y parvenir rapidement, le Gouvernement Burundais gagnerait à mettre en place des mesures incitatives pour favoriser la baisse du nombre d'enfants par femme. De plus l'emploi et la productivité des personnes occupées sont en revanche des facteurs importants de l'amélioration du PIB par tête. Leur contribution à la croissance peut s'intensifier à travers la modernisation des finances publiques et le renforcement des services sociaux essentiels et des institutions et infrastructures économiques (éducation, énergie, activités minières, agriculture...), avec une participation croissante du secteur privé.

Références

Banque Mondiale (2016), Indicateurs de développement dans le monde, www.banquemondiale.org, dernière mise à jour : 2 juin 2016.
Burundi (2011), Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Burundi 2008. Volume 3 : Analyse. Tome 6 : État et structures de la population, 68 p. + Annexes.
OCDE (2011), Rapport 2011 sur l'engagement international dans les États fragiles : République du Burundi, Éditions OCDE, 80 p.



Contexte

La population du Cameroun est évaluée à 20 millions d'habitants dont 51 % des femmes en 2010. Elle est estimée à 22 millions en 2015 et avoisinera 40 millions en 2035 (UN 2015). La structure par âge de cette population est caractérisée par sa grande jeunesse. L'âge médian est de 17,7 ans et les moins de 15 ans représentent 43,6 % de la population. L'ISF reste élevé et est passé de 5,8 en 1991, à 5,1 en 2011 (INS 2011).

L'économie du Cameroun a rencontré des difficultés entre 1990 et 2010. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant a connu une légère augmentation de 2 % passant de 2197 dollars en 1990 à 2233 dollars en 2010. Le changement observé entre ces deux dates cache les fluctuations qu'a connues l'économie après la dévaluation du FCFA en 1994. Entre 1990 et 2010, l'on a observé une légère augmentation de l'emploi de la population en âge de travailler (75 % en 1990 et 80 % en 2010) mais une baisse importante de la productivité (- 10 %). Cette baisse a contribué à la faible augmentation du PIB par habitant sur la période.

Fenêtre d'opportunité

Si l'évolution de la fécondité entre 1990 et 2015 se maintient dans les prochaines années, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira dès 2018 et restera ouverte jusqu'en 2035. Cette période favorable restera quasiment la même si la fécondité baisse un plus rapidement (hypothèse de fécondité faible). Si la fécondité baisse moins rapidement, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira plus tardivement, c'est-à-dire autour de 2021 et restera ouverte jusqu'en 2035. Il est donc souhaitable de mettre en place des politiques adaptées afin de bénéficier des avantages potentiels d'avoir une structure par âge de la population favorable.

Processus

Dans le processus graduel d'obtention du dividende économique, on observe que la première étape ne s'est pas encore matérialisée au Cameroun. La baisse moyenne annuelle

de la fertilité a été quasi nulle entre 1990 et 2010. De ce fait, la population à charge a baissé (0,3 % en moyenne par an) sur la période. Par ailleurs, on observe une augmentation de l'emploi au sein de la population 15-64 ans mais qui est accompagnée d'une baisse de la productivité moyenne annuelle (- 5 %). La production nationale a toutes fois augmenté sur la période en dépit de la baisse de la productivité. Cette augmentation résulte de l'augmentation de l'emploi.

Sources de changement

Le PIB par habitant a connu une légère hausse de 35,5 \$ entre 1990 et 2010. Cette augmentation est très faible en terme absolu comparé au niveau du PIB (3 233 \$ en 2010). De ce fait, les facteurs qui occasionnent ce changement ont souvent des contributions relatives supérieures à 100 %. En examinant ces facteurs, on observe que la baisse de la productivité des personnes occupées a fortement contribué à la faible augmentation de la richesse par habitant (- 638,3 %). L'emploi des 15-64 ans en revanche a joué un rôle favorable à l'augmentation (358,3 %) du PIB par habitant, tout comme la structure par âge de la population (+ 379,7 %).

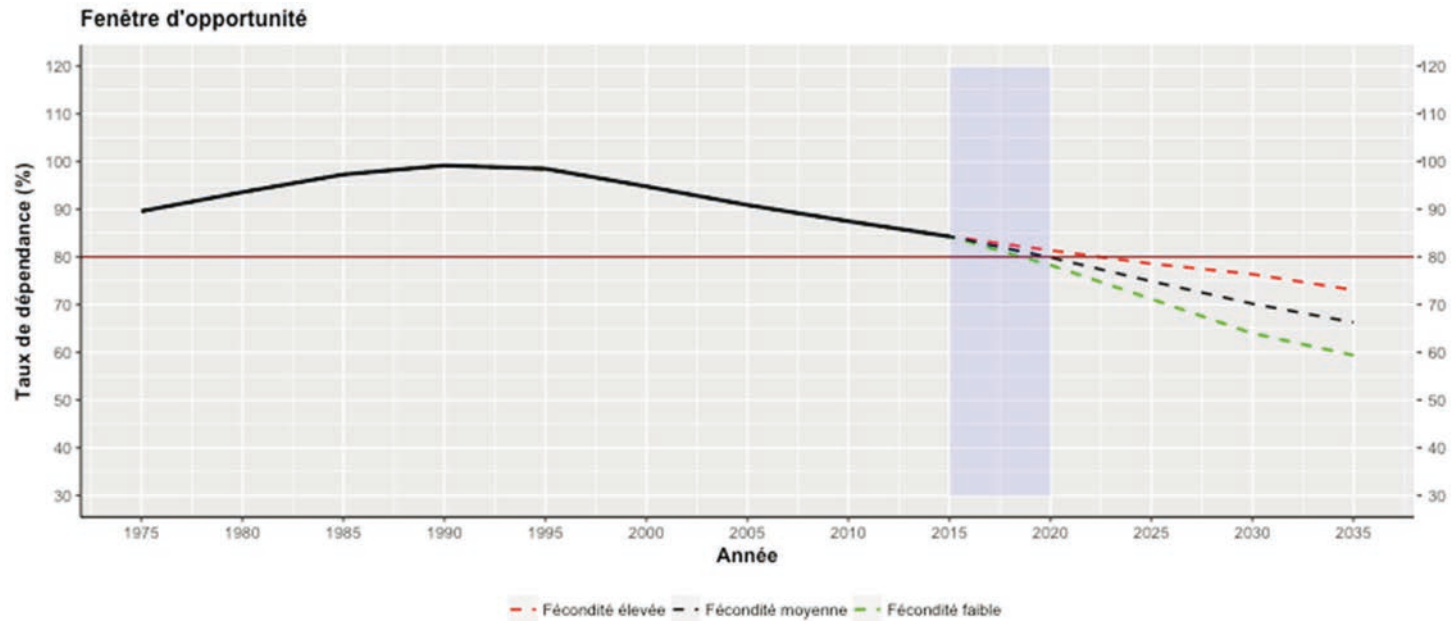
Recommandations

La Cameroun bénéficiera davantage du dividende démographique en amorçant une baisse plus importante de sa fécondité et en augmentant la productivité des personnes occupées. À cet effet, quelques recommandations sont proposées :

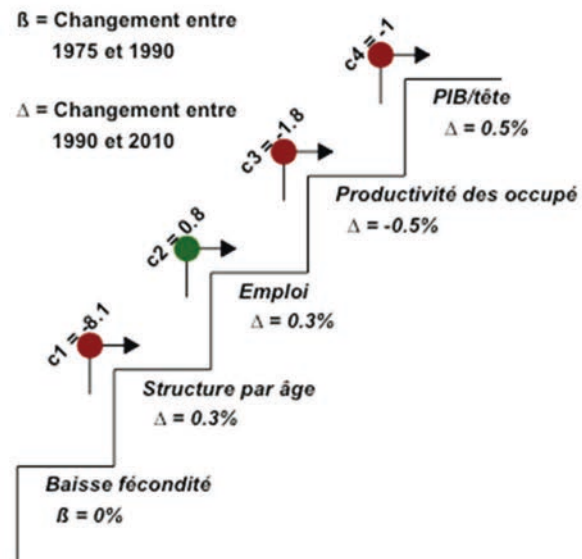
- mettre à la disposition des femmes qui le veulent les méthodes de planification familiale ;
- renforcer la formation et la qualification des jeunes ;
- mettre en place des politiques et programmes de renforcement des capacités productives des personnes occupées à travers notamment la formation continue ;
- favoriser la création des emplois qualifiés et dynamiser le marché de l'emploi.

Référence

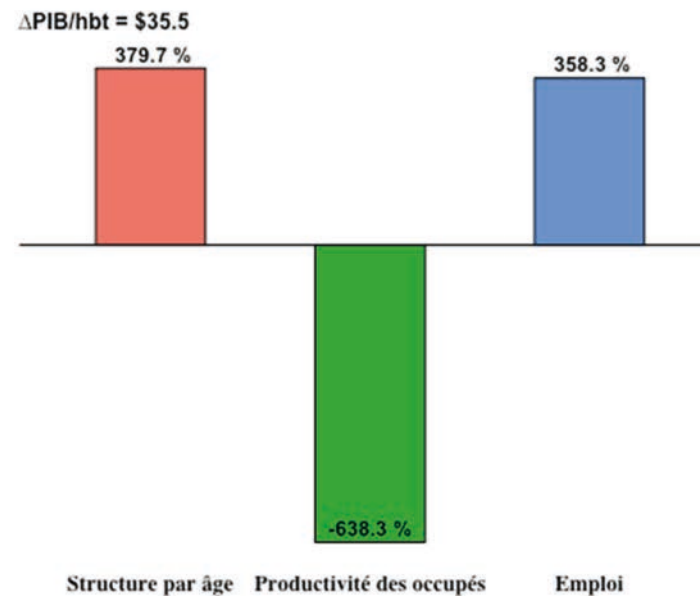
United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Prospects: The 2015 Revision, DVD Edition.
INS, 2011. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Cameroun (EDS-MIC 2011).



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Avec 521 000 habitants en 2015, le Cap-Vert est l'un des pays les moins peuplés d'Afrique. Sa population en 2015 est constituée de 49,3 % d'hommes de 30 % de personnes d'âge 0 à 14 ans, de 65 % de personnes âgées de 15 à 64 ans et de 5 % de personnes de 65 ans et plus. Son taux d'accroissement annuel moyen varie depuis l'an 2000 entre 0 et 2 % et s'élevait 1,3 % en 2014. Les données du RGPH 2010 révèlent également que le taux de fréquentation scolaire est de 86,5 %. Par ailleurs, la fécondité des femmes Cap Verdienne a connu une diminution notable. En effet, l'ISF est passé de 5,2 enfants par femme en 1990 à 2,3 en 2014 (WDI, 2016). L'espérance de vie à la naissance est passée de 66 ans en 1990 à 73 ans en 2014. Le taux de mortalité infanto juvénile est passé de 63 pour 1000 en 1990 à 26 pour 1 000 en 2013 (UNICEF, 2015). Sur le plan économique, le PIB par habitant a atteint 3579 \$ en 2015. Le taux de pauvreté à l'échelle nationale a considérablement chuté, il est passés de 49 % en 1990 à 21 % en 2010. L'État compte les ramener à 15 % en 2018. L'emploi des personnes constitue encore un épineux problème pour le Cap-Vert. En 2010 seulement 52,8 % des actifs occupent un emploi (INE-RGPH 2010) dont 56,7 % d'hommes et 43,3 % de femmes. Le taux de chômage a été estimé à 15,8 % en 2014, il a atteint 35,8 % chez les jeunes.

Fenêtre d'opportunité

Les trois scénarios des Nations Unies relatifs à l'évolution de la fécondité (élevée, moyenne et faible) montrent que le Cap Vert est entré dans sa fenêtre d'opportunité depuis 2005 et ce, quelle que soit l'hypothèse retenue. Cependant, le niveau du taux de dépendance atteint par le pays varie selon les hypothèses. À l'horizon 2035, il atteint 36,6 % selon l'hypothèse d'une fécondité faible, 43,8 % en cas d'une fécondité moyenne et 50,9 selon l'hypothèse d'une fécondité élevée. Le Cap Vert pourra continuer de bénéficier de la fenêtre d'opportunité au-delà de l'échéance 2035. Le suivi de l'évolution du taux de dépendance après cette date laisse présager une fermeture de la fenêtre vers 2080 selon l'hypothèse faible, 2095 selon l'hypothèse moyenne et au-delà de 2100 selon l'hypothèse d'une fécondité élevée.

Processus

L'analyse du processus de réalisation du dividende démographique indique clairement que des avancées auraient été plus perceptibles, n'eut été l'influence du chômage encore élevé. En effet, la fécondité a connu une baisse notable sans engendrer pour autant une modification conséquente de la structure par âge de la population d'où le faible coefficient de conversion de 0,7. En raison notamment de la faible variation de l'offre d'emploi estimée à 0,3 % entre 1990 et 2010, le marché capverdien de l'emploi demeure incapable d'absorber toute la population active. Ce déficit a rendu difficile le passage de la seconde à la troisième phase se traduisant par un faible coefficient de conversion de 0,3. Certes le chômage est élevé, mais la part de la population active qui est effectivement occupée est qualifiée (2,9 % de variation entre 1990 et 2010) et assez productive avec un coefficient de conversion de 8,6. Le PIB a par conséquent connu une augmentation notable (3,2 %) qui aurait pu être plus importante si toute la population active avait été réellement occupée.

Sources de changement

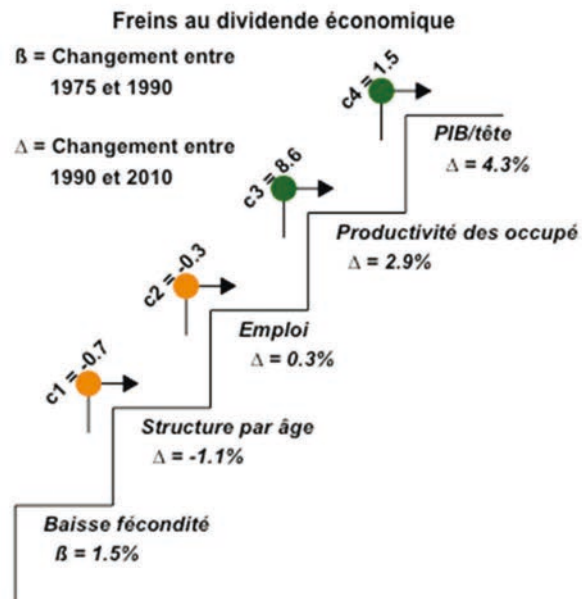
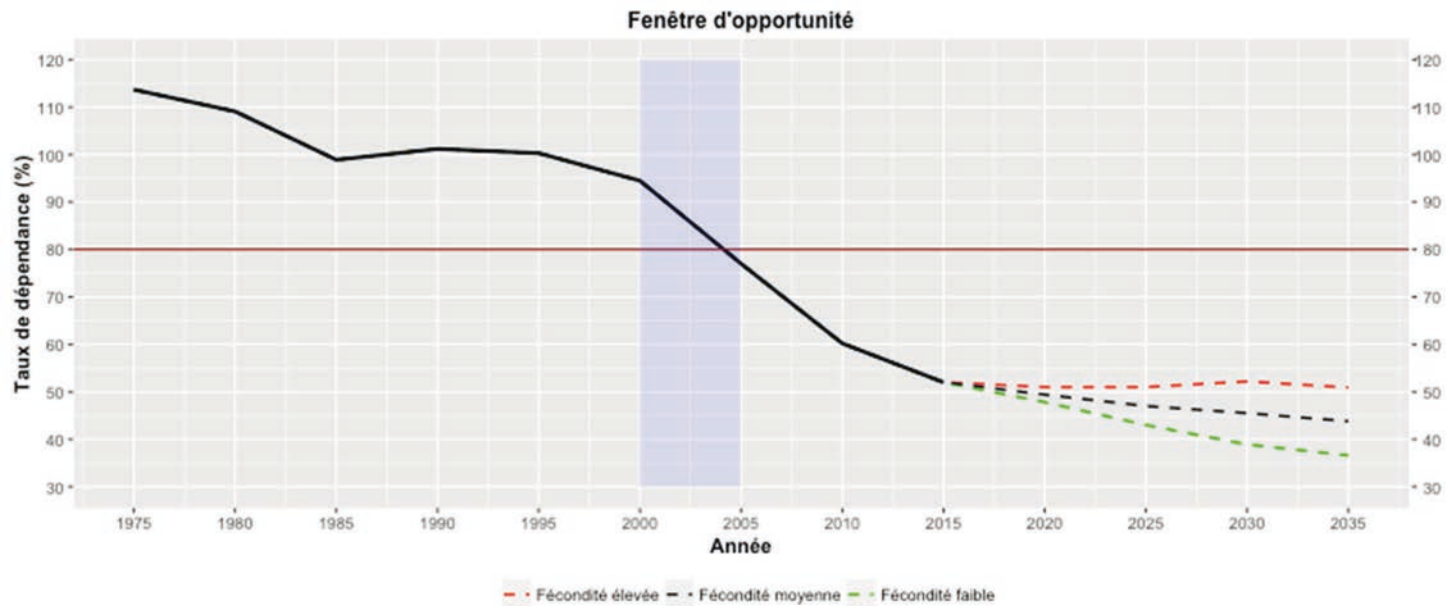
L'examen du changement du PIB/tête du Cap Vert indique une augmentation (2 493,5 \$) entre 1990 et 2010. Cette hausse est tributaire en grande partie du changement dans la productivité des personnes occupées à hauteur 65,8 %. La modification de la structure par âge de la population contribue pour 26,2 % à cette variation. Quant à l'emploi des personnes en âge de travailler, il a eu un effet positif, mais très faible (8 %).

Recommandations

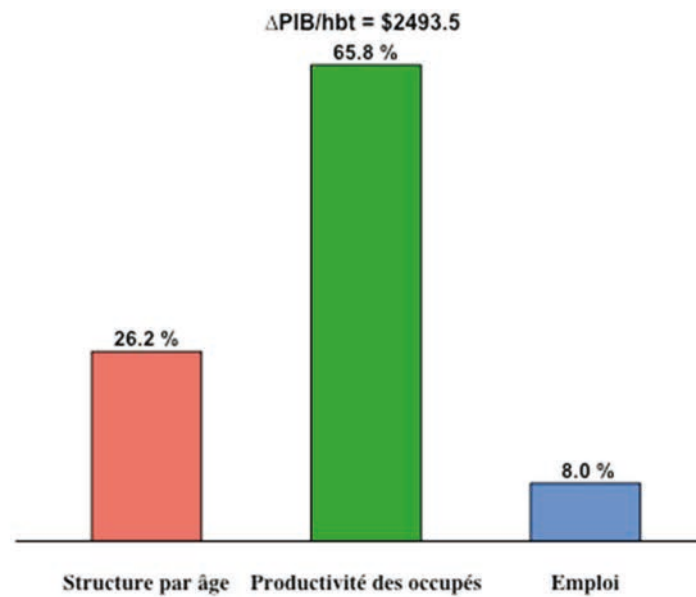
Au vu du contexte et des analyses faites en ce qui concerne la fenêtre d'opportunité, les obstacles et les sources de croissance, le Cap Vert bénéficiera davantage du dividende démographique en augmentant la participation des personnes actives au marché du travail. Une attention particulière pourra être accordée à l'emploi des femmes qui sont souvent exclues. L'éducation est un autre levier important dans ce processus. Il faudrait développer l'enseignement technique et professionnel et adapter l'enseignement professionnel au marché de l'emploi. Au niveau de l'emploi, l'État doit développer les stratégies d'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Références

Banque Africaine de Développement (2012). Cap-Vert : un modèle de réussite.
Banque Africaine de Développement (2014). Département ORWA/SNFO. CABO-VERDE, DOCUMENT DE STRATEGIE PAYS 2014-2018.
UNICEF (2015). State of the World's Children 2015 Country Statistical Information.
Pedro Brito1 & Teresa Rodrigues (2010). The problematic of population projections in small island states: the case of Cape Verde. Conference of European Statisticians, 28-30 April 2010, Lisbon, Portugal.
WDI (2016), World Development Indicators <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>.



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La population centrafricaine est estimée à environ 4,9 millions d'habitants en 2015 dont les femmes représentent plus de la moitié (50,7 %), les moins de 15 ans et les plus de 65 ans représentent 49,2 % (WDI, 2016). Cette population vit essentiellement dans le milieu rural (60 %) et 27 % (resp. 51 %) des jeunes femmes (resp. hommes) de 15-24 ans sont alphabétisées (ICASEES, 2010). Par ailleurs, une centrafricaine a en moyenne 6,2 enfants et le taux de prévalence contraceptive moderne est de 9 % (ICASEES, 2010). Ce qui laisse entrevoir la persistance d'une fécondité élevée.

Sur le plan économique, après une série de chocs internes et externes tels l'instabilité politique, le taux de croissance du PIB réel entame une remontée par rapport à 2014 et se stabilise à 4,1 % en 2015 (BAfD, 2016a). Depuis l'indépendance, l'évolution de l'activité économique est dictée par celle du secteur primaire qui contribue pour près de la moitié du Produit Intérieur Brut (PIB) 45,9 % en 2014. Le niveau de pauvreté demeure encore très élevé parce que plus de 3 personnes sur 5 vivent en dessous du seuil de pauvreté en 2008 (BAfD, 2016b).

Fenêtre d'opportunité

Selon les projections des Nations Unies, la fenêtre d'opportunité de la Centrafrique est ouverte depuis l'année 2010, quelle que soit l'hypothèse de projection choisie et se prolongera jusqu'en 2035. Sa profondeur est de près de 30 % selon l'hypothèse de fécondité faible.

Processus

Plusieurs goulots d'étranglement persistent dans le processus d'obtention du dividende économique en Centrafrique. En effet, sur la période 1975-1990, la fécondité a légèrement

baissé de 0,2 % en moyenne par an. Cette baisse n'a pas impacté suffisamment la structure par âge qui a contrairement à nos attentes augmentée légèrement de 0,2 % en moyenne annuelle sur la période 1990-2010. L'emploi est resté quasi stable sur la période et la productivité des personnes occupées a baissé (- 07 % annuel moyen). Ceci débouche sur la baisse du PIB par habitant observé en 1990 et 2010.

Sources de changement

Le PIB/hbt a connu une baisse de (- 72,6 \$) durant la période 1990 et 2010. En analysant les sources de cette baisse, on remarque qu'elle dépend en grande partie de la productivité des personnes occupées qui y contribue à hauteur de 162,7 %. Tandis que la structure par âge de la population et l'emploi des actifs ont contre balancé la tendance observée. Le poids de la productivité pourrait se justifier par la précarité des emplois dont la quasi-totalité est dans le secteur informel mais aussi par l'instabilité engendrée par des séries de crise politiques.

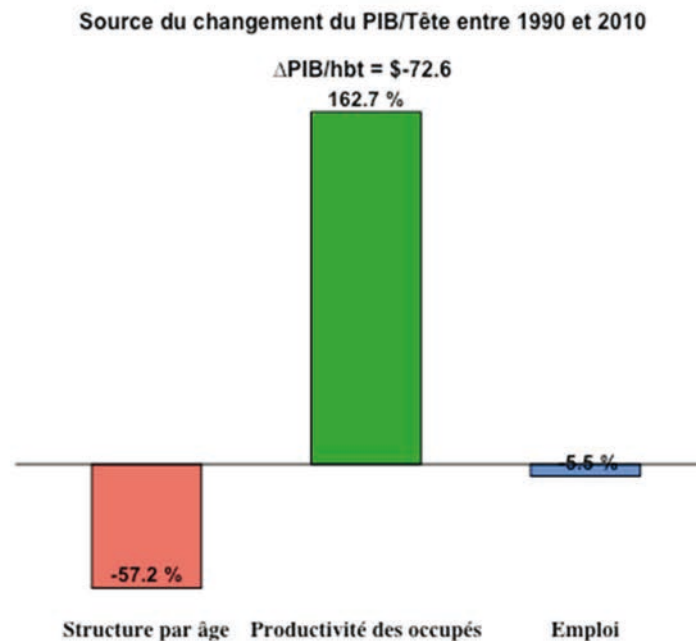
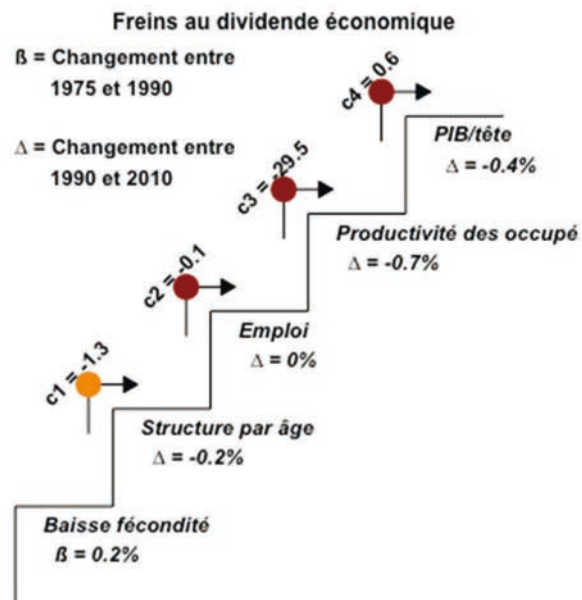
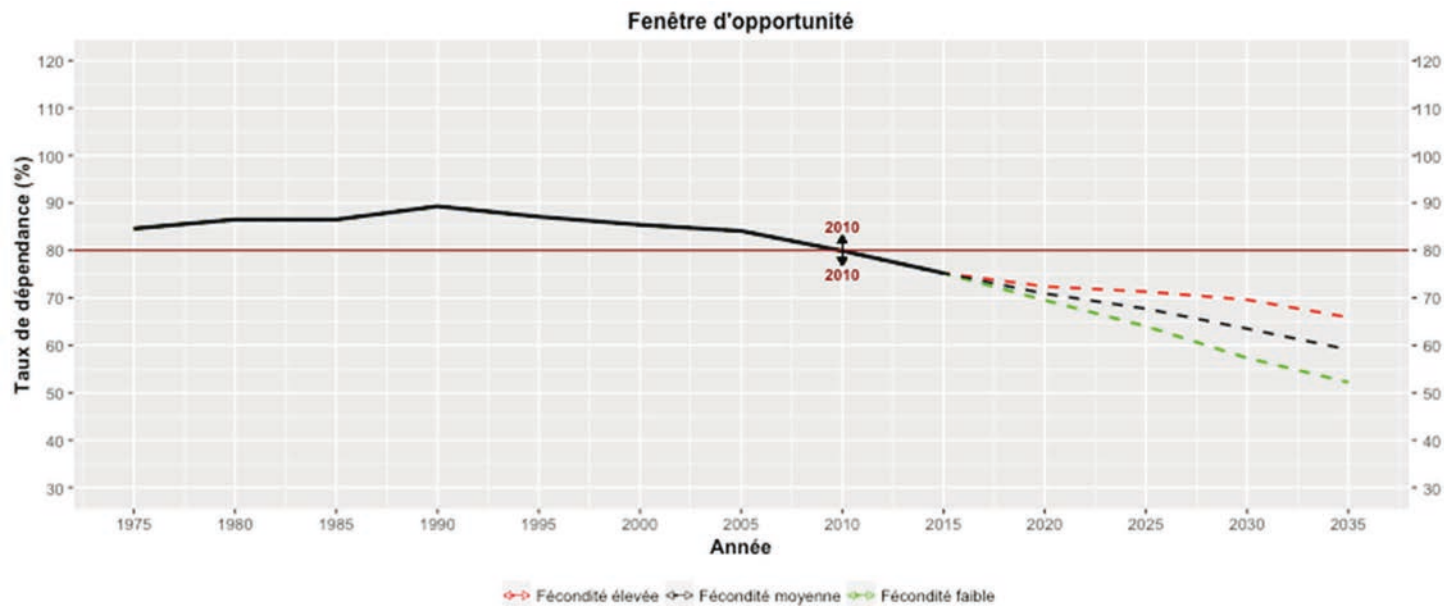
Recommandations

Au vu de ce qui précède, la République Centrafricaine pourrait bénéficier des opportunités du dividende démographique en mettant davantage l'accent sur les politiques telles que :

- maintenir la stabilité politique et la situation sécuritaire du pays ;
- encourager la scolarisation des filles surtout au niveau secondaire et universitaire ;
- investir davantage dans les formations professionnelles ;
- encourager et accompagner l'entrepreneuriat des jeunes ;
- développer l'enseignement technique et professionnel et l'adapter au marché de l'emploi.

Références

Banque mondiale (2016), Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Banque mondiale, Washington, DC, www.worldbank.org
BAfD et al. (2016a), Perspectives économiques en Afrique 2015 : Villes durables et transformation structurelles, Éditions de l'OCDE, Paris, DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>
BAfD (2016b), Annuaire statistique pour l'Afrique 2016. Banque africaine de développement. Abidjan
ICASEES (2010). « Enquête par grappes à indicateurs multiples-MICS », Rapport final. Bangui, RCA.



Contexte

L'union des Comores est un archipel composé de quatre îles principales qui compte une population estimée à 724 294 habitants en 2012 (projection RGPH 2003) dont plus de 53,4 % représente la population des moins de 20 ans. Les femmes y sont majoritaires et inactives (50,4 % de la population est féminine et 60 % des personnes inactives sont des femmes). En 2013, près de 14,7 % des enfants d'âge scolaire ne sont pas encore à l'école et l'analphabétisme touche 37 % des femmes contre 23 % des hommes (EDS-MICS II, 2012).

Après une longue période d'instabilité politico-institutionnelle (de 1997 à 2007) qui a eu pour conséquence la suspension des aides publiques au développement, le pays a connu au cours des cinq années suivantes un taux de croissance moyen de son PIB de 1,7 %. Cependant, ce taux reste inférieur à la croissance démographique (environ 2,1 %) et reste trop bas pour avoir un impact sur la pauvreté (OCDE, 2011).

Fenêtre d'opportunité

L'examen de la fenêtre d'opportunité indique que les Iles Comores sont entrées dans leur période favorable entre 2005 et 2010. Le taux de dépendance est passé de 82,5 % en 2005 à 78,6 % en 2010. En se basant sur les trois hypothèses formulées sur la fécondité par les Nations Unies, il ressort qu'en 2035, quel que soit l'hypothèse de fécondité retenue, les Iles Comores bénéficieront encore d'une opportunité démographique. Sous l'hypothèse d'une baisse continue de la fécondité, la profondeur de cette opportunité démographique sera de 25 points de pourcentage en deçà du seuil de dépendance de 80 %.

Processus

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique dans les Iles Comores s'est pratiquement bien amorcée. Cependant des efforts restent encore à

faire. Ainsi, sur la période 1975-1990, la fécondité a connu une baisse sensible de 1,5 % par an en moyenne. Toutefois, elle ne s'est pas accompagnée d'une modification significative du poids de la population des 15-64 ans, d'où un coefficient de conversion de $C1 = -0,3$. D'autre part, bien que l'emploi ait connu une légère augmentation de 0,2 %, la productivité des occupés n'a pas suivi ($C3 = -9,7$). Cette dernière a connu une baisse de 1,5 % entre 1990 et 2010 qui a induit une baisse du PIB/tête au cours de cette période de 0,9 %.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une baisse de 243,9 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de cette baisse, on constate que la productivité des personnes occupées est le premier responsable. En effet, elle a contribué à hauteur de 176,7 % à la diminution du produit intérieur brut. Par contre, la structure par âge et l'emploi des actifs a été un contrepoids vis à vis de cette baisse. Ils ont respectivement contribué à son ralentissement à hauteur de 58,5 % et de 18,2 %.

Recommandations

Les Iles Comores bénéficieront davantage du dividende démographique en investissant dans des programmes d'éducation, de formation et d'emploi visant à améliorer la productivité des travailleurs. Plus spécifiquement, le pays devrait :

- promouvoir l'auto-emploi et le renforcement continu des capacités des professionnels et des jeunes ;
- maintenir et renforcer ses investissements dans les programmes de santé visant à réduire le niveau de fécondité, et à améliorer la santé des populations, spécifiquement celle de la mère, de l'adolescente et de l'enfant.

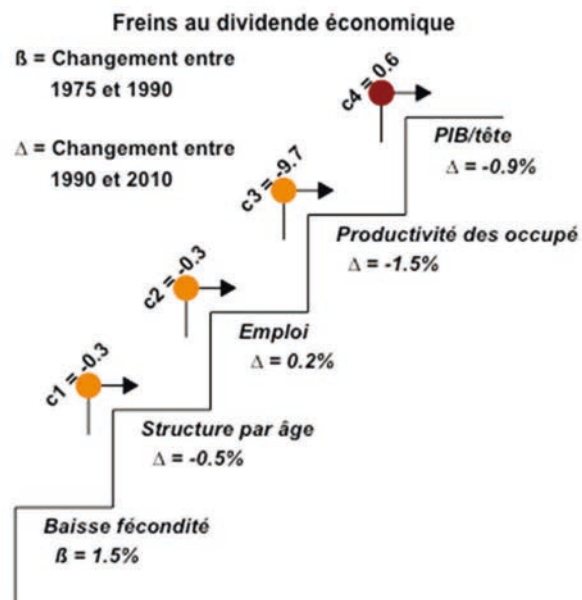
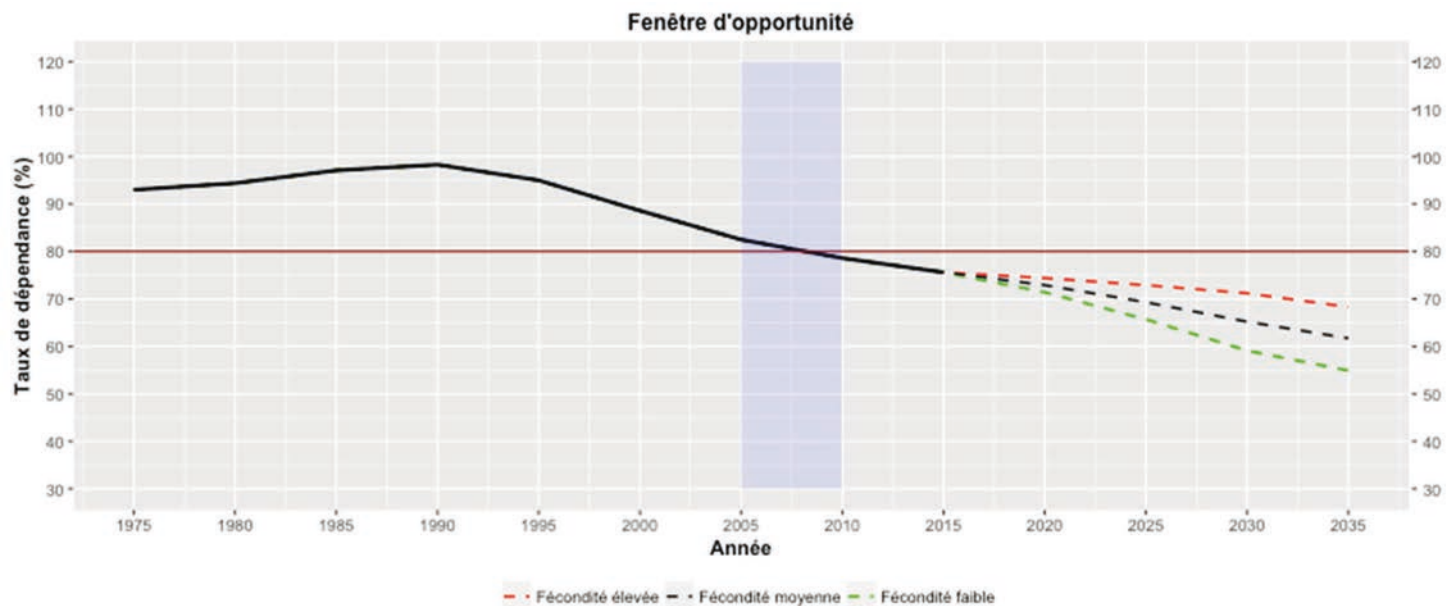
Références

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015).

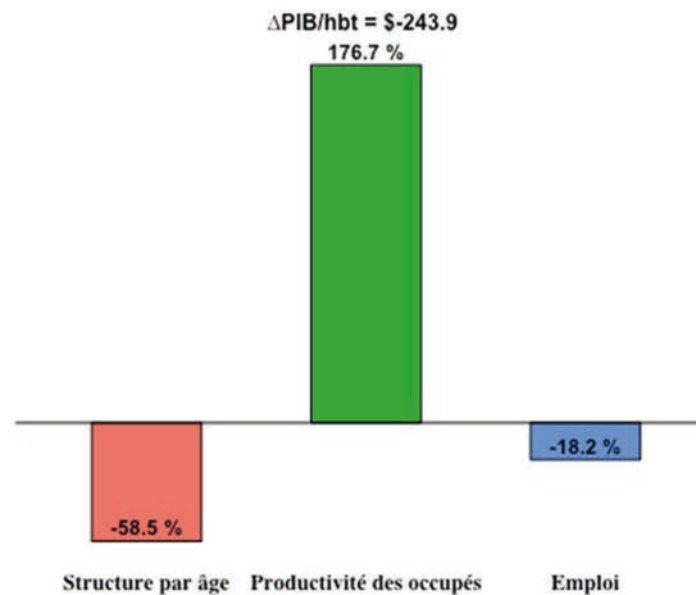
World Population Prospects : The 2015 Revision, custom data acquired via website. (25 juillet 2016).

OCDE (2011), Rapport 2011 sur l'engagement international dans les États fragiles : Union des Comores, Éditions OCDE.

Direction Générale de la Statistique et de la Prospective (DGSP) et ICF International. 2014. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples aux Comores 2012. Rockville, MD 20850, USA : DGSP et ICF International.



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Au dernier recensement de la population réalisée en 2007, 3 697 490 habitants peuplent le Congo, avec presque autant de femmes (51 %) que d'hommes (49 %). Cette population, comme pour la plupart des pays africains est jeune. Les personnes de moins de 15 ans représentent environ 39 % de la population. À l'autre extrême, 3 % de la population a 65 ans et plus. Entre 1984 et 2007, la population a cru à un rythme moyen annuel de 3 % (CNSEE, 2012). La fécondité quant à elle diminue mais à un rythme très lent. Malgré une baisse significative, elle reste très élevée, 5,1 enfants par femme en 2012 (CNSEE, 2012). L'économie du Congo a connu une croissance entre 1990 et 2010. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant a augmenté de 8 % passant de 3444 dollars en 1990 à 3702 dollars en 2010. Bien que l'emploi ait progressé de 8 % sur la période, la productivité quant à elle a baissé.

Fenêtre d'opportunité

Selon les trois hypothèses sur l'évolution de la fécondité des Nations Unies (forte, moyenne et faible), le Congo entrera dans sa fenêtre d'opportunité au plus tôt en 2022. Selon l'hypothèse de fécondité élevée, le pays entrera dans sa fenêtre d'opportunité en 2035. Cela signifie que si le Congo continue dans les conditions de fécondité actuelles avec un ISF d'au moins 5 enfants par femme, il faudra attendre l'an 2035 au plus tôt pour voir la charge démographique d'un actif diminuer et devenir favorable à la croissance économique du pays.

Processus

La baisse sensible de la fécondité, passant de 7 enfants par femme en 1974 à 5,1 enfant en 2012 n'a pas eu un grand effet sur la structure par âge de la population.

On a plutôt observé une baisse de la population en âge de travailler (– 0,2 % en moyenne) sur la période 1990-2010. Cette baisse s'est accompagnée d'une augmentation de la part de la population occupée (0,4 %) mais aussi par une baisse de la productivité (– 0,2 %).

Sources de changement

Le PIB par tête a augmenté de 258,2\$ entre 1990 et 2010, en raison sans doute de l'augmentation de la production pétrolière qu'a connu le pays durant cette période. En observant le graphique ci-dessus, on constate que ce changement est en grande partie attribuable à l'augmentation de l'emploi. En effet, l'emploi à lui seul est responsable de 116,2 % de l'augmentation du PIB/hab. La productivité des occupés quant à elle a un effet négatif sur l'augmentation du PIB. L'économie congolaise étant essentiellement basée sur l'industrie du pétrole, la création d'emplois n'est pas conséquente et le taux de sous-emploi est élevé à 27 %. La structure par âge contribue à hauteur de 44 % à l'augmentation du PIB. Ainsi, l'afflux additionnel des actifs qualifiés permet de booster la création des richesses.

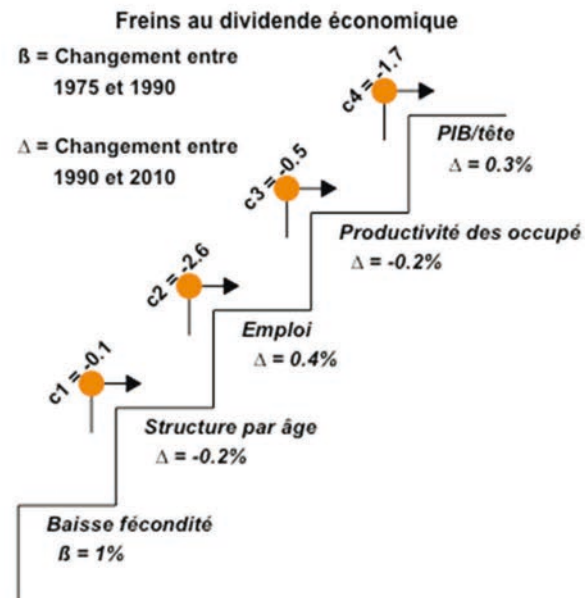
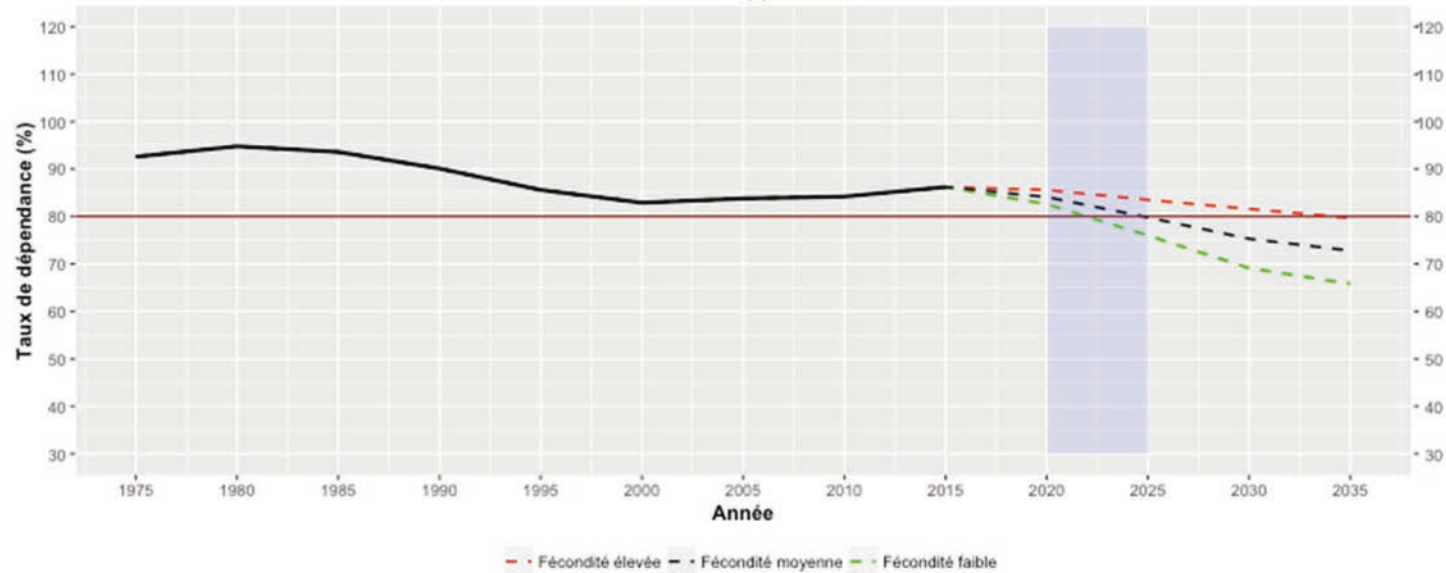
Recommandations

Au vu de ce qui précède, le Congo pourra pleinement bénéficier de sa fenêtre d'opportunité démographique en mettant en place des mesures visant à améliorer la qualité de la main d'œuvre, par une formation professionnelle accentuée, la promotion de l'auto-emploi, la promotion du secteur privé, l'adaptation de la formation des jeunes aux besoins du marché de l'emploi. En outre, par la mise en place de politique de population permettant de réduire la fécondité l'État pourra réduire les taux de dépendance. Un accent particulier devrait être mis sur l'éducation de la jeune fille et la santé de la reproduction par la promotion de la PF. Enfin, l'État devra développer des stratégies d'insertion des jeunes dans le marché de l'emploi en diversifiant l'économie.

Références

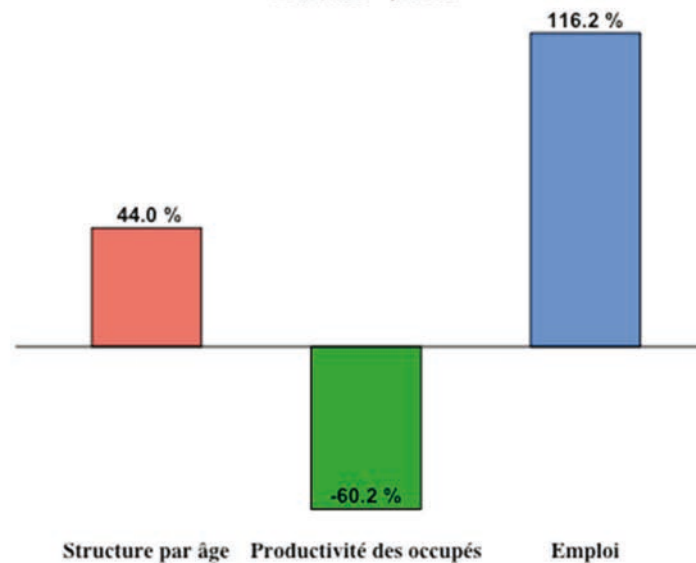
CNSEE, 2012, Enquête Démographique et de Santé du Congo (EDSC-II) 2011-2012.

Fenêtre d'opportunité



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010

$\Delta \text{PIB/hbt} = \258.2



Contexte

La Côte d'Ivoire compte 22 671 331 habitants en 2014 (INS, 2014) dont 44,3 % représente la population des moins de 15 ans et des 65 et plus. Le taux d'accroissement annuel moyen a connu une baisse depuis le premier recensement de 1975. Il est estimé à 3,8 % entre 1975 et 1988, 3,3 % entre 1988 et 1998 et 2,6 % entre 1998 et 2014. Les données du RGPH 2014 révèlent également que 35 % de jeunes de 6 à 14 ans ne fréquentent toujours pas l'école et 56 % des personnes de 15 ans et plus sont analphabètes. Par ailleurs, la fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée. En effet, le nombre moyen d'enfants est passé de 7,2 à 5 enfants par femme entre 1980 et 2012 ((INS, 2012). Il est plus bas en milieu urbain (3,7) qu'en milieu rural (6,3). De plus, 27 % des femmes de 15-49 ans en union ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale. En Côte d'Ivoire, le niveau de pauvreté demeure encore élevé ; le taux de pauvreté est passé de 48,9 % en 2008 à 46,3 % en 2015 (INS, 2008 ; INS, 2015). Environ 10 % de la population vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté. Cette pauvreté s'est accentuée pendant les crises socio-politiques qu'a connues le pays entre 2002 et 2010.

L'économie de la Côte d'Ivoire a rencontré des difficultés entre 1990 et 2010. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant a connu une baisse de 11 % passant de 1076 dollars en 1990 à 958 dollars en 2010. Cette baisse pourrait être imputable à l'instabilité politique qu'a connue le pays mais aussi à d'autres facteurs.

Fenêtre d'opportunité

La fenêtre d'opportunité correspond à l'année/période à partir de laquelle le taux de dépendance est en-dessous du seuil de 80 %. En se basant sur les trois hypothèses (forte, moyenne et faible) formulées sur la fécondité par les Nations Unies, il ressort que la Côte d'Ivoire entrera dans sa fenêtre d'opportunité à partir de 2020 et y restera jusqu'à près 2035, selon les hypothèses de fécondité faible et moyenne. Le taux de dépendance devrait baisser jusqu'à atteindre le niveau de 65,2 % en 2035 soit une profondeur d'environ 14 points de pourcentage. Par ailleurs, sous l'hypothèse de fécondité élevée, cette fenêtre s'ouvrira à partir de 2035. Il urge donc de mettre en place des politiques adaptées afin de bénéficier des avantages de cette fenêtre d'opportunité.

Références

INS (2014) Recensement général de la population et de l'habitat.
INS (2012) Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples.
EDS-MICS, 2011-2012.
INS (2008) Enquête Niveau de Vie des Ménages.
INS (2015) Enquête Niveau de Vie des Ménages.

Processus

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique au niveau de la Côte d'Ivoire s'est pratiquement bien amorcée. Cependant, des efforts restent encore à faire. Ainsi, sur la période 1975-1990, la fécondité a connu une baisse sensible (1,4 %) en moyenne annuellement. Cependant, elle ne s'est pas accompagnée d'une modification significative de la structure par âge de la population, représenté ici par le poids de la population des 15-64 ans, d'où un coefficient de conversion de $C_1 = 0,1$. D'autre part, un goulot d'étranglement persiste, à l'étape du passage de l'emploi à la productivité. La légère baisse de l'emploi (0,1 %) s'est accompagnée d'une forte baisse de la productivité (0,5 %). En conséquence, le taux de croissance annuel moyen du PIB a baissé de 0,5 % au cours de l'étude étudiée (1990 et 2010).

Sources de changement

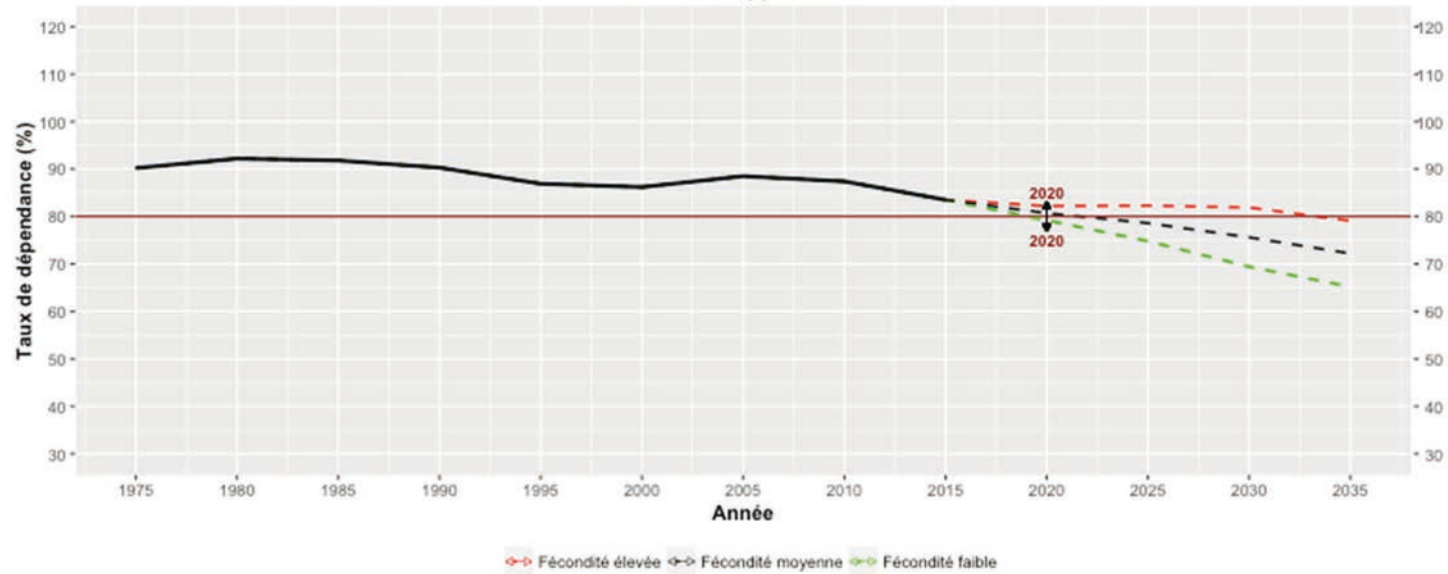
Le PIB par habitant a connu une baisse de 191,7 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de cette baisse, on constate qu'une grande partie provient de la productivité des personnes occupées (102,2 %) et dans une moindre mesure de la proportion des personnes occupées (13,3 %). Par contre, la structure par âge constitue un contrepoids (15,5 %). Le fait que la baisse de la productivité soit le principal facteur peut s'expliquer par la chute de la production en période de trouble politique, comme c'était pendant les années 2000.

Recommandations

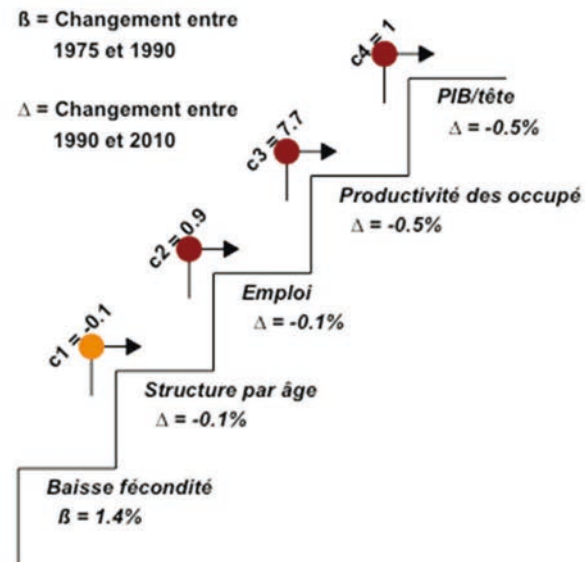
La Côte d'Ivoire bénéficiera davantage du dividende démographique en amorçant le processus à temps. À cet effet, quelques recommandations sont proposées :

- mettre à la disposition des femmes qui le veulent les méthodes de planification familiale ;
- mettre en place des politiques et programmes de renforcement des capacités des personnes occupées à travers des formations de recyclage ;
- promouvoir auto-emploi et le renforcement de capacités continue des professionnels ;
- mettre en place des formations calibrées sur les besoins du marché de travail.

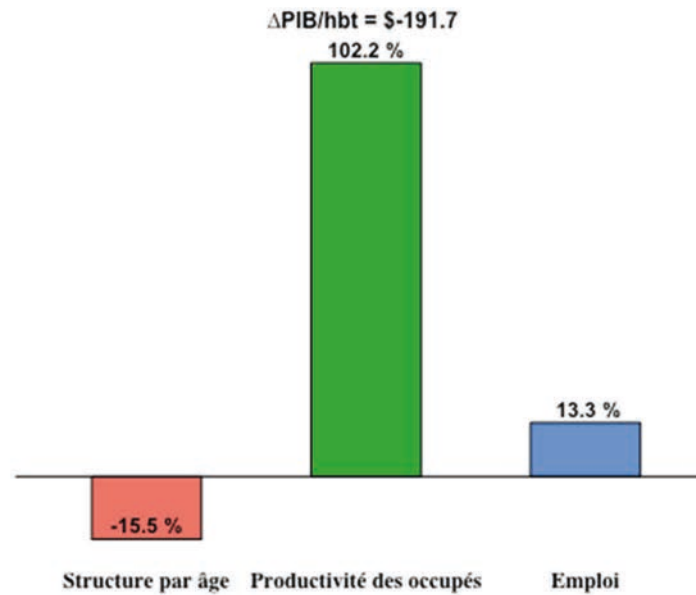
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La République de Djibouti est un pays de la Corne de l'Afrique. Il est limitrophe de la Somalie, de l'Éthiopie et de l'Érythrée. La population de Djibouti est passée de 250 000 en 1976 à 818 159 habitants en 2009 (DISED, 2012). Le taux d'accroissement naturel est de 2,3 %. Dans le domaine de l'Éducation, depuis plus de vingt ans, le paysage éducatif a globalement et radicalement changé quantitativement (progression des taux de scolarisation passant de 20 % en 1977 à 40 % en 1999-2000, puis à 75 % en 2010 dans le primaire et est à 55,4 % dans le secondaire)⁴. Le dernier recensement de 2009 indique une population fortement urbanisée (70,6 %) et très jeune (plus de 50 % de la population totale). Par ailleurs, il y a une forte proportion de jeunes et cela soulève la problématique de son éducation, de sa formation et de son insertion socioprofessionnelle, eu égard au taux de chômage très élevé de plus de 50 % de la population active (DISED, 2012). L'évolution du taux de scolarisation n'est pas sans effet sur la fécondité. L'ISF est passé de 6 enfants en 1990 à 2,6 enfants en 2012 par femme. Sur le plan économique, Djibouti est resté pendant longtemps avec une croissance économique faible dans la décennie 1990-1999 (2,2 %). La reprise de l'activité économique ne s'est pas accélérée entre 2000-2010 avec une croissance en moyenne annuelle de 4,8 % (MEF, 2011). En 2013, le taux de croissance moyenne annuelle était de 7 %. Cette relance économique est due à un effort important des investissements publics, à un apport massif des investissements directs étrangers (IDE) et au développement du secteur privé national (PNUD, 2010). L'économie de Djibouti a connu une évolution heurtée, non seulement à cause d'une succession de crises politiques et de chocs socioéconomiques, mais aussi de sa structure démographique.

Fenêtre d'opportunité

Djibouti est entré dans sa fenêtre d'opportunités depuis les années 2000. Depuis lors, le taux de dépendance a baissé jusqu'à atteindre 58 % en 2015. Selon les trois scénarios de projection, Djibouti restera dans la fenêtre d'opportunités jusqu'en 2035, avec une profondeur minimale de 22 points.

Références

Direction de la Statistique et des Études Démographiques (DISED), 2012 : Résultat préliminaire du 2^e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de Djibouti, 2009.
Ministère de l'Économie et des Finances, 2011 : Bilan de la Loi d'Orientation Économique 2001-2010.
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2010 : Revue à mi-parcours du programme pays 2008-2012.
Système des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2010 : Rapport des Objectifs du Millénaire pour le Développement 2010, Djibouti.

⁴ Rapport Vision Djibouti 2035.

Processus

La fécondité a connu une baisse annuelle moyenne de 0,7 %. Cette baisse s'est accompagnée d'une modification de la structure qui a permis une baisse du taux de dépendance. En effet, le changement de structure par âge de la population sur la période 1990-2010 correspond à une variation de - 0,8 %. Quant à l'emploi de la population active, elle a connu une variation de 0,3 %. Par contre, pour ce qui est de la productivité, c'est une baisse de 0,5 % qui est enregistrée. Malgré la baisse de la productivité, le PIB par habitant a augmenté de 0,6 % sur la période.

Sources de changement

Djibouti a connu une augmentation de son PIB/tête de 297,7 \$ entre 1990 et 2010. La structure par âge a significativement contribué pour l'essentiel à cette croissance. En effet, la structure par âge a contribué à une hauteur de 143,5 % à cette augmentation. L'emploi des actifs est responsable à une hauteur de 55,2 % de l'augmentation du PIB/tête. Par contre la productivité des occupés a eu un effet négatif sur la variation du PIB/tête au cours de la période (- 99 %).

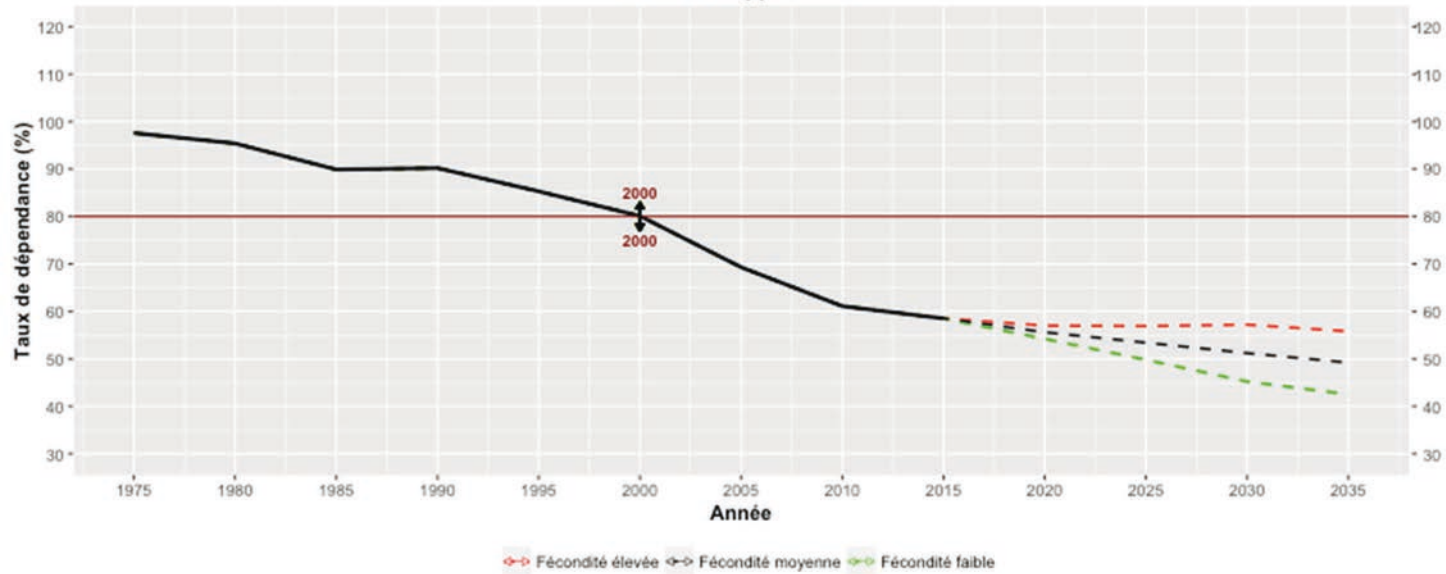
Ainsi, le pays pourrait continuer à bénéficier du dividende démographique à condition de poursuivre les politiques de population visant à promouvoir la formation professionnelle des jeunes et l'insertion des jeunes sur le marché de travail pour réduire le taux de chômage.

Recommandations

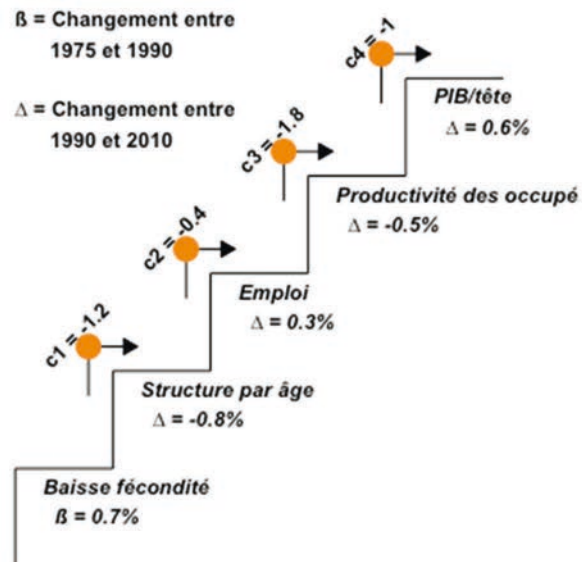
Djibouti tirera profit de sa démographie en agissant davantage dans la formation professionnelle, l'offre et l'auto emploi des jeunes. La baisse de la fécondité entre 1990 et 2010 qui s'est traduite par l'évolution positive de la structure par âge de la population constituerait un atout majeur pour le développement économique du pays.

S'agissant de la formation professionnelle, le gouvernement doit davantage investir dans les structures d'orientation des jeunes et dans la professionnalisation de l'enseignement supérieur afin de tirer profit de sa population active. L'État doit également mettre en place une politique visant à créer et faciliter l'accès des jeunes au marché de l'emploi pour augmenter le taux de productivité des occupés.

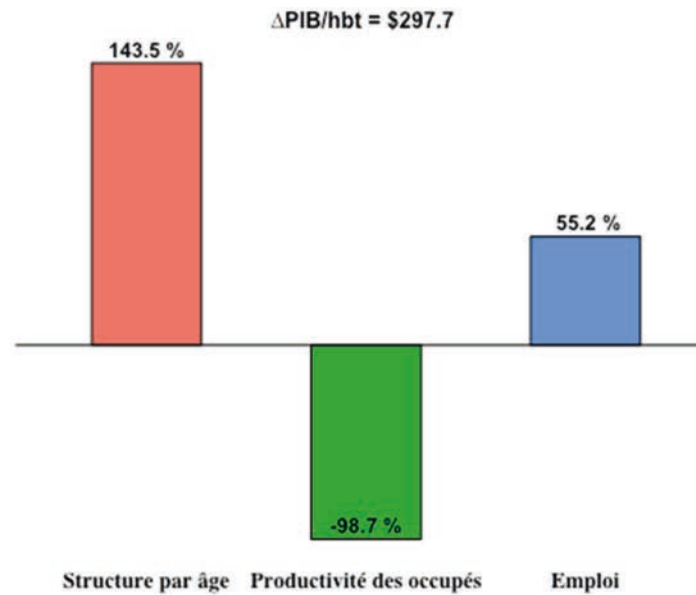
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La population Égyptienne a franchi les 91 millions de personnes en Juin 2016 et pourrait dépasser les 150 millions en 2045(CAPMAS, 2016). Sa structure par âge est composée de 33 % de moins de 15 ans, 61,8 % de 15-64 ans et 5,2 % de 65 ans et plus. La croissance rapide de la population estimée à 2,5 % constitue une préoccupation majeure du gouvernement pour laquelle la mise en place d'un Plan stratégique et de nouveaux mécanismes est envisagée pour en assurer le contrôle. La fécondité a connu des retournements, une baisse continue suivie d'une remontée. En effet, le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 6,2 en 1960 à 3 en 2008 pour remonter à 3,5 en 2014. La mortalité est en baisse continue. Le quotient de mortalité infanto-juvénile est passé de 41 ‰ en 2006 à 27 ‰ en 2014 (EDS 2005, et 2014). Au cours de cette même période, l'espérance de vie à la naissance est passée de 69,4 ans à 71 ans (CAPMAS, 2016). Les indicateurs socio-économiques sont mitigés : l'accroissement du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant (de 765 \$ en 1990 à 3366 \$ en 2014) contraste avec une prégnance persistante de la pauvreté (de 24,3 % en 1990-1991 à 26,3 % en 2012-2013) (WDI, 2016) mettant ainsi en évidence une forte prégnance des inégalités sociales.

Fenêtre d'opportunité

L'Égypte est dans la fenêtre d'opportunité démographique depuis la seconde moitié des années 90, sa phase démographique la plus favorable. Son ratio de dépendance a fortement baissé, passant de 81,1 % en 1995 à 58,4 % en 2010. Un accroissement de ce ratio s'est amorcé conjointement à la reprise de la natalité depuis 2008 et devrait se poursuivre jusqu'en 2020 sans atteindre les 70 % sur la base d'un maintien des tendances actuelles de la fécondité. Après une inversion à la baisse du ratio de dépendance est envisagée quel que

soit l'hypothèse d'évolution de la fécondité. L'Égypte verra sa fenêtre d'opportunité toujours ouverte au moins jusqu'en 2050.

Processus

La baisse de la fécondité de 1,5 % durant la période 1975-1990 a été quelque peu diluée par la remontée de la fécondité après 2008 faisant ainsi obstacle à une modification significative de la structure par âge de la population, d'où un coefficient de conversion négatif (-0,7). La réponse de l'économie n'a pas été à la hauteur puisqu'elle a débouché sur une légère diminution du taux d'emploi de l'ordre de 0,7 % entre 1990 et 2010. Cependant la productivité des travailleurs a sensiblement augmenté de 2,5 % au cours de cette période se traduisant ainsi par une augmentation du PIB de l'ordre de 2,9 %. L'augmentation du PIB aurait pu être encore plus importante si le taux d'emploi était en accroissement significatif.

Sources de changement

Il apparaît clairement que c'est productivité des travailleurs qui est la principale source de l'accroissement du PIB entre 1990 et 2010 avec une contribution de l'ordre de 84,5 %. La variation de la structure par âge, suite à la baisse de fécondité au cours des années 70 et 80 y a contribué pour sa part à hauteur de 25 %.

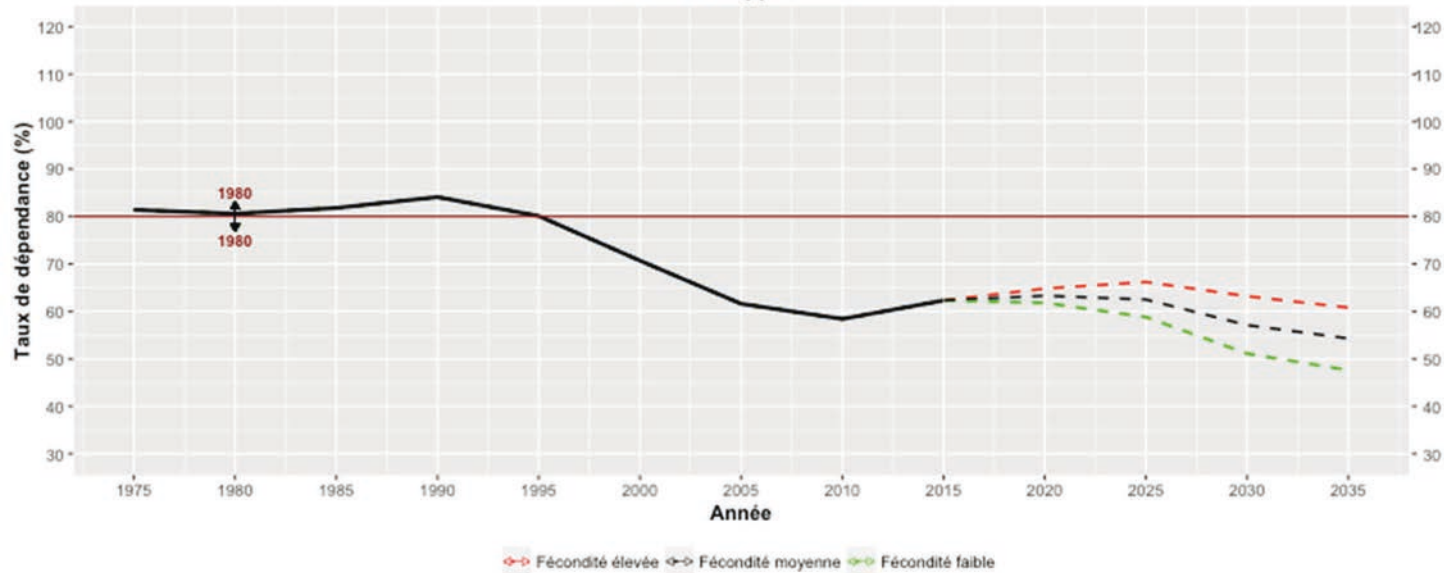
Recommandations

Au vu des caractéristiques du contexte et des analyses réalisées précédemment, l'Égypte bénéficie actuellement et bénéficiera encore mieux du dividende démographique si investit davantage dans la création d'emplois et une meilleure adéquation entre la formation et les besoins du marché de l'emploi.

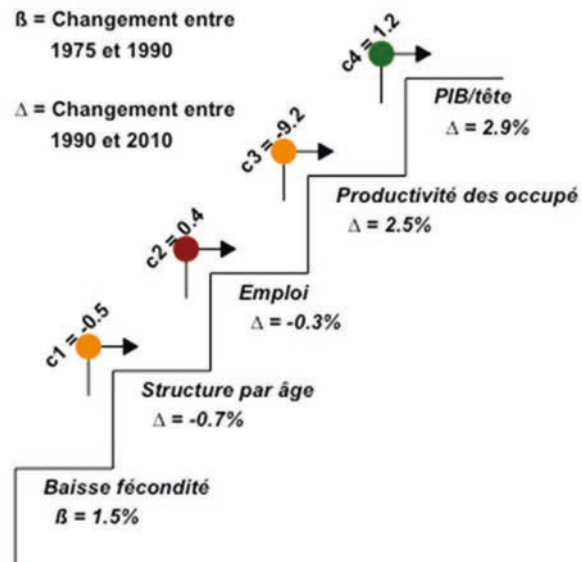
Références

Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS), Base de données socio-économiques en ligne (www.capmas.gov.eg).
World Development Indicators (WDI, 2016), World Bank Database.
Demographic and Health Survey (EDS 2005 & 2014), Base de données en ligne (www.statcompiler.com).

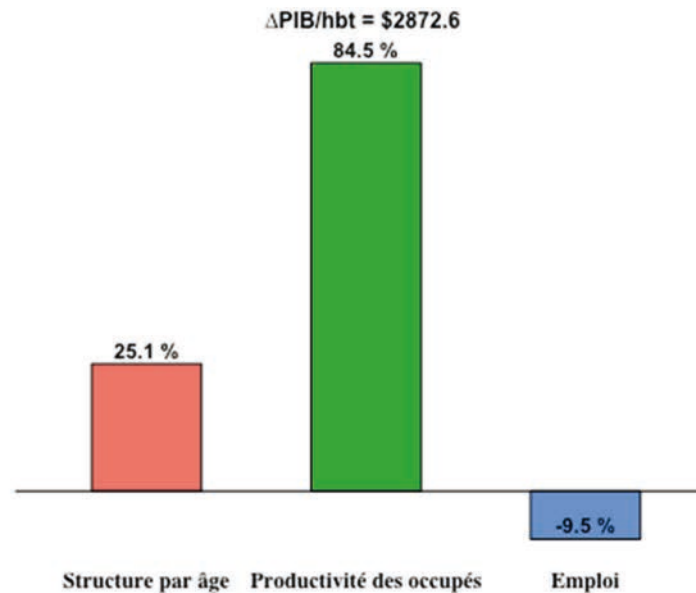
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La République démocratique fédérale d'Éthiopie est un pays d'Afrique de l'Est, avec une superficie de 1 135 052 km² et une densité moyenne de 70hab/km² (2010). Elle comptait 73 800 000 habitants en 2007 (CSA, 2014). Les projections donnent une estimation de la population de 99 391 000 habitants en 2015 (WPS, 2015). Le taux de croissance annuelle de la population a diminué au cours des trois dernières décennies de 3,1 en 1984, de 2,9 en 1994 à 2,7 en 2007. L'Éthiopie est l'un des pays les moins urbanisés du monde avec un taux d'urbanisation de 5 % en 2010 (PNUD, 2011). L'indice synthétique de fécondité est passé de 5,5 enfants par femme en 2000 à 4,1 enfants en 2014 (CSA, 2014). Par ailleurs la prévalence de la contraception est passée de 4 % à 44 % durant la même période. Depuis le début du 21^e siècle, l'Éthiopie connaît une croissance économique remarquable. Le PIB/tête est passé de 504 USD en 2012 à 620 USD en 2014, soit une variation de 10,9 %. Les investissements directs étrangers (IDE) ont régulièrement augmenté depuis 2003. En 2006, ils représentaient 23,5 % du PIB (BM, 2011). Le gouvernement est engagé dans un programme de réformes économiques et de libéralisation et garde la mainmise sur le secteur des services. Bien que l'Éthiopie soit ouverte au commerce international, celui-ci reste encore assez peu développé (Andrews D et Coll, 2005). L'un des freins est sans doute lié aux droits de douane encore relativement élevés.

Fenêtre d'opportunité

L'Éthiopie amorcera sa fenêtre d'opportunités en 2017. Si le pays connaît une forte baisse de la fécondité, il continuera à bénéficier de la fenêtre d'opportunités jusqu'en 2035 avec une profondeur de 30 points. Il en est de même quelle que soit l'hypothèse d'évolution de la fécondité (élevé, moyenne, faible) retenue.

Processus

La fécondité n'a pas connu une baisse considérable car entre 2000 et 2013 elle est passée de 5,5 à 5,3. Le taux de dépendance est passé de 98,4 en 2000 à 81,6 en 2015 (WPS, 2015). Ce qui n'a pas modifié significativement la structure par âge de la population. La fécondité n'a presque pas baissé entre 1975 et 1990. Elle a connu une variation de -0,1 %.

Cela ne s'est pas accompagné d'une modification significative de la structure démographique car celle-ci a très peu variée (0,2 %). De même, la demande d'emploi n'a pas du tout varié (0 %). Cependant, il y a eu une amélioration de la productivité (2,5 %) avec un coefficient de conversion de 50,6. Le PIB/tête a augmenté presque du même ordre (2,7 %) au cours cette période.

Source de changement

Le PIB/tête a connu une augmentation de 439,9 USD entre 1990 et 2010 à cause sans doute de l'engagement du gouvernement Éthiopien dans la réforme économique et la libéralisation. Cette augmentation du PIB/tête serait liée également à l'amélioration des Investissement Direct Étranger (IDE) depuis 2003. En examinant les sources de changement, la productivité des occupés a contribué en grande partie (92,1 %) à l'augmentation du PIB/tête. L'emploi des actifs et la structure par âge ont faiblement contribué à cette croissance durant la période, avec des contributions respectivement de 1,9 % et 6 %. Si l'Éthiopie souhaite continuer à bénéficier du dividende démographique, il devrait continuer à investir dans les politiques de population visant à modifier la structure par âge pour réduire le taux de dépendance. Il devrait aussi mettre en place des politiques et programmes de promotion d'emploi à travers des formations professionnelles, la promotion de l'auto-emploi et le renforcement continu de capacités des professionnels.

Recommandation

L'Éthiopie bénéficiera du dividende démographique en agissant prioritairement dans le domaine de la santé de la population, particulièrement celle de la reproduction, ainsi que de l'offre d'emploi.

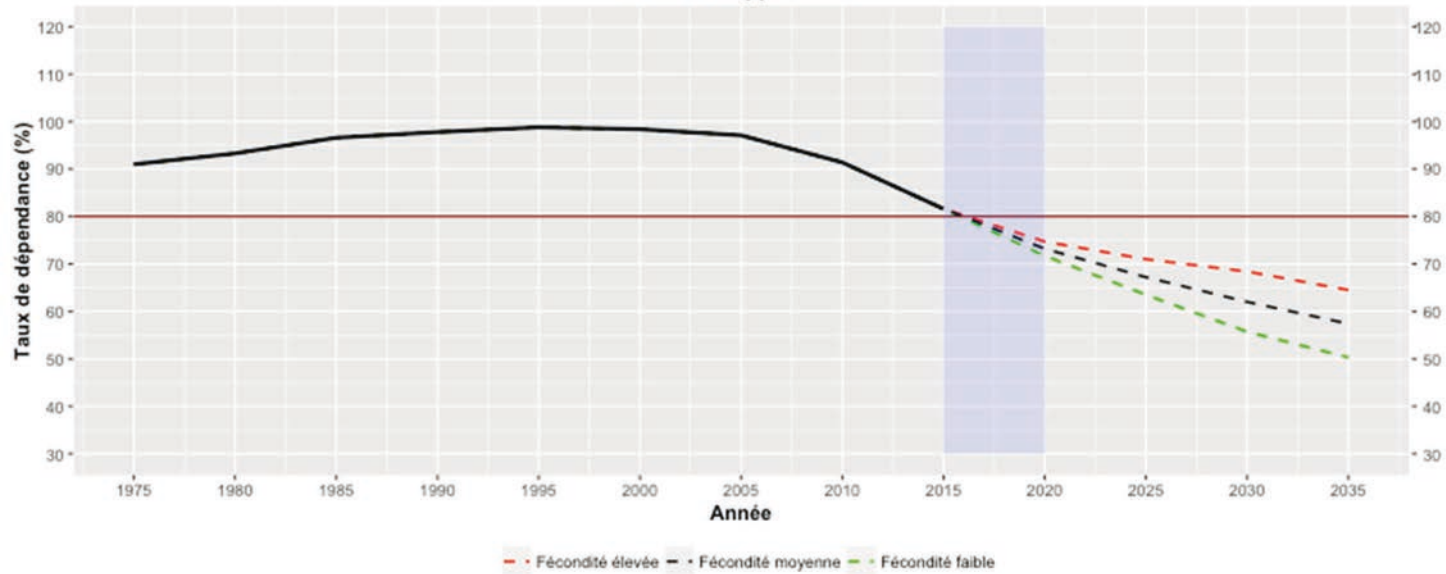
En agissant dans le domaine de la santé de la reproduction, le pays réduirait son taux de fécondité qui n'a pas trop baissé au cours de la période. L'État et ses partenaires doivent davantage investir dans la promotion du planning familial et l'utilisation des méthodes contraceptives.

En ce qui concerne l'offre d'emploi, l'État doit créer des conditions favorables à l'insertion des jeunes sur le marché d'emploi.

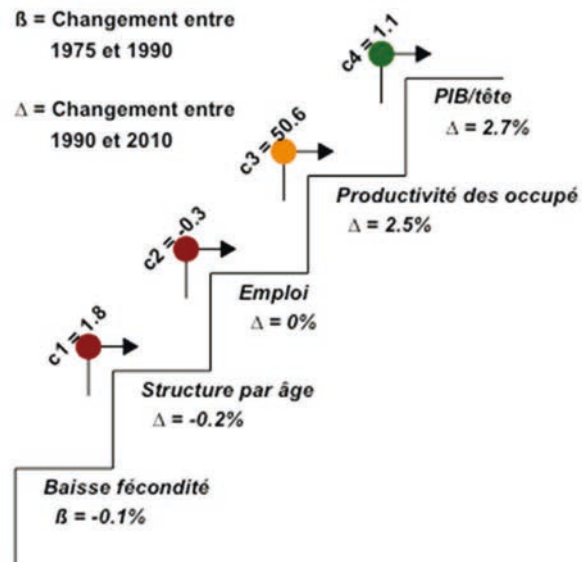
Références

- World Population Prospects (WPS): The 2015 Revision, Atlas mondial de données 2015.
Banque mondiale, 2011. Classement des pays par PIB nominal, consulté le 10 juillet 2016.
Banque mondiale, 2011. Base de données statistiques concernant l'Éthiopie, consulté le 04 juillet 2016.
Central Statistical Agency (CSA), 2014. Mini Ethiopia Demographic and Health Survey. Addis Ababa, Ethiopia.
Central Statistical Agency (CSA), 2008. The 2007 Population and Housing Census of Ethiopia. Statistical Summary Report at National Level. Addis Ababa, Ethiopia.
David Andrews, Lodewyk Erasmus et Robert Powell, 2005, L'Éthiopie : manne financière, Finances et Développement.
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 2011, Classement des pays par IDH, consulté le 04 juillet 2016.

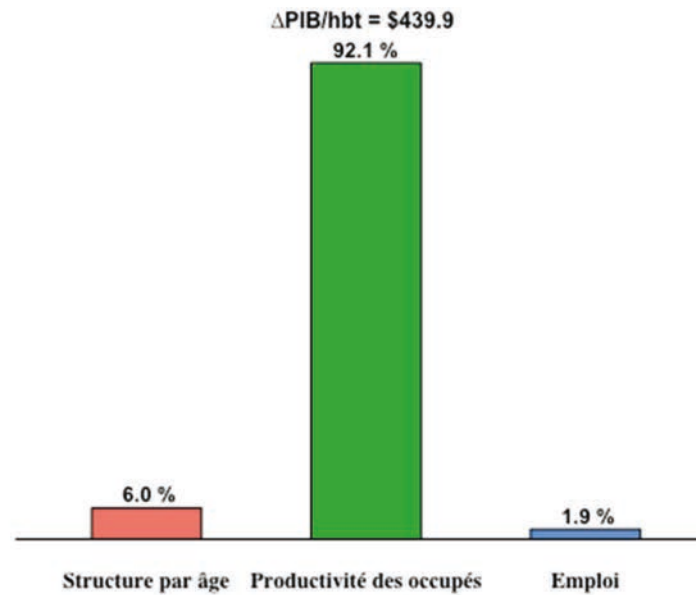
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Gabon, pays d'Afrique Centrale, couvre une superficie de 267 667 km² pour une population totale estimée à 1 725 000 habitants avec un taux de croissance annuel moyen de 2,37 en 2014 (WDI, 2015). Les personnes de moins de 15 ans représentent 38,4 % de la population et celles de 65 ans et plus en constituent 5,1 %. Le nombre moyen d'enfants par femme est de 4,1 (EDSG, 2012). Ce nombre demeure élevé en milieu rural (6,1), au sein des femmes appartenant aux ménages du quintile le plus bas (6,6) et au sein des femmes sans instruction (5,5).

Au Gabon, alors que le ratio fille/garçon est proche de 1 au à l'école primaire et secondaire 1^{er} cycle, les écarts importants de niveau d'instruction en défaveur des femmes sont observés pour les niveaux secondaire second cycle et supérieur avec respectivement 20 % contre 16 % et 15 % contre 10 % (EDSG, 2012). De plus, on note une offre de formation technique et professionnelle insuffisante et globalement en inadéquation avec les besoins des entreprises. La mortalité des enfants de moins de 5 ans est estimée à 50,8 pour 1000 en 2015 (WDI, 2016) et l'espérance de vie à la naissance est quant à elle estimée à 63 ans en 2013 (WDI, 2016).

Bien que bénéficiant d'un PIB par habitant relativement élevé (7 296 dollars), le tiers de la population gabonaise vit en dessous du seuil de pauvreté et il y a un accès discriminé par rapport à l'emploi des femmes vis-à-vis des hommes. Le taux d'emploi a légèrement baissé sur la période 1990-2010, passant de 71 % à 69 %.

Fenêtre d'opportunité

La fenêtre d'opportunité du Gabon s'est déjà ouverte une première fois au cours des années 1950-1975, avant de se refermer entre 1975 et 1978. Puis, elle s'est rouverte en 2008 et quel que soit le scénario de projection de l'évolution de la fécondité des Nations Unies, le Gabon pourra tirer profit du dividende démographique jusqu'en 2035.

Freins

La stabilité de la fécondité au Gabon sur la période 1975-1990 a engendré une faible modification de la structure par âge de la population (0,4 %) au cours des 20 années

suivantes. Par ailleurs, il y a eu une insuffisante création d'emplois et une baisse de la productivité des travailleurs en activité. Le volume d'emplois créés a connu une chute de 0,1 % sur la période 1990-2010 quand la baisse de la productivité est estimée à 1 %. La conjugaison de ces deux effets est à la base d'une baisse significative du PIB/tête de 2 512,4 dollars entre 1990 et 2010, représentant un recul moyen de 0,7 % par an sur la période.

Sources de changement

La baisse du PIB par tête de 2 512,4 dollars entre 1990 et 2010, peut s'expliquer par la baisse continue de l'emploi privé formel causée par l'effort d'ajustement structurel entre 1986 et 2002, les licenciements économiques liés au programme de privatisation des entreprises parapubliques qui ont entraîné une réduction d'environ 4 000 emplois entre 2004 et 2007 et la crise financière de 2008-2009 (Banque Mondiale, 2013). L'examen des sources de changement révèle que la productivité des occupés est responsable à environ 134,8 % de cette diminution du PIB/tête et dans une moindre mesure l'emploi des actifs (16,6 %), tandis que la structure par âge de la population a eu un effet favorable, en contrebalançant la baisse de 51,4 %, sur cette baisse du PIB/tête durant cette période.

Recommandations

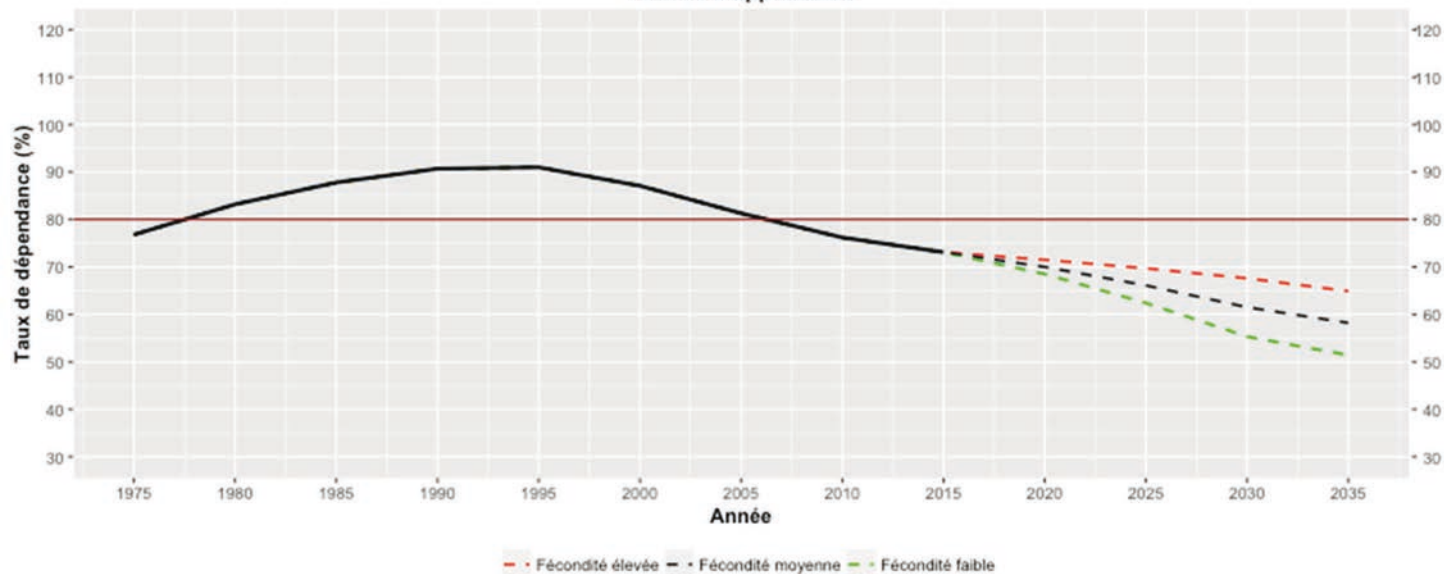
Au regard de tout ce qui précède, pour bénéficier du dividende démographique, le Gabon doit :

- améliorer l'accès aux services de planification familiale et procéder à un ciblage important de certains groupes de femmes (géographique, social et culturel) ;
- faire des efforts supplémentaires pour réduire les disparités de genre en matière d'éducation au niveau du secondaire second cycle et du supérieur ; et par conséquent sur le marché de l'emploi ;
- améliorer le capital humain par l'adéquation du système éducatif aux besoins de l'économie, en mettant en place un système de formation technique et professionnelle basé sur la demande du secteur productif.

Références

Banque Mondiale (2016), Word Development Indicators (WDI) 2016.
Enquête Démographique et de Santé Gabon (EDSG) II (2012).
Banque Mondiale (2013), Rapport sur la Croissance et l'Emploi en République gabonaise.

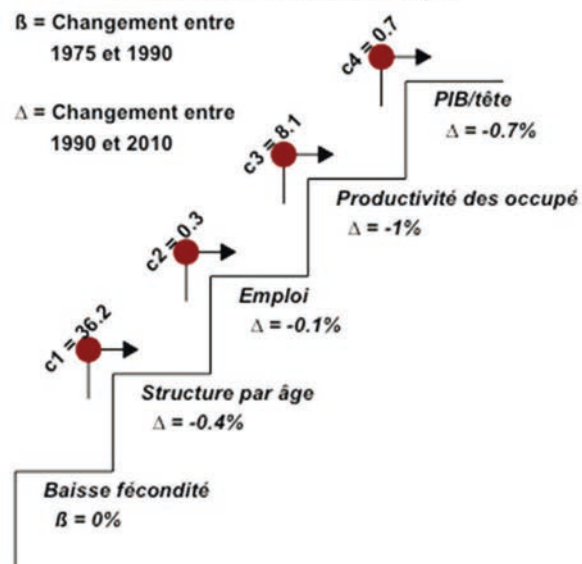
Fenêtre d'opportunité



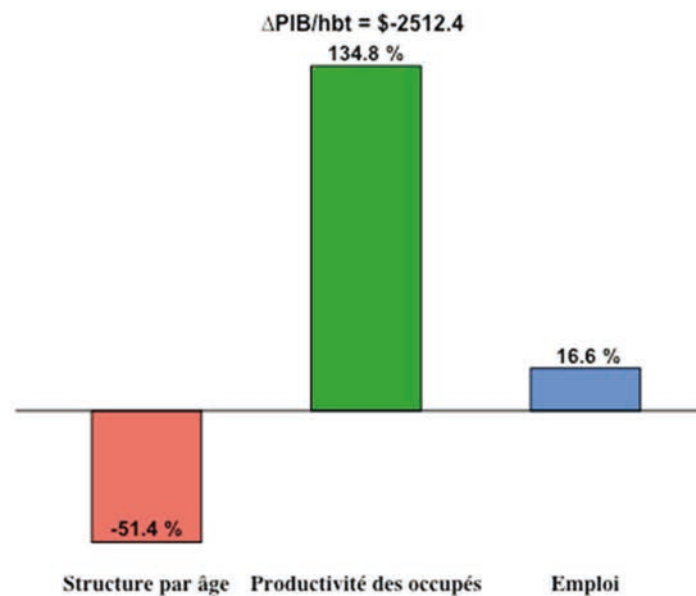
Freins au dividende économique

β = Changement entre
1975 et 1990

Δ = Changement entre
1990 et 2010



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La Gambie compte 1 991 000 habitants en 2015 (UN, 2015). Les femmes représentent 50,5 %, les jeunes de moins de 15 ans (38,3 %) et ceux de 65 et plus 3,4 %. Par ailleurs, la fécondité, demeure encore élevée : le nombre moyen d'enfants par femmes est de 5,6 en 2013 selon l'EDS. Il est plus bas en milieu urbain (4,7) qu'en milieu rural (6,8). La mortalité infantile est de 34 ‰ et celle des enfants de moins de 5 ans est de 54 ‰ naissances vivantes. L'espérance de vie à la naissance est de 65 ans 2015. Le niveau de pauvreté demeure encore élevé ; le taux de pauvreté est de 48,4 % (BM, 2012). Malgré la situation d'instabilité politique récurrente que vit la Gambie, son Produit Intérieur Brut (PIB) a connu une légèrement hausse, passant de 1 300 en 2008 à 1 900 dollars par habitant en 2012. Le taux de croissance est de 7,4 % en 2014.

Fenêtre d'opportunité

En se basant sur les trois hypothèses (forte, moyenne et faible formulées par les Nations Unies) sur le dynamique de la fécondité, il ressort que la Gambie n'entrera dans sa fenêtre d'opportunité qu'à partir de 2028 dans le meilleur des cas. Le taux de dépendance devrait baisser jusqu'à 71 % en 2035. Dans les autres scénarios, cette possibilité se reporte à après 2033. Selon l'hypothèse constante de l'évolution de la fécondité, le pays rentrera dans sa fenêtre d'opportunité en 2033.

Processus

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique au niveau de la Gambie est prometteuse. Mais il reste encore à faire. Ainsi, sur la période 1975-1990, la fécondité a connu une baisse timide (0,2 %) en moyenne. Cette baisse ne s'est pas accompagnée avec une modification de la structure par âge de la population représenté ici par le poids de la population des 15-64 ans, d'où un coefficient de conversion nulle ($C1 = 0$).

Toutefois, malgré cette stabilité dans le changement de la structure par âge de la population, l'offre d'emploi a connu une légère hausse avec une variation de 0,2 % entre 1990 et 2010 et un coefficient de conversion de 108,9. La légère augmentation de l'emploi s'est accompagnée par une légère productivité qui a augmenté de 0,4 entre 1990 et 2010 avec un coefficient de conversion de 1,8. Par conséquent, le taux d'accroissement moyen du PIB par habitant a connu une variation dans le temps légèrement positive (0,7 %).

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une hausse de 263,1 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, elles sont tributaires en grande partie de la productivité des personnes occupées (63,9 %) et dans une moindre mesure à la proportion des occupés (36,5 %). Par contre, la structure par âge de la population a eu un effet négatif relativement très faible sur la variation du PIB/tête (-0,3 %). Le pays pourrait continuer à bénéficier du dividende démographique à condition de poursuivre les politiques de population visant à modifier la structure par âge pour réduire le taux de dépendance.

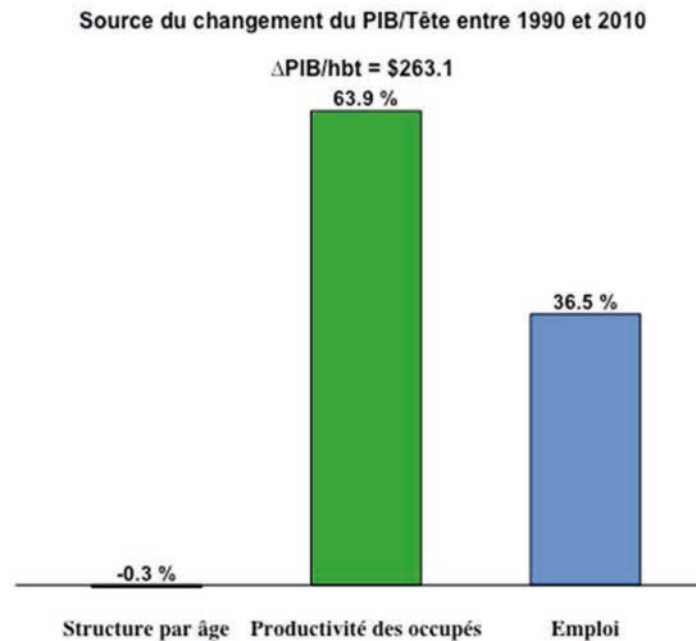
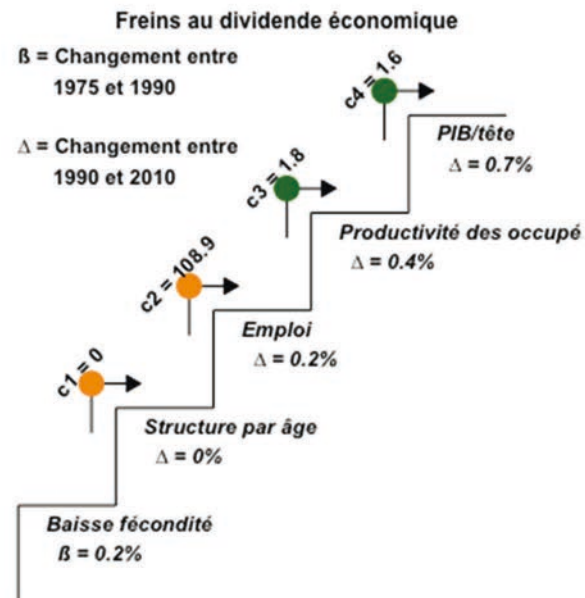
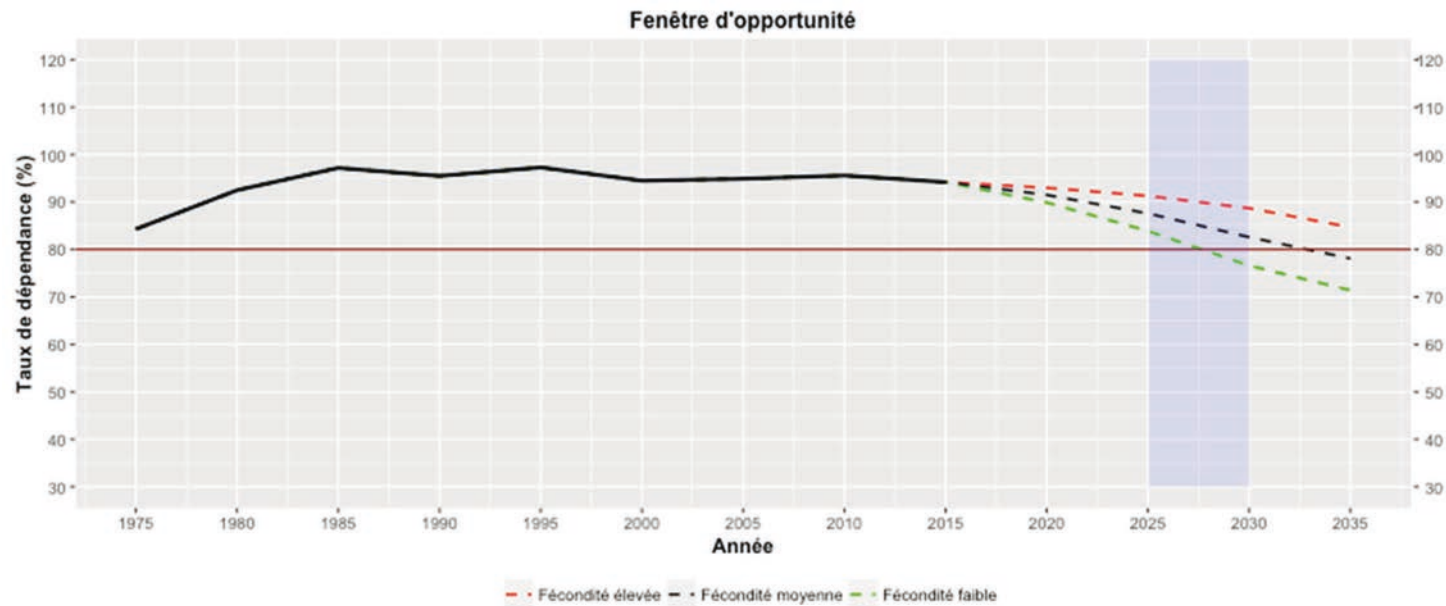
Recommandations

La Gambie bénéficiera d'avantage du dividende économique en mettant en place un certain nombre de politiques. Pour cela, les recommandations suivantes peuvent être faites :

- offrir aux jeunes une éducation de qualité ;
- améliorer l'accès à la santé de la reproduction y compris la planification familiale (PF) ;
- créer davantage d'emplois pour absorber la population des actifs ;
- satisfaire les 30 % des besoins non satisfaits en PF relevé dans le rapport de l'EDS 2013 ;
- adapter l'enseignement professionnel au marché de l'emploi.

Références

Banque Mondiale (2016), Word Development Indicators 2016.
Banque Mondiale (2012), Rapport sur la Croissance et l'Emploi en Gambie.
Gambia Bureau of statistics (2013), Demographic health survey.



Contexte

Le Ghana compte 27 043 093 habitants en dont 40 % représente la population des moins de 15 ans et des 65 et plus (Ghana Statistical Service, 2014). Entre 1960 et 2015 le taux d'accroissement annuel moyen a connu compris entre 3,20 % et 2,39 %. Par ailleurs, la fécondité au Ghana est relativement stable entre 2003 et 2014 soit respectivement 4,4 à 4,2 enfants par femme, avec une légère baisse de 0,2 point au cours de cette décennie (Ghana Statistical Service, 2015). Il est plus bas en milieu urbain (3,4) qu'en milieu rural (5,2).

Le taux de pauvreté est passé de 51,7 % en 1992 à 24,2 % en 2013 soit une réduction de moitié en 20 ans (Ghana Statistical Service, 2014). Toutefois malgré cette performance la situation économique n'est pas toujours bonne. L'économie du Ghana rencontre des difficultés. La croissance est passée de 7,3 % du PIB en 2013 à 3,5 % en 2015. Le pays a été particulièrement impacté par la chute des cours des matières premières dont d'or (2^e producteur africain) et de cacao. En 2015, le secteur du cacao a été frappé par une épidémie. Le ralentissement économique est également dû à la forte contraction des secteurs industriels et des services causés par la dépréciation de la monnaie.

Fenêtre d'opportunité

Au regard du graphique sur l'évolution des taux de dépendance entre 1975 et 2035, le Ghana est entré dans sa fenêtre d'opportunité depuis l'an 2000. Cette fenêtre sera ouverte jusqu'en 2035 quelle que soit l'hypothèse choisie (élevée, moyenne, faible) sur l'évolution de la fécondité. Sous l'hypothèse de fécondité faible, la profondeur de cette fenêtre est de 27 points de pourcentage. Ainsi, le Ghana peut profiter davantage de cette opportunité en renforçant les politiques qu'elle a déjà mises en œuvre dans les secteurs porteurs.

Processus

Le Ghana a amorcé le processus d'obtention du dividende économique, au vue du graphique sur le processus. Effet, la fécondité a baissé en moyenne de 1,2 % par an sur la période 1975-1990. Cependant, cette baisse n'a pas impacté à juste mesure la structure par âge de la population ghanéenne. Malgré, la variation à la hausse de la structure par âge, l'on constate une augmentation du nombre de personnes occupée, qui à son tour a boosté la productivité des personnes occupées et le PIB/hbt.

Sources de changement

Entre 1990 et 2010, le produit intérieur brut par habitant (PIB/hbt) a varié en moyenne annuelle de 2,3 % soit de 1 010,4 dollars américains. L'analyse de la décomposition du PIB/hbt montre que les sources du changement observées sont multiples. Ainsi, la principale source de ce changement est la productivité des personnes occupées et contribue à hauteur de 68,9 %. Vient en seconde position, l'emploi avec une contribution de 16 %. La structure par âge n'est pas laissée en marge. Elle a une contribution non négligeable qui se situe à hauteur de 15,1 %.

Recommandations

Depuis 2000, le Ghana est en plein dans sa fenêtre d'opportunité et doit mettre en œuvre des politiques adéquates pour consolider ses acquis et bénéficier davantage du potentiel du dividende économique. Pour se faire, le gouvernement ghanéen doit :

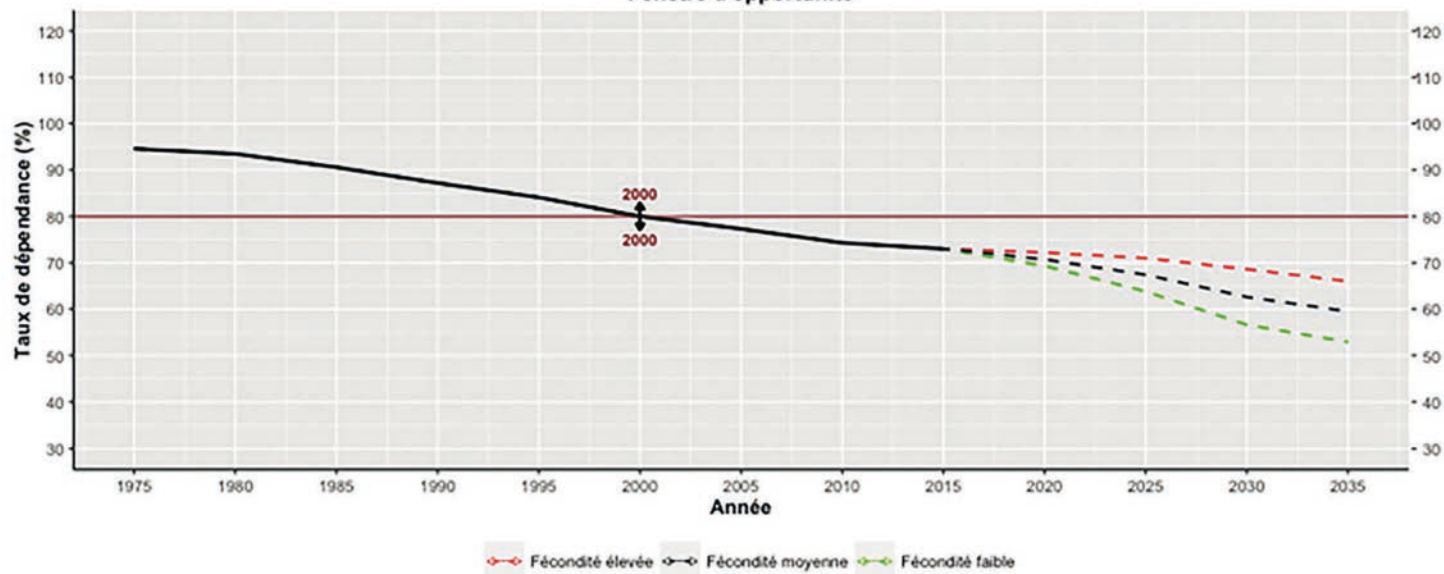
- augmenter le nombre de personnes occupées par l'entremise d'une politique de création d'emploi axée sur l'entrepreneuriat des jeunes ;
- accroître les fonds alloués au soutien et à l'encadrement des jeunes entrepreneurs ;
- améliorer l'éducation des filles/femmes afin de retarder l'âge d'entrer en mariage ;
- renforcer les politiques d'autonomisation des femmes afin d'augmenter leur pouvoir de décision.

Références

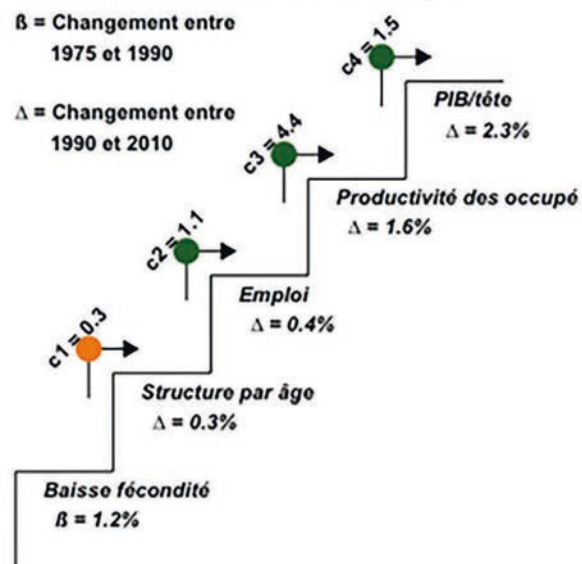
Ghana Statistical Service (2014), 2010 National Population Projection by Sex, 2010-2014. website: [http://www.statsghana.gov.gh/docfiles/2010phc/National %20Population %20Projection_2010 %20to %202014.pdf](http://www.statsghana.gov.gh/docfiles/2010phc/National%20Population%20Projection_2010%20to%202014.pdf). Consulté le 19/09/2016.

Ghana Statistical Service (GSS), Ghana Health Service (GHS), and ICF International. 2015. Ghana Demographic and Health Survey 2014. Rockville, Maryland, USA: GSS, GHS, and ICF International.

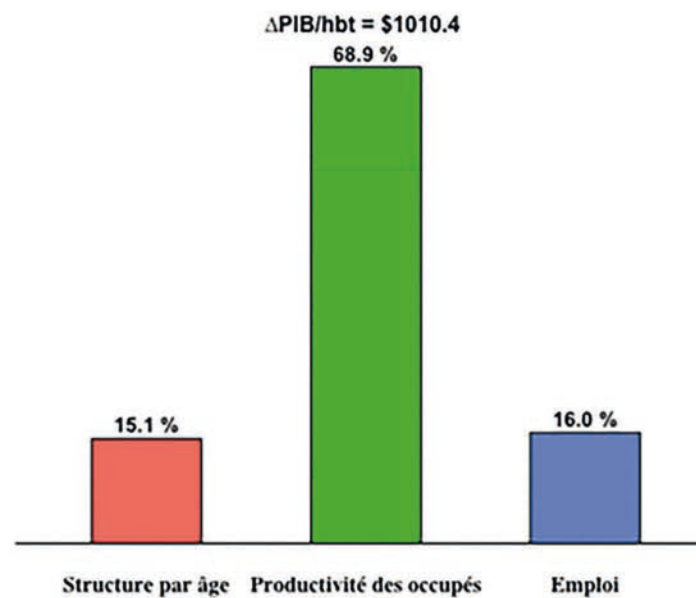
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Avec un taux de croissance démographique de 2,3 % par an, la population de la Guinée Bissau est estimée à 1,844 millions d'habitants en 2015 (Banque Mondiale, 2016), et est à majorité rurale (56 % MICS 2015). Le niveau de pauvreté a connu une dégradation (de 64,7 % en 2002 à 69,3 % en 2010) et n'a pas permis l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (DENARP II, 2011). En effet, le revenu par tête d'habitant était estimé à 494 dollars EU (PNUD 2013).

La fécondité est passée de 6,8 enfants par femme en 2006 (MICS 2006) à 4,9 enfants par femme en 2015 (MICS 2015). L'utilisation des contraceptifs modernes reste encore faible avec une prévalence de 14,4 % (MICS 2015). Les taux de mortalité infantile et infanto-juvénile ainsi que le taux de mortalité maternelle ont connu une baisse considérable passant respectivement de 138 ‰ en 2006 à 55 ‰ en 2014 pour ce qui est du taux de mortalité infantile, de 223 ‰ à 89 ‰ pour le taux de mortalité infanto-juvénile et de 1 100 à 549 décès pour 100 000 naissances vivantes pour ce qui est du taux de mortalité maternelle.

Fenêtre d'opportunité

La Guinée Bissau est entrée dans la fenêtre d'opportunité depuis 2011. L'évolution de la structure de la population de la Guinée Bissau a permis d'observer que le pays avait un rapport de dépendance en dessous de 80 % avant 1974. Ce rapport est passé au-dessus de 80 % entre 1975 et 2010. Ce n'est qu'en 2011 qu'il retombe en-dessous de 80 %. Des différents scénarios de baisse de la fécondité, il persiste un maintien du pays dans la fenêtre d'opportunité. En effet, le pays continuera de bénéficier d'une opportunité démographique jusqu'en 2035 avec une profondeur d'opportunité minimale de 10 points.

Freins

Avec une baisse annuelle moyenne de 0,2 % de son indice de fécondité sur la période 1975-1990, la Guinée Bissau s'est engagé dans le processus d'obtention du dividende

économique. Toutefois, cette baisse n'a pas induit ($c1 = -1,7$) une modification conséquence de la structure démographique, la proportion des personnes actives (15 à 64 ans) a connu une baisse de 0,3 % au cours de la période 1990-2010. Cette population qui n'est presque pas absorbée ($c2 = -0,3$) par la légère augmentation de 0,1 % de l'offre d'emploi, est très peu productive. En effet, la productivité des personnes actives effectivement occupées a baissé de 0,7 % entre 1990 et 2010. Cette faible productivité de la population active a eu un effet sur le PIB par tête qui n'a presque pas connu de changement, sa variation dans le temps est négative et faible ($-0,3$ %).

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une baisse (81,8 \$) entre 1990 et 2010. En examinant les sources de changement de celui-ci, on constate que cette baisse est essentiellement tributaire de la productivité des occupés (264,2 %). À l'inverse, la structure par âge et l'emploi contribuent à l'augmentation du PIB/tête respectivement à hauteur de 124,7 % et de 39,4 %.

Recommandations

La Guinée Bissau continuera à bénéficier du dividende démographique si la baisse de la fécondité se poursuit avec une modification de la structure par âge pour maintenir le taux de dépendance en dessous des 80 %. À cet effet, quelques recommandations sont formulées :

- mettre en place des politiques et programmes formations professionnelles, de renforcement des capacités des professionnels, de promotion de l'emploi et de l'auto-emploi ;
- développer un enseignement technique et professionnel adapté au marché de l'emploi ;
- déployer des efforts dans le domaine de la santé et particulièrement en santé de la reproduction pour maintenir la baisse de la fécondité et réduire la mortalité maternelle.

Références

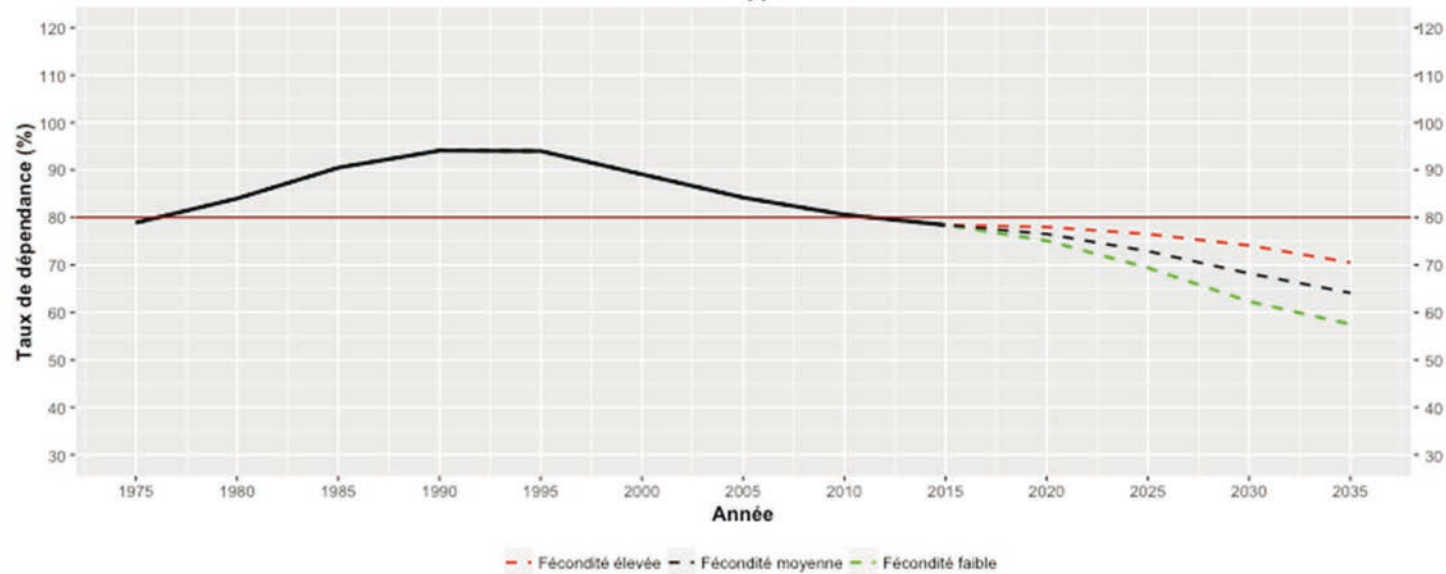
Banque Mondiale (2016), Indicateurs de développement dans le monde, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/guinee-bissau>, dernière mise à jour : 2 juin 2016.

Ministério da Economia e Finanças, Direcção Geral do Plano Instituto Nacional de Estatística (INE). 2015. Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS) 2014, Principais Resultados. Bissau, Guiné-Bissau: Ministério da Economia e Finanças, Direcção Geral do Plano Instituto Nacional de Estatística (INE).

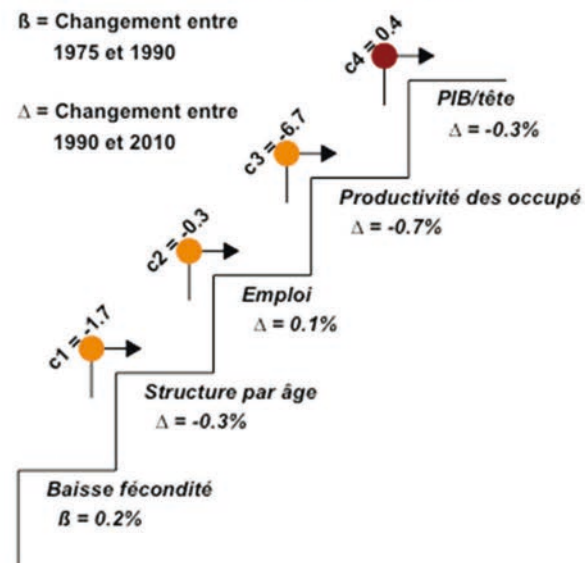
Ministère de l'économie, de la planification et de l'intégration régionale, 2011 : Deuxième Document de Stratégie Nationale pour la Réduction de la Pauvreté-DENARP II, 2011-2015.

Institut National de la Statistique et du Recensement, 2006 et 2015 : Republica da Guiné-Bissau – Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS).

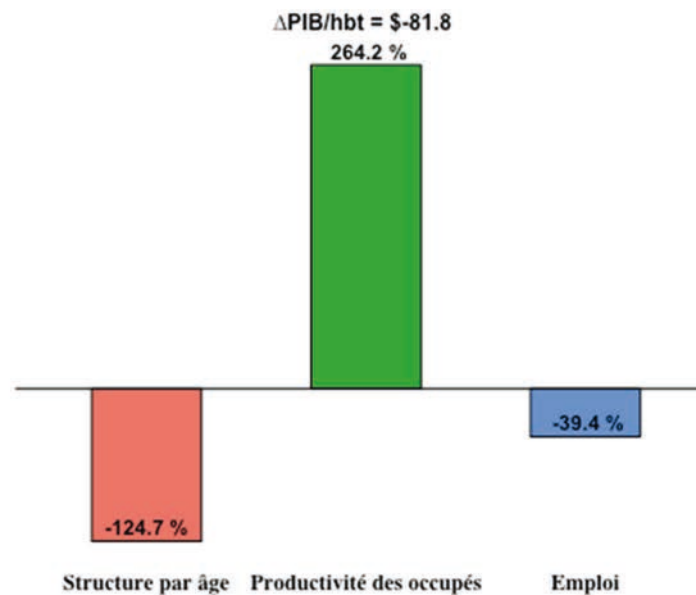
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La population guinéenne était de 10 628 972 d'habitants en 2014 avec une densité d'environ 43 habitants au km² (RGPH, 2014 ; MINSANTE, 2015). La Guinée connaît une croissance démographique rapide avec un taux de 3,1 % résultant essentiellement d'une fécondité élevée qui a peu varié dans le temps, passant de 5,5 à 5,1 enfants par femme entre 1999 et 2012 (INS_a, 2012). Entre 1975 et 1990, la fécondité a même augmentée en Guinée, passant de 6,4 à 6,6 enfants par femme (Banque Mondiale, 2016). On estime que 33 % de la population vit en milieu urbain. La mortalité est en baisse mais demeure toujours élevée. Le quotient de mortalité infanto-juvénile est passé de 310,1 ‰ en 1975 à 100,4 ‰ en 2013. Au cours de la même période, l'espérance de vie à la naissance est passée de 38,48 ans en 1975 à 56,1 ans en 2013 (Banque Mondiale, 2016).

La Guinée a connu une instabilité politique entre 2009 et 2013 qui a fortement perturbée l'économie. Cependant le pays a des richesses minières et hydrographiques qui lui confèrent les qualificatifs de *scandale géologique* et de *château d'eau de l'Afrique*. Il possède un tiers des réserves mondiales de bauxite, d'or, de diamant, de fer, de manganèse, de zinc, de cobalt, de nickel et d'uranium qui sont malheureusement peu ou pas. Les indicateurs socio-économiques ne sont pas à la hauteur du potentiel de richesse du pays. Le PIB par habitant est passé de 285,2 \$ en 1990 à 302,2 \$ en 2013 ((Banque Mondiale, 2016). On estime que 42,2 % des enfants en âge de scolarisation primaire ne sont pas à l'école et le taux d'alphabétisation des jeunes de 12-25 ans est de 45,3 % (UNESCO, 2016). La Guinée a subi diverses crises d'origine interne et externe de son voisinage (Côte d'Ivoire, Libéria et Sierra Leone, Guinée Bissau). Cela a entraîné un afflux de près de 100 000 réfugiés sur le territoire dans les années 2000 (PNUD, 2014). De plus, elle a été touchée fortement par l'épidémie d'Ebola qui a affecté les activités économiques.

Fenêtre d'opportunité

La fenêtre d'opportunité pour la Guinée ne pourra s'ouvrir qu'à partir de 2020 si des efforts conséquents sont entrepris pour faire accélérer sensiblement la baisse de la fécondité de manière à infléchir son ratio de dépendance en dessous de 80 %. Si les tendances actuelles de la fécondité se maintiennent dans le futur, alors il faudra attendre environ 6 ans plus tard (en 2026) pour l'ouverture de la fenêtre d'opportunité.

Processus

Les crises politiques et l'épidémie d'Ebola en Guinée ont exacerbé les obstacles au développement. La fécondité a connu une augmentation de 0,2 % entre 1975 et 1990 faisant ainsi obstacle à une modification significative de la structure par âge de la population entre 1990 et 2010. Au cours de cette période, le marché de l'emploi n'a pas suffisamment performé avec une légère augmentation du taux d'emploi (0,1 %). Mais la productivité des travailleurs a été boostée de 0,3 % (coefficient de conversion de 3,1), ce qui s'est traduit par une augmentation du PIB par habitant de 0,4 %. Mais la situation socioéconomique en Guinée reste marquée par la persistance de la pauvreté. En 2012, on relevait que 55,2 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté (INS, 2012).

Sources de changement

Le PIB par habitant a connu une hausse (109,2 \$) entre 1990 et 2010. Les sources de cette hausse sont essentiellement tributaires de la productivité qui a contribué de 63,1 % durant cette période. La contribution restante concerne l'emploi des actifs (20,4 %) et la structure par âge de la population (16,6 %).

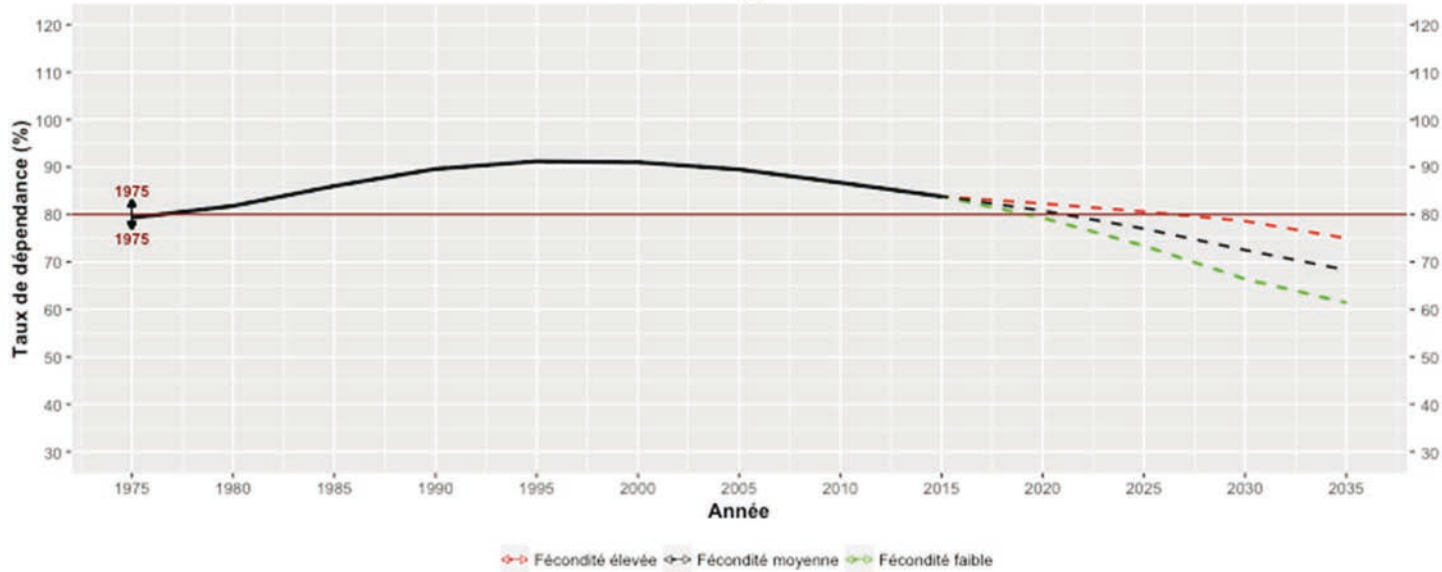
Recommandations

La normalisation et la construction du pays étant amorcée, il y a lieu d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et programmes appropriés. La Guinée bénéficiant de l'accompagnement des partenaires, les priorités de développement sont à identifier rapidement (PNUD, 2014). Pour bénéficier du dividende démographique, la Guinée devrait faire des efforts supplémentaires pour accélérer la baisse de la fécondité en s'appuyant notamment sur ses principaux leviers (plus d'éducation et d'emploi pour les femmes, renforcement des programmes de PF pour les permettre de répondre adéquatement aux besoins). La richesse minière en Guinée pourrait être mieux et plus exploitée pour un meilleur développement. L'instauration d'un climat d'exploitation minière profitable aux populations est à entreprendre pour réduire considérablement la pauvreté. De plus la formation et le renforcement des capacités des travailleurs ainsi que la promotion de l'emploi sont à inclure dans les politiques et programmes.

Références

Banque Mondiale (2016), *World Development Indicators*, Base de données (MAJ 2016).
INS_a (2012), *Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS)*, Institut National de la Statistique et ICF International.
INS_b (2012), *Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté (ELEP)*.
MINSANTE (2015), *Plan national de développement sanitaire 2015-2024 (PNDS)*.
PNUD (2014), *Évoluer avec le monde : Plan stratégique du PNUD pour 2014-2017*.
UNESCO Institute for Statistics (2016), Base de données en ligne (27/07/2016), <http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?queryid=166>

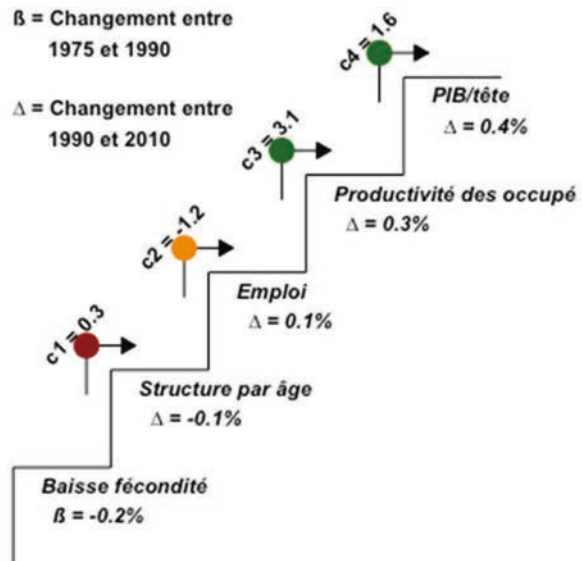
Fenêtre d'opportunité



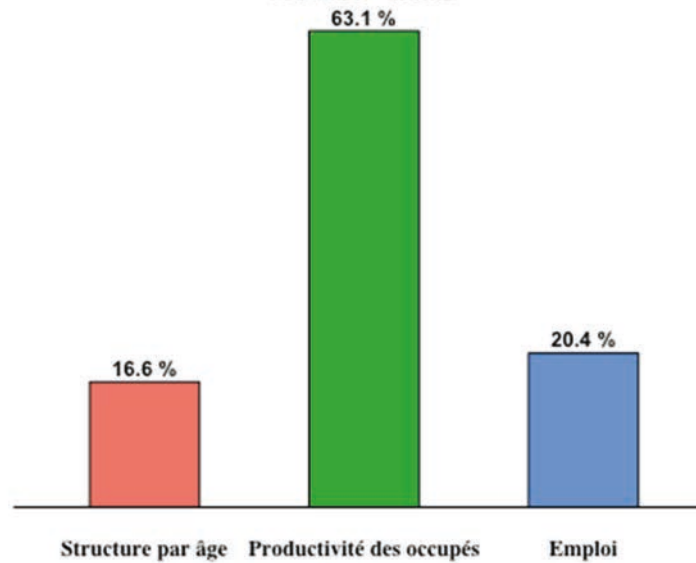
Freins au dividende économique

**β = Changement entre
1975 et 1990**

**Δ = Changement entre
1990 et 2010**



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010

$$\Delta \text{PIB/hbt} = \$109.2$$


Contexte

Avec un taux d'accroissement annuel moyen de 2010-2015 de 2,96 % et une espérance de vie de 59,3 ans, la Guinée Équatoriale compte 845 060 habitants en 2015 (UN, 2015) dont, 42,1 % représente la population des moins de 15 ans et des 65 et plus. En moyenne, une femme équato-guinéenne a 5,1 enfants à la fin de sa vie féconde. La fécondité des adolescentes y est élevée. En effet, 43 % des jeunes filles de 15-19 ans ont déjà commencé leur vie féconde (ICF et al., 2012). Le taux de mortalité infanto-juvénile demeure également élevé, il est de 113 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2011. Bien que le taux d'alphabétisation des adultes soit de 93,3 %, les données par pays de l'Éducation Pour Tous (EPT) de 2012, révèlent que, 45 % des jeunes de 6-14 ans ne fréquentaient toujours pas l'école. L'économie équato-guinéenne est principalement tournée vers l'exploitation d'hydrocarbures qui représente 99 % de ses exportations et 88,7 % de son PIB. En 2014, son PIB par habitant qui est de 10 971,9 \$ USD (dollar constant 2005) est le plus élevé d'Afrique subsaharienne (Banque Mondiale, 2015). Toutefois, sa population est majoritairement pauvre : 77 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Fenêtre d'opportunité

La Guinée Équatoriale a connu deux fenêtres d'opportunité. La première s'est ouverte peu après 1982 et s'est refermée 10 ans après. La deuxième fenêtre s'est ouverte en 2005 et le restera encore en 2035, quelle que soit l'hypothèse formulée sur la tendance de la fécondité (élevée, moyenne, faible). Toutefois, l'ampleur de l'opportunité est plus importante sous l'hypothèse d'une baisse rapide de la fécondité.

Freins

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique en Guinée Équatoriale ne s'est pas bien amorcée. En effet, sur la période 1975-1990, la fécondité a

connu en moyenne une augmentation annuelle de 0,2 %. Cependant, entre 1990 et 2010, la structure par âge de la population des 15-64 ans a connu une légère augmentation (0,1 %) qui n'a pas eu d'effet significatif sur l'emploi. Bien que l'emploi n'ait connu aucune variation entre 1990-2010, la productivité des occupés qui a connu une augmentation de 14,9 % s'est accompagné d'une augmentation du PIB/tête de 14,8 %.

Source de changement

Le PIB/tête a connu une augmentation de 2 9607,4 \$ entre 1990 et 2010, passant de 1 728 \$ à 31 335\$. En examinant les sources de cette augmentation, on constate qu'une grande partie de cette augmentation provient de la productivité des personnes occupées (101,0 %). La structure par âge et l'emploi constituant des contreponds à ce changement.

Recommandations

La Guinée Équatoriale bénéficiera davantage du dividende démographique en mettant en œuvre quelques recommandations :

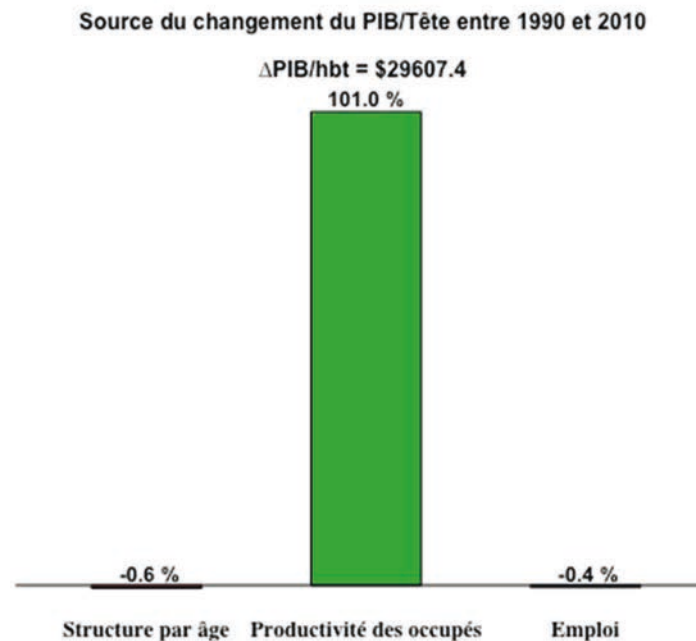
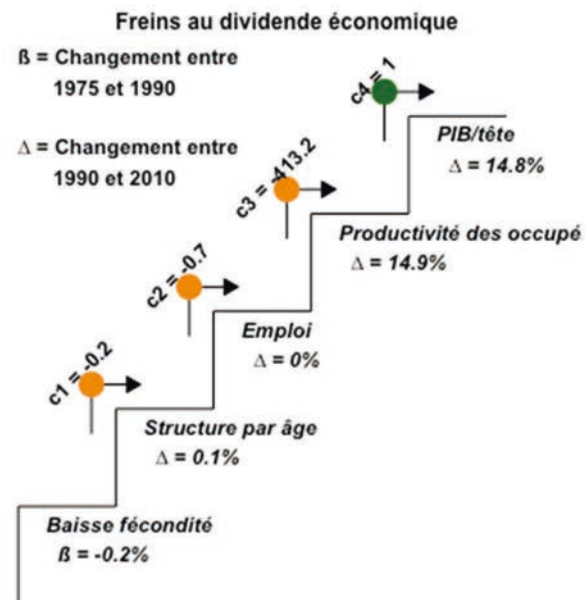
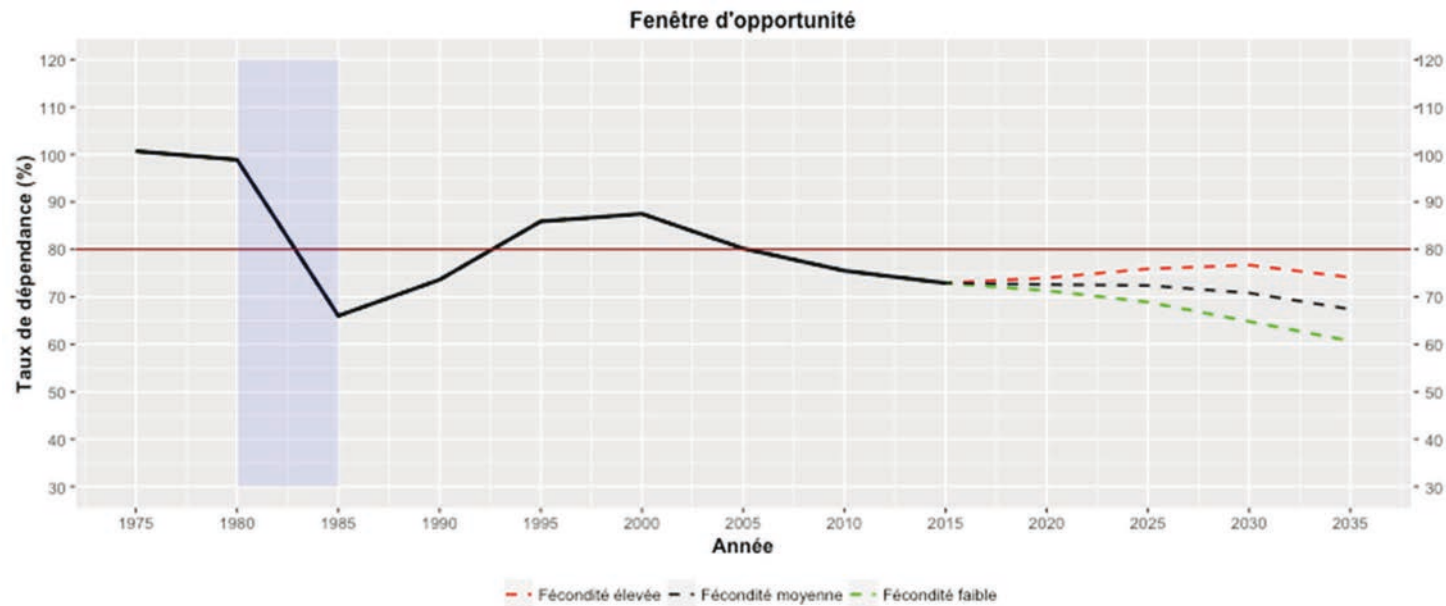
- sensibiliser davantage les jeunes sur le rôle de la planification familiale et les bénéfices de l'utilisation des méthodes contraceptives ;
- cibler la scolarisation des jeunes filles et accorder une priorité aux mesures qui contribuent à accroître le nombre de celles qui fréquentent l'école et terminent leur cursus scolaire ;
- promouvoir l'auto-emploi et le renforcement de capacités continue des professionnels et des jeunes ;
- diversifier les secteurs de production de richesse.

Références

Le Ministère de la santé et du bien-être social, Ministère de la planification, du développement économique et des investissements publics, et ICF international (2012), Enquête Démographique et de Santé en Guinée Équatoriale de 2011 : Rapport de synthèse, Calverton, Maryland, USA, 38p.

Banque Mondiale, 2015. World Development Indicators. URL: <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.

United Nations (UN), Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Prospects: The 2015 Revision, DVD Edition.



Contexte

L'Île Maurice est une île de l'océan Indien d'une superficie de 1 865 km², assez fertile et ne dispose pas de ressources minières. L'Île Maurice est très densément peuplée (643,7 hab/km²) avec une population de 1,27 million d'habitants en 2015. La forte pression sur les ressources naturelles et l'urbanisation intense impose une planification rationnelle de l'occupation des sols dans le cadre de l'aménagement du territoire. Les femmes mauriciennes représentaient 63 % de la population. Celle-ci est composée de 20,7 % de jeunes de moins de 15 ans et de 8,81 % de personnes de 65 et plus. Le taux d'accroissement annuel moyen est estimé à 0,9 % entre 1995 et 2004 et 0,14 % de 2005 à 2014 (Statistics Mauritius, 2015).

L'économie de l'Île Maurice repose exclusivement sur les productions sucrière et textile (Silve, 2012). En 2015, la croissance du PIB était de 3,2 % et les prévisions de croissance pour 2016 sont de 3,8 % (le PIB/tête est passé de 6 104 \$ US en 1990 à 12 283 en 2010). Bien que l'île jouisse d'une main-d'œuvre très productive, l'économie mauricienne fait face à une augmentation croissante des salaires. L'indice synthétique de fécondité était à 1,94 naissance par femme en 1985-1986 (Rallu, 1993). Il a atteint 1,45 enfant par femme en 2011. Au cours de la même période, le taux de mortalité est passé de 8,1 à 7,7 pour mille. L'espérance de vie à la naissance était de 75,4 ans en 2015 (Statistic Mauritius, 2015).

Fenêtre d'opportunités

L'Île Maurice est entrée dans sa fenêtre d'opportunité avant 1975. En 2015, la profondeur de la fenêtre d'opportunités de Maurice était de 40 points. À partir de 2016, on observe une évolution à la hausse du taux de dépendance et ce, quelle que soit l'hypothèse de la fécondité retenue. Ceci est principalement dû au vieillissement de la population et l'augmentation de part des 65 ans et plus. Si la fécondité remonte (hypothèse élevée le pays aura un taux de dépendance de 60 % en 2035.

Processus

La fécondité a connu une baisse de 2,7 % entre 1975 et 1990, avec une légère modification de la structure démographique. En effet, sur la période, la variation de la structure par âge a été estimée à 0,3 %. Le taux d'emploi de la population en âge de travailler a connu une variation de 0,1 % entre 1990 et 2010. Par ailleurs, la qualité de l'emploi est en nette amélioration (2,9 %). Ces différentes variations positives se sont accompagnées d'une variation du PIB/tête de 3,4 %.

Au vu du contexte et des analyses faites sur la fenêtre d'opportunités, l'Île Maurice continuera de bénéficier du dividende démographique jusqu'en 2035.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une hausse importante (6862,8 \$) entre 1990 et 2010 à cause sans doute de la performance économique spectaculaire qu'a connue le pays. En examinant les sources de cette hausse, on observe qu'elles sont tributaires en grande partie de la productivité des personnes occupées qui est responsable à environ 87 %. La structure par âge de la population et l'emploi des actifs ont eu aussi des effets positifs sur la variation du PIB/tête. Leurs contributions à cette hausse durant cette période étaient respectivement de 9 % et 4,4 %.

Recommandations

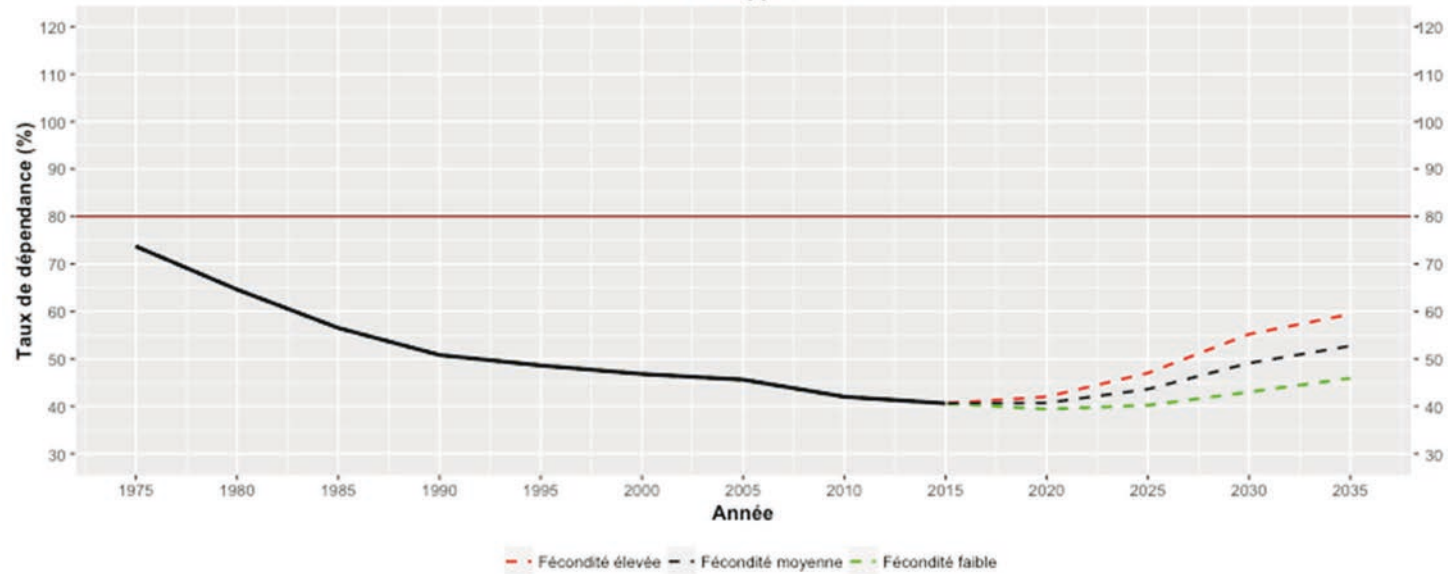
L'Île Maurice fait face à un vieillissement de sa population et à une pression démographique très forte sur ses ressources naturelles limitées. De ce fait, le pays doit de :

- poursuivre les :
 - ⇒ politiques de population visant à maintenir la structure par âge et le taux de dépendance,
 - ⇒ formations professionnelles et la promotion de l'emploi ;
- mettre aussi en place les politiques et programmes de santé en direction des jeunes (SR notamment) mais aussi et surtout des personnes âgées (65 ans et plus) ;
- innover dans l'aménagement de l'espace pour répondre à la forte pression démographique.

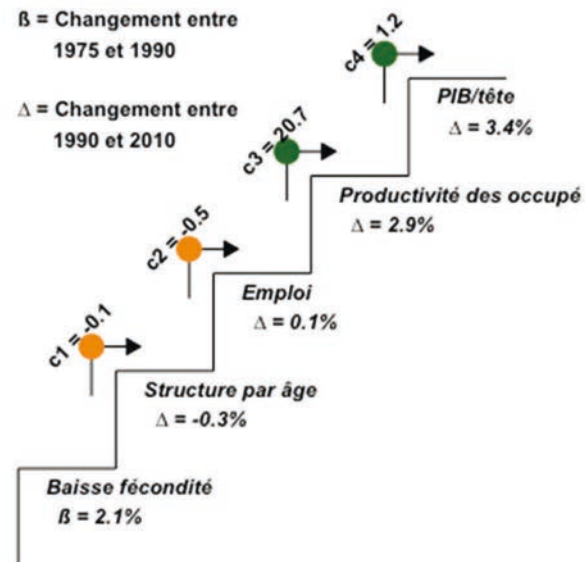
Références

- Rallu Jean-Louis (1993) : Tendances récentes de la fécondité à l'île Maurice. In: *Population*, 48^e année, n° 1, 1993. pp. 184-190.
- Silve Arthur (2012) : « Botswana et Maurice, deux miracles africains. Profiter de ses rentes sans hypothéquer son développement », *Afrique contemporaine* 2/2012 (n° 242), p. 29-45.
- Bank of Mauritius – (BoM, 2015) in : <http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/mauritius/economie-3>
- FMI – World Economic Outlook Database – 2016 in: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/01/weodata/index.aspx>
- Perspectives économiques en Afrique (PEA, 2014) in : http://www.ired.org/modules/infodoc/cache/files/perspectives_economiques_afrique_2014.pdf
- Statistics Mauritius (2015) in: <http://statsmauritius.govmu.org/French>

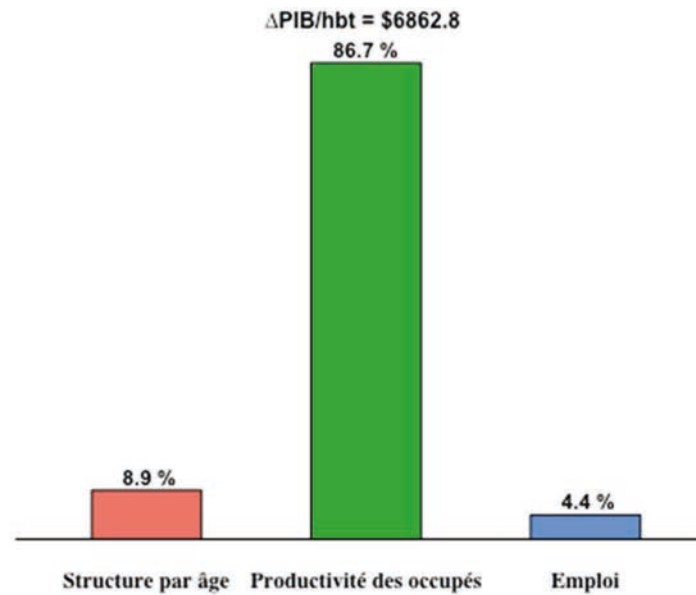
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La population du KENYA s'élève à plus de 46 050 000 personnes en 2015. Les femmes représentaient 50,3 %, les jeunes de moins de 15 ans 42,9 % et la population rurale représentait 67,7 %. Le taux d'accroissement intercensitaire 1999-2009 a été estimé à 2,3 %. L'espérance de vie estimée pour la période 2015-2020 est de 61,3 ans pour les hommes et 66,6 ans pour les femmes en tenant compte de la prévalence du VIH dans les calculs (KNBS, 2015). Par ailleurs, 18 % des adolescentes (15-19 ans) sont déjà mères ou enceintes (DHS, 2014). L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) qui valait 6,1 enfants par femme en 1990 est passé à 3,9 en 2014. Le taux de mortalité maternelle est de 362 ‰ et celui de la mortalité infanto juvénile 52 ‰. Le taux de scolarisation dans le primaire (6-12 ans) est 83,3 %. L'analphabétisme concerne 12,6 % de la population. Sur le plan économique, le Kenya est considéré comme la première économie de l'Afrique de l'Est. En 2013 il est devenu un pays à revenu intermédiaire. En 2014 son PIB a été estimé à 62 Mds USD. Son PIB par habitant est passé de 620 USD en 2004 à 1320 USD en 2014. Cette expansion a eu lieu suite à une forte croissance dans certains secteurs clés tels que : l'agriculture, la construction, l'immobilier, les finances et l'assurance (KNBS, 2016). Entre 2005 et 2012 la part des kenyans vivants sous le seuil de pauvreté est passée de 45,9 % à 43,4 %.

Fenêtre d'opportunité

Au Kenya, elle s'ouvre vers 2016 et restera ouverte jusqu'en 2035 quelle que soit l'hypothèse de fécondité considérée (élevée, moyenne, faible). En 2035, le de dépendance devrait rester en dessous de 70,5 %.

Processus

Lorsqu'on analyse le processus de réalisation du dividende économique au Kenya, on constate que c'est la phase entre le changement dans la structure d'âge et l'emploi qui pose problème. Son coefficient de conversion indique – 1,1. Ce blocage peut être expliqué par la baisse d'emploi (– 0,7 %) et l'augmentation de la population active (0,6 %). Par ailleurs, la fécondité n'a pas baissé suffisamment pour enclencher une modification conséquente de la structure par âge. L'ISF est descendu de 7,84 enfants par femme en

1975 à 6,04 en 1990, d'où le faible coefficient de conversion de – 0,4. Quant au passage de l'emploi à la productivité des personnes occupées, on remarque qu'en dépit de l'augmentation de la productivité, la transition s'est produite de manière moins souple mais dans le sens positif du processus, selon un coefficient de conversion de – 0,4. Les performances économiques du pays entre 1990 et 2010 combinées à l'augmentation de la productivité ont permis un accroissement annuel moyen du PIB/tête de 0,2 % et un coefficient de conversion de 0,7.

Sources de changement

Le PIB/tête du KENYA a augmenté seulement de 75,7 \$ au cours de la période 1990-2010. Cette faible hausse rend l'analyse des sources de changement moins pertinente. Qu'à cela ne tienne, on observe que la principale source de cette augmentation est la structure par âge de la population qui a contribué plus que proportionnellement (269,5 %). En second lieu on retrouve la productivité des occupés qui avait participé à cette augmentation à hauteur 137,6 %. En revanche l'emploi des actifs a eu plutôt un effet négatif sur la variation du PIB/tête en le diminuant de – 307,0 %.

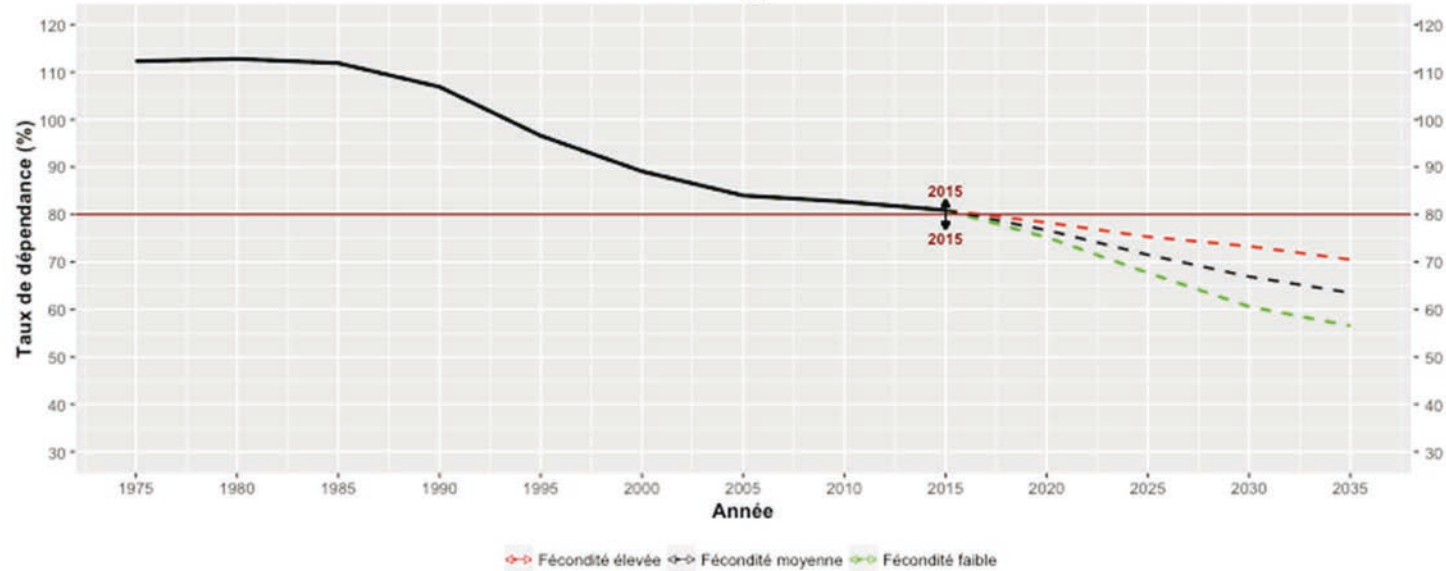
Recommandations

Les principaux freins du dividende économique sont : le maintien d'un niveau relativement élevé de la fécondité (6 enfants en 1990 et environ 4 en 2014), le manque d'emploi pour les actifs et la faible productivité des occupés. Pour réduire le taux de dépendance à travers la baisse de la fécondité, l'État Kenyan et ses partenaires devaient investir davantage dans la PF en intensifiant les campagnes de sensibilisation sur l'utilisation des méthodes contraceptives notamment chez les adolescentes en vue de réduire leurs grossesses et maintenir les jeunes filles dans le système scolaire. L'État doit également développer des stratégies d'insertion des jeunes sur le marché du travail, développer l'enseignement technique et professionnel, adapter l'enseignement professionnel au marché de l'emploi et mettre en œuvre des politiques de formations visant l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre pour augmenter l'apport de la productivité au processus d'obtention du dividende économique.

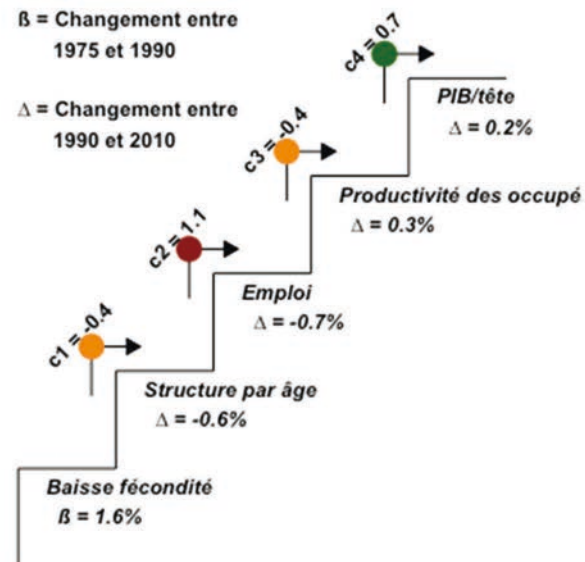
Références

- KNBS (2016), *Economic Survey 2016*. Nairobi: KNBS, 303p.
 KNBS (2014), *Kenya Demographic and Health Survey (DHS) 2014*. Rockville, Maryland, USA: ICF International, 603p.
 KNBS (2015), *Statistical abstract*. Nairobi: KNBS, 296p.
 KNBS (2010), *The 2009 Kenya Population and Housing Census: VOLUME IC Population Distribution by Age, Sex and Administrative Units*. Nairobi: Kenya National Bureau of Statistics, 546p.

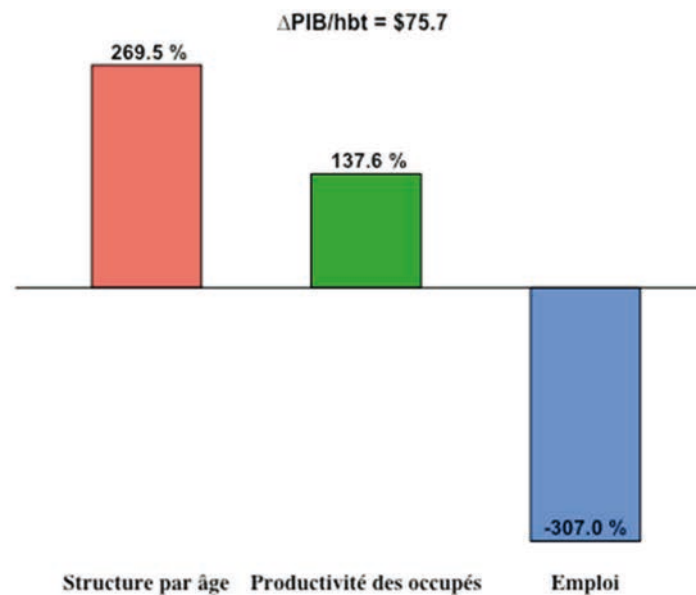
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Lesotho est un royaume entièrement enclavé à l'intérieur de l'Afrique du Sud, et il est économiquement dépendant de ce dernier. Avec une superficie de 30 355 km², sa population était estimée à 2 135 000 habitants en 2015. Son accroissement démographique est estimé à 1,2 % par an et l'espérance de vie y est de 49,3 ans. Le Lesotho connaît une forte prévalence du VIH/SIDA qui est de 25 % (Ministry of Health and ICF International, 2016). Au plan économique, le PIB par habitant est évalué à 974 dollars en 2014. Le pays a connu un ralentissement de sa croissance économique au cours des dernières années avec un taux de croissance du PIB qui est passé de 5,14 % en 2000 à 1,98 % en 2014. Cependant, les efforts de lutte contre la pauvreté ont permis de réduire la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté qui est passé de 48 % en 1995 à 43 % en 2010. Nonobstant la persistance d'importantes inégalités de revenus (coefficient de Gini de 0,66), le Lesotho est l'un des rares pays où la disparité entre les genres est en faveur des femmes, notamment en matière d'éducation et d'emploi (Ministry of education and training, 2005). Le taux d'emploi a baissé de 80,3 % en 1990 à 71,0 % en 2010.

Au niveau de la fécondité, le nombre moyen d'enfants par femme est de 3,5 en 2004 contre 3,3 en 2014. La mortalité infanto-juvénile est en baisse continue depuis 2005 et elle est estimée à 90,2 pour 1 000 naissances en 2015. Le taux de prévalence contraceptive est en augmentation. Sa valeur est passée de 37 % en 2004 à 94,3 % en 2014.

Fenêtre d'opportunité

Le Lesotho est entré dans la fenêtre d'opportunité depuis 2005 et y demeurera jusqu'en 2035 quelle que soit l'hypothèse de fécondité considérée (élevée, moyenne, faible).

Freins

Le processus d'obtention du dividende économique au niveau du Lesotho est bien amorcé. La faible baisse de la fécondité (1 %) sur la période 1975-1990 ne s'est pas

accompagnée d'une modification significative de la structure par âge de la population, représentée ici par le poids de la population des 15-64 ans. En outre, la baisse de l'emploi de 0,6 % sur la période 1990-2010 n'a cependant pas eu d'incidence majeure sur la productivité de la main d'œuvre qui a au contraire connu une hausse moyenne de 2,3 % par an. Ainsi, le PIB/habitant a connu une augmentation moyenne de 2,3 % par an. Cette augmentation induite par le gain de productivité des actifs occupés aurait été plus prononcée si la modification de la structure de la population avait été plus profonde et si la création d'emplois avait augmenté au lieu de baisser.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une forte augmentation (902,3 \$) entre 1990 et 2010 même si la croissance économique du pays a été ralentie sur la période. Les sources de changement sont essentiellement tributaires de la productivité des actifs (102,5 %), et de la modification de la structure par âge qui a contribué à 23,9 % à la hausse du PIB/tête durant cette période. À l'inverse, l'emploi a été un frein à la hausse du PIB/tête à hauteur de 26,3 %.

Recommandations

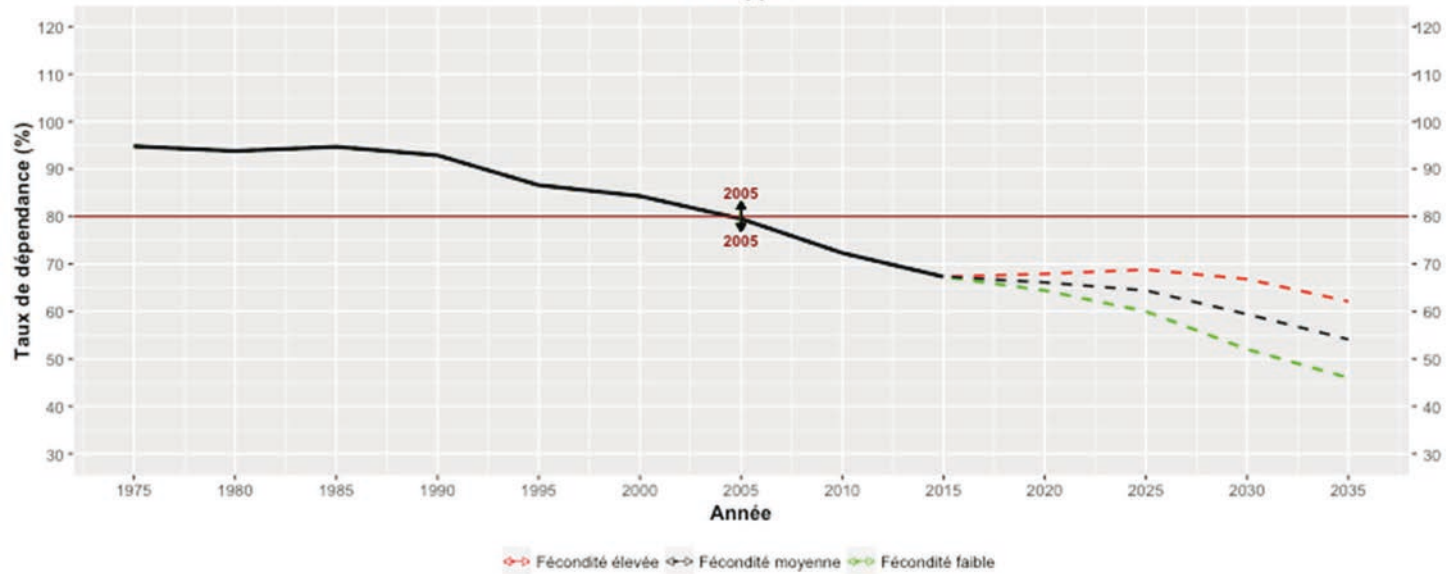
La pérennité de la croissance économique du Lesotho dépendra de sa capacité à développer de nouvelles sources de croissance à moyen et à long terme et à entreprendre les efforts dans plusieurs domaines. Il s'agit notamment de poursuivre les efforts de scolarisation et de promotion de la planification familiale. Il est aussi nécessaire de mettre en place des politiques et programmes d'emploi efficaces à l'endroit des jeunes afin de retenir les ressources humaines qualifiées, mettre en place des formations adaptées au marché de l'emploi et promouvoir le renforcement de capacités des personnes occupées. Des efforts doivent aussi être déployés pour améliorer la santé des populations en vue d'accroître leur productivité, lutter contre le VIH et le SIDA et réduire la vulnérabilité de façon générale.

Références

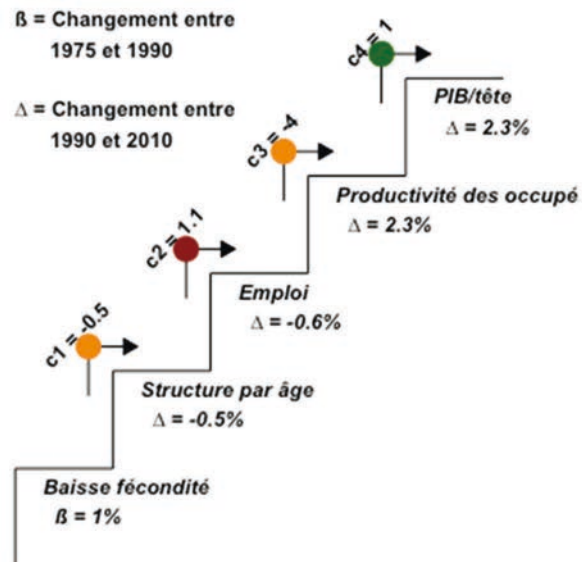
Ministry of education and training. 2005. Education sector strategic plan 2005-2015. Government of Lesotho, Maseru, march 2005.

Ministry of Health [Lesotho] and ICF International. 2016. Lesotho Demographic and Health Survey 2014. Maseru, Lesotho: Ministry of Health and ICF International.

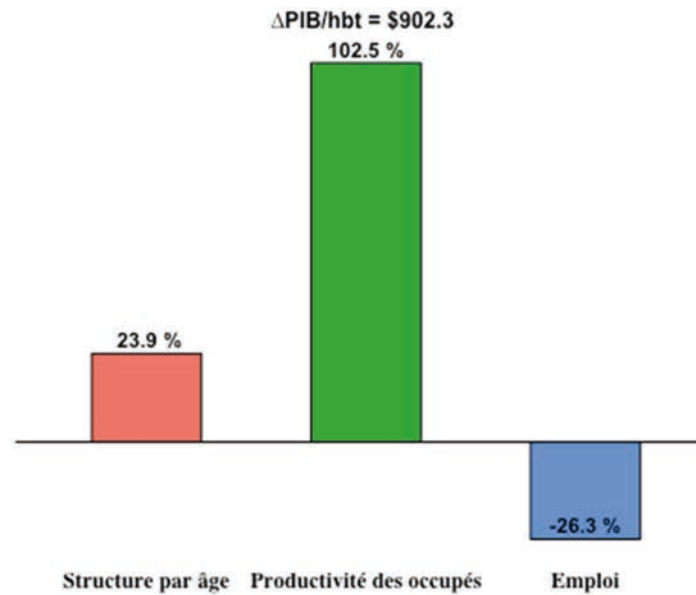
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Madagascar comptait 12,2 millions d'habitants en 1993. En 2015, cette population était évaluée à 24,2 millions d'habitants, soit un accroissement moyen annuel d'environ 3 %. La population des moins de 15 ans représente 49 % de la population totale. Cette jeunesse de la population engendre des défis énormes en termes d'éducation, de santé, d'emplois et de logements. L'indice synthétique de fécondité (ISF) est passé de 5,2 enfants en 2003-2004 à 4,8 enfants par femme en 2008-2009. La mortalité infanto-juvénile est aussi en baisse, elle est passée de 92 ‰ à 72 ‰ pour la même période. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 59 ans pour les hommes et 62 ans pour les femmes. Le taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus est estimé à 71,4 % pour les deux sexes, 68 % pour les femmes et 74,9 % pour les hommes en 2010 (INSTAT, 2010).

Madagascar a connu deux graves crises sociopolitiques en 2002 et en 2009 qui ont énormément affecté sa situation socio-économique. En effet, ces crises ont entraîné un ralentissement des activités économiques. Selon les données du ministère de l'économie et du plan, le taux de croissance économique était négatif pendant les périodes de crise (respectivement - 12,7 % et - 4,1 % en 2002 et 2009). Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant a connu une baisse passant de 329 dollars en 1990 à 275 dollars en 2010 (Banque Mondiale, 2016). Cette baisse pourrait être imputable aux crises socioéconomiques qu'a connues le pays mais aussi à d'autres facteurs.

Fenêtre d'opportunité

Selon les trois hypothèses formulées par les Nations Unies sur la fécondité (élevée, moyenne et faible), il ressort que Madagascar est entré dans sa fenêtre d'opportunité en 2015 et y restera jusqu'en 2035 quel que soit l'hypothèse considérée. Si la tendance actuelle du taux de fécondité se maintient, le taux de dépendance devrait baisser pour atteindre le niveau de 70 % en 2035, soit une profondeur d'environ 10 points de

pourcentage. Il est donc nécessaire de mettre en place des politiques et programmes adaptés afin de bénéficier des avantages de cette fenêtre d'opportunité.

Processus

Madagascar est entré dans sa fenêtre d'opportunité, mais les données montrent que des efforts restent encore à faire pour mieux en profiter. Sur la période 1975-1990, la fécondité a connu une légère baisse (0,9 %) en moyenne qui ne s'est pas accompagnée d'une modification significative de la structure par âge de la population, représenté ici par le poids de la population des 15-64 ans (coefficient de conversion de $C1 = -0,2$). Le taux d'emploi a aussi faiblement augmenté (0,1 %), et un goulot d'étranglement persiste à l'étape du passage de l'emploi à la productivité ($C3 = -14,5$) au cours de l'étude étudiée (1990 et 2010). En conséquence, le taux de croissance annuel moyen du PIB a baissé de 0,9 % au cours de la période.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une baisse (- 199,7 \$) entre 1990 et 2010. En examinant les sources de changement, on constate qu'une grande partie de cette baisse s'explique essentiellement par la faible productivité des personnes occupées (128,8 %). En revanche, la structure par âge et la proportion des personnes occupées constituent des contrepoids (respectivement 19,9 % et 8,9 %) à cette baisse.

Recommandations

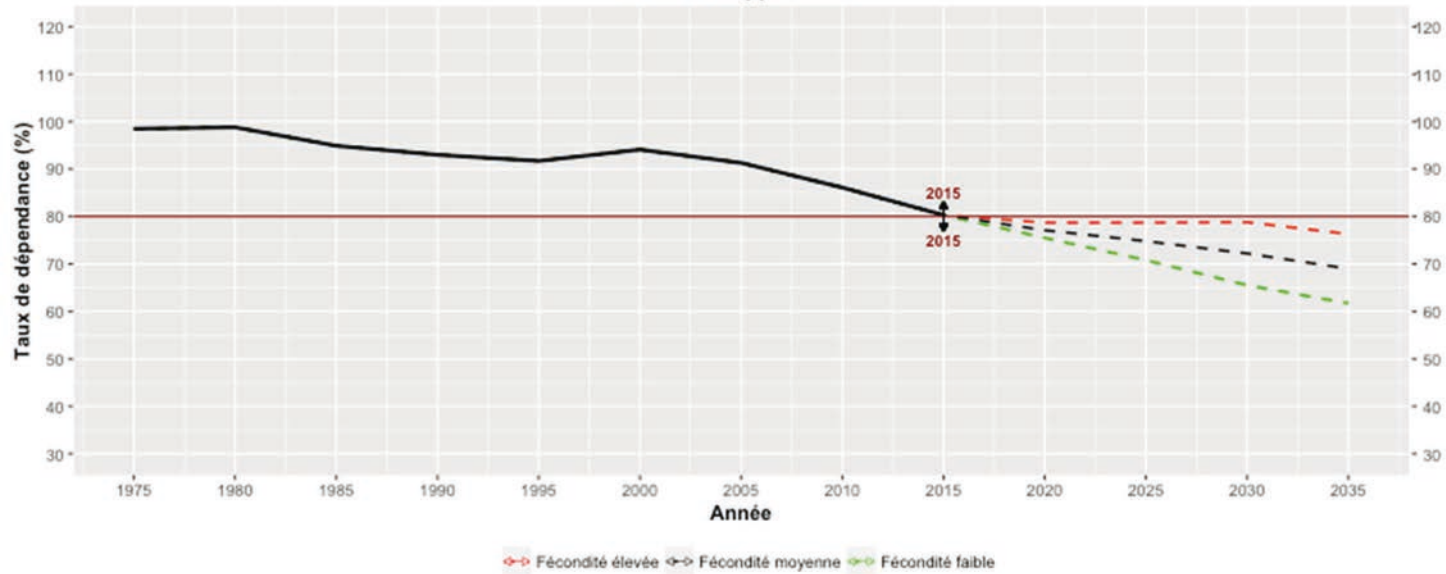
Pour bénéficier du dividende démographique, Madagascar devra entreprendre rapidement certaines actions :

- mettre à la disposition des femmes qui le désirent les méthodes de planification familiale ;
- élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes de renforcement des capacités des travailleurs à travers des formations continues ;
- mettre en place des formations adaptées aux besoins du marché de travail.

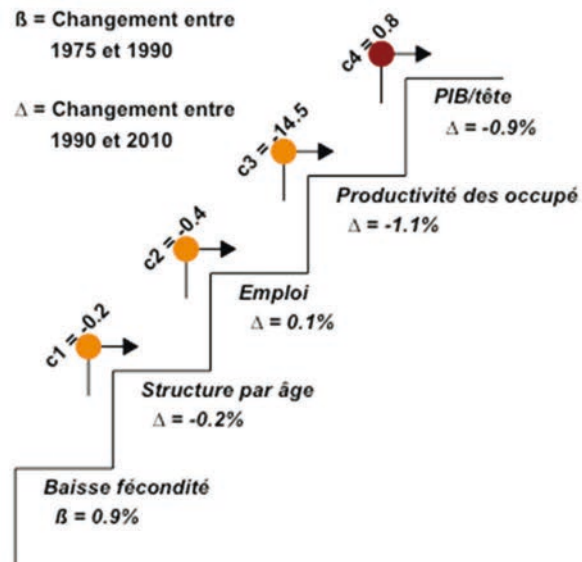
Références

Institut National de la Statistique (INSTAT). 1993. Recensement Général de la population et de l'Habitat, Rapport principal, INSTAT, Antananarivo.
Institut National de la Statistique (INSTAT), Enquêtes Démographiques et de la Santé de 1997, Rapport principal, Institut National de la Statistique, Antananarivo.
Institut National de la Statistique (INSTAT). 2010. Enquêtes Démographiques et de la Santé 2008-2009, I, Antananarivo (Madagascar).

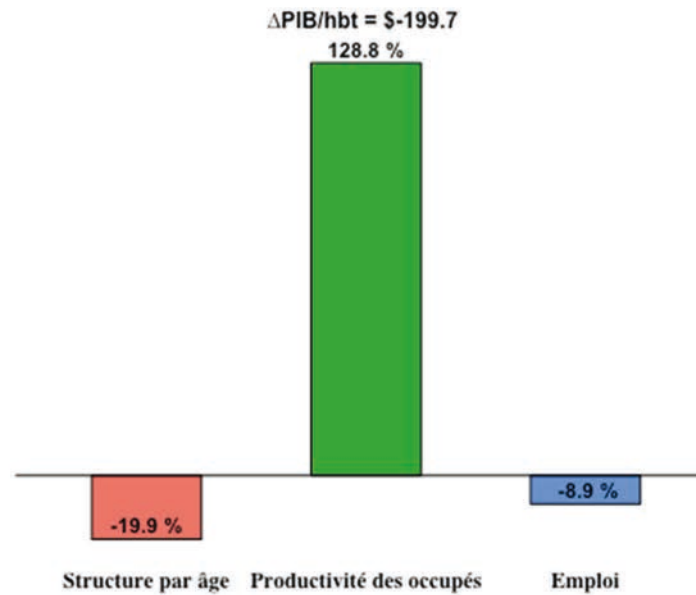
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Malawi, est un État de l'Afrique australe enclavé entre la Tanzanie au nord-est, le Mozambique à l'est et au sud et la Zambie à l'ouest. Sa superficie est de 118 484 km². Sa population était de 13 077 160 en 2008 (NSO, 2008). Le taux d'accroissement annuel moyen de la population a connu une légère baisse depuis le premier recensement de 1966 : 3,3 % entre 1956 et 1966 à 2,8 % entre 1998 et 2008. Si le taux de croissance de 2,8 % reste stable, le Malawi compterait 27 563 066 habitants en 2035. Dans le pays, 15,2 % des personnes de 6 ans ou plus n'ont reçu aucune éducation formelle (NSO, 2011) et 35,9 % des personnes de 15 ans ou plus sont analphabètes (WDI, 2016). Par ailleurs, la fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée, l'ISF était de 4,4 enfants par femme en 2015 (NSO 2015-16). Le niveau de pauvreté est aussi élevé, 50,7 de la population vit sous le seuil de pauvreté. On note également que 25 % de la population vit dans un état de pauvreté extrême (BAD, 2013). Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé de 1461,7 dollars en 1990 à 1770,6 dollars en 2010 (WDI, 2016).

Fenêtre d'opportunité

La fenêtre d'opportunité correspond à l'année/période à partir de laquelle la population jeune de moins de 15 ans, ainsi que celle de plus de 64 ans connaît une baisse dans la population totale de sorte que le taux de dépendance soit en-dessous de 80 %. Selon l'hypothèse optimiste d'une baisse continue de la fécondité, il ressort que le Malawi entrerait dans sa fenêtre d'opportunité à partir de 2025. Le taux de dépendance devrait baisser jusqu'à 65 % en 2035. Selon l'hypothèse constante de l'évolution de la fécondité, le pays rentrerait dans sa fenêtre d'opportunité en 2028 avec une profondeur de 7 points en 2035. En revanche, dans le cas du scénario pessimiste d'une hausse continue de la fécondité, le Malawi n'entrera dans la fenêtre d'opportunité démographique qu'à partir de 2035.

Processus

Le parcours économique du Malawi rencontre des obstacles liés à sa structure démographique et à la structure de l'activité économique. En effet, une forte proportion de la population est occupée dans des activités à faible productivité car 80 % des emplois sont assurés par le secteur agricole qui contribue seulement à 39 % du PIB par an. La baisse de son taux de dépendance démographique entre 2000 et en 2015 est liée à la

baisse de l'ISF qui est passé de 6,3 enfants par femme en 2000 à 4,4 enfants en 2015-16. Ce qui n'a pas vraiment modifié la structure par âge de la population. Ainsi, le Malawi se place parmi les pays africains qui n'ont pas encore achevé la première phase de leur transition démographique.

L'analyse du processus de réalisation du dividende économique indique clairement que des avancées auraient été plus perceptibles, n'eut été l'influence de la structure démographique lié en grande partie à la fécondité qui tarde encore à baisser. En effet, la légère baisse de la fécondité (0,4) n'a pas permis une modification significative de la structure démographique, d'où un coefficient de conversion de 0,2. Le taux d'emploi a aussi faiblement augmenté (0,3 %) au cours de la période étudiée (1990 et 2010). Cependant, la part de la population active qui est effectivement occupée, malgré une hausse de la qualité de l'emploi (1 % de variation) est assez productive avec un coefficient de conversion de 3,1. Le PIB a par conséquent connu une légère augmentation (1,3 %) avec un coefficient de conversion de 1,2 %. Cette augmentation du PIB serait plus prononcée si la variation de la structure de la population avait été plus importante.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une hausse (+ 211,9 \$) entre 1990 et 2010 à cause sans doute des politiques de lutte contre la pauvreté dans le cadre des OMD. En examinant les sources de cette augmentation, on constate qu'une grande partie de cette hausse s'explique par la productivité des personnes occupées (90,9 %). L'emploi des actifs a contribué à hauteur de 26,1 % à la croissance du PIB/tête. En revanche la structure par âge de la population a eu un effet négatif sur la variation du PIB/tête (- 7,0 %).

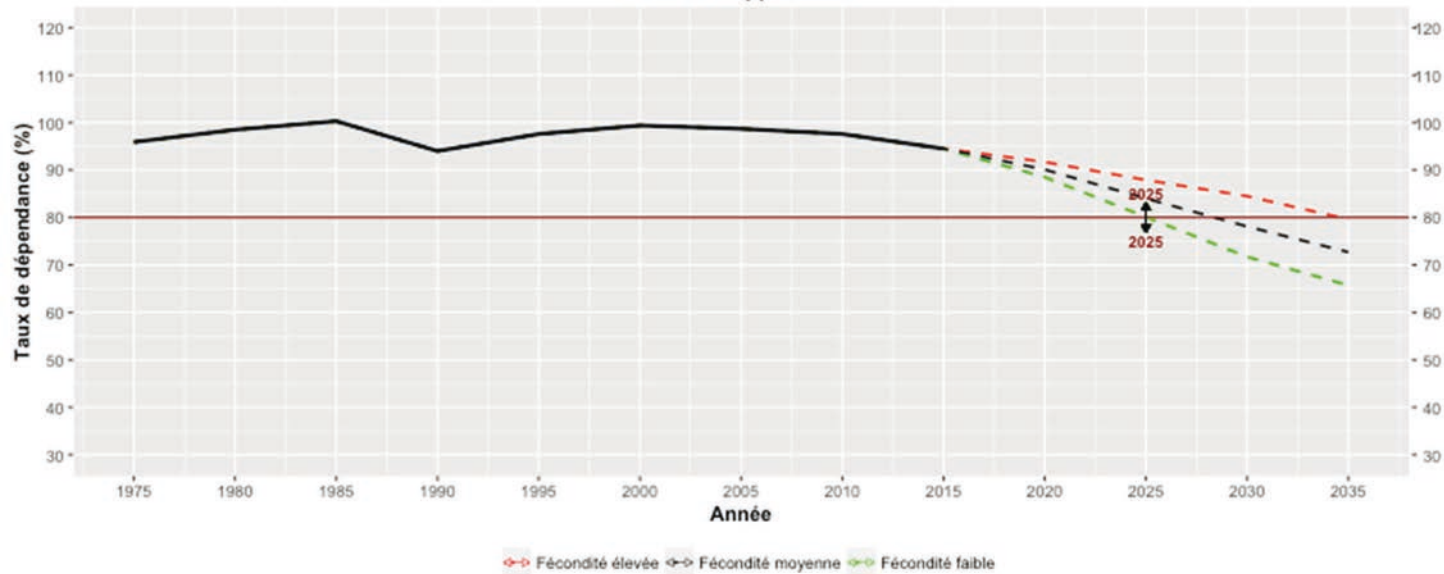
Recommandations

Le Malawi pourrait bénéficier du dividende démographique à condition de poursuivre les politiques de population afin de modifier la structure par âge pour réduire le taux de dépendance. Il s'agit notamment d'améliorer la santé de la population, particulièrement la santé de la reproduction, ainsi que l'offre d'éducation et d'emploi. Il devrait aussi mettre en place des politiques et programmes de promotion de l'emploi à travers des formations professionnelles, la promotion de l'auto-emploi et le renforcement de capacités des actifs. S'agissant de l'éducation, il faudrait développer l'enseignement technique et professionnel et l'adapter au marché de l'emploi.

Références

- BAD, (2013) - Malawi : document de stratégie pays 2013-2017.
 NSO, [Malawi] and ICF International. 2016. Malawi Demographic and Health Survey 2015-16: Key Indicators Report. Zomba, Malawi, and Rockville, Maryland, USA. NSO and ICF International.
 NSO, and ICF Macro. 2011. Malawi Demographic and Health Survey (MDHS) 2010. Zomba, Malawi, and Calverton, Maryland, USA: NSO and ICF Macro.
 NSO, 2008 Population and Housing Census Main Report, <http://www.nsomalawi.mw/2008-population-and-housing-census/107-2008-population-and-housing-census-results.html>

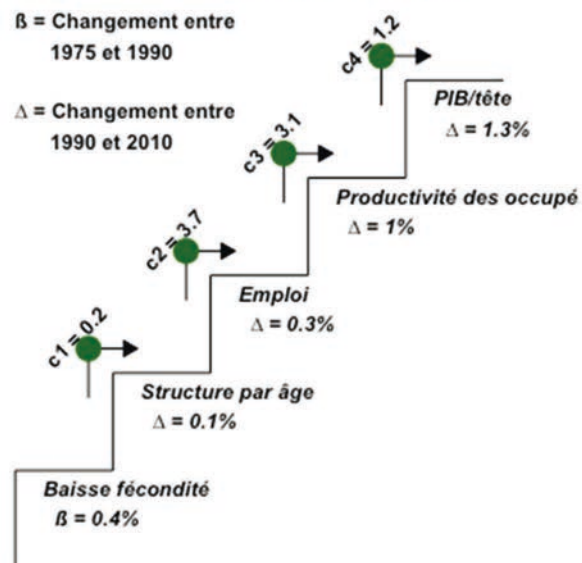
Fenêtre d'opportunité



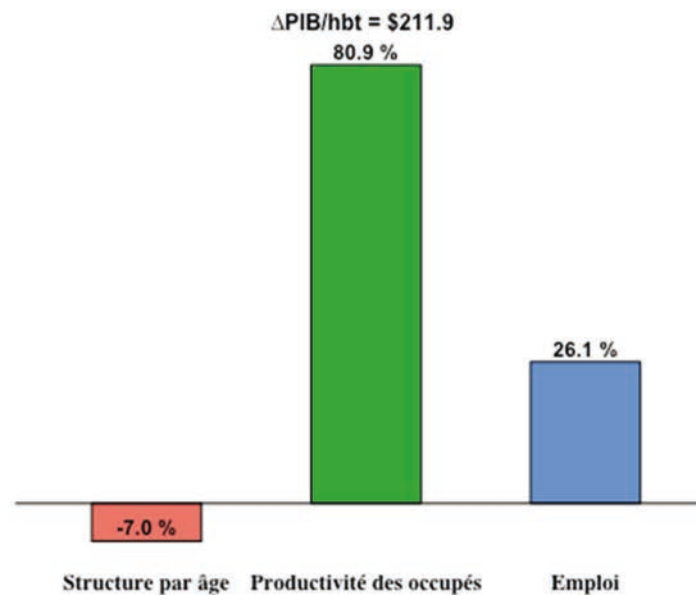
Freins au dividende économique

β = Changement entre
1975 et 1990

Δ = Changement entre
1990 et 2010



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Mali compte 17 600 000 habitants en 2015 (Banque Mondiale, 2016). Dans cette population, les femmes sont les plus nombreuses. Elles représentent 50,4 %, avec 100 femmes pour 98 hommes. Quant aux jeunes de moins de 15 ans, ils représentent 47,5 % de cette population et ceux de 65 ans et plus 2,6 %. Le taux d'accroissement annuel moyen a connu une hausse depuis le premier recensement de 1976. Il est estimé à 1,7 % entre 1976 et 1987 et 3,6 % entre 1998 et 2009 (INSTAT, 2009). En 2015, il était estimé à 2,9 % (Banque Mondiale, 2016). Le niveau du capital humain est faible avec un taux d'alphabétisation de 27,7 % pour la population de 15 ans et plus. Environ 7 personnes sur 10 sont sans instruction et 82,9 % de la population a le niveau primaire comme le niveau d'instruction le plus élevé. Le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 6,6 à 6,4 de 2006 à 2009 (INSTAT, 2006, 2009). En 2013, il est estimé à 6,8 (INSTAT, 2014 ; Banque Mondiale, 2016). Il est relativement plus élevé chez les femmes appartenant aux ménages des quintiles les plus pauvres. Au niveau économique, la lutte contre la pauvreté demeure une préoccupation majeure avec un taux de pauvreté de 46,9 % en 2014 (INSTAT, 2016). Le taux d'emploi au Mali est encore relativement faible. Il était de 58 % en 1990 contre 62 % en 2010. Depuis l'année 2012, le Mali est dans une dynamique de reprise économique avec une croissance moyenne du PIB qui est passée de -0,4 % à 7,22 % en 2014 (Banque Mondiale, 2016).

Fenêtre d'opportunité

Selon l'évolution actuelle de sa fécondité et suivant les différents scénarios de projection des Nations Unies, le Mali n'entrera pas dans sa fenêtre d'opportunité avant 2035.

Processus

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique au niveau du Mali est quelque peu entravée par un taux de dépendance démographique quasi constante au cours du temps depuis 1990 et dont la valeur de 2015 est de quasi 100 %. Le niveau élevé du taux de dépendance démographique est en grande partie liée à l'ISF

qui est pratiquement constant au cours du temps et qui est à la base d'une faible transformation de la structure de la population (-0,1 %). Néanmoins, la reprise économique a permis une hausse moyenne mais très faible de créations d'emplois supplémentaires (0,3 %) et un accroissement de la productivité moyenne des travailleurs maliens de 1,5 % par an sur la période 1990-2010. En conséquence, le taux de croissance annuel moyen du PIB/habitant en bénéficiant de l'accroissement quantitatif et qualitatif des travailleurs sur la période, a connu une hausse de 1,8 %. Cette hausse aurait été plus significative si le Mali avait infléchi sa dépendance démographique.

Sources de changement

Le PIB/tête est également en hausse (165,8 \$) entre 1990 et 2010. Cette hausse est tributaire en grande partie de la productivité des personnes occupées (80,8 %) et de la hausse de l'emploi des actifs (15,6 %). La structure par âge a également contribué positivement mais faiblement (3,6 %) à cette hausse du PIB.

Recommandations

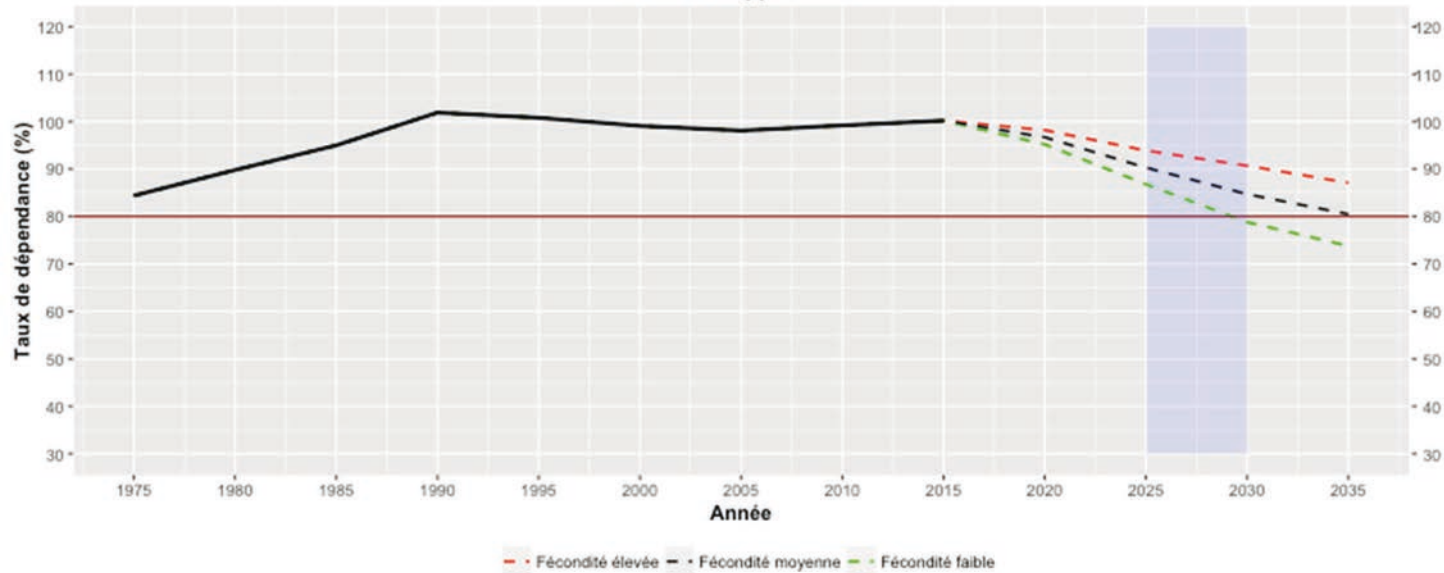
Le Mali bénéficiera du dividende démographique en mettant en œuvre des politiques visant à accélérer la transition démographique, à élever le niveau d'éducation de sa population, et à renforcer l'accès des jeunes actifs à l'emploi. De manière plus spécifique, le Mali doit :

- renforcer les mesures visant à assurer la baisse significative de la fécondité et de la modification de la structure par âge, notamment les programmes de santé de la reproduction ;
- renforcer les programmes d'éducation pour tous à l'endroit des filles et également les programmes d'alphabétisation à l'endroit des personnes adultes ;
- proscrire le mariage des adolescentes Promouvoir l'enseignement technique et professionnel pour favoriser une grande absorption de la main d'œuvre par le marché du travail.

Références

- Banque Mondiale (2016), *World Development Indicators*.
 INSTAT (2016), Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (2014-2015), rapport d'analyse, p.11-12.
 INSTAT (2014), Enquête Démographique et de Santé du Mali, EDSM-V 547 p.
 INSTAT (2009), RGPH, 2009, analyse des résultats définitifs du RGPH, tome 2 « État et structure de la population », p.56-66.
 INSTAT (2006), Enquête Permanente auprès des Ménages, rapport.

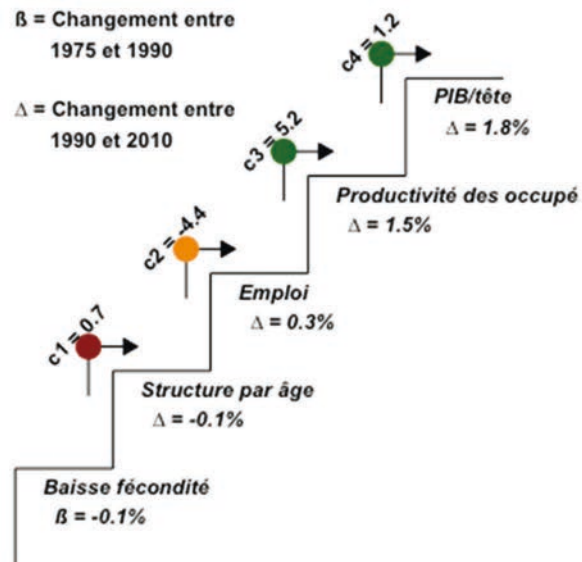
Fenêtre d'opportunité



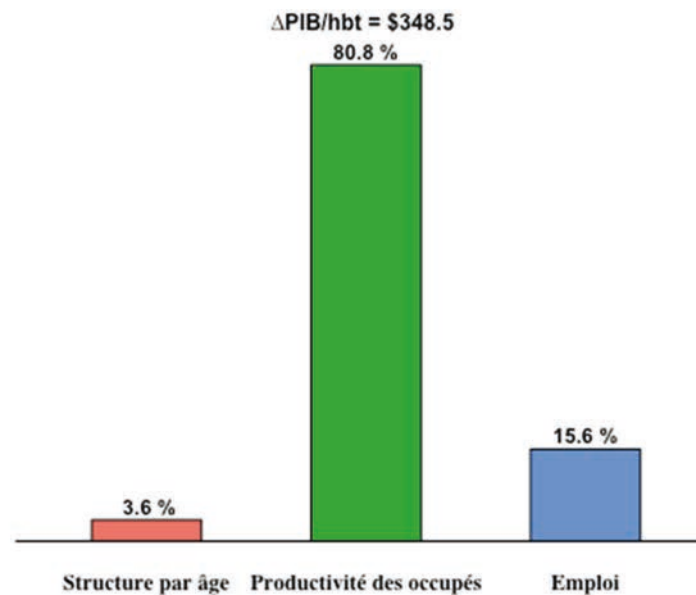
Freins au dividende économique

β = Changement entre
1975 et 1990

Δ = Changement entre
1990 et 2010



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

L'effectif de la population marocaine avoisine les 34 378 000 personnes en 2015. Le dernier recensement de 2014 a fourni le chiffre de 33 848 2142 habitants, au sein duquel on a 50,2 % de femmes 28,0 % de jeunes de moins de 15 ans et 9.6 % de personnes âgées de 60 et plus. Le taux annuel moyen d'accroissement de la population a régressé considérablement en passant de 2,58 % à 1,25 % entre les deux périodes intercensitaires (1960-1971) et (2004-2014). Sur le plan social, le pays avait presque généralisé l'enseignement au sein des marocains. Selon le RGPH 2014, le taux de scolarisation des enfants de 7 à 12 ans culmine à 94,7 % le taux d'analphabétisme des personnes de 10 ans a été estimé à 32 %, dont 41,9 % de femmes. Par ailleurs, la fécondité, a remarquablement baissé. L'ISF est passé de 4,46 enfants par femme en 1987 (EDS, 1987) à 2,21 en 2014 (RGPH 2014), avec un faible différentiel urbain/rural (2,01 cv 2,55). En revanche, les disparités selon le niveau d'éducation persistent (3,0 enfants chez les analphabètes contre 1,8 enfant chez les femmes possédant un niveau secondaire et plus). L'espérance de vie à la naissance a atteint 76,51 ans en 2014. Le taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans est passé de 63 % en 1990 à 28 % en 2015. Sur le plan économique, le Maroc a pratiquement éradiqué la pauvreté extrême (moins de 0,5 % en 2014), et a réduit considérablement la pauvreté relative, dont le taux a été estimé à 6,2 % en 2011. Le PIB par habitant a enregistré une hausse, il est passé de 1 158 dollars en 1990 à 2861 dollars en 2010 et estimé à 3368 dollars par le FMI en 2014. Le taux global de chômage, a progressé de 9 % en 2012 à 9,9 % au premier trimestre de 2014. Ce fléau concerne davantage les citoyens (80,9 %), les jeunes (62,7 % sont âgés de 15 à 29 ans) et les diplômés (11,4 % sont des universitaires) (CEA, 2015).

Fenêtre d'opportunité

Le Maroc profite de sa fenêtre d'opportunité depuis le second quinquena des années 80. Il continuera à en bénéficier bien au-delà de l'échéance de 2035. La fermeture de la fenêtre est attendue vers 2078 selon le scénario bas, 2095 selon le scénario moyen et au-delà de 2100 selon le scénario haut de l'évolution de la fécondité dans le pays.

Processus

L'analyse du processus de réalisation du dividende économique (graphique ci-dessous) indique clairement que plusieurs avancées ont été réalisées. Ceci est dû notamment aux

réformes de modernisation des secteurs socioéconomiques et aux mesures incitatives accompagné d'une modification conséquente de la structure démographique, d'où le faible coefficient de conversion de 0,3. De même, l'accroissement de la demande d'emploi que représente la population active ne s'est pas accompagnée elle aussi par une augmentation de l'offre. Cette dernière avait enregistré plutôt une variation négative de -0,3 % entre 1990 et 2010, ce qui a compliqué le passage de la seconde (structure par âge) à la troisième phase (emploi), traduit par un coefficient de conversion de -0,4. Cependant, l'amélioration de la productivité de la population effectivement occupée (1,8 %) a compensé généreusement la baisse de la qualité de l'emploi (-0,3 %) et a facilité la transition vers la quatrième phase selon un coefficient de conversion de 6. Ces performances ont eu des répercussions positives sur l'évolution du PIB/tête qui a connu une augmentation de 2,2 % facilitant ainsi la transition vers la phase finale avec un coefficient de conversion de 1,3 %.

Sources de changement

L'examen des sources de changement a montré que la productivité des personnes occupées, est responsable d'environ 80 % de l'augmentation du PIB/tête. La structure par âge de la population a conforté cette augmentation par une contribution évaluée à 33,7 %. En revanche, l'emploi des actifs a plutôt empêché l'accroissement du PIB par tête, en le faisant diminuer de 13,6 %. Pour mieux bénéficier du dividende démographique, le Maroc devrait mettre en place des politiques et programmes de promotion de l'emploi à travers des formations professionnelles, la promotion de l'auto-emploi et le renforcement de capacités des professionnels.

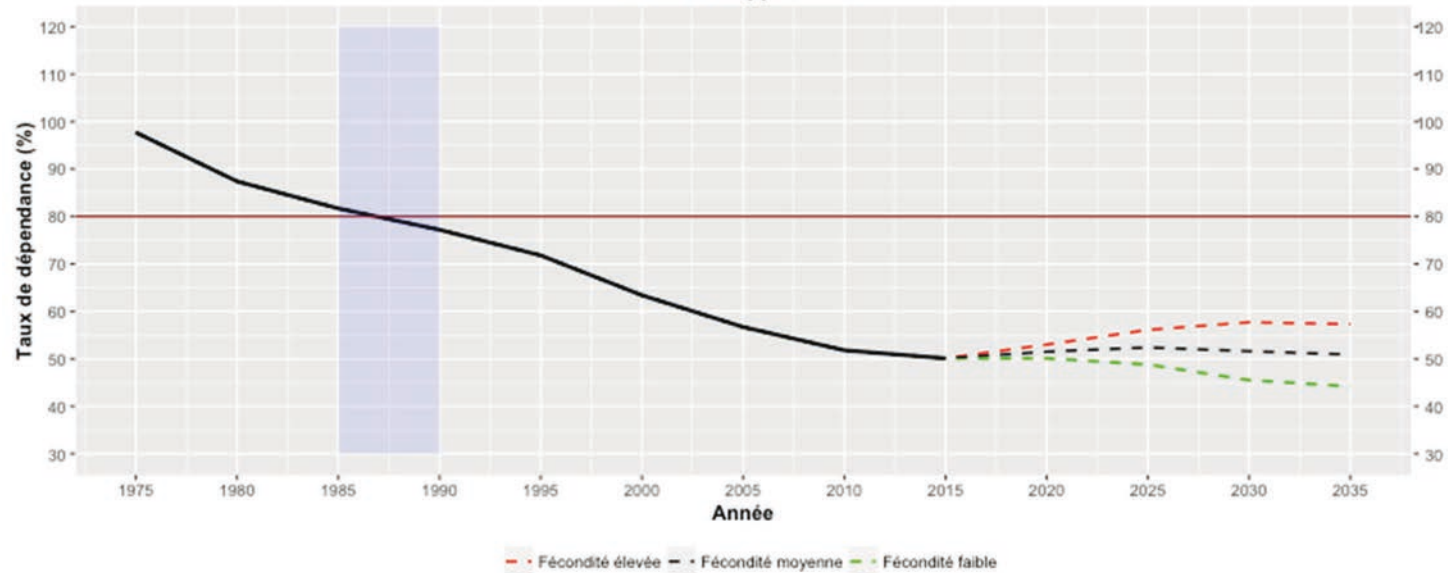
Recommandations

Au vu des analyses présentées plus haut, il en ressort que le Maroc vit sa phase démographique la plus favorable depuis trois décennies. Il pourra bénéficier encore du bonus démographique en agissant au mieux sur l'offre et la qualité des emplois. L'État devra miser surtout sur la réforme du secteur de l'éducation, en améliorant la qualité de l'enseignement général, en développant l'enseignement technique et professionnel et en adaptant l'enseignement professionnel au marché de l'emploi. Il doit également inventer des stratégies efficaces ciblant l'insertion professionnelle des jeunes.

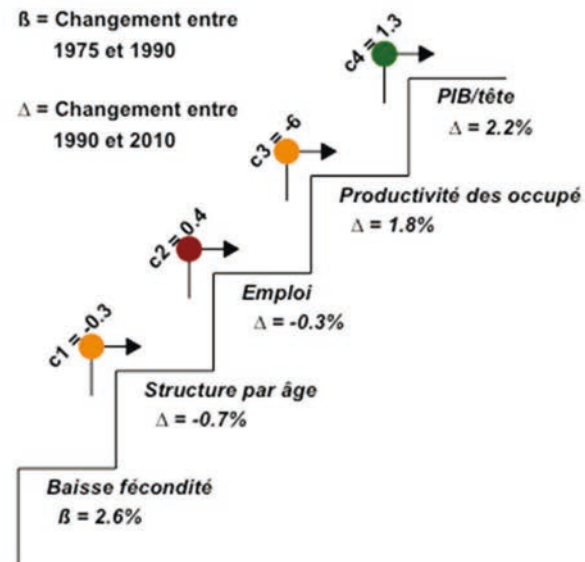
Références

- Haut-Commissariat au Plan (MAROC). Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2004 et 2014.
Haut-Commissariat au Plan (2015). Le Maroc entre Objectifs du Millénaire pour le Développement et Objectifs de Développement Durable.
Ministère de l'Economie et des Finances (Maroc), Direction des Études et des Prévisions Financières Tableau de bord des indicateurs macro-économiques, 2015.
Haut-Commissariat au Plan, Centre des études et des recherches démographiques (2005). Démographie Marocaine : tendances passées et perspectives d'avenir.

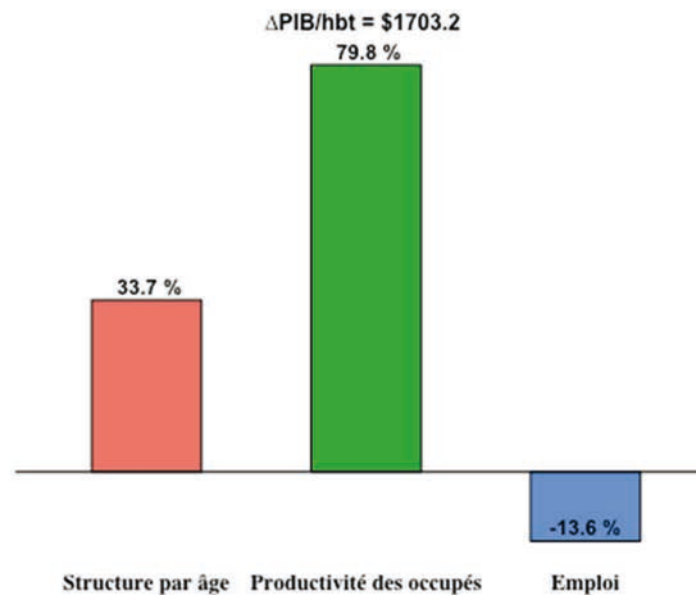
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La Mauritanie compte 3 537 368 habitants en 2013 (ONS, 2013) dont 50,7 % de femmes. Les jeunes de moins de 15 ans représentent 44,2 % et ceux de 60 et plus 5,6 %. Le taux d'accroissement annuel moyen est estimé à 2,4 % entre 2000 et 2013. À ce rythme, la population doublera dans 25 ans. Les données du RGPH 2013 révèlent également que 31,8 % (dont 42 % des femmes) de la population âgée de moins de 25 ans ne fréquentent toujours pas l'école. Par ailleurs, la fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée. En effet, le nombre moyen d'enfant par femme est passé de 4,7 en 2000 à 4,3 en 2013 (ONS, 2002 et 2013). En relation avec le niveau d'instruction, les femmes qui ont atteint le niveau secondaire ou plus ont 3,2 enfants en moyenne, contre 4,7 pour celles n'ayant jamais été à l'école ou qui n'ont appris que le coran ou fréquenté les mahadras. De plus l'utilisation de la contraception (11,4 %) est en deçà de la moyenne africaine (25 %). En Mauritanie, le niveau de pauvreté demeure encore élevé ; le taux de pauvreté est passé de 42 % en 2008 à 31 % en 2014 (ONS-EPCV, 2008 et 2014). Environ 16,6 % de la population vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté en 2014. En dépit de cette réduction du niveau de pauvreté beaucoup d'efforts restent à faire pour améliorer le bien-être de la population mauritanienne et réduire les inégalités sociales.

Dans le contexte démographique, socio-économique, politique et culturel qui vient d'être décrit, est-il possible d'envisager une accélération de la baisse de la fécondité, qui permettrait à la Mauritanie d'entrer rapidement dans la première fenêtre d'opportunité démographique ?

Fenêtre d'opportunité

L'évolution des taux de dépendance montre que la fenêtre pour saisir l'opportunité du dividende démographique est ouverte depuis 2010 en Mauritanie et perdure jusqu'en 2035, quelle que soit l'hypothèse de projection choisie (élevée, moyenne, faible). La profondeur de cette fenêtre est de 21,2 point de pourcentage jusqu'en 2035 selon hypothèse de projection faible. Cette situation pourrait être profitable si des politiques ciblées sont mises en place dans des domaines prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'emploi.

Processus

Sur la période 1975 à 1990, la fécondité a légèrement baissé, et cette baisse n'a pas modifié significativement sur la structure par âge de la Mauritanie. Par ailleurs, le nombre de personnes occupées a légèrement varié entre 1990 et 2010 et n'a pas été suffisante pour induire un changement dans la productivité des personnes occupées. Il se poserait un

problème de qualification des personnes occupées pour soutenir la production. Le PIB a par conséquent connu une augmentation en annuelle moyenne de 1 %. Toutefois, il existe une productivité importante non induite par le taux d'occupation, mais due plutôt aux ressources minières qui ont contribué favorablement à l'accroissement du PIB/tête.

Cette situation place donc la Mauritanie en bonne position pour bénéficier, comme d'autres pays l'ont fait avant lui du dividende démographique et conforter ou accélérer sa croissance économique. Si la baisse de la fécondité se poursuit, la Mauritanie continuera à améliorer son taux de dépendance et elle sera en mesure de bénéficier des investissements importants qu'elle a consentis dans l'amélioration de son capital humain, tout en étant en position de pouvoir continuer à l'améliorer dans les domaines de l'éducation (notamment aux niveaux secondaire et supérieure) et de la santé. Si parallèlement des efforts pour parfaire la qualité de son environnement institutionnel sont poursuivis, la Mauritanie pourrait donc bénéficier assez rapidement du dividende démographique et donc d'une croissance économique plus forte et moins aléatoire que par le passé.

Sources de changement

Le PIB/hbt sur la période 1990-2010 a varié de 532 dollars US soit de 1 % en moyenne annuelle. Au regard des composantes constitutives du PIB/hbt, l'on constate que l'emploi des actifs à un effet positif sur ce changement à hauteur de 68 % et la structure par âge est responsable à environ 31 %. Toutefois, la productivité des occupés a plutôt favorisé ce changement avec une faible contribution 1,9 %.

Recommandations

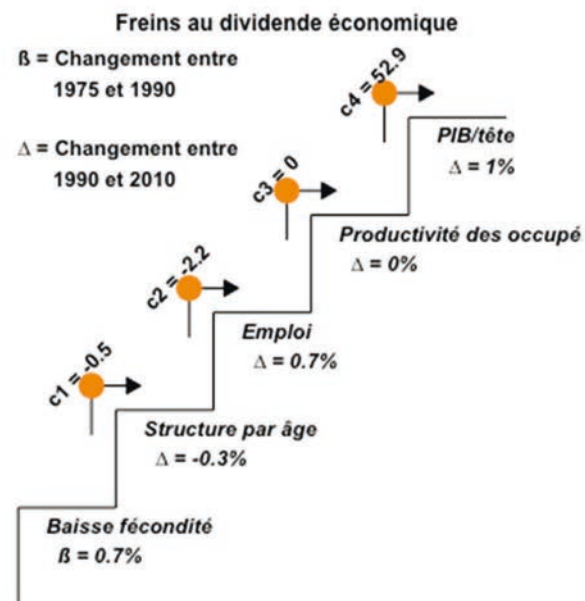
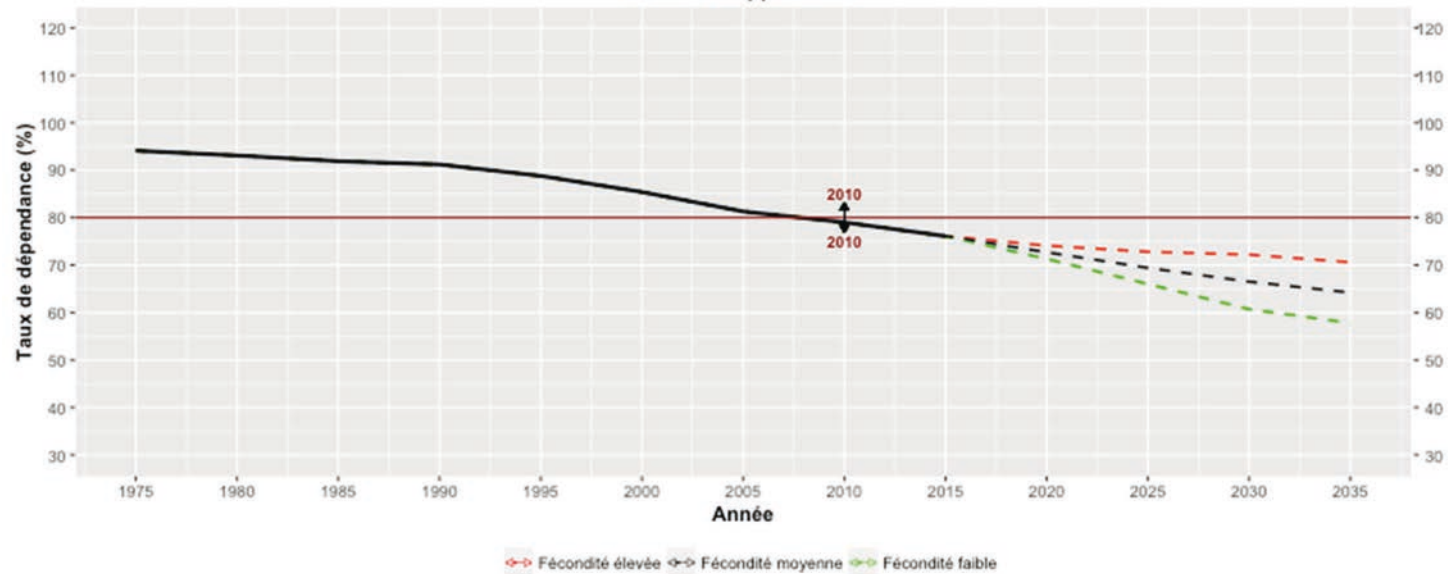
Satisfaire les besoins en SR en vue de réduire la mortalité maternelle et infantile. Sensibiliser le public pour un changement d'avantage de mentalité sur la natalité. Agir sur la formation (problèmes de compétences). Répartition équitable du PIB/hbt due aux ressources minières et halieutiques (mettre l'accent sur la productivité individuelle). Par ailleurs :

- le gouvernement devrait développer les stratégies pour encourager l'éducation secondaire et lutter contre l'analphabétisme ;
- encourager la planification familiale chez les femmes et surtout chez les plus jeunes ;
- réduction des taux de dépendance, à travers la poursuite de la baisse de la fécondité ;
- diversifier les sources de revenu/secteur d'investissement afin de donner la chance à tous les jeunes d'avoir un emploi décent.

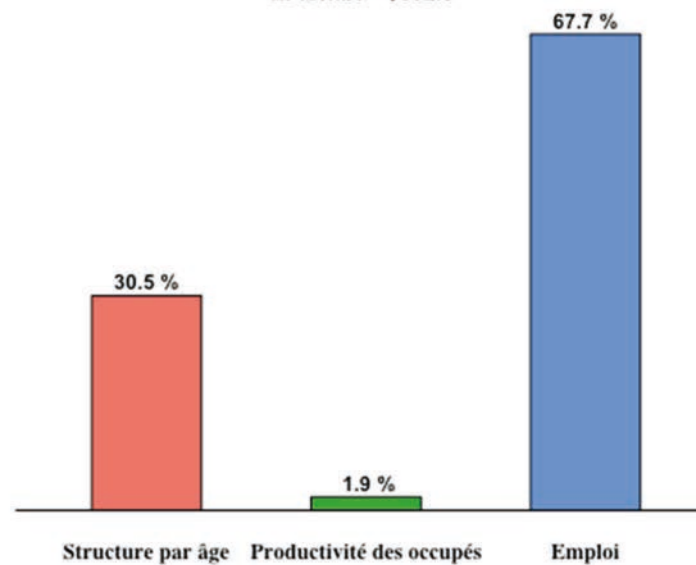
Références

Office National de la Statistique, Recensement Général de la population et de l'Habitat, 2013, Résultats provisoires.
Office National de la Statistique (ONS) [Mauritanie] et ORC Macro. 2001. Enquête Démographique et de Santé Mauritanie 2000-2001. Calverton, Maryland, USA : ONS et ORC Macro.
Office National de la Statistique (2014), Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages.
Rapport Profil de la pauvreté en Mauritanie 2014.

Fenêtre d'opportunité



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010

 $\Delta \text{PIB/hbt} = \532.0 

Contexte

La Namibie, situé en Afrique Australe est un pays qui comptait 2 113 077 habitants en 2011 (NSA RGPH, 2011). Cette population estimée en 2015 à 2 459 000 habitants (Nations-Unies, 2015) est majoritairement constituée de femmes (51,6 % de femme). En plus, 57,2 % de cette population vit en zone rurale. Les enfants de moins de 15 ans représentaient 36,5 % de la population alors que les personnes de 65 ans et plus représentent 5,1 %. Le taux d'accroissement a régulièrement baissé entre 1981 et 2011. En effet, il était estimé à 3,2 % entre 1981 et 1991 et à 1,4 % entre 2001 et 2011 (NSA RGPH, 2011). Allant dans cette perspective, la Namibie compterait 2 982 920 en 2035 si la tendance actuelle du taux d'accroissement ne change pas. Ce ralentissement de l'accroissement de la population est la résultante d'une baisse constante du niveau de la fécondité qui est passé de 5,4 en 1992 à 3,6 enfants par femme en 2013 (DHS, 2013). En considérant le niveau d'instruction des femmes, il ressort que l'ISF est plus élevé chez les femmes sans niveau d'instruction (5,3 enfants par femme) que celles ayant un niveau d'instruction (2,2 enfants par femme). Cette population tendrait à une stabilité, si le taux de mortalité infantile continue d'avantage à baisser. D'ailleurs, il a connu une baisse de 19 % au cours de ces 5 dernières années (DHS, 2013) avec l'augmentation des personnes âgées. Selon la Banque Mondiale (2015), l'espérance de vie à la naissance est de 64 ans. Par contre, 19,5 % de la population namibienne vivaient en dessous du seuil de la pauvreté (NSA, 2010).

Fenêtre d'opportunité

En se basant donc sur les données des Nations-Unies, il ressort que la Namibie est entrée dans sa fenêtre d'opportunité en 1998 c'est-à-dire que son taux de dépendance est dessous de 80 % depuis 1998. Le taux de dépendance a ainsi régulièrement baissé pour atteindre 67 % en 2015. Quel que soit l'évolution de la fécondité par rapport à la tendance de référence, la Namibie continuera toujours à bénéficier de cette opportunité démographique jusqu'en 2035.

Processus

La Namibie est rentrée dans sa fenêtre d'opportunité mais des efforts considérables restent encore à faire pour obtenir un dividende démographique. En effet, le changement constaté au niveau de la fécondité n'a pas entraîné un changement dans la structure par âge de la population, représenté ici par le poids de la population des 15-64 ans. Pourtant, cette population active est effectivement occupée avec une offre légèrement importante à la demande (0,8 % de variation annuelle). En outre, la population occupée est effectivement productive même si la variation de qualité entre 1990 et 2010 est faible (0,6 %). Cette productivité a contribué à une augmentation du PIB de 1,9 % en moyenne sur la même période.

Sources de changement

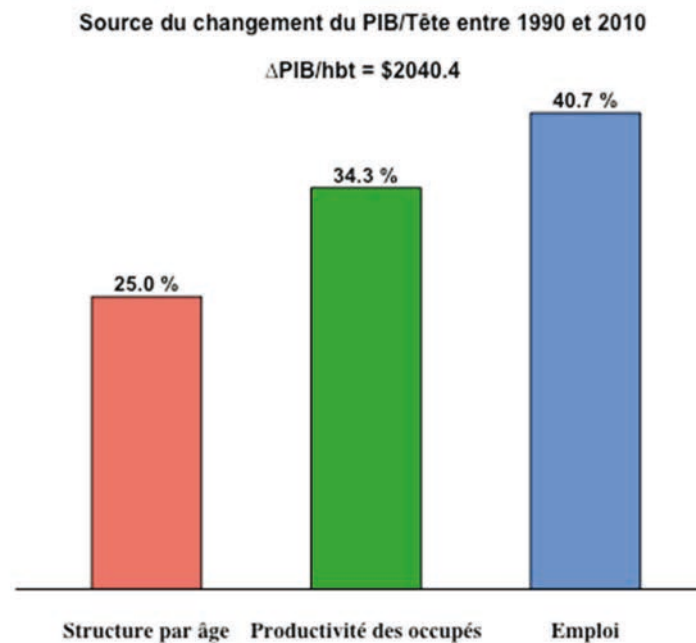
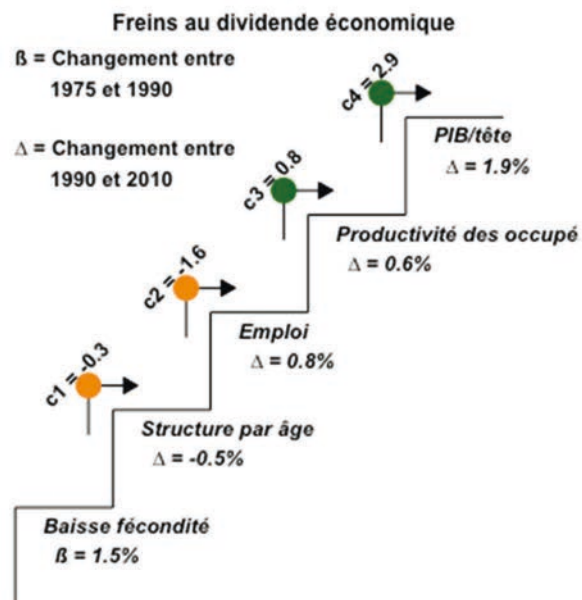
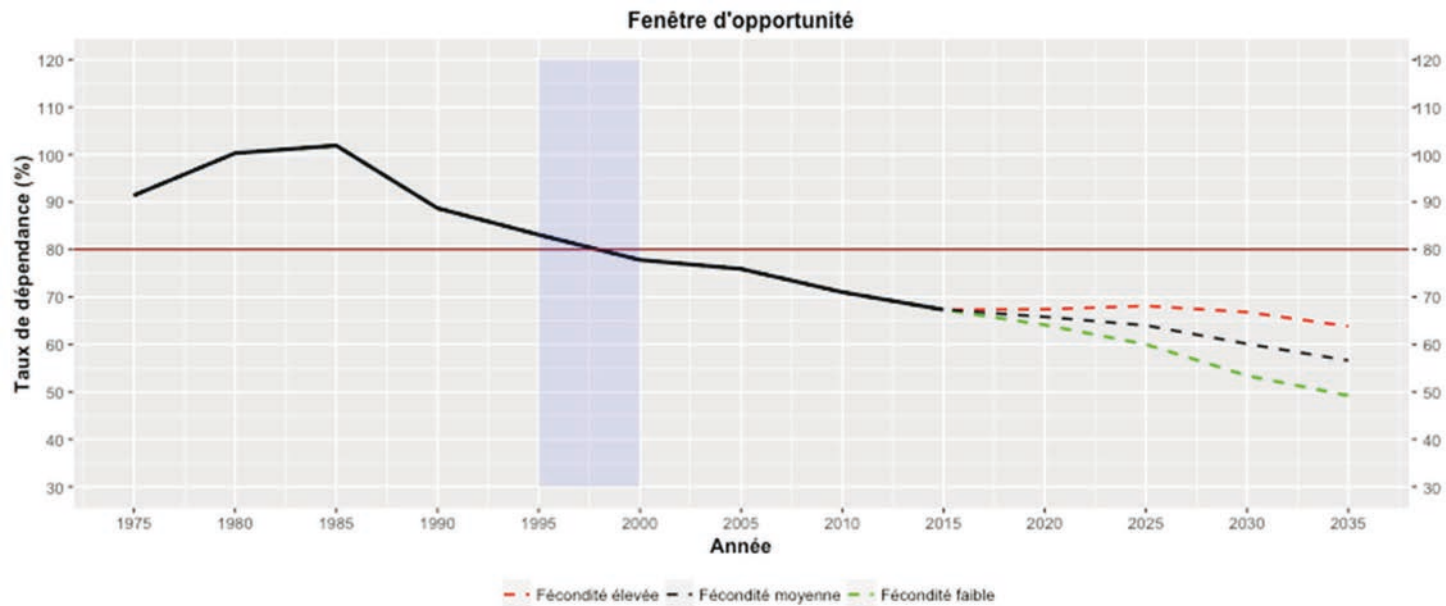
Le Produit Intérieur Brut par habitant a connu une augmentation importante de 2040,4 dollars entre 1990 et 2010. Cette augmentation est due en grande partie à l'emploi des actifs qui a contribué à 41 % à ce changement. La productivité des personnes occupées est la deuxième source qui a contribué à l'augmentation du PIB par tête entre 1990 et 2010 avec 34,3 %. Quant à la structure par âge, elle en a contribué à hauteur de 25,0 %. La Namibie a commencé à bénéficier des retombés du dividende démographique. Cependant, le pays profite faiblement de cette opportunité.

Recommandations

L'analyse de la fenêtre d'opportunité montre que la Namibie est déjà entrée dans sa fenêtre d'opportunité. Toutefois pour profiter davantage de cette opportunité, le pays devrait continuer à travailler dans le sens de la baisse de la fécondité à travers les programmes de planification familiale. L'État ainsi que ses partenaires doivent donc continuer à investir dans le PF et à sensibiliser les populations pour l'utilisation de la contraception. Pour profiter davantage de cette fenêtre d'opportunité, l'État doit également mettre en place des programmes de formation professionnelle adapter au marché de l'emploi et des stratégies d'insertions professionnelles.

Références

- Nambia Statistics Agency (2012), Namibia 2011 population and housing census main report, Windhoek, Namibia, 214 p.
- The Namibia Ministry of Health and Social Services (MoHSS) and ICF International. 2014. The Namibia Demographic and Health Survey 2013. Windhoek, Namibia, and Rockville, Maryland, USA: MoHSS and ICF International, 530 p.
- Nambia Statistics Agency (2012) Namibia Household Income and Expenditure Survey (NHIES) 2009/2010, Windhoek, Namibia, 229 p.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Prospects: The 2015 Revision, DVD Edition.



Contexte

Le Niger est un pays du sahel avec une population de 17 129 076 habitants (RGPH 2012) pour un taux annuel d'accroissement de 3,9 %. Cette population est estimée à 19 899 000 habitants en 2015 (Nations-Unies, 2015). Dans cette population, 57 % représentent les moins de quinze ans et seulement 3 % ont plus de 64 ans (EDSN-MICS, 2012). La croissance rapide de la population nigérienne est liée au niveau élevé de la fécondité. En effet, l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) est estimé à 7,6 enfants par femme. Les femmes instruites ont en moyenne 4,9 enfants par femme alors que celles qui sont non instruites ont en moyenne 8,0 enfants (EDSN-MICS 2012). Le niveau d'instruction de la population de six ans et plus demeure encore faible. Par ailleurs, le niveau de la mortalité infantile est encore élevé (57,1 ‰) avec une espérance de vie de 58,9 ans à la naissance (Banque Mondiale, 2015). Quant aux taux de croissance économique, il était évalué à 6,1 % et le PIB par habitant est passé de 1532 \$ en 2011 à 1689 \$ en 2012 (Banque Mondiale, 2015) avec un taux d'activité de 63,8 % (EDSN-MICS 2012). En plus, l'enquête sur les conditions de vie des ménages et l'agriculture (ECVMA 2011) montre que 48,2 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Fenêtre d'opportunité

Le graphique ci-dessous révèle une tendance du taux de dépendance démographique encore élevée et en augmentation sur la période 1975-2015. Les projections de l'évolution de la fécondité selon les différents scénarios des Nations Unies révèlent que par rapport à la tendance de référence, le taux de dépendance démographique restera élevé jusqu'à 2035. Par conséquent, le Niger ne pourra voir sa fenêtre d'opportunité s'ouvrir que plusieurs années après 2035.

Processus

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique au niveau du Niger fait appel à des efforts en particulier au niveau de la baisse de la fécondité. Sur la période 1975-1990, la fécondité a augmenté et la structure par âge de la population a connu une légère modification (0,2 %). Elle constitue d'ailleurs un avantage pour l'obtention du dividende économique. En plus, un autre avantage pour le Niger est la hausse légère de l'emploi (0,9 %) entre 1990 et 2010. Sur cette même période, la productivité des occupés a baissé mais le PIB par tête a augmenté faiblement (0,1 %). Cette croissance est liée à la hausse de l'emploi au sein de la population active.

Sources de changement

L'augmentation du PIB par habitant sur la période est faible (10 \$) et l'examen des sources de ce changement est indicative. On observe que l'emploi des actifs est la seule source de l'augmentation entre 1990 et 2010 au Niger. Il a contribué à hauteur de 1 357,6 %, tandis que la productivité des occupés (- 889,9 %) et la structure par âge de la population (- 367,7 %) ont eu un effet négatif sur cette légère augmentation.

Recommandations

Au vue du contexte et des analyses mis en exergue ci-dessus, pour bénéficier d'un dividende économique, le Niger devrait entre autres :

- susciter la diminution du taux de fécondité et accroître la main d'œuvre en renforçant les programmes de planification familiale, en encourageant la scolarisation pour tous en particulier dans le milieu rural et chez les filles ;
- améliorer le capital humain en développant l'enseignement technique et professionnel et en adaptant les formations aux besoins de l'économie pour une bonne productivité.

Références

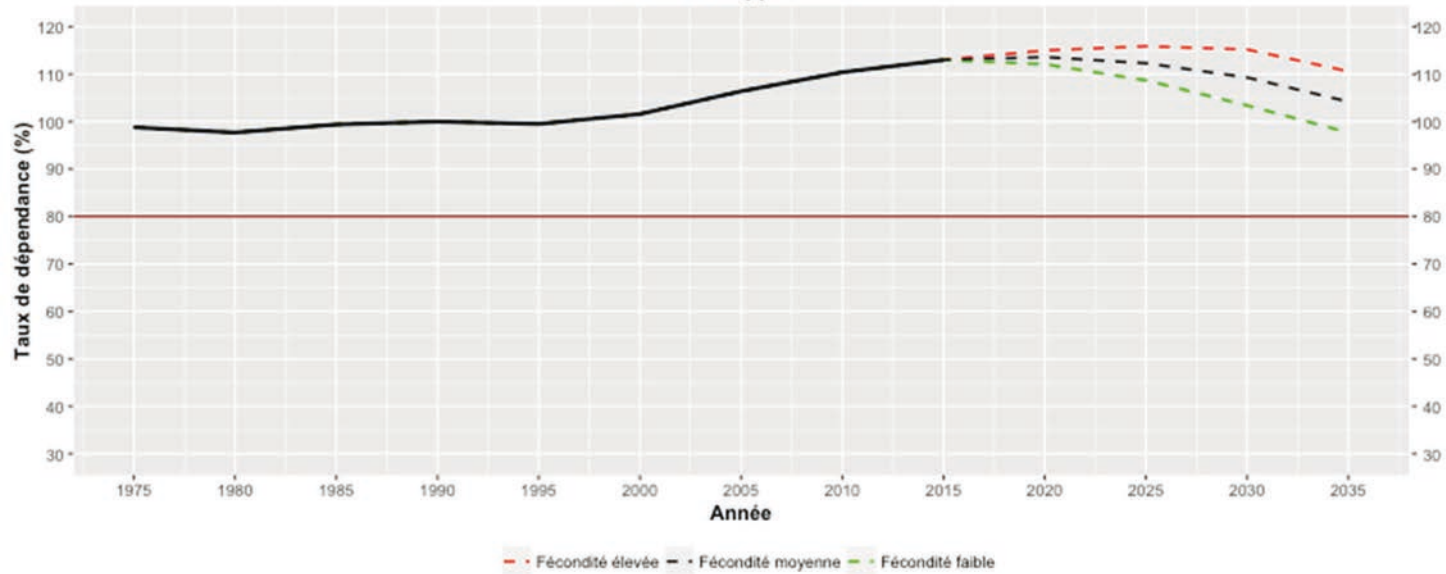
Institut National de la Statistique et ICF International, 2013. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger 2012. Calverton, Maryland, USA : INS et ICF International.

Institut National de la Statistique, 2013. Résultats préliminaires du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) du Niger 2012.

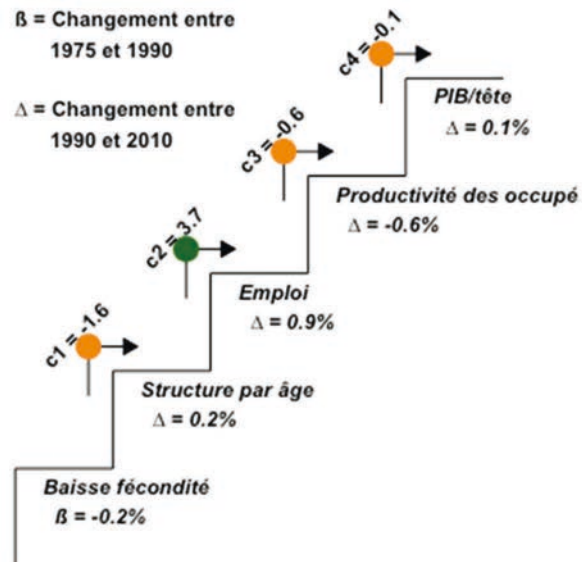
Institut National de la Statistique, 2013. Premiers résultats de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages et l'Agriculture (ECVMA) au NIGER 2011.

Institut National de la Statistique, 2013. Rapport d'analyse de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel (ENESI) au Niger 201.

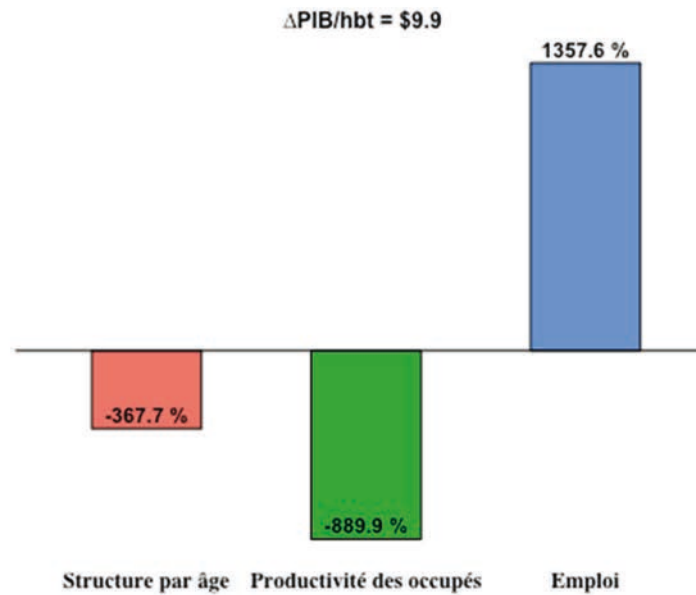
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La population nigériane était de 140 003 542 habitants selon le dernier recensement de 2006 (NMEC, 2008). En 2015, elle a été estimée à 182 202 000 avec une structure par âge essentiellement jeune soit 43,2 % de moins de 15 ans contre 3,11 % des 65 ans et plus (WEF, 2014). Près de 80 % de la population nigériane vit avec moins de 2 \$ par jour (Bertelsmann, 2016). En 2005, le taux de scolarisation était de 47,8 % pour les filles contre 65,7 pour les hommes (NMEC, 2008). Par ailleurs, la fécondité bien qu'en baisse après les années 1975 demeure encore élevée. Elle a été estimée à 5,5 enfants par femme en 2013. La mortalité infantile est de 69 ‰ et celle des enfants de 0-5 ans est estimée à 128 ‰ (EDS-2013). L'espérance de vie à la naissance est de 53,2 ans en 2015. Selon le Bureau Nigérian des Statistiques, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) du Nigéria a été autour de 3 % en 2015 (PwC, 2015). Malgré ce contexte, le PIB du Nigeria, estimé à 112 248 million de \$US en 2005 a atteint le niveau de 514 964,7 million de \$US en 2013, lui conférant ainsi la place de la première puissance économique du continent (Bertelsmann, 2016).

Fenêtre d'opportunité

En se basant sur les trois hypothèses (élevée, moyenne et faible) formulées sur la fécondité par les Nations Unies, il ressort que le Nigeria entrera dans sa fenêtre d'opportunité selon le scénario le plus favorable autour des années 2023. Selon l'hypothèse moyenne d'une fécondité constante, la fenêtre d'opportunité du Nigeria est attendue autour des années 2027. Au regard de la profondeur de la fenêtre d'opportunité à l'horizon 2035, le scénario le plus favorable offre une étendue de l'ordre de 14 points alors que celui de la fécondité moyenne donne une profondeur 7 points.

Processus

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique au Nigéria est parsemée d'embûches. Sur la période 1975-1990, la fécondité a connu une

baisse timide de 0,2 % en moyenne. Cependant, elle ne s'est pas accompagnée d'une modification significative de la structure par âge de la population, représentée ici par le poids de la population des 15-64 ans, d'où un coefficient de conversion de $C_1 = -0,5$. Ainsi, la demande d'emploi des actifs est supérieure à l'offre. La légère baisse de l'emploi (-0,2 % par an) s'est accompagnée d'une forte baisse de la productivité (2,7 % par an). Malgré tout, le PIB a connu une amélioration annuelle de 2,7 % entre 1990 et 2010.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une augmentation remarquable de 1003,6\$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources cette augmentation, on constate qu'une grande partie de cette hausse provient de la productivité des occupés (103,1 %), et dans une moindre mesure à la structure par âge (3,8 %). Par contre, la proportion des occupés constitue un contrepoids (-6,9 %) à la dynamique.

Recommandations

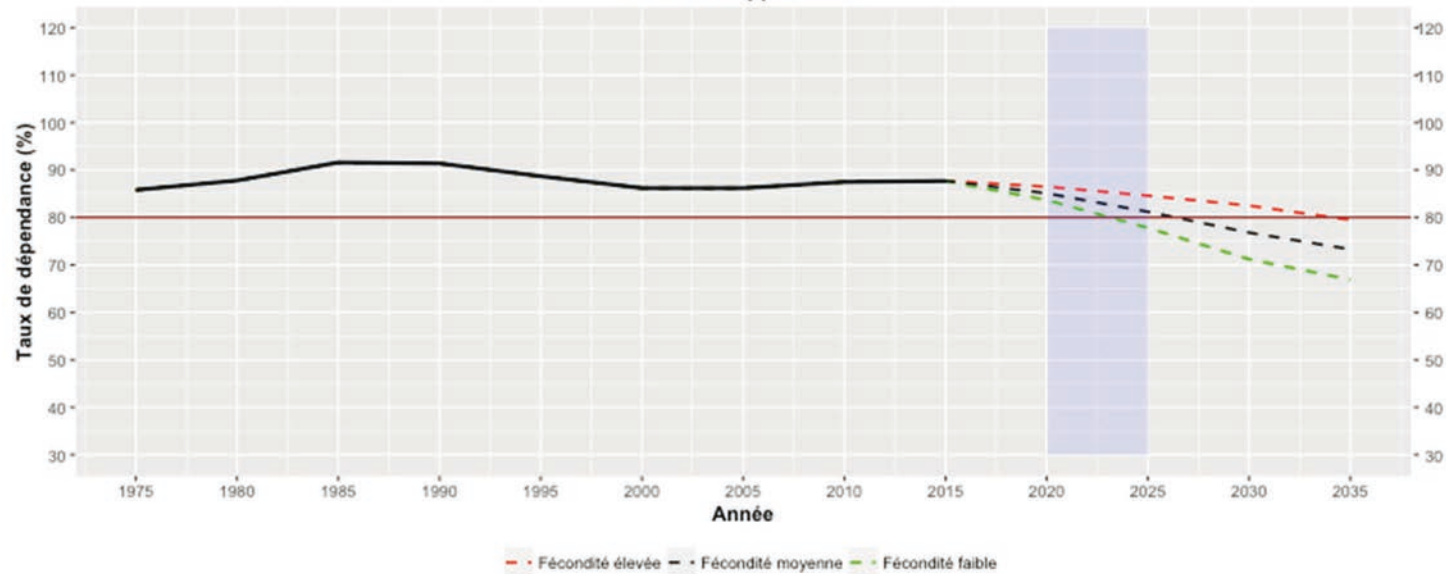
Le pays pourrait conserver sa position actuelle de première puissance économique du continent et se positionner parmi les grandes puissances mondiales en menant des actions suivantes :

- l'amélioration de la santé de la population, particulièrement les politiques en matière de santé de la reproduction ;
- la sensibilisation des populations sur l'utilisation des méthodes contraceptives pour contrôler les naissances ;
- l'intensification des politiques d'éducation et d'emplois permettrait au Nigeria de capitaliser au mieux d'une population saine, et bien éduquée.

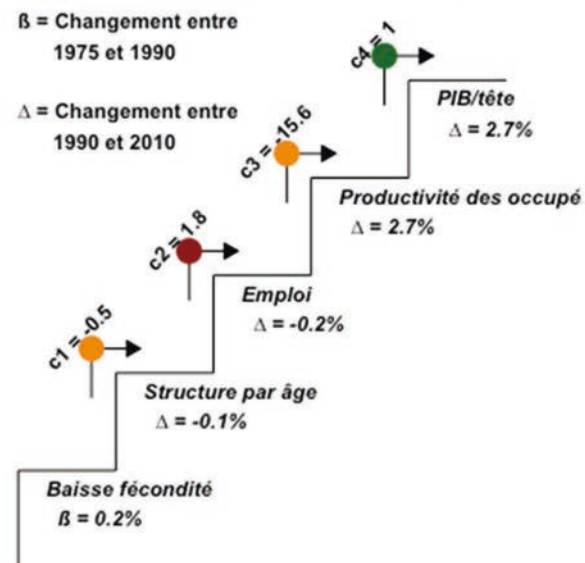
Références

- Bertelsmann, S. (2016). BIT 2016 - Nigeria Country Report.
- FMI. (2016). 2016 Articles IV consultation-Press Release-Staff Report, and Statement by the executive Director for Nigeria ;FMI Country Report NO. 16/101, p. 88p.
- NMEC. (2008). the development and state-of-the-art of adult learning and education (ALE): National Report of Nigeria. NMEC.
- PwC. (2015). Analyses of Nigeria's 2016 Budget and Medium Term Expenditure Framework. Budget Bulletin - PwC Nigeria , p. 5p.
- UN. (2008). Population Prospect.
- WB, IFC. (2014). Entreprise Surveys: Nigeria's Country Profile 2014.
- WEF. (2014). Prospect for reaping a Demographic Dividend in Nigeria: A case study by the World Economic Forum (WEF)'s Global Agenda Council on Population Growth.

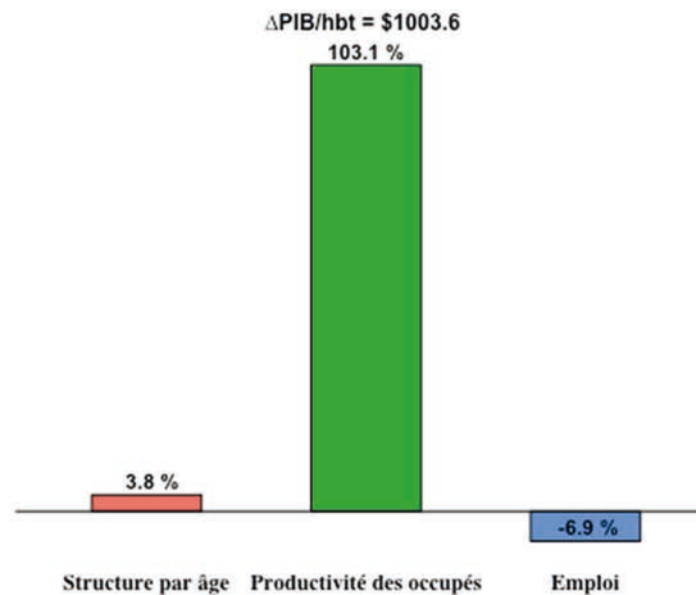
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

L'Ouganda est situé en Afrique de l'Est, il est limité au nord par le Sud Soudan, au sud par le Rwanda et la Tanzanie, à l'est par le Kenya, à l'ouest par la République Démocratique du Congo. Le pays s'étend sur une superficie de 241 551 kilomètres carrés. En 2014, l'Ouganda comptait 34 634 650 millions d'habitants, dont 51 % sont des femmes (UBOS, NPHC 2014). La densité de la population est de 173 habitants/km².

La population en âge de travailler (15-65 ans) représente 49,2 % de la population résidente, les moins de 18 ans représentent 55 % de la population résidente (UBOS, NPHC 2014), alors que la proportion des personnes âgées de 65 ans et plus représente seulement 2,7 %. Par ailleurs, la fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée. En effet, l'indice synthétique de fécondité est passé de 6,7 en 1992 à 4,4 enfants par femme en 2015-2016. La mortalité infantile est passée de 122 pour mille en 1991 à 42 décès pour mille en 2014, alors que l'espérance de vie à la naissance a augmenté passant de 48,1 ans à 63,3 ans sur la même période.

Fenêtre d'opportunité

La fenêtre d'opportunité correspond à l'année et/ou période à partir de laquelle le taux de dépendance est en-dessous du seuil de 80 %. Sur la base d'un maintien de la tendance actuelle de la fécondité, le pays rentrerait dans sa fenêtre d'opportunité en 2035. En revanche, dans le cas du scénario pessimiste d'une fécondité qui baisse moins rapidement que la tendance de référence, l'Ouganda entrera dans sa fenêtre d'opportunité démographique bien après 2035.

Processus

Les résultats montrent que sur la période 1975-1990, la fécondité n'a pas du tout baissé mais la structure par âge de la population a connu évolution favorable, d'où un coefficient de conversion de $C1 = 10,6$. L'augmentation de la demande d'emploi s'est accompagnée d'une baisse significative de la proportion des personnes occupées ($C2 = -3,4$). On observe aussi une progression de la productivité des personnes occupées qui s'est traduit par une augmentation du PIB par habitant (3,6 % annuelle).

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une hausse de 717,7 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de changement de celui-ci, l'on constate qu'une grande partie de cette hausse provient principalement de la productivité des personnes occupées (109,7 %). Par contre, l'emploi et la structure par âge constituent un frein à cette hausse. En effet, l'emploi et la structure de la population ont contribué respectivement à une baisse de -7,5 % et -2,2 % du PIB au cours de la période 1990-2010.

Recommandations

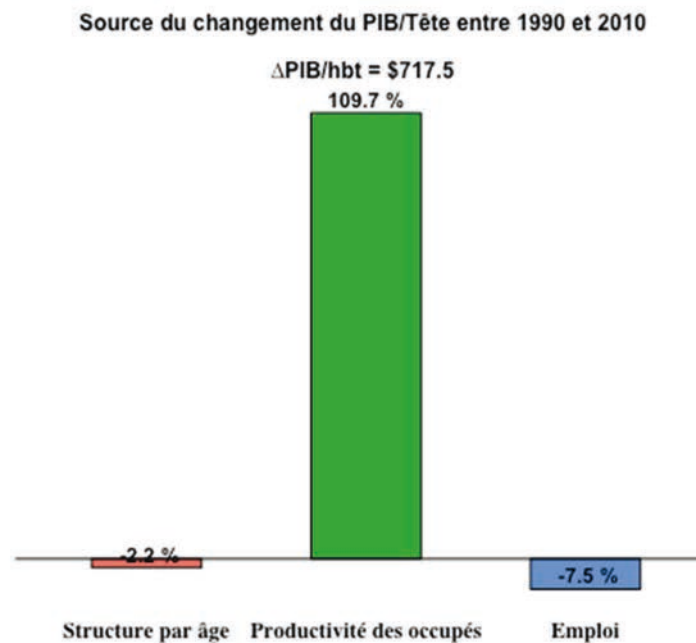
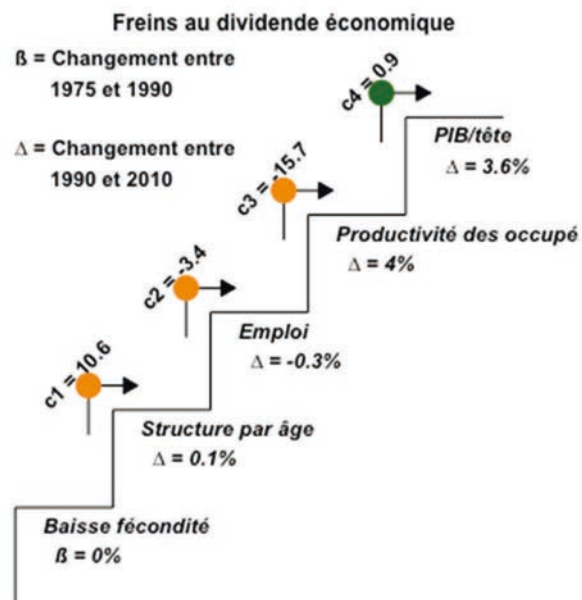
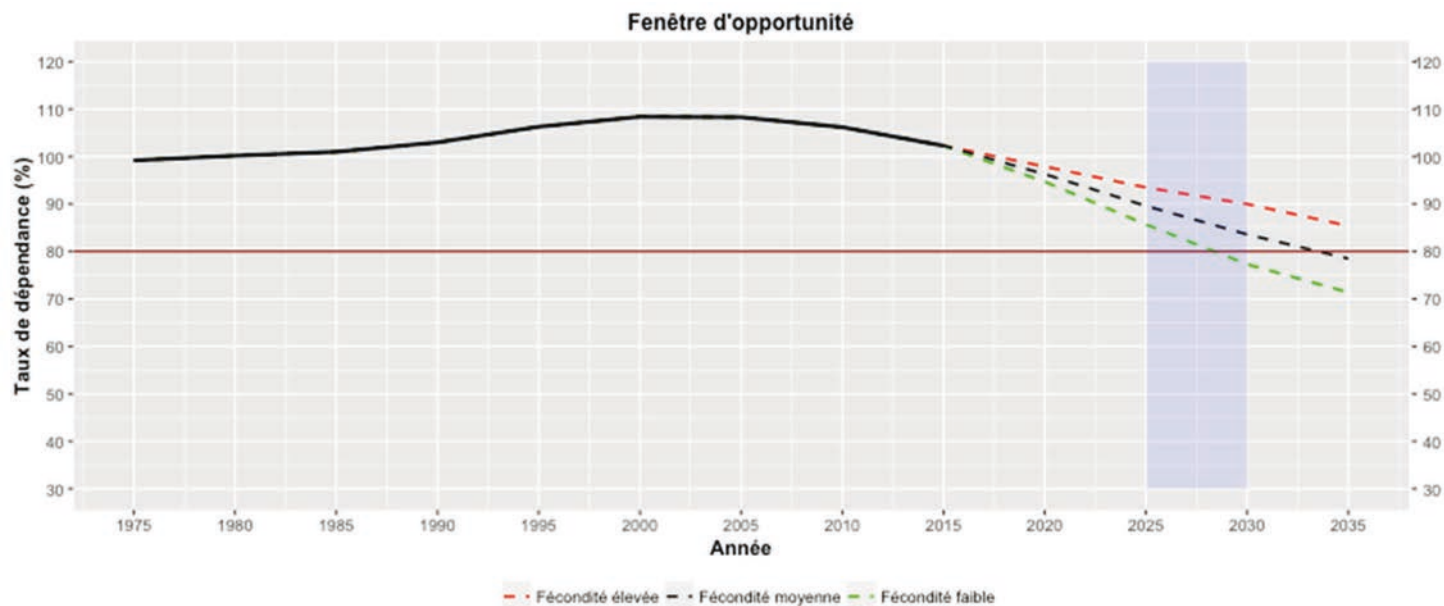
L'Ouganda est encore loin de rentrer dans sa fenêtre d'opportunité. Pour bénéficier du dividende démographique, le pays devrait mettre en œuvre des politiques de population et économiques très efficaces. Il s'agit notamment d'œuvrer à faire baisser la fécondité afin de favoriser un changement de la structure de la population. Il faudrait aussi améliorer l'accès de la population au service de santé, notamment la santé de la reproduction. Cette dernière action permettrait de mettre à la disposition des femmes qui le veulent les méthodes de planification familiale.

- Mettre en place des politiques et programmes de création des emplois.

Références

<http://www.ubos.org/2014-census/census-2014-final-results/> consulté le 10 juillet 2016.

[http://www.ubos.org/onlinefiles/uploads/ubos/NPHC/2014 %20National %20Census %20Main %20Report.pdf](http://www.ubos.org/onlinefiles/uploads/ubos/NPHC/2014%20National%20Census%20Main%20Report.pdf) consulté le 10 juillet 2016.



Contexte

En 2012 la population totale de la RDC était estimée à 77.8 millions d'habitants avec un taux de croissance démographique moyen de 3,4 % depuis 1984 (EDS, 2013 ; INS, 1992). La population de la RDC se caractérise par son extrême jeunesse avec 52 % de moins de 15 ans. La fécondité des femmes demeure très élevée, puisqu'en arrivant en fin de vie féconde, une femme a, en moyenne, 6,6 enfants (EDS, 2013). La République Démocratique du Congo est souvent présentée comme un de pays de paradoxes, car son territoire regorge de ressources naturelles variées et en quantités abondantes, mais le pays reste encore très peu développé.

Le PIB par habitant a connu baisse important entre 1990 et 2010 passant de 693 à 351 US\$. Bien que l'on observe une amélioration en 2015 (385 US\$), cet indicateur reste en dessous de son niveau en 2010.

Fenêtre d'opportunité

Le taux de dépendance de la population est supérieur à 80 % depuis plusieurs décennies. La RDC aura une structure par âge la population favorable à l'horizon 2025 si la fécondité baisse fortement (hypothèse forte) par rapport à la situation actuelle. Sous l'hypothèse actuelle de fécondité élevée, la fenêtre d'opportunité ne s'ouvrira qu'en 2035.

Processus

La marche graduelle vers l'obtention du dividende démographique en RDC ne s'est bien amorcée. Au lieu de baisser, la fécondité a plutôt augmenté entre 1990 et 2010. L'on observe une légère amélioration de la charge démographique et une augmentation de l'emploi. Les effets de la croissance de l'emploi sont par contre complètement anéantis pas une baisse important de la productivité (– 3 % annuelle). Cette baisse de productivité pourrait être occasionnée par les différentes guerres que

le pays a connues sur la période. Les conséquences se manifestent notamment par une forte baisse du taux de croissance annuel moyen du PIB (3,2 %) au cours de l'étude étudiée (1990 et 2010).

Sources de changement

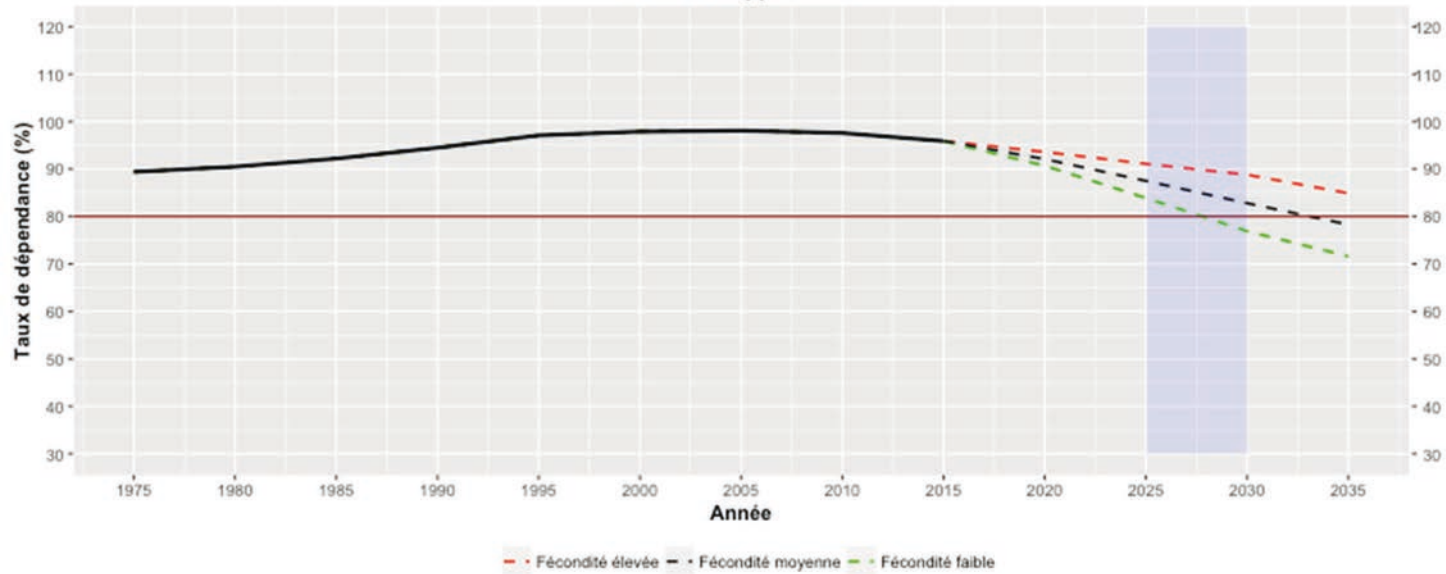
La variation de \$ – 341,6 du PIB par habitant pendant la période 1990-2010 est principalement (105 %) attribuable à la baisse de de productivité des occupés. Cette baisse pourrait être la conséquence de la baisse globale de la production du fait l'instabilité politique. La structure par âge de la population a aussi contribué à cette baisse (2,4 %) et seul le taux d'emploi a constitué un contrepoids (– 7,5 %) à la dynamique négative.

Recommandations

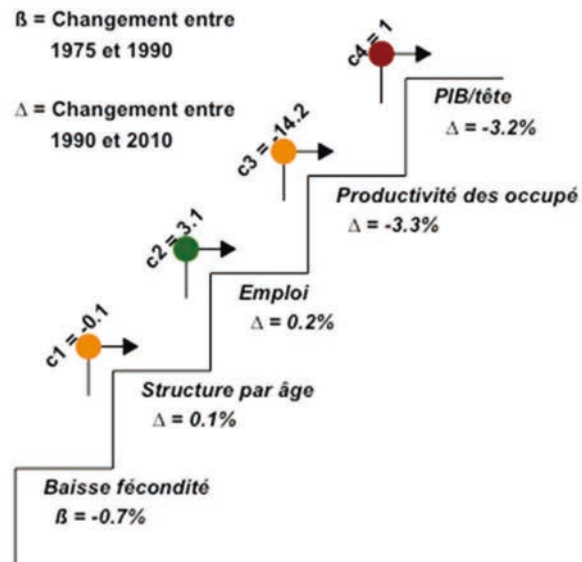
En référence aux analyses sur la fenêtre d'opportunité, les sources de changement et les difficultés, il ressort que la RDC ne peut bénéficier de dividende démographique qu'en multipliant des actions en faveur de la planification familiale afin de miser sur la baisse de la fécondité, la promotion de l'éducation pour tous et l'augmentation des opportunités d'emploi.

En effet, entre 1990 et 2010 il s'observe une légère baisse de la fécondité. Pour favoriser davantage cette tendance à la baisse de la fécondité, il est important que les institutions compétentes fassent la promotion de l'utilisation des méthodes contraceptives et la scolarisation des filles. Ce qui permettrait de réduire les grossesses des adolescentes et aussi maintenir la jeune fille dans le système scolaire. En ce qui concerne l'emploi, l'État doit soutenir le secteur privé afin de favoriser la création d'emploi et le recrutement des jeunes.

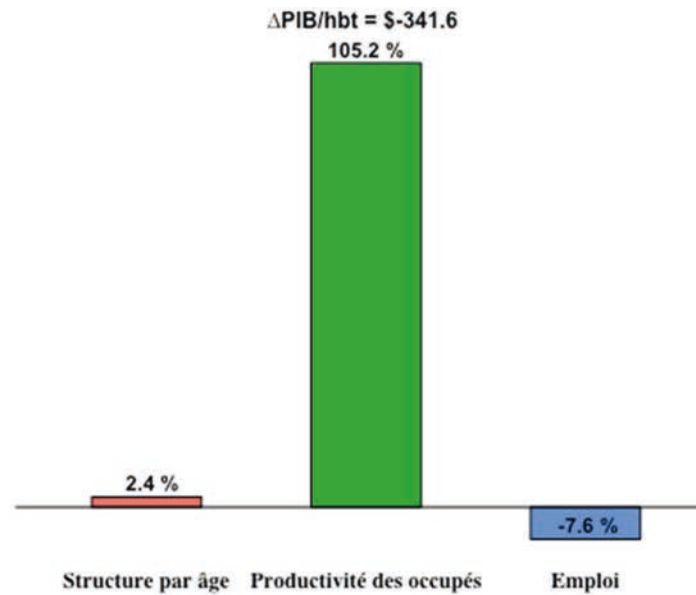
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Rwanda, appelé encore pays des mille collines, situé au cœur de la région des Grands Lacs africains comptait en 2015, 11 262 564 habitants dont 51,6 % sont des femmes (NISR, 2014). Avec une densité de 415 habitants/km², le Rwanda est parmi les pays les plus densément peuplés du monde, le deuxième en Afrique après l'Ile Maurice. (RGPH Rwanda 2012). La population en âge de travailler (16-64 ans) représente 53,7 % de la population, les moins de 15 ans représentent 42,2 % de la population tandis que les personnes âgées de 65 ans et plus représente seulement 3,2 % (NISR, 2014).

Le Rwanda est un pays qui connaît une baisse spectaculaire de la fécondité, puisque le nombre moyen d'enfant par femme est passée de 8,6 en 1978 à 4,2 en 2014, soit une baisse de 4,4 sur une période de 35 ans. Cependant, la baisse de la fécondité n'a pas été homogène. En effet, la période de 1974-1990 a été marquée par une politique antinataliste qui était en vigueur et cette dernière a aboutie à une baisse de l'ISF passant de 8,6 enfants par femme à 6,2 enfants par femme. Entre 1990-1994, le pays a connu la guerre et le génocide, les politiques de population adoptées n'étaient pas exécutées. Entre 1994-2003, il y a eu une hausse de fécondité « baby-boom », l'ISF est passée de 5,8 enfants par femme à 6,1 enfants par femme. De 2003 à présent, différentes politiques et programmes ont été mis en place dans l'objectif de transformer le pays et de le hisser au rang des pays à revenu moyen en 2020. Cela a abouti à une chute de l'ISF passant de 6,1 enfants par femme à 4,2 enfants par femme.

À ce rythme, le pays pourrait bel et bien bénéficier d'une fenêtre d'opportunité qu'offre cette baisse de la population dépendante en jeune âges.

Sur le plan économique, le taux d'accroissement annuelle moyen du PIB est passé de 8,3 % en 2000 à 6,9 % à 2015 (World Bank, 2016). Selon l'Enquête Intégrale des Conditions de Vie des Ménages conduite en 2013-2014, 39,1 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté (NISR, 2015).

Fenêtre d'opportunité

En se basant sur les trois hypothèses formulées sur la fécondité par les Nations Unies (élevée, moyenne et faible), le Rwanda est entré dans sa fenêtre d'opportunité à partir dans la période 2010-2015, selon toutes les hypothèses de fécondité. Le pays devrait rester dans cette fenêtre jusqu' en années 2035 et au-delà.

Processus

Sur la période 1975-1990, la fécondité a connu une baisse sensible de 0,9 % en moyenne mais elle n'a pas affecté significativement de la structure par âge de la population. On observe une augmentation de la charge démographique et une baisse l'emploi. La baisse de l'emploi s'est accompagnée d'une augmentation de la productivité (1,5 % annuelle) et qui a eu des conséquence positive sur la du PIB par habitant sur le période (1,9 % de croissance annuelle).

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une hausse de 387,1 dollars américains entre 1990 et 2010. En examinant les sources de changement de celui-ci, le constat est qu'une grande partie de cette hausse provient de la productivité des personnes occupées (79,7 %) et de la structure par âge (33,1 %). Cependant, la proportion des personnes occupées a un effet qui va à l'encontre cette hausse à hauteur de 12,9 %.

Recommandations

Le Rwanda est déjà dans sa fenêtre d'opportunité, période pendant laquelle le pays pourra bénéficier du dividende démographique. Pour se faire, il faudrait que le Gouvernement mette en place des politiques telles que :

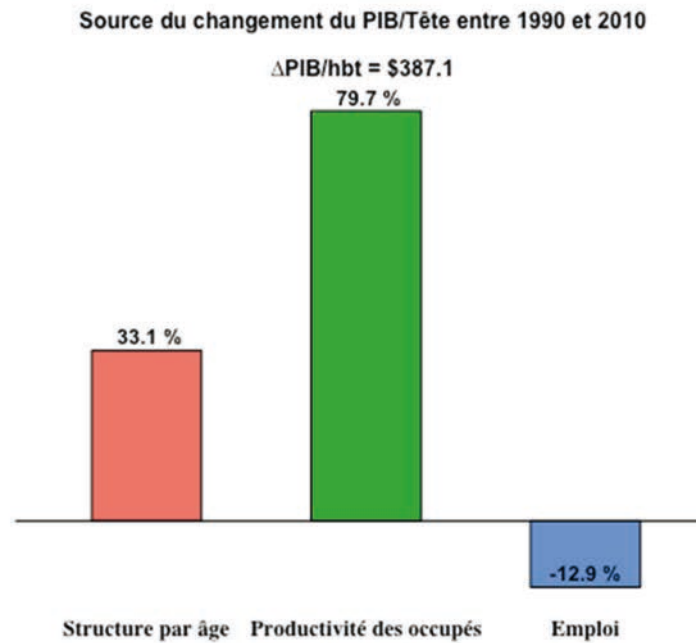
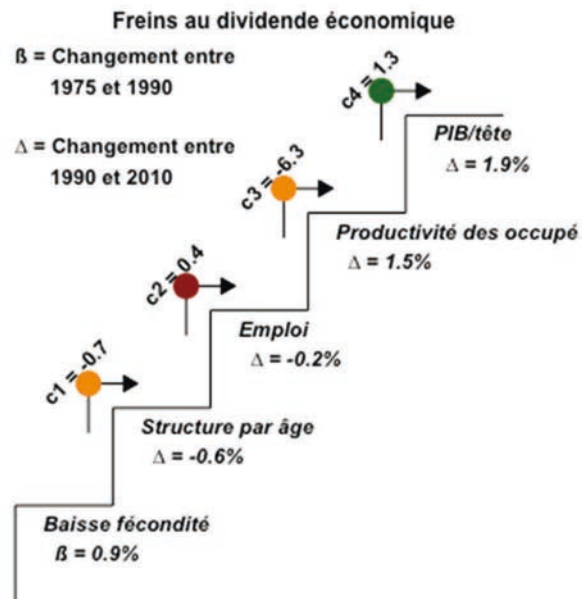
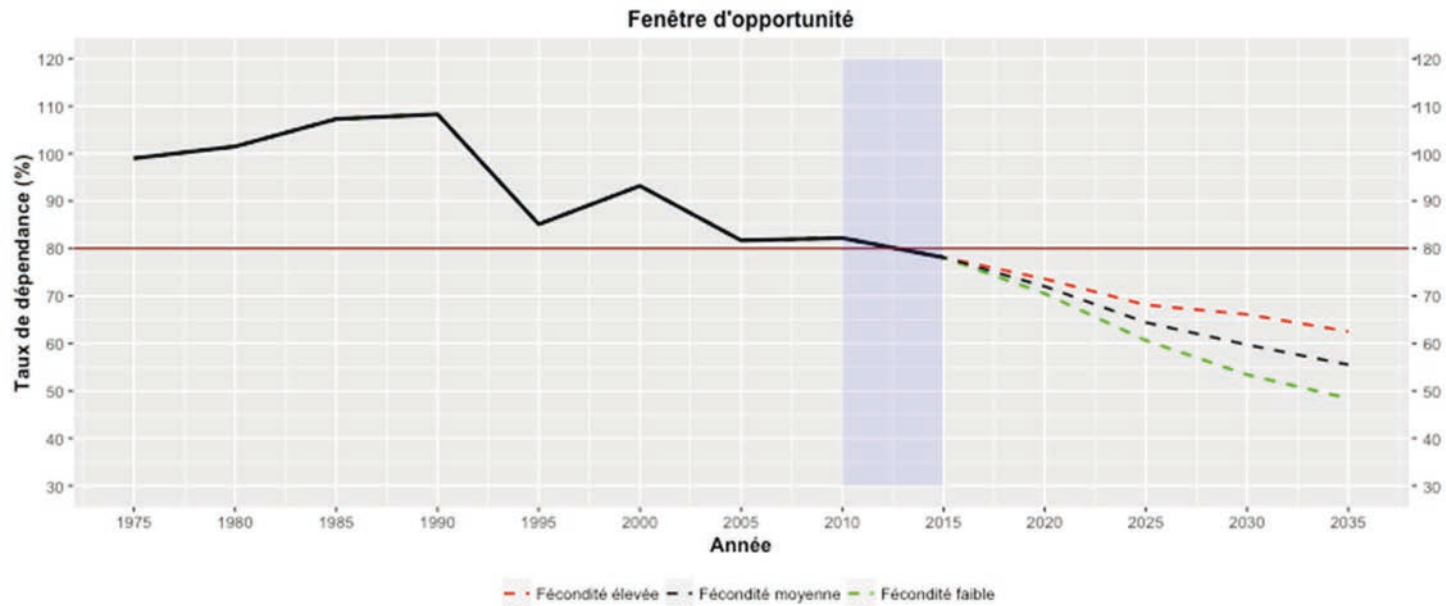
- la promotion et l'encadrement des initiations privées au sein des jeunes ;
- le renforcement de la formation professionnelle.

Références

National Institute of Statistics of Rwanda (NISR), Ministry of Finance and Economic Planning (MINECOFIN) [Rwanda], 2012. Fourth Rwanda Population and Housing Census. Thematic Report: Population Projections.

National Institute of Statistics of Rwanda (NISR), Poverty Trend Analysis Report, June 2016.

World Bank (2016), World Development Indicators, The World Bank.



Contexte

La République Démocratique de Sao Tomé-et-Príncipe (RDSTP) est un pays au large des côtes de l'Afrique Centrale. Elle a une population de 178 739 habitants avec un taux de croissance annuel moyen de 4,4 % (African Economic Outlook, 2012). La population est estimée à 190 000 habitants en 2015 (Nations-Unies, 2015). La proportion des jeunes de moins de 15 ans dans cette population est de 42 % et 3,7 % de celles âgées de plus de 64 ans.

L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) de la RDSTP est estimé à 4,6 enfants par femme (Banque Mondiale, 2016). Bien qu'il y ait une amélioration de la parité en matière d'éducation primaire et secondaire (le ratio de scolarisation femme/homme s'élevait à 97,3 % dans le primaire et 115 % dans le secondaire en 2011), il existe encore des écarts entre les femmes et les hommes en matière d'éducation technique-professionnelle et supérieure (African Economic Outlook, 2012).

Le taux de mortalité de la population est faible (6,8 ‰ en 2014) et l'espérance de vie à la naissance est 66 ans (Nations-Unies, 2015).

Au niveau économique, la croissance du PIB réel de la RDSTP était de 4,9 % en 2014, stimulée par l'embellie de la production agricole et des services. Plus de 60 % des travailleurs sont dans les services et la pauvreté touche 66,2 % de la population (African Economic Outlook, 2012).

Fenêtre d'opportunité

Sur la base d'un maintien des tendances d'évolution de la fécondité entre 1990 et 2015, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira autour de 2018 et restera ouverte jusqu'en 2035. Lorsque la fécondité baisse plus rapidement que la tendance de référence, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira à la même période, c'est-à-dire autour de 2018 et restera ouverte également jusqu'en 2035. Sur la base d'une fécondité qui baisse moins rapidement que la tendance de référence, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira une année d'après, c'est-à-dire autour de 2019 et restera ouverte comme les autres jusqu'en 2035.

Processus

La RDSTP a connu une baisse annuelle moyen de 1,2 % de sa fécondité entre 1975 et 1990. Cette baisse a contribué faiblement à la modification de structure par âge de population. Elle a connu baisse annuelle de 0,5 % sur la période 1990-2010. L'augmentation du taux d'emploi demeure insuffisante et est estimée à 0,2 %. Malgré cette faible augmentation du taux d'emploi, on observe une augmentation significative de la productivité des occupés avec une variation de 0,8 % entre 1990 et 2010. Ceci entraînant une amélioration conséquente du PIB par tête qui a varié de 1,5 % sur la période 1990-2010.

Sources de changement

L'examen des sources de la croissance (de 707,7 \$) du PIB par tête entre 1990 et 2010 de la RDSTP, révèle que cette augmentation est en grande partie due à la productivité des personnes occupées. En effet, la productivité des occupés est responsable à environ 51,2 % de la hausse du PIB/tête. La structure par âge de la population (35,1 %) et dans une moindre mesure l'emploi des actifs (13,8 %), ont contribué également à l'augmentation du PIB/tête durant cette période.

Recommandations

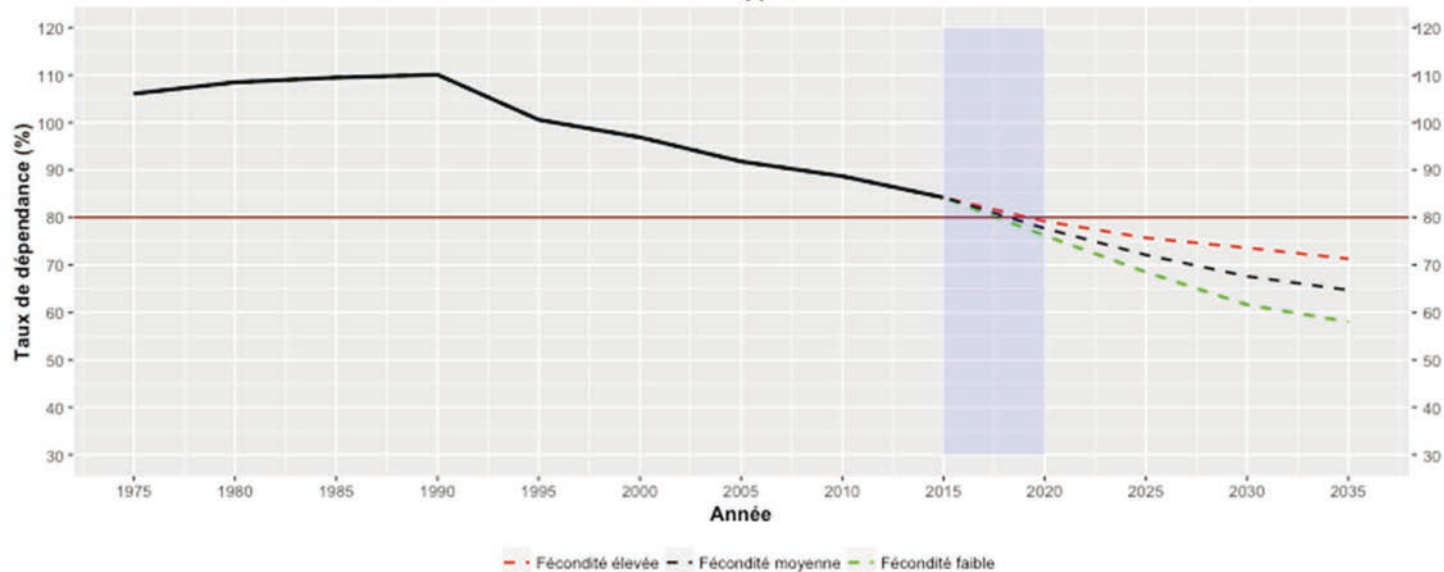
La modification de la structure par âge, étant le point de départ du processus d'obtention du dividende, elle ne produit des effets favorables que si elle est accompagnée de :

- d'une politique visant à accroître le capital humain en particulier les femmes à travers l'éducation technique-professionnel et supérieure ;
- d'une mise en place d'une politique nationale d'insertion des jeunes et des femmes en particulier sur le marché du travail ;
- d'une réduction importante la population dépendante à travers des programmes de planification familiale et la sensibilisation de la population sur l'utilisation de la contraceptive.

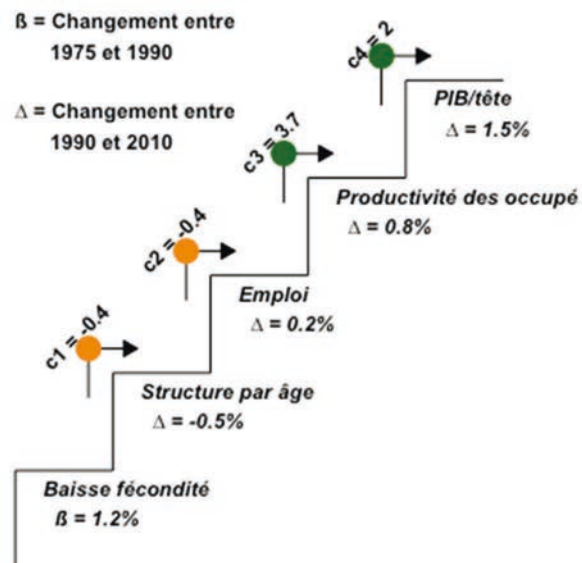
Références

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Prospects: The 2015 Revision, DVD Edition.
PNUD (2015), Perspective économique en Afrique, mai 2012.
PNUD (2014), Rapport sur le développement humain, mai 2014.

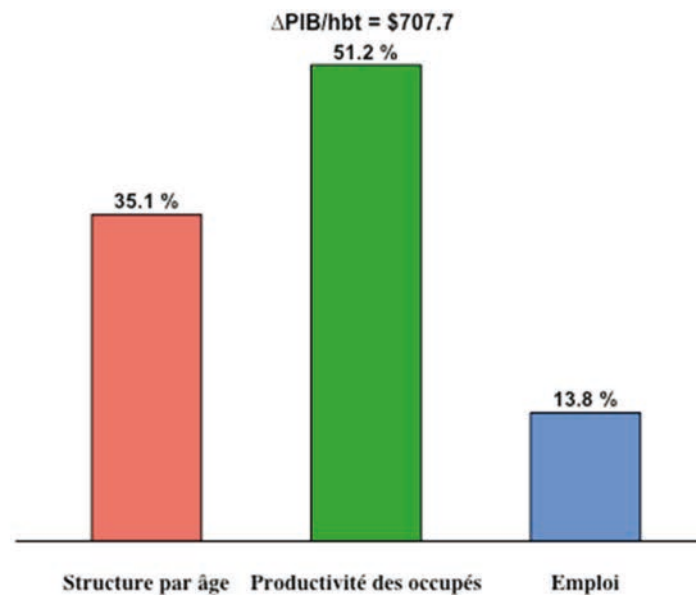
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Sénégal comptait 13 508 715 habitants en 2013 (ANSD, 2013) et sa population était de 15 129 000 d'habitants selon les projections des Nations Unies (2015). Dans cette population, les femmes représentent 50,2 %, les jeunes de moins de 15 ans constituent 42,1 % de la population et les personnes âgées de 65 et plus en constituent 3,5 %. La mortalité infantile est estimée à 33 ‰ et celle des enfants de moins de 5 ans est de 54 ‰ (ANSD, 2014). L'espérance de vie à la naissance est de 61 ans. Le taux d'accroissement annuel moyen a connu une légère baisse depuis le premier recensement de 1976. Il est estimé à 2,7 % entre 1976 et 1988, 2,5 % entre 1988 et 2002 et 2,5 % entre 2002 et 2013. Les données du RGPHAE 2013 révèlent également que 41,9 % des jeunes de 7 à 12 ans ne fréquentent toujours pas l'école et 57,2 % des personnes de 15 ans et plus sont analphabètes. Par ailleurs, la fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée. En effet, l'ISF est passé de 6,4 enfants par femme en 1986 à 5,0 en 2011 (EDS, 1986 ; EDS-MICS, 2014). Il est plus bas en milieu urbain (3,9) qu'en milieu rural (6,0). Au Sénégal, le niveau de pauvreté demeure encore élevé ; le taux de pauvreté est passé de 48,9 % en 2005 à 46,7 % en 2011 (ESPS-I et II). Environ 6,6 % de la population vit sous le seuil de l'extrême pauvreté. Le Produit Intérieur Brut par tête (PIB) est passé de 760 dollars en 1990 à 958 dollars en 2010 (Banque Mondiale, 2010).

Fenêtre d'opportunité

Selon les trois hypothèses (élevée, moyenne et faible) formulées par les Nations Unies sur la fécondité, il ressort que le Sénégal pourrait entrer dans sa fenêtre d'opportunité à partir de 2023 selon l'hypothèse optimiste d'une baisse continue de la fécondité. Le taux de dépendance devrait baisser jusqu'à 60 %. Selon l'hypothèse constante de l'évolution moyenne de la fécondité, le pays pourrait rentrer dans sa fenêtre d'opportunité en 2027 avec une profondeur de 9 points. Dans le cas du scénario pessimiste d'une baisse timide de la fécondité, le Sénégal connaîtra sa phase démographique à partir de 2031. Dans ce cas une profondeur d'opportunité sera de 3 points. Cependant, quel que soit le scénario retenu, le pays continuera de bénéficier d'une opportunité démographique jusqu'en 2035.

Processus

La marche graduelle vers l'obtention du dividende économique au niveau du Sénégal s'est pratiquement bien amorcée. Toutefois, la baisse de la fécondité de 0,7 % en moyenne

observée entre 1975 et 1990 n'a pas modifiée la structure par âge de la population. Ainsi, la demande d'emploi que constitue la population active est supérieure à l'offre avec une variation de 0,2 % entre 1990 et 2010 et un coefficient de conversion de -0,6. Cependant, la part de la population active qui est effectivement occupée, malgré une baisse de la qualité de l'emploi (0,3 % de variation entre 1990 et 2010) est assez productive avec un coefficient de conversion de 1,4. Le PIB/ tête a par conséquent connu une légère augmentation bien que sa variation dans le temps soit assez faible (0,8 %).

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une augmentation (227,0 \$) entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, on constate qu'une grande partie de cette baisse provient de la structure par âge de la population (40,8 %) et aussi de la productivité des personnes occupées (34,9 %). L'emploi des actifs contribue à hauteur de 24,4 % au PIB/tête durant cette période.

Recommandations

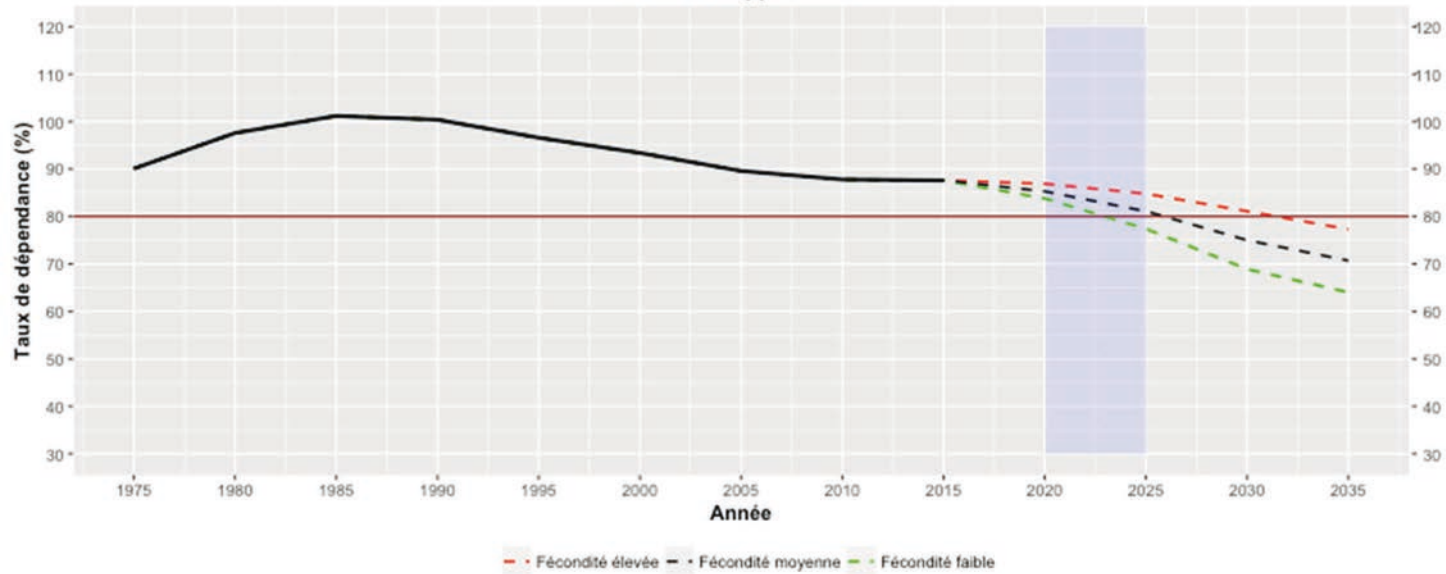
Le Sénégal bénéficiera du dividende économique à condition de poursuivre les politiques de population visant à modifier la structure par âge pour réduire le taux de dépendance. À cet effet, quelques recommandations sont proposées :

- mettre en place des politiques et programmes de promotion de l'emploi à travers des formations professionnelles, la promotion de l'auto-emploi et le renforcement de capacités continue des professionnels ;
- améliorer la santé de la population, particulièrement de la reproduction (SR), investir dans la PF, sensibiliser davantage les adolescentes sur l'utilisation des méthodes contraceptives dans le but de réduire la grossesse des adolescentes et aussi maintenir la jeune fille dans le système scolaire ;
- satisfaire les 25,6 % des besoins non satisfaits en PF des femmes en union relevé dans le rapport de l'EDS 2014 ;
- l'analyse du processus de réalisation du dividende économique indique clairement que des avancées auraient été plus perceptibles, n'eût été l'influence de la modification timide de la structure démographique lié en grande partie à la fécondité qui tarde encore à baisser.

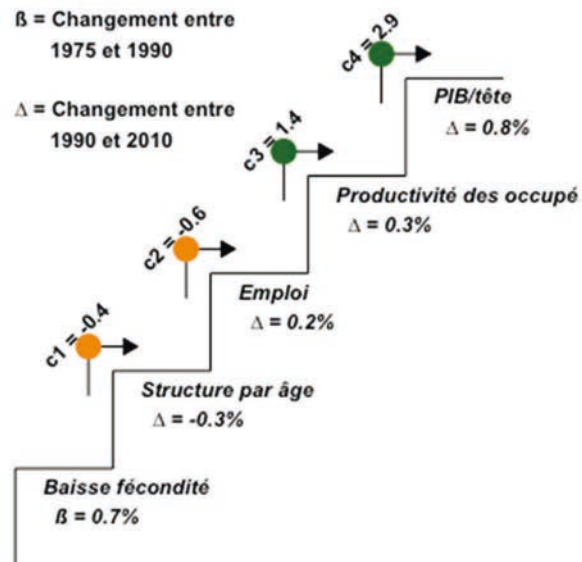
Références

- ANSD, 2013, Rapport définitif du Recensement Général de la Population, l'Habitat de l'Agriculture et de l'Élevage.
 ANSD, 2011, Rapport de l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal.
 Banque Mondiale (WID), données (1980-2014).
 ANSD, 2014, Rapport EDS-MICS.
 Guengant J.P et Al, 2013, Comment bénéficier du dividende démographique ?

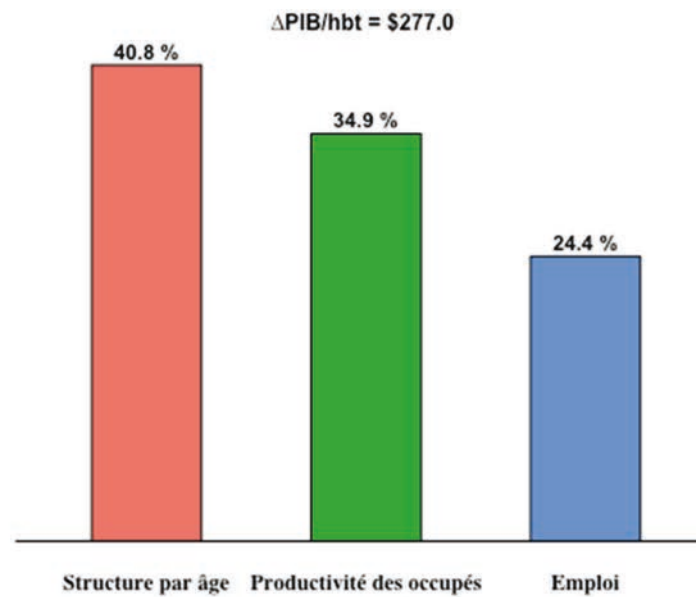
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La Sierra Leone comptait 6 453 000 en 2015 (UN, 2016). Dans cette population, les femmes représentent 51,45 %, et la proportion des jeunes de moins de 15 ans est de 41,93 %. Les 65 ans et plus sont de 3,73 %. La population de 14-64 ans représente 54,34 %.

L'espérance de vie à la naissance est la plus basse au monde en 2015, 48 pour les femmes et 47 pour les hommes. Le taux de mortalité infantile est estimé en 92 ‰ et la mortalité des moins de 5 ans est de 156 ‰ en 2013 (DHS, 2013).

Le taux brut de scolarisation est de 69 % en 2006 et 42,1 % des 15 ans et plus sont alphabétisés (WDI, 2016). Le taux de natalité est passé de 37,03 ‰ à 47 ‰ entre 1970 et 2015. Par ailleurs, la fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée avec un ISF qui est passé de 4,8 enfants par femme en 2015. Le taux de croissance moyen du PIB par habitant entre 1990 et 2012 est de 0,9 %.

Fenêtre d'opportunité

En se basant sur les trois hypothèses (élevée, moyenne et faible) formulées sur la fécondité par les Nations Unies, il ressort que la Sierra Leone n'entrera dans sa fenêtre d'opportunité entre 2017 et 2019 et y restera jusqu'à 2035. Par ailleurs, le taux de dépendance devrait baisser jusqu'à 54 % en 2035 si la fécondité est faible. Dans le cas du scénario pessimiste d'une hausse continue de la fécondité, la Sierra Leone va entrer dans sa fenêtre d'opportunité en 2019 et dans ce cas avec une profondeur d'opportunité de 11 points en 2035.

Processus

La marche graduelle vers le processus d'obtention du dividende économique au niveau de la Sierra Leone est bien visible. Cependant, les efforts restent à faire. Ainsi, sur la période 1975-1990, le pays a connu une baisse timide de la fécondité (0,4) en

moyenne qui ne s'est pas accompagnée d'une modification de la structure par âge de la population ($C1 = -0,3$). Ainsi, la demande d'emploi que constitue la population active est supérieure à l'offre avec une variation de $-0,1$ % entre 1990 et 2010 et un coefficient de conversion de $-0,5$. Cependant, la part de la population active qui est effectivement occupée a baissé en moyenne ($-1,6$ % par an) tout comme la productivité ($-1,6$ % annuelle en moyenne). Le PIB a par conséquent connu une baisse sur la période ($-1,6$ % par an).

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une baisse de 419,8 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de cette baisse, on constate qu'une grande partie provient de la productivité des personnes occupées (103,5 %) et dans une moindre mesure de la proportion des personnes occupées (3,8 %). En revanche, la structure par âge de la population a eu un effet de contrepoids à cette dynamique négative du PIB/tête ($-7,3$ %). Le pays pourrait continuer à bénéficier du dividende démographique à condition de poursuivre les politiques de population visant à modifier la structure par âge pour réduire le taux de dépendance.

Recommandations

La Sierra Leone bénéficiera d'avantage du dividende économique en mettant en place un certain nombre de politiques de population. Pour cela, les recommandations suivantes peuvent être faites :

- créer des emplois pour augmenter la contribution des populations actives ;
- développer l'enseignement technique et professionnel et adapter l'enseignement professionnel au marché de l'emploi ;
- améliorer l'accès de la population aux services de santé de la reproduction (espacement des naissances, scolarisation et maintien des filles, autonomisation des femmes, etc.).

Références

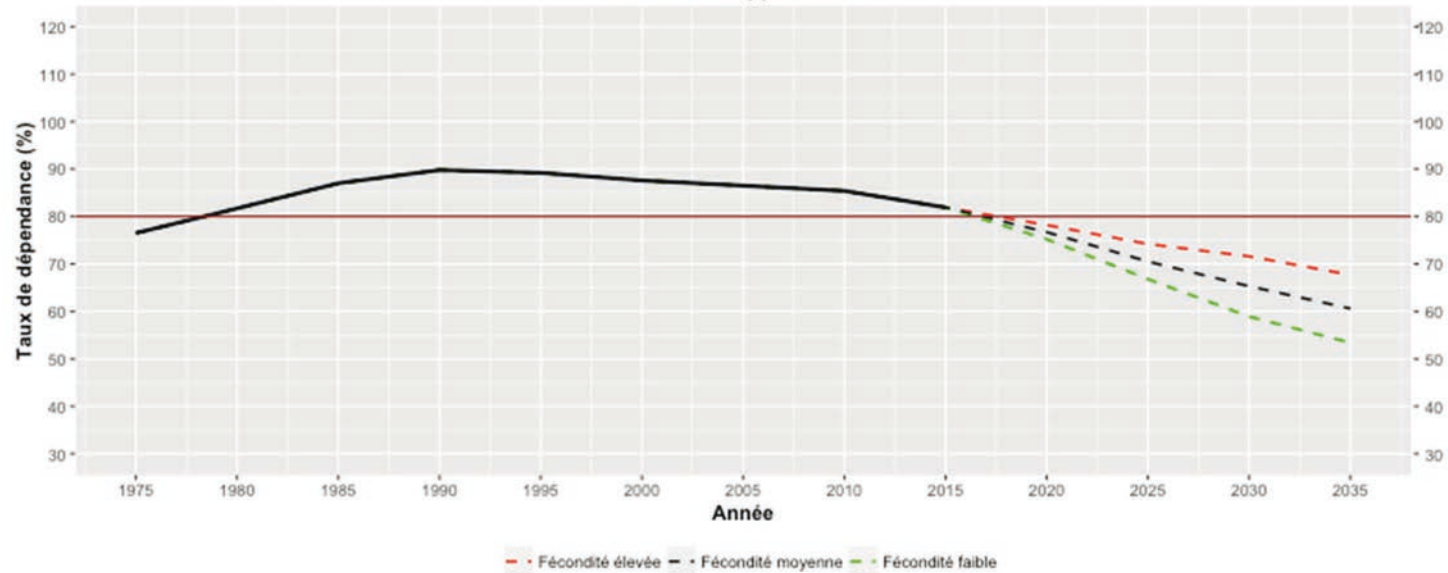
Banque Mondiale (2016), World Development Indicators (WDI) 2016.

Banque Mondiale (2012), Rapport sur la Croissance et l'Emploi en Gambie.

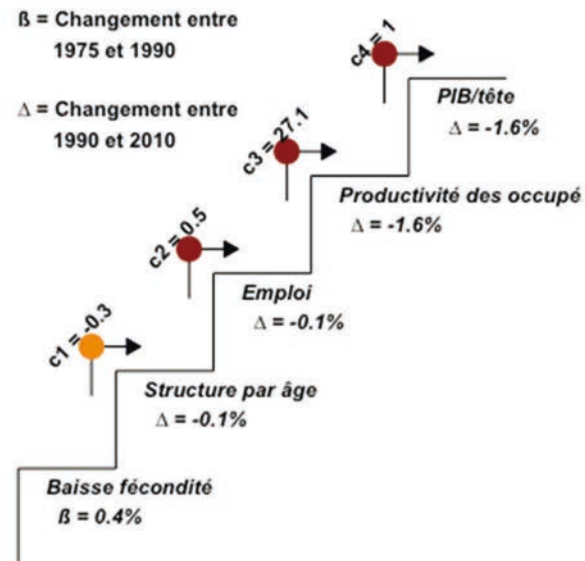
Central Statistical Office Sierra Leone (2013) Demographic Health Survey (DHS).

United Nations (2015), Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Prospects: The 2015 Revision, DVD Edition.

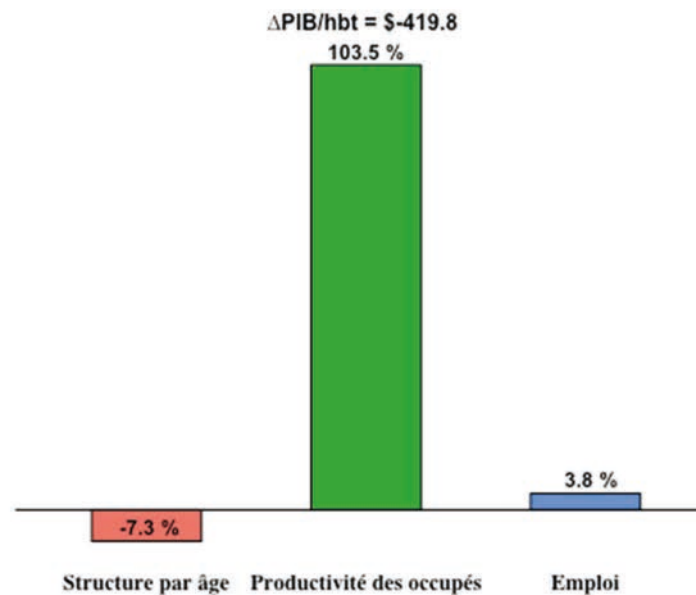
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Soudan compte 39,3 millions d'habitants en 2014 (Banque mondiale, 2016). Dans cette population, les femmes représentent 49,6 %, les jeunes de moins de 15 ans (40,15 %) et ceux de 65 ans et plus, 3,25 %. Le taux d'accroissement annuel moyen de la population soudanaise est passé d'un peu plus de 3 % dans les années 1975 à 2,6 % en 1997 et s'est stabilisé autour de 2,1 % à partir de 2011. La fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée avec un ISF qui est passé de 6,9 en 1970 à 4,42 en 2013 (Banque Mondiale, 2016). La mortalité des enfants de moins de 5 ans est estimée à 70,1 ‰ en 2015 et l'espérance de vie à la naissance est quant à elle évaluée à 62 ans en 2013 (Banque mondiale, 2016). Les efforts de scolarisation ne permettent pas encore de couvrir toute la population scolarisable, notamment au primaire où le taux de scolarisation nette était de 67 % en 2009. Sur le plan économique, 46,5 % de la population soudanaise vit en dessous du seuil de pauvreté en 2009 (Banque Mondiale, 2016) et 48,7 % de la population active était occupée en 2010, contre 45,1 % vingt ans plus tôt. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé de 1 330 dollars à 2 697 dollars de 1990 à 2010 (Banque mondiale, 2016). Cette hausse vertigineuse du PIB par tête, tire sa source entre autres des revenus du pétrole en dépit des sanctions internationales. Cependant, la sécession du Sud en 2011, a gravement affecté l'économie en la privant de plus de 80 % des champs de pétrole situés dans la partie sud du pays.

Fenêtre d'opportunité

La fenêtre d'opportunité du Soudan est ouverte depuis l'année 2013 et quel que soit le scénario de projection de l'évolution de la fécondité des Nations Unies, le Soudan pourra tirer profit du dividende démographique jusqu'en 2035.

Processus

Le Soudan a rencontré des obstacles durant ces deux dernières décennies qui sont liées non seulement à son instabilité politique mais aussi à la qualité des ressources humaines du pays. Ainsi, la baisse du taux de dépendance démographique du Soudan entre 1990 et 2010 est aussi liée aux multiples crises qu'a connu le pays dont celle du Darfour qui, à l'aune des années 2000 fut la plus importante crise humanitaire au monde. L'analyse du processus de réalisation du dividende économique indique

clairement que les avancées observées ont été moins le fait d'une politique de population favorable à la baisse de la fécondité plutôt que celle d'une situation humanitaire caractérisée par des millions de déplacés internes et de réfugiés dans les pays voisins.

En effet, sur la période, la fécondité a connu une faible baisse (0,7 % par an) et n'a donc pas occasionné de modification significative de la structure démographique (0,3 %) au cours des 20 années suivantes. Dès lors, la population active s'est aussi stabilisée entre 1990 et 2010. Par ailleurs, il y a eu une insuffisante création d'emplois. Le volume d'emplois créés a seulement augmenté de 0,3 % par an quand la productivité des travailleurs s'est légèrement accrue de 2,8 % par an sur la période 1990-2010. La conjugaison de ces deux effets (volume et productivité des travailleurs) est à la base d'une hausse du PIB par tête de 3,4 % par an sur la période 1990-2010.

Sources de changement

Le PIB/tête a augmenté de 1367,2 \$ entre 1990 et 2010 à cause sans doute de l'accélération de l'exploitation des ressources pétrolières à partir de 2004 (avant l'indépendance du Soudan du Sud) qui a permis au Soudan de connaître une croissance proche de 10 % par an et une amélioration de ses fondamentaux économiques. En examinant les sources de ce changement, il apparaît que l'augmentation du PIB par tête au Soudan entre 1990 et 2010 a été soutenue à 81 % par la productivité des personnes occupées. L'emploi des actifs en a contribué à hauteur de 10 % et la structure par âge de la population à environ 9 %.

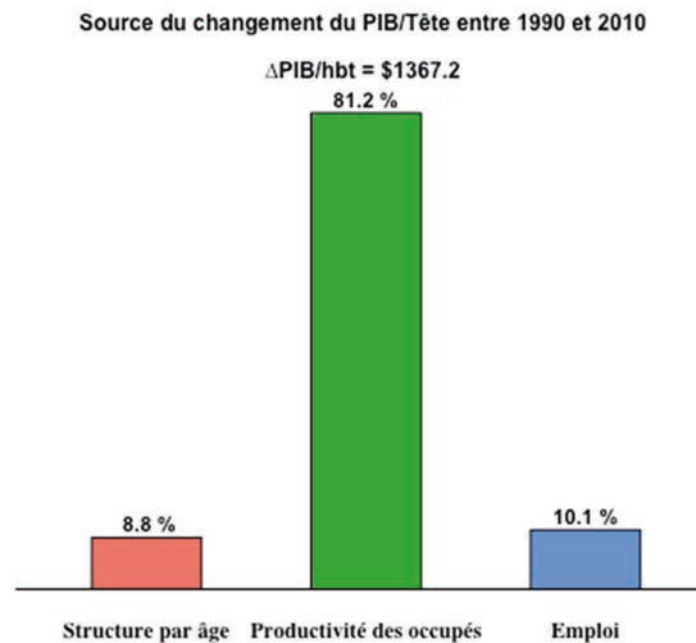
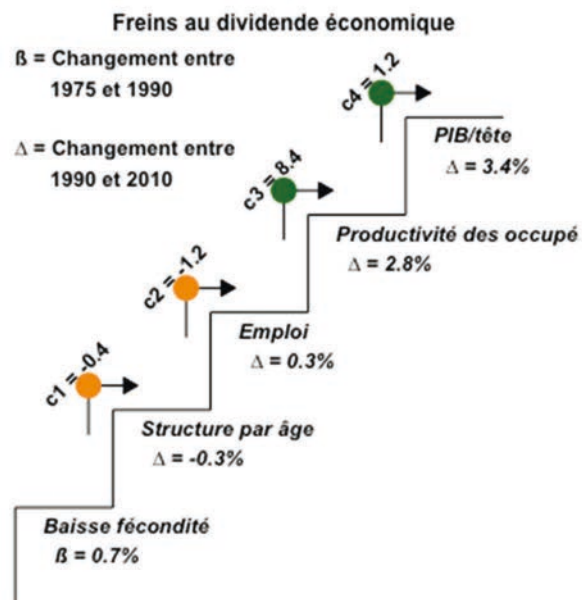
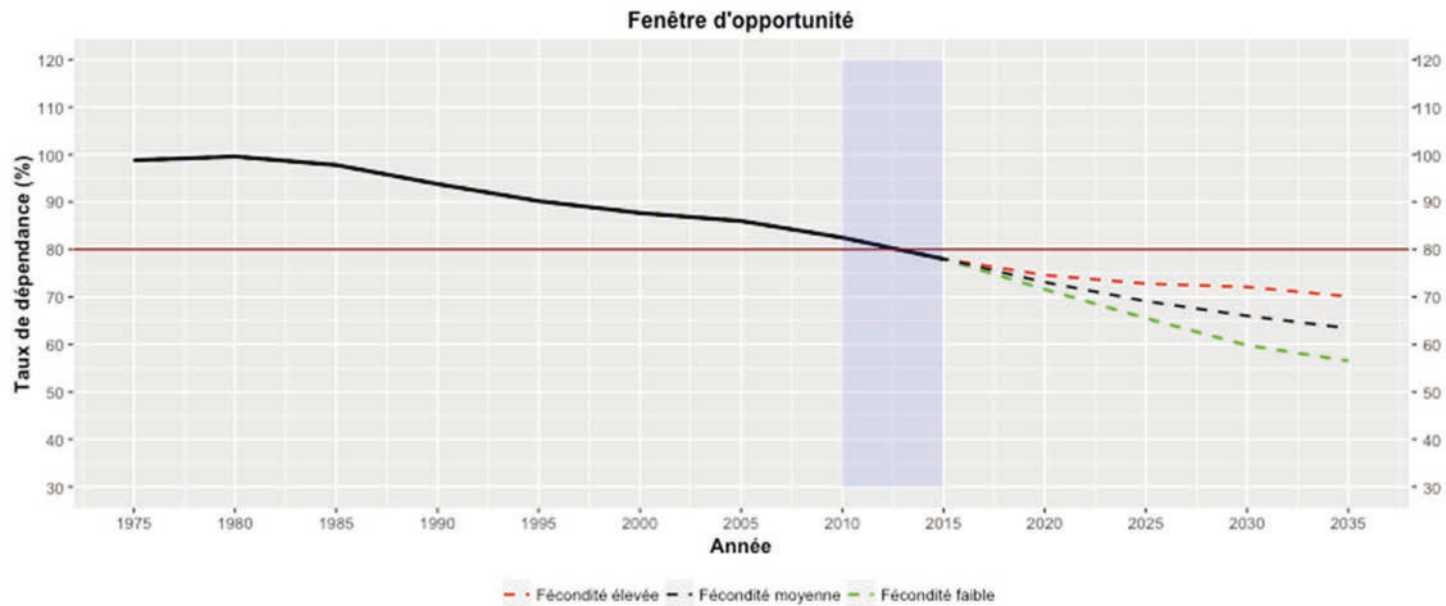
Recommandations

Bien que la fenêtre d'opportunité est ouverte, le Soudan ne pourra bénéficier du dividende démographique que si la ressource humaine, levier de ce dividende, est de qualité. La qualité de cette ressource ne peut être déterminée que par de meilleures conditions de santé de la population, une meilleure éducation et le plein emploi pour la population active. Le Soudan doit donc :

- améliorer ses scores en matière de scolarisation et d'alphabétisation ;
- développer une politique d'emploi soutenue par des formations professionnelles orientées vers les secteurs en pleine expansion ;
- promouvoir l'auto-emploi dans les secteurs porteurs de croissance.

Référence

Banque Mondiale (2016), Word Development Indicators.



Contexte

L'effectif de la population du Swaziland est d'environ 1 287 000 habitant 2015 (Nations Unies, 2015). Dans cette population, les femmes représentent 50,1 %, les jeunes de moins de 15 ans 36,5 % et les personnes de 65 et plus 3,7 %. Le taux d'accroissement annuel moyen est relativement faible comparativement à la plupart des pays africains. Il est passé de 2,02 en 2000 à - 0,41 en 2008 et est estimé à 1,4 en 2014. Si ce taux de croissance reste stable, le Swaziland compterait 1 760 419 habitants en 2035. Le taux d'alphabétisation des femmes se situe à 80,3 % contre 83 % chez les hommes (WDI, 2016). La fécondité est relativement faible. L'ISF est passé de 3,7 enfants par femme en 2010 à 3,3 enfants par femme en 2014 (UNICEF, 2010 ; UNICEF 2015). La prévalence contraceptive a atteint en 2014 une proportion de 66,1 % alors que la part de femmes en âge de procréer exprimant un besoin non satisfait de contraception qui a été estimée à 15,2 %. Sur le plan sanitaire, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est passé de 104 ‰ en 2010 à 67 ‰ en 2014. L'espérance de vie de la population du Swaziland est tombée de 60 ans en 1990 à 51 ans en 2010 en raison de la double épidémie du sida et de la tuberculose. En 2012 elle a remonté à 58,9 ans. Sur le plan économique, le niveau de pauvreté en Swaziland demeure encore élevé. Environ 69 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le PIB par habitant est passé de 1292 dollars en 1990 à 3477 dollars en 2010 (Banque Mondiale, 2010).

Fenêtre d'opportunité

Le Swaziland est entré dans sa fenêtre d'opportunité à partir de 2006. Il continuera de bénéficier d'une opportunité démographique bien au-delà de 2035. À cette date le taux de dépendance devrait baisser jusqu'à au moins 63,5 %. Il baisserait encore pour atteindre un niveau plus bas (53,5 % au plus) en 2075 si la fécondité est élevée (l'hypothèse haute). Ceci montre bien que le Swaziland pourra profiter pendant très longtemps de sa fenêtre d'opportunité démographique s'il arriverait à mettre en place les politiques et stratégies adéquates.

Processus

L'analyse du processus de réalisation du dividende démographique indique clairement que des avancées auraient été plus perceptibles, n'eût été l'influence de la modification timide de la structure par âge de la population lié en grande partie à une faible baisse de la fécondité. En effet, la fécondité a connu une baisse qui s'est accompagnée d'une faible modification de la structure démographique d'où le coefficient de conversion de 0,7. Le taux d'emploi de la population en âge de travailler a connu une baisse (- 0,5 % par an sur la période) mais la productivité s'est améliorée légèrement (+ 0,6 % par an) sur la période 1990-2010. L'augmentation de productivité a plus que compensé la baisse de l'emploi et a permis une croissance du PIB par habitant. Le PIB par habitant a par conséquent connu une légère hausse (1,5 %). Cette augmentation du PIB serait plus prononcée si la qualité de l'emploi avait été remarquable.

Sources de changement

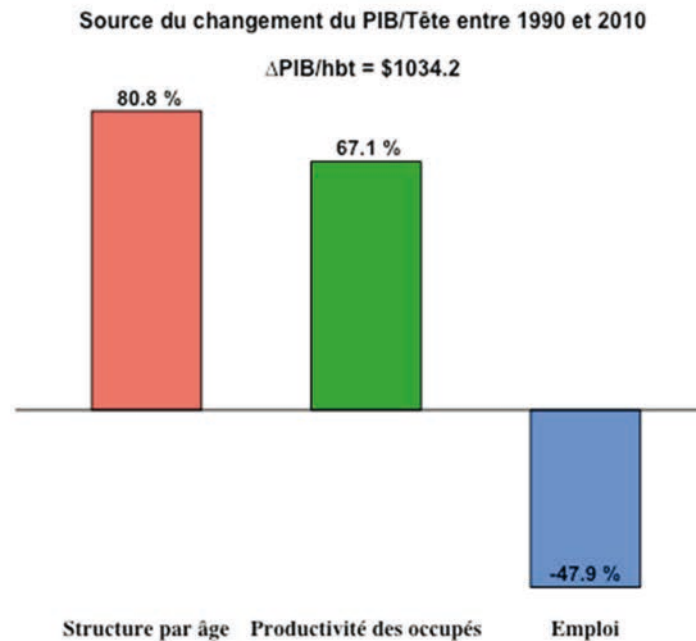
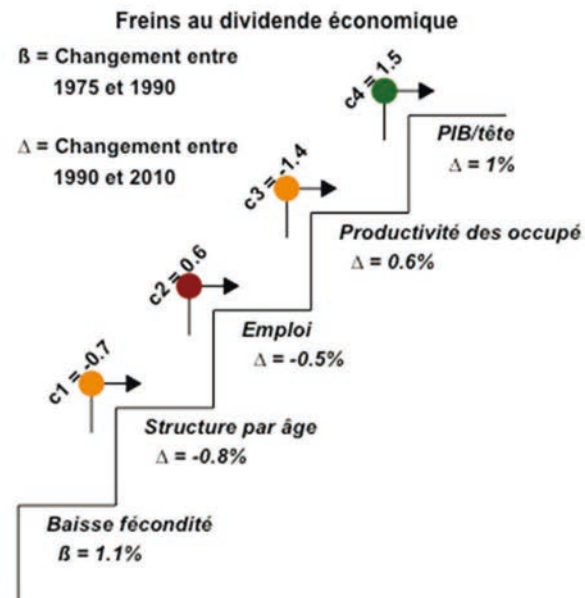
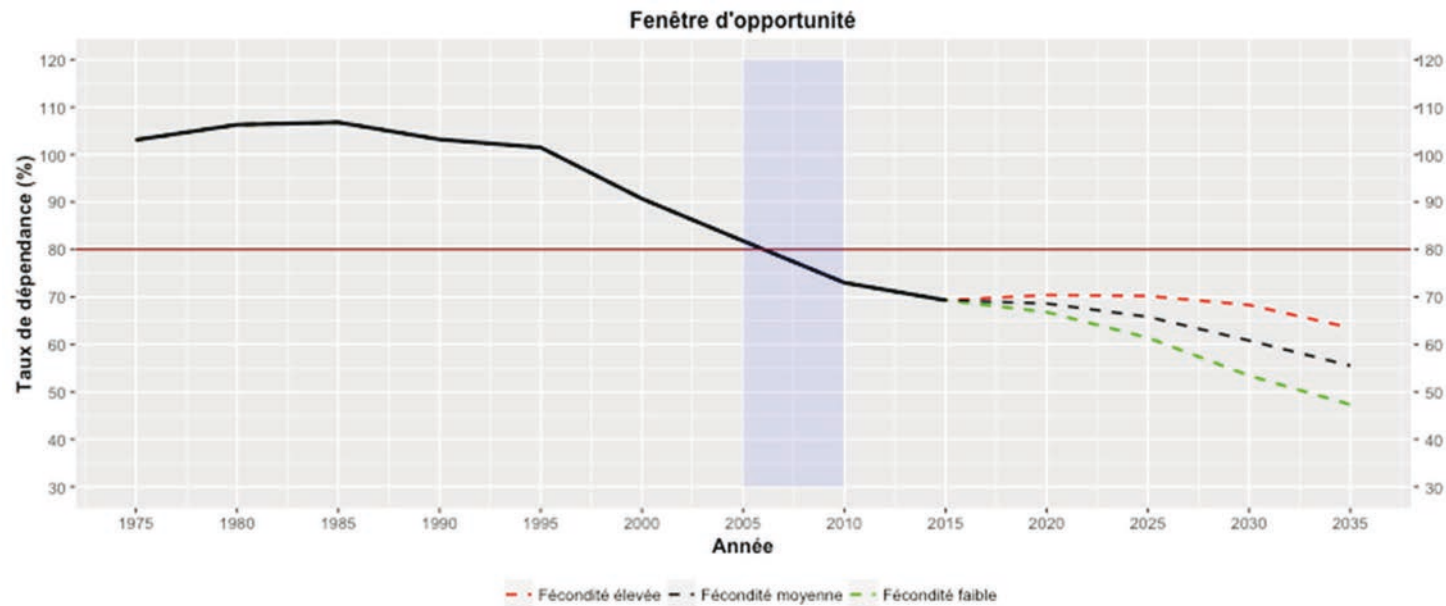
Le PIB/tête a connu une augmentation (1 034,2 \$) entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, on observe une prépondérance de la productivité des personnes occupées et de la structure par âge de la population. La productivité est responsable de 67,1 % et la structure par âge de 81 % de l'augmentation du PIB par habitant. L'emploi des actifs a contribué négativement à hauteur de - 47,9 %.

Recommandations

Le pays va continuer à bénéficier du dividende démographique si la structure par âge est maintenue, la productivité est renforcée et l'emploi amélioré. Pour ce faire, il est primordial d'investir davantage dans le domaine de la santé en général et celui de la santé de reproduction en particulier. Il faut donc intensifier la sensibilisation des adolescentes sur l'utilisation des méthodes contraceptives dans le but de réduire la prévalence du VIH et maintenir la jeune fille dans le système scolaire. Il faudrait également développer l'enseignement technique et professionnel et adapter l'enseignement professionnel au marché de l'emploi, afin de lutter contre le chômage et de créer des emplois décents. L'État doit aussi développer les stratégies d'insertion des jeunes dans le marché du travail et inciter à la promotion de l'auto emploi.

Références

BANQUE MONDIALE (WDI), Données (1980-2014).
Central Statistical Office (CSO) [Swaziland], and Macro International Inc. 2008. Swaziland Demographic and Health Survey 2006-07. Mbabane, Swaziland: Central Statistical Office and Macro International Inc.
FASSIAUX-LOOTEN, 2012 Faire face aux défis démographiques du XXI^e siècle.
UNICEF (2011) Swaziland Multiple Indicator Cluster Survey 2010 Final Report.
UNICEF (2015) Swaziland Multiple Indicator Cluster Survey 2014. Key Findings.
<http://www.swazistats.org.sz/>



Contexte

La Tanzanie située en Afrique de l'est a une population estimée à 53 470 000 habitants en 2015 (Nations-Unies, 2015). Dans cette population, les jeunes de moins de 15 ans représentent 45 %, celles de 15-64 ans représentent 52 % et les personnes de 65 ans et plus sont de 3 % (Banque Mondiale, 2014)⁵. Le taux d'accroissement annuel de la population est en baisse et est estimé à 3,2 % en 2014.

Par ailleurs, la fécondité demeure encore élevée. En effet, l'ISF est de 5,4 enfants par femme en 2010 (DHS, 2010). Le taux de mortalité infantile est estimé à 51 ‰ et l'espérance de vie à la naissance augmente au cours des années ; elle est passée de 50 ans en 1990 à 65 ans en 2014 (Banque Mondiale, 2014). La Tanzanie reste l'un des quinze pays les plus pauvres du monde. Plus de 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et l'accès aux services de base (eau, électricité, soins) reste difficile⁶. Les Tanzaniens sont des paysans pauvres vivant dans des zones rurales. En général, le taux de pauvreté est plus élevé dans les zones rurales (37,6 %) par rapport aux grandes villes comme Dar es-Salaam (16,6 %). Par conséquent la situation économique du pays se dégrade de plus en plus. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est évalué à 1 747 USD en 2014 (Banque Mondiale, 2014).

Fenêtre d'opportunité

Sur la base d'un maintien des tendances d'évolution de la fécondité entre 1990 et 2015, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira à partir de 2027 et restera ouverte jusqu'en 2035. Sur la base d'une fécondité qui baisse plus rapidement que la tendance de référence, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira un peu plus tôt. C'est autour de 2027 et restera jusqu'à 2035. Sur la base d'une fécondité qui baisse moins rapidement que la tendance de référence, la fenêtre d'opportunité ne s'ouvrira pas jusqu'à 2035.

Processus

L'examen du processus de réalisation du dividende économique indique clairement qu'il existe de nombreux obstacles dont le principal nœud est la baisse timide de la

fécondité comme la plupart des autres pays africains. En effet, entre 1975 et 1990, la Tanzanie a connu une baisse très faible de sa fécondité (0,5 % par an) qui n'a pu permettre d'avoir influence sur la modification de la structure par âge de la population (0 % par an). De même, le taux d'emploi est resté quasi constant sur la période. Cependant, la productivité de la population occupée a connu une hausse importante sur la période (2,4 % par an), ce qui a favorisé une forte augmentation du PIB par habitant (2,5 % par an) de 1990 à 2010.

Sources de changement

Le PIB par tête de la Tanzanie a connu une hausse (529,5 \$) entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, elles sont tributaires en grande partie de la productivité des personnes occupées. En effet, la productivité des personnes occupées est responsable à environ 97,5 % de la hausse du PIB/tête.

La structure par âge contribue à hauteur de 2,0 % à la hausse du PIB/tête durant cette période. En revanche, l'emploi des actifs de la population dont la contribution de 0,5 % n'a pratiquement pas d'effet sur cette augmentation. Le pays pourrait continuer à bénéficier du dividende démographique à condition de poursuivre les politiques de population visant à modifier la structure par âge pour réduire le taux de dépendance. Il devrait aussi mettre en place des politiques et programmes de promotion de l'emploi à travers des formations professionnelles, la promotion de l'auto-emploi et le renforcement de capacités continue des professionnels.

Recommandations

La Tanzanie bénéficiera rapidement du dividende démographique en mettant l'accent sur certains aspects :

- faire d'avantage la promotion des méthodes contraceptives en mettant à la disposition des femmes qui le veulent les méthodes de planification familiale ;
- créer plus d'emploi, promouvoir l'auto-emploi et le renforcement de capacités continues des professionnels.

Références

DHS, 2010, Demographic and Health Survey, rapport final, 4-9p.

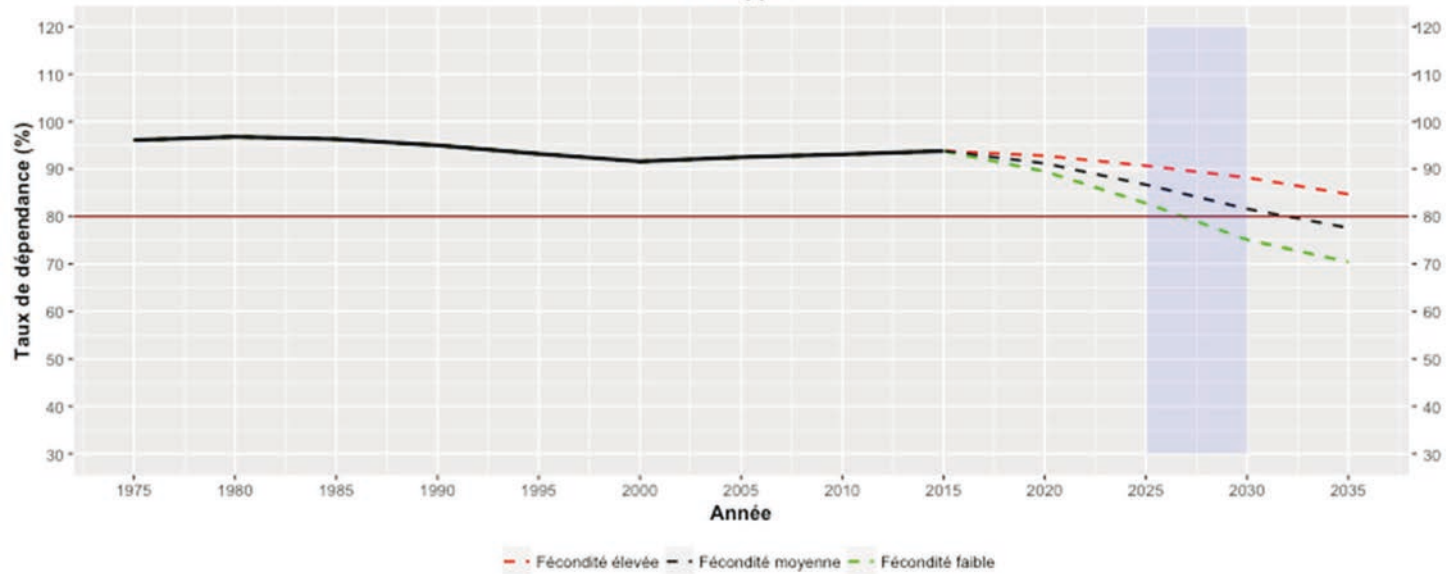
United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). World Population Prospects: The 2015 Revision, DVD Edition.

<http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/tanzania/economie>

⁵ <http://donnees.banquemondiale.org>

⁶ <http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/tanzania/economie>

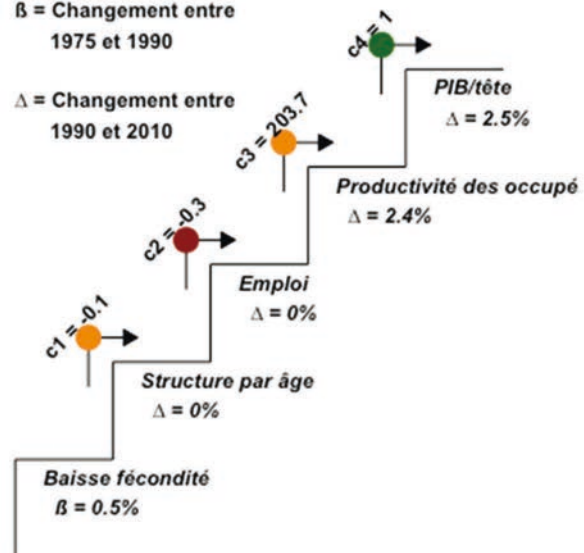
Fenêtre d'opportunité



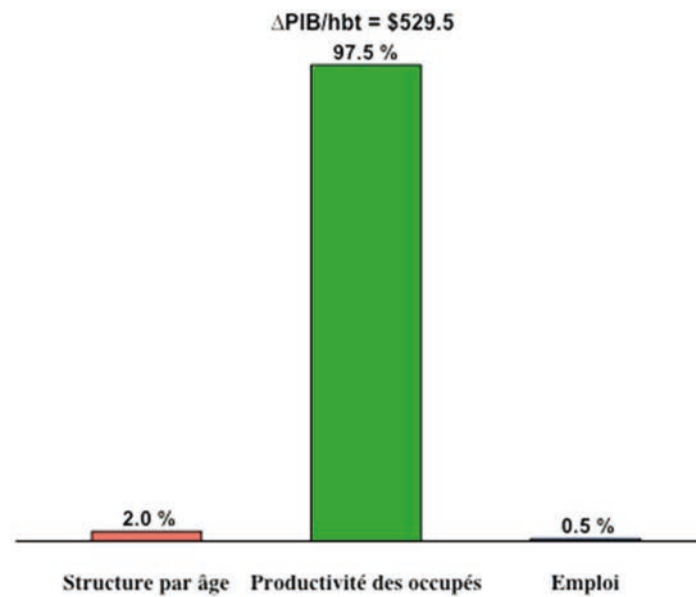
Freins au dividende économique

β = Changement entre
1975 et 1990

Δ = Changement entre
1990 et 2010



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

La population tchadienne est estimée à 13 670 084 habitants en 2015 avec un rythme d'accroissement naturel annuel de 3,4 %. Cette population, qui vit majoritairement en zone rurale (78 %), se caractérise par son extrême jeunesse (51 % de moins de 15 ans) et un taux de fécondité élevé (6,4 enfants par femme) (INSEED, 2013a). Avec une espérance de vie estimée à la naissance à 52,9 ans et un taux de mortalité infanto-juvénile de 142,5 ‰ naissances vivantes, le mariage des femmes au Tchad est tout aussi précoce que leur fécondité est élevée. Plus de la moitié des femmes âgées de 20-49 ans en 2014 avait déjà contracté une première union à l'âge de 18 ans (INS et al, 2015). Bien que l'accès à l'éducation se soit amélioré, les problèmes d'abandons en cours de cycle diminuent considérablement les effets bénéfiques attendus de cet élargissement (Banque Mondiale, 2007). Le chômage des diplômés est en augmentation croissante et le sous-emploi reste très important en zones rurales (INSEED et al, 2013b). L'incidence de la pauvreté au niveau nationale est de 46,7 % et l'économie tchadienne est fortement dépendante de la production agricole et pétrolière. Sur la période 2003-2009, le pétrole a représenté en moyenne 36 % du PIB, contre 21 % pour les secteurs agricultures et élevages, 13 % pour le commerce et 29 % pour l'ensemble des autres secteurs (PNEFP, 2014).

Fenêtre d'opportunité

Sur la base d'un maintien des tendances d'évolution de la fécondité entre 1990 et 2015, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira à partir de 2035. Sur la base d'une fécondité qui baisse plus rapidement que la tendance de référence, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira un peu plus tôt, c'est autour de 2030 et restera ouverte jusqu'en 2035. Si par contre, la fécondité baisse moins rapidement que la tendance de référence, la fenêtre d'opportunité s'ouvrira plus tardivement, en 2035 elle ne sera pas encore ouverte.

Processus

La marche graduelle vers l'obtention du dividende démographique au Tchad ne s'est pas bien amorcée. En effet, sur la période 1975-1990, la fécondité a connu en moyenne

une augmentation de 0,5 % par an. Cependant, entre 1990 et 2010, on observe une légère modification de la structure par âge de la population des 15-64 ans (0,1 %) qui s'est accompagné d'un changement positif dans le ratio de support. On note aussi une légère augmentation de l'emploi (0,1 %) qui s'est accompagnée d'une forte augmentation de la productivité des occupés (2,8 %). En conséquence, le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant a augmenté en moyenne de 2,9 % au cours de la période 1990-2010.

Source de changement

Le PIB/tête a connu une augmentation de 905,4 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, on constate qu'une grande partie de cette augmentation provient de la productivité des personnes occupées (99,6 %). La structure par âge constituant un contrepoids (-1,9 %). L'emploi ne contribuant que faiblement à ce changement (2,3 %).

Recommandations

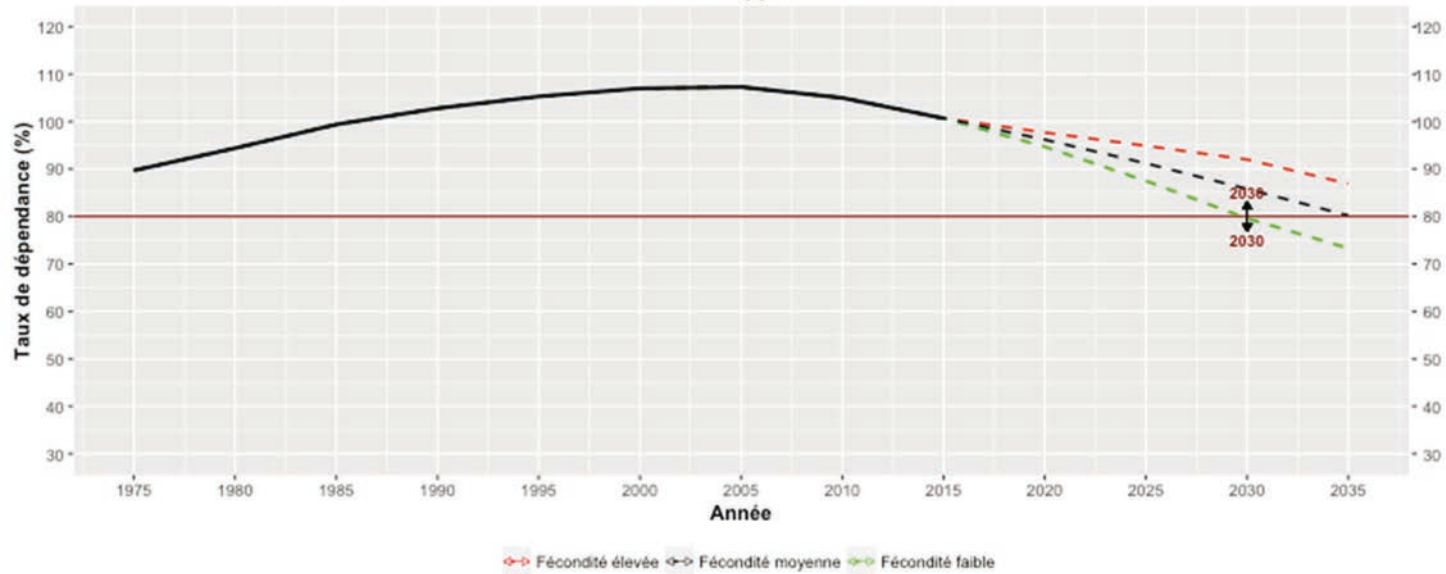
Le Tchad bénéficiera davantage du dividende démographique en amorçant le processus à temps. À cet effet, quelques recommandations sont proposées :

- mettre à la disposition des femmes qui le veulent les méthodes de planification familiale ;
- cibler la scolarisation des filles y compris l'éducation des femmes adultes ;
- accorder une priorité aux mesures qui contribuent à accroître le nombre de femmes qui terminent le cursus secondaire ;
- promouvoir l'auto-emploi et le renforcement de capacités continue des professionnels et des jeunes, spécifiquement dans le secteur de l'élevage et de l'agriculture ;
- favoriser, en impliquant les leaders traditionnels, religieux, politiques et communautaires, le dialogue entre génération lors de campagnes de communication sur l'adoption de nouveaux comportements sexuels et reproducteurs.

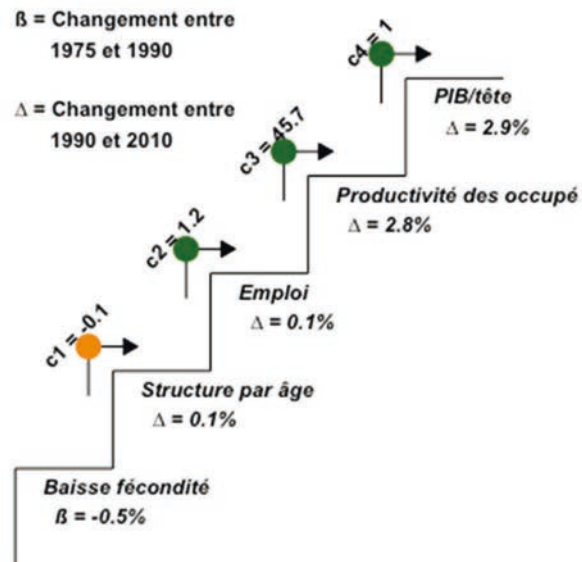
Références

- Banque Mondiale, 2007. Le système éducatif Tchadien : Éléments de diagnostic pour une politique éducative nouvelle et une meilleure efficacité de la dépense publique. Document de Travail N° 110.
- INSEED, 2013a, Deuxième Recensement général de la population et de l'habitat, Analyse thématique des résultats définitifs : Projections démographiques 2009-2050, Tome 1 : Niveau national, N'Djamena, 229 pages.
- INSEED, 2013b. L'emploi au Tchad 2011. Troisième Enquête sur la Consommation et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT 3).
- INSEED et al., 2014-2015. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS 2014-2015).
- Ministère de la fonction publique, du travail et de l'emploi, 2014. Politique Nationale de l'emploi et de la formation professionnelle au Tchad (PNEFP).

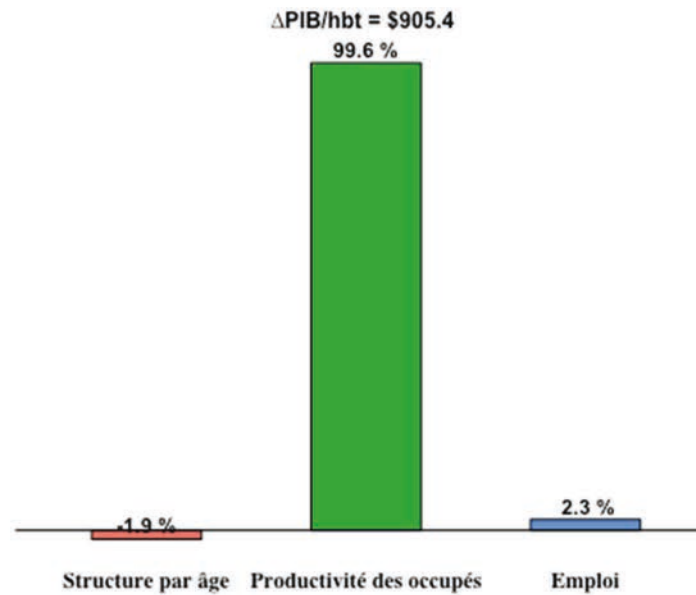
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Au Togo, le nombre d'habitants était de 6 191 155 en 2010 contre 2 719 567 habitants en 1981, soit un taux de croissance annuel moyen de 2,8 % sur la période. La structure par âge révèle une extrême jeunesse de la population avec 42 % de moins de 15 ans. La population rurale représente 62 % de la population totale (RGPH4, 2010). L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) est encore élevé et vaut 4,8 enfants par femme. Toutefois, il est plus bas en milieu urbain (3,7) qu'en milieu rural (5,7). Le taux de mortalité infanto-juvénile est de 88 ‰ (69 ‰ milieu urbain et 106 ‰ en milieu rural) et les décès maternels représentent 14 % de tous les décès des femmes de 15-49 ans. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 57 ans pour les hommes et 58 ans pour les femmes en 2010. Le taux d'alphabétisation est de 52 % chez les femmes et 81 % chez les hommes (EDST-III, 2013-2014).

Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant a connu une baisse entre 1990 et 2010 passant de 426 \$ à 387 \$. La situation du pays s'est améliorée depuis lors et le pays a connu un taux de croissance positif en 2012 (5,6 %).

Fenêtre d'opportunité

Le Togo connaîtra l'ouverture de sa fenêtre d'opportunité démographique vers 2017 et elle restera ouverte jusqu'en 2035, quel que soit l'hypothèse de fécondité (élevée, moyenne ou faible) considérée. Si la tendance actuelle de la fécondité se maintient (hypothèse moyenne), le taux de dépendance baissera jusqu'à 65 % en 2035. Selon l'hypothèse optimiste (baisse continue de la fécondité) le taux de dépendance devra baisser jusqu'à 59 % en 2035. Il serait donc nécessaire que le Togo mette en place des politiques appropriées afin de bénéficier des avantages de cette fenêtre d'opportunité.

Processus

La marche graduelle vers l'obtention du dividende démographique s'est pratiquement bien amorcée au Togo. Cependant, des efforts restent encore à faire.

En analysant l'évolution de la fécondité dont la baisse devra déclencher le processus du dividende économique, on constate malheureusement qu'elle a faiblement baissé (0,9 %) entre 1975 et 1990. Aussi, elle ne s'est pas accompagnée d'une modification significative de la structure par âge de la population, représenté ici par le poids de la population des 15-64 ans, d'où un coefficient de conversion de $C_1 = -0,4$. Le taux d'emploi a aussi faiblement augmenté (0,5 %), et la productivité a baissé au cours de l'étude étudiée (1990 et 2010). En conséquence, le taux de croissance annuel moyen du PIB a baissé de 0,9 % par an au cours de cette période.

Sources de changement

Au Togo, le PIB/tête a connu une baisse de 227,1 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, elles sont tributaires en grande partie de la productivité des personnes occupées. En effet, la productivité des occupés est responsable à environ 195,2 % de la baisse du PIB/tête. En revanche la structure par âge de la population et l'emploi ont eu un effet négatif sur la variation du PIB/tête pour respectivement -36,2 % et -59,0 %. Autrement dit, la structure par âge et l'emploi des actifs ont fait augmenter le PIB/tête pendant que la productivité des actifs réduisait considérablement le PIB/tête.

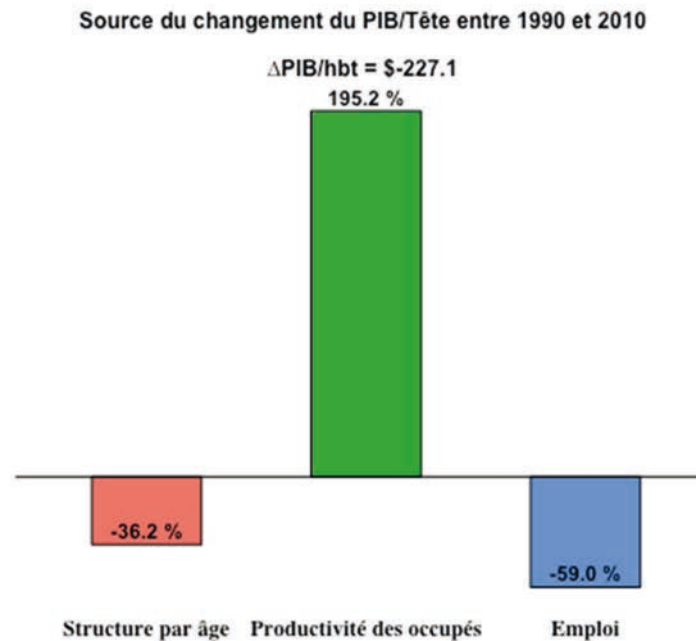
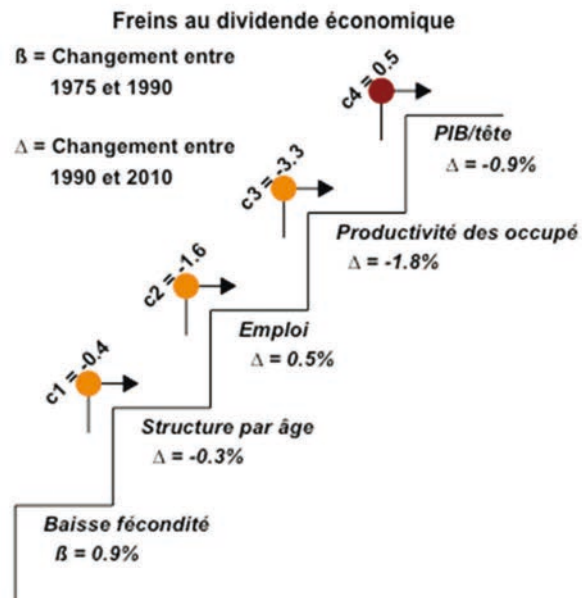
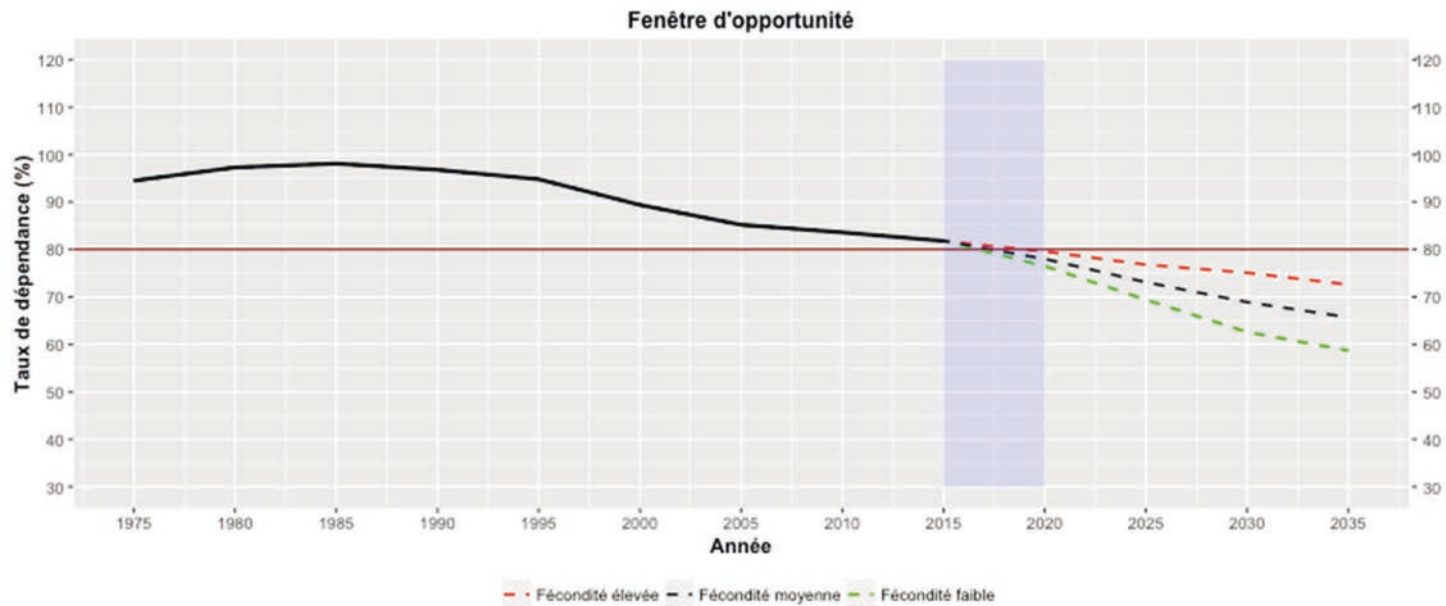
Recommandations

Les résultats des analyses montrent que les principaux freins à l'obtention du dividende économique sont liés à la structure par âge et à l'emploi des actifs.

Nous recommandons donc à l'État togolais et à ses partenaires de promouvoir davantage la Planification Familiale. Ceci en vue de réduire le taux de dépendance à travers la baisse de la fécondité. Concernant l'emploi des actifs, l'État doit développer des stratégies d'insertion des jeunes sur le marché du travail, développer l'enseignement technique et professionnel et adapter l'enseignement professionnel au marché de l'emploi.

Références

Ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MPDAT), Ministère de la Santé (MS) et ICF International (2015), Enquête Démographique et de Santé au Togo 2013-2014. Rockville, Maryland, USA : MPDAT, MS et ICF International, 505p. (EDST-III, 2013-2014).
Bureau Central du Recensement (2010), Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) – novembre 2010 publication des résultats publication des résultats définitifs : volume spécial, 238p.



Contexte

La population Tunisienne est estimée à 11 254 000 personnes en 2015 (Nations Unies, 2015). Cependant, le tout dernier recensement de la population de 2014 avait fourni le chiffre de 10 982 754 personnes dont 50,2 % sont des femmes. Les jeunes de moins de 15 ans représentent 23,8 % et les personnes âgées de 65 ans et plus 7,49 %. Depuis l'adoption d'une politique de population en 1966, le taux annuel moyen d'accroissement a fortement diminué, passant de 2,35 % entre 1984 et 1994 à 1,03 % durant la période 2004-2014. Parallèlement, le nombre d'enfants par femme (ISF) est passé de 7,2 enfants en 1966 à 4,7 enfants en 1984 pour se stabiliser à un peu plus de 2 enfants à partir de la fin des années 90. Une légère reprise de la fécondité a été néanmoins observée à partir de 2008. L'ISF a augmenté à 2,4 enfants par femme pour les trois années consécutives 2012, 2013 et 2014. Après avoir enregistré une croissance annuelle moyenne d'environ 5 % durant la décennie précédente, un ralentissement de l'économie s'est amorcé depuis 2009. Pour 2015, la croissance économique a été estimée à 1 % selon le FMI. L'IDH qui avait enregistré une hausse constante pendant plus de vingt ans, stagne depuis 2010 à 0,72 plaçant ainsi la Tunisie à la 96^e place en 2015. Entre 1960 et 2014, le taux d'urbanisation est passé de 38 % à 67,8 % et, l'espérance de vie à la naissance est passée de 42 ans à 74,8 ans. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans qui valait environ 150 ‰ au début des années 70 est descendu à 14 ‰ en 2015 (UNICEF, 2015). Le chômage en général et celui des diplômés en particulier constitue un défi majeur. Il concerne plus de 15 % de la population active de 2015. Le niveau de vie des tunisiens qui s'est amélioré entre 2000 et 2010 s'est nettement dégradé entre 2010 et 2015. Le taux de pauvreté après avoir chuté de 32,4 % en 2000 à 15,5 % en 2010 a remonté à 20 % en 2015.

Fenêtre d'opportunité

La Tunisie vit depuis plus de trois décennies sa phase démographique la plus favorable. Son ratio de dépendance est descendu de 80 % en 1983 à 44,5 % en 2010. À partir de cette date, le ratio de dépendance amorce une augmentation dont le rythme varie en fonction du scénario des nations unies retenu, sachant que les trois scénarios convergent vers la fermeture de la fenêtre d'opportunité à partir de 2080. Quelle que soit l'hypothèse retenue la Tunisie pourrait profiter de son dividende démographique avant l'échéance de 2035.

Processus

Dans l'ensemble, le déroulement du processus d'obtention du dividende économique au niveau de la Tunisie s'est effectué de manière plus au moins favorable. Durant la période 1975-1990, la fécondité a fortement baissé (3,4 %) sans être malheureusement accompagnée d'une modification, significative de la structure par âge, qui correspond ici au poids de la population des 15-64 ans. De même, la transition vers la phase de l'emploi s'est effectuée de manière relativement lente mais dans le sens souhaité. Elle s'est alors produite selon un coefficient de conversion négatif et faible de $C2 = -0,2$, en raison notamment du faible accroissement de l'emploi durant la période 1990-2010. Pour les autres étapes (Emploi-productivité et Productivité-PIB/tête) le processus a été plus souple. L'accroissement, bien que faible, de l'emploi s'est accompagné d'une augmentation de la productivité des occupées (2,2 %), permettant une transition plus flexible selon un coefficient de conversion de $C3 = 15,8$. En conséquence, le taux de croissance annuel moyen du PIB a également augmenté de 3,2 % durant la période étudiée.

Sources de changement

En examinant les sources de changement du PIB par tête, il apparaît qu'elles sont dépendant en grande partie de la productivité des personnes occupées. Cette dernière est responsable d'environ 68,2 % du changement observé. L'emploi des actifs a participé à 4,4 % de cette augmentation. Quant à la structure par âge de la population, celle-ci a eu également un effet positif et considérable sur la variation du PIB/tête allant jusqu'à 27,4 %. S'il arrive à retrouver sa stabilité politique, économique et sociale, le pays pourrait bien continuer à profiter du dividende démographique, en mettant en place d'abord des politiques et programmes de promotion de l'emploi, de formations professionnelles et de renforcement des capacités des professionnels.

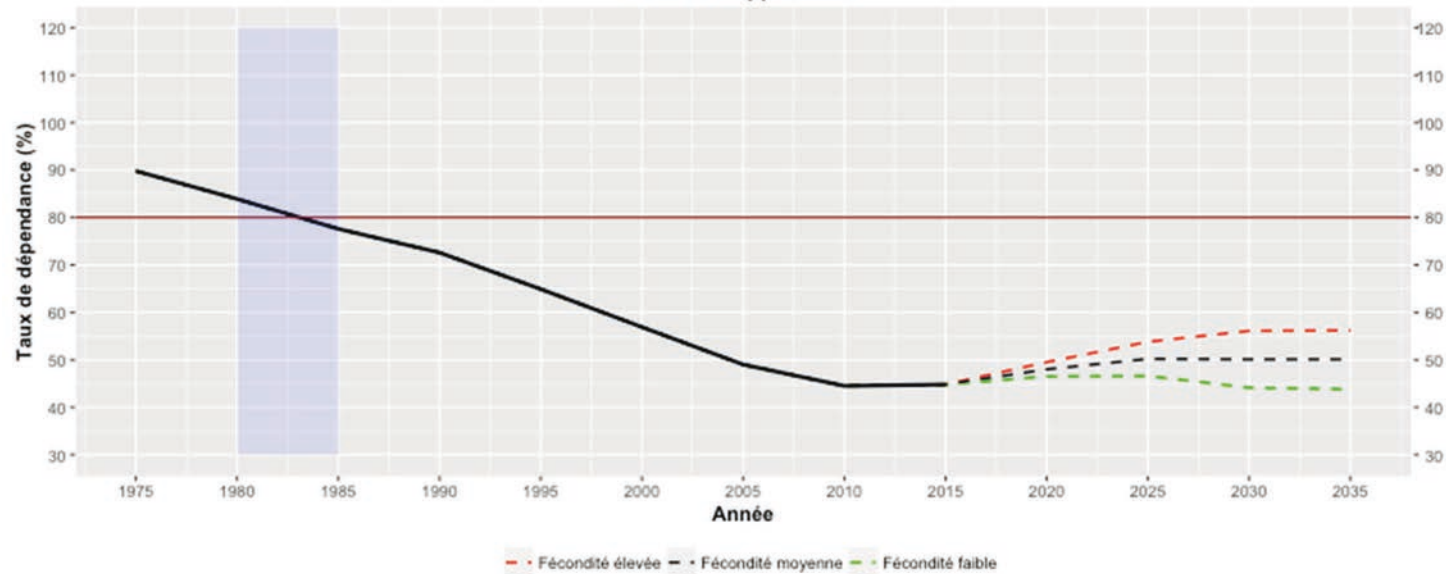
Recommandations

Au vu du contexte et des analyses faites plus haut, il en ressort que le Tunisie qui est entré dans la fenêtre d'opportunité depuis plus de deux décennies pourrait encore bénéficier du bonus démographique en agissant au mieux sur l'offre et la qualité des emplois. L'État doit opérer davantage de réformes du secteur de l'éducation, en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement général, et de développer l'enseignement technique et professionnel en l'adaptant aux besoins du marché de l'emploi. Il doit inventer des stratégies efficaces ciblant l'insertion des jeunes dans le marché du travail.

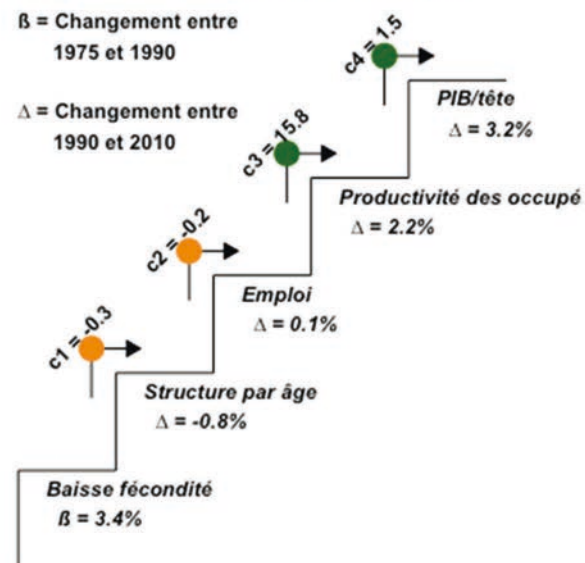
Références

Institut National de la Statistique (Tunisie), Recensements Généraux de la population (1994, 2004 et 2014).
Banque africaine de développement (2012). Tunisie : Défis économiques et sociaux post révolution.
S. Bibi, Pauvreté et inégalité en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie, Banque africaine de développement, 2011.
Ministère de la santé, Direction des Études et de la Planification (2013). Carte sanitaire 2011.
UNICEF, Enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS3 & MICS4).

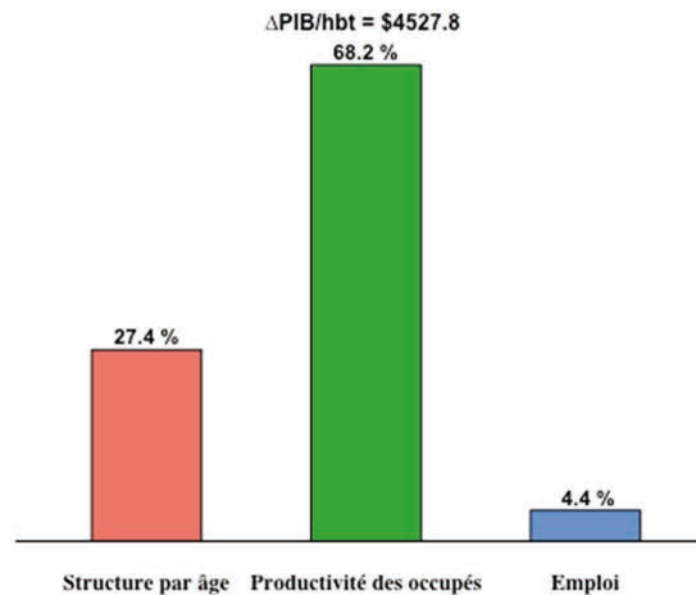
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Avec un taux d'accroissement naturel de 2,9 %, la population Zambienne est estimée en 2015 à 15 473 905 habitants (CSO, 2013). Cette population, qui vit majoritairement en zone rurale (58,2 %), est essentiellement jeune et féminine ; 46,1 % de la population est âgée de moins de 15 ans et un peu plus de la moitié de la population (50,5 %) est composée de femmes. Avec une espérance de vie de 53,2 ans à la naissance (CSO, 2013), le nombre moyen d'enfants par femme en Zambie est passé de 7,2 en 1980 à 5,3 en 2014 ; sur 1 000 naissances vivantes, 75 enfants décèdent avant l'âge de 5 ans et, 398 décès de femmes sur 100 000 naissances vivantes sont enregistrés à l'accouchement (CSO et al., 2014).

Bien que l'incidence de la pauvreté au niveau national ait connue une baisse de 2,3 % au cours de la période 2006 à 2010, la majorité des Zambiens (60,5 %) continuent de vivre dans la pauvreté (CSO, 2010). Le manque d'opportunités d'emploi sur le marché du travail figure parmi les principaux déterminants de la pauvreté des ménages (Nogma, 2012). Par ailleurs, sur le plan éducatif, 6,5 % de la population adulte zambienne (16 ans et plus) sont sans niveau d'instruction formel (FinScope, 2015)

Fenêtre d'opportunité

Sur la base d'une fécondité qui baisse plus rapidement que la tendance de référence, l'opportunité démographique de la Zambie s'ouvrira peu après 2026. En 2035, elle atteindra les 10 points de pourcentage en dessous du seuil de 80 %. Sur la base d'une fécondité élevée, en 2035 la fenêtre d'opportunité de la Zambie ne sera pas encore ouverte.

Processus

La marche graduelle vers l'obtention du dividende économique en Zambie s'est amorcée. En effet, sur la période 1975-1990, la fécondité a connu en moyenne une

baisse annuelle de 0,9 %. Cependant, cette baisse n'a pas induit le changement de structure par âge attendu ; le coefficient de conversion C_1 vaut $-0,1$ et la population à charge, par rapport à la population active, a connu une augmentation de 0,1 % entre 1990 et 2010. Cette diminution de la population active a induit ($C_2 = 5,9$) la baisse de l'emploi de 0,3 %. Toutefois, la productivité de la population active effectivement occupée a connu une augmentation de 0,7 % qui a induit ($C_4 = 0,6$) une augmentation du PIB/tête de 0,4 % entre 1990 et 2010.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une augmentation de 123,7 \$ entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, on constate que cette augmentation est tributaire de la productivité des personnes occupées et de la structure par âge respectivement à hauteur de 173,6 % et 14,9 %. L'emploi constitue un contrepoids à cette augmentation ($-88,5$ %).

Recommandations

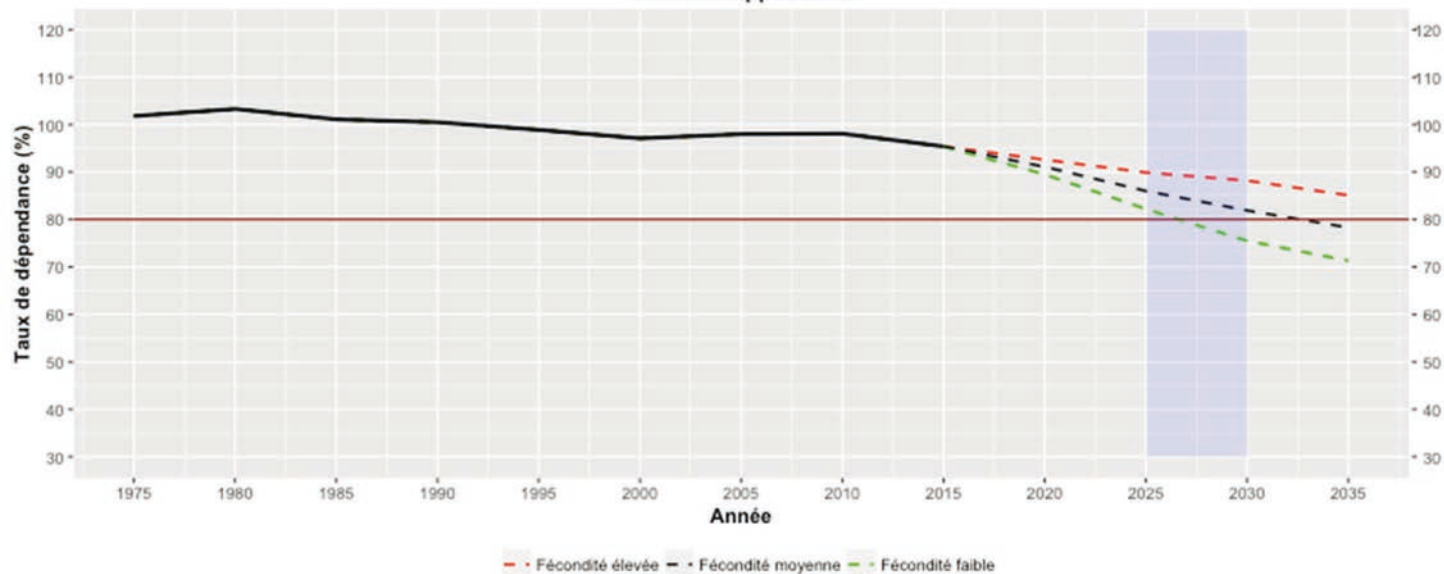
La Zambie bénéficiera du dividende démographique en agissant au mieux sur les politiques de population, particulièrement sur le volet de la santé de la reproduction relatif à la maîtrise de la fécondité et sur les politiques d'emploi. À cet effet, quelques recommandations sont formulées :

- promouvoir l'accès volontaires à des programmes de planification familiale ;
- promouvoir l'auto-emploi et le renforcement de capacités continue des professionnels et des jeunes ;
- accorder une priorité aux mesures qui contribuent à accroître le nombre de personnes scolarisées, spécifiquement les filles, jusqu'au niveau secondaire au moins.

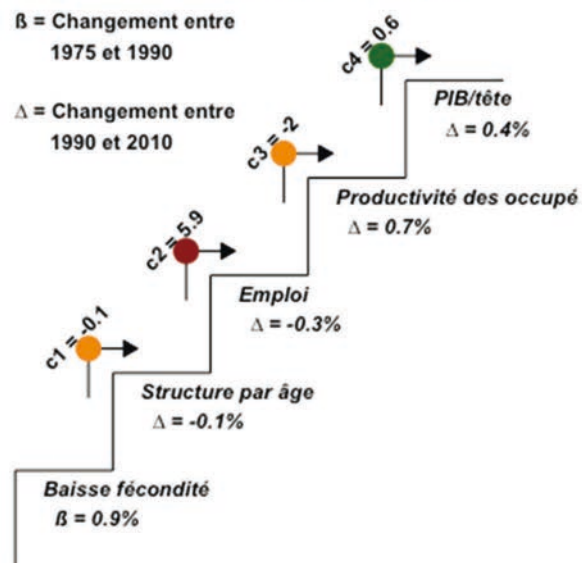
Références

- Central Statistical Office(CSO), 2013. 2010 Census of Population and Housing: Zambia Population and Demographic projection, 2011-2035.
- Central Statistical Office (CSO), 2010. Living Conditions Monitoring Survey, 2010.
- Central Statistical Office (CSO) [Zambia], Ministry of Health (MOH) [Zambia], and ICF International, 2014. Zambia Demographic and Health Survey 2013-14. Rockville, Maryland, USA: Central Statistical Office, Ministry of Health, and ICF International.
- Nogma, I. (2012). Economic and social issues vis-a-vis Employment situation in Zambia. Patriotic Front – Trade Unions Dialogue.
- FinScope. (2015). FinScope Zambia 2015.

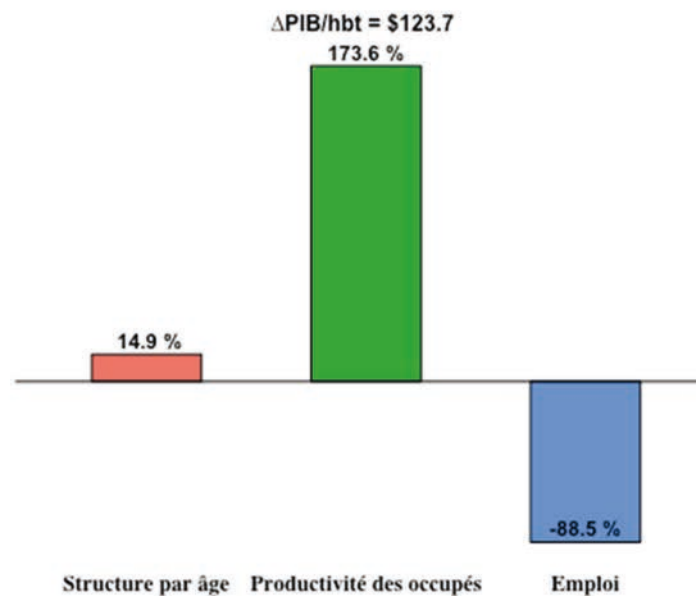
Fenêtre d'opportunité



Freins au dividende économique



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010



Contexte

Le Zimbabwe compte 15 602 751 en 2015 (World Bank, 2016) dont 50,7 % de femme. Dans cette population, les jeunes de moins de 15 ans représentent 42 %, et les personnes de 65 ans et plus 3 %. Le taux d'accroissement annuel de la population est en baisse et est estimé à 2,3 % en 2014. Par ailleurs, la fécondité, bien qu'en baisse, demeure encore élevée. En effet, l'ISF est passé de 5,2 enfants par femme en 1990 à 3,9 en 2014 (World Bank, 2016). La fécondité des adolescentes participe à la hausse du niveau de l'ISF. En 2014, selon les Nations Unies, la fécondité des jeunes filles de 15-19 ans est estimée à 110 naissances pour 1000 femmes. L'espérance de vie à la naissance diminue au cours des années; elle est passée de 60 ans en 1990 à 57 ans en 2014. Le taux de prévalence du VIH/Sida est lui aussi élevé puisque 13,71 % des 15-49 ans sont porteurs du VIH.

Au Zimbabwe, le niveau de pauvreté demeure encore élevé. Selon la banque mondiale, le taux de pauvreté est estimé à 72,3 % en 2011 (World Bank, 2016). Cette pauvreté s'est accentuée par les crises socio-politiques qu'a connues le pays. Par conséquent la situation économique du pays se dégrade de plus en plus. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est de 840 USD en 2014 (Banque mondiale, 2014).

Fenêtre d'opportunité

Il ressort de ces différents scénarios des Nations Unies que le Zimbabwe entre dans sa fenêtre d'opportunité dans la période de 2015 quelle que soit l'hypothèse retenue et en profitera jusqu'au moins en 2035. Sa profondeur est de 26,1 point de pourcentage selon l'hypothèse de fécondité baisse.

Processus

La dégradation de l'économie du Zimbabwe depuis des années est causée non seulement par le poids de la dette, les crises mais aussi par sa croissance démographique. La diminution de son ratio de support démographique entre 1990 et 2010 est liée à la baisse (2,2 % par an) de l'ISF sur la période 1975-1990.

Par ailleurs, s'agissant de l'emploi, le problème se pose au niveau de sa productivité. Ainsi, la productivité au Zimbabwe a non seulement connu une baisse de 2,6 % entre 1990 et 2010. Cette baisse a contribué moins que proportionnellement à une variation négative (– 1,1 % par an) de PIB par habitant entre 1990 et 2010.

Sources de changement

Le PIB/tête a connu une baisse (– 986,1 \$) entre 1990 et 2010. En examinant les sources de ce changement, elles sont tributaires en grande partie de la productivité des personnes occupées. En effet, la productivité des occupés est responsable à environ 254,6 % de la baisse du PIB/tête. En revanche, la structure par âge de la population et l'emploi vont à l'encontre de la variation observée du PIB/tête avec les contributions respectives 36,9 % et 117,7 %.

Recommandations

Au vu du contexte et des analyses faites plus haut, la Zimbabwe bénéficiera du dividende démographique en agissant sur les éléments suivants :

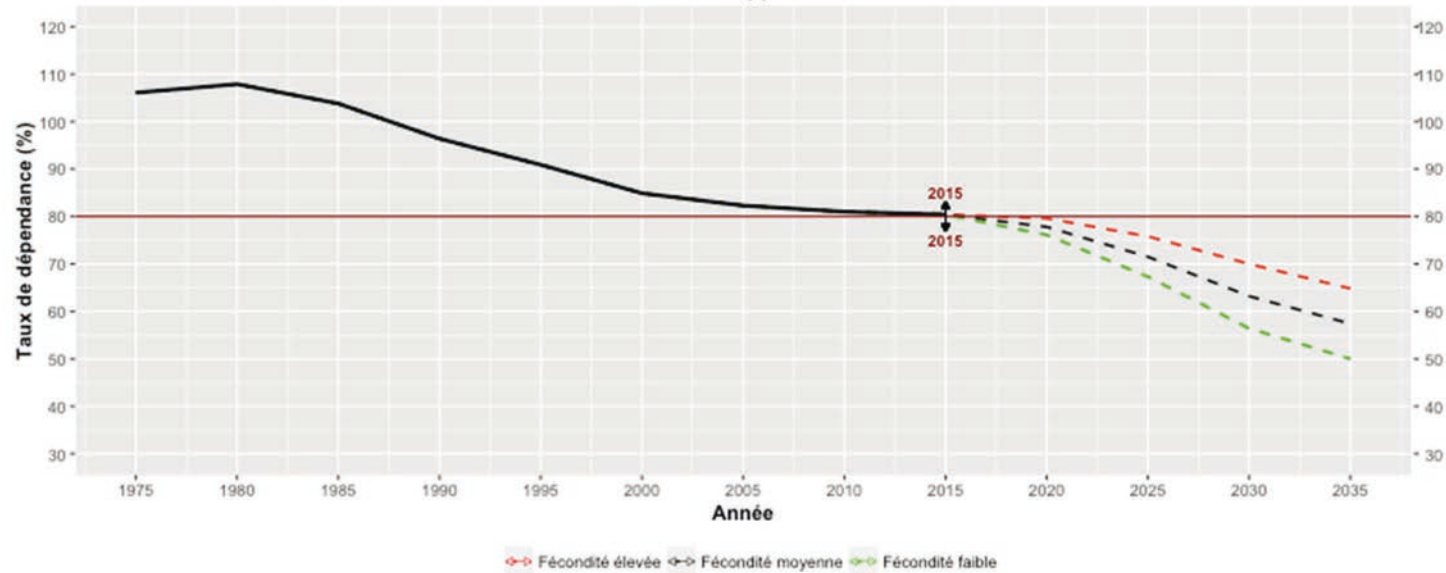
- améliorer la santé de la population, particulièrement de la reproduction ;
- développer des politiques et programmes de promotion de l'emploi à travers des formations professionnelles, la promotion de l'auto-emploi et le renforcement de capacités continue des professionnels ;
- mener davantage des actions de sensibilisation en vue de baisser le taux de prévalence de VIH/SIDA.

Références

World Bank (2016), World Development Indicator. The World Bank <http://datacatalog.worldbank.org/>. consulté le 16 septembre 2016.

World Bank (2016) Poverty and Equity database, The World Bank. <http://data.worldbank.org/data-catalog/poverty-and-equity-database>. Consulté le 16 septembre 2016.

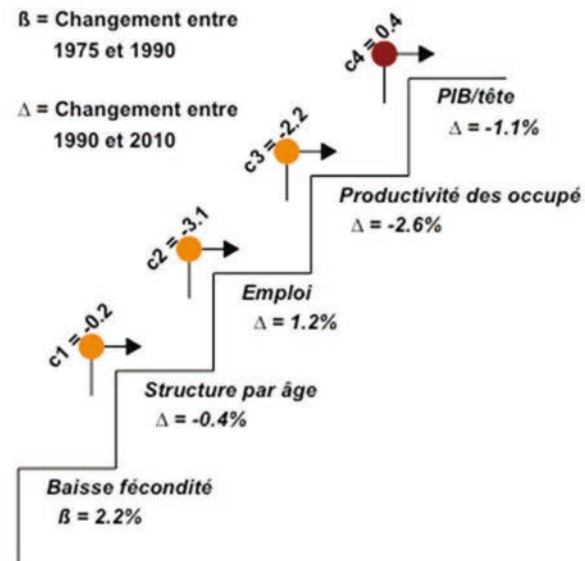
Fenêtre d'opportunité



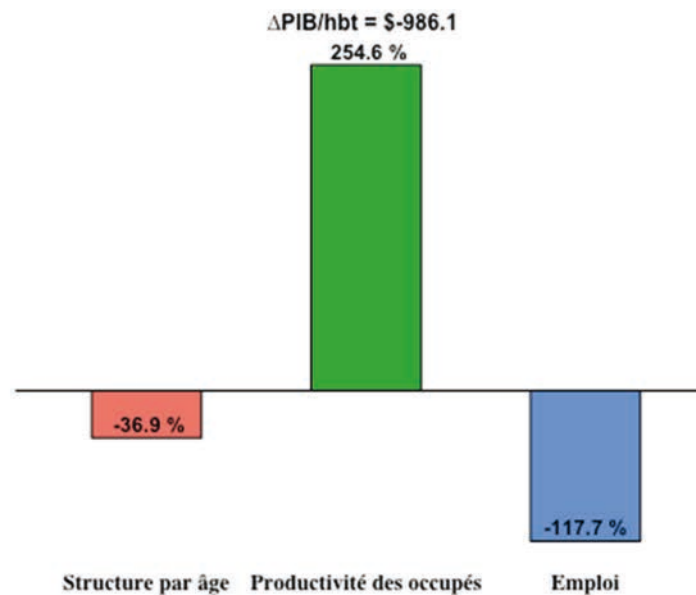
Freins au dividende économique

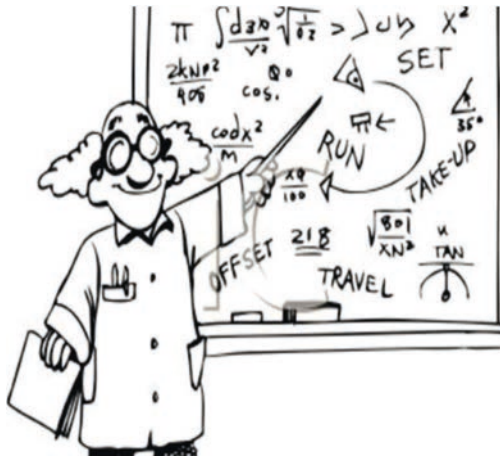
β = Changement entre
1975 et 1990

Δ = Changement entre
1990 et 2010



Source du changement du PIB/Tête entre 1990 et 2010





Contribution de structure par âge de la population à la croissance économique en Afrique.

Cette section concerne le cadre conceptuel de contribution de structure de la population production à la croissance économique (dividende démographique), les sources de données utilisées, la méthode d'estimation des données manquantes, et la méthode de calcul utilisée pour approximer le dividende.

Théoriquement, la baisse de la fécondité au niveau national a un effet sur la croissance du produit intérieur brut par habitant

à travers le changement de la structure par âge de la population. (Mason, and Lee, 2005 ; Bloom and Canning, 2008). Ce processus se met en place de façon graduelle et comprend (04) grandes étapes. D'abord, la baisse de la fécondité engendre une diminution de la population jeune (< 15 ans) et induit de fait un changement dans la structure par âge. La seconde consiste en une augmentation de la population en âge de travailler et donc une de charge démographique. La troisième étape établit le lien entre la production totale et l'ensemble des personnes en âge de travailler. Enfin, la quatrième étape met en exergue la conversion de la productivité des personnes en âge de travailler et le PIB par habitant. Le fonctionnement effectif de cette chaîne dépend des politiques mises en œuvre par chaque pays.

Sources des données

Les données utilisées pour les analyses sont issues de plusieurs sources. Elles proviennent de la base World Development Indicators (WDI) de la banque mondiale, du World Population Prospects, révision 2014 de la Division de la Population des Nations Unies et de Penn World Tables (version 8).

Indicateurs du World Development Indicators

- Proportion de la population de 15 à 64 ans (%) ;
- Population totale ;
- Indice synthétique de fécondité.

Indicateurs du World Population Prospects

- Taux de dépendance démographique (défini ci-dessous), incluant les différentes hypothèses de projection de fécondité ;
- Indice synthétique de fécondité.

Penn World Tables

- Produit intérieur brut (PIB réel à prix nationaux constant \$ constant de 2005) ;
- Emploi, nombre de personnes engagées.

Méthodes d'estimation des données manquantes

- Les différentes méthodes d'estimation des données manquantes sont les suivantes (Voir tableau A1 et A2 en annexe) ;
- L'accroissement géométrique ;
- L'accroissement annuel moyen ;
- L'imputation par la moyenne arithmétique simple ou pondérée ;
- La somme ;
- L'interpolation linéaire.

Méthodes d'analyse

Les méthodes utilisées dans pour ce travail sont de deux types : la projection et la méthode de décomposition.

Projection des taux de dépendance

Le taux de dépendance démographique se définit comme le nombre de personnes inactifs (moins de 15 ans et 65 ans et plus) pour cent personnes actives de 15-64 ans. Cet ouvrage pose l'hypothèse selon laquelle pour bénéficier d'une fenêtre d'opportunité démographique à une date t donnée, un pays doit avoir à cette date un taux de dépendance démographique inférieur à 30 %, (par exemple 25 % moins de 15 ans et 20 % de plus de 65 ans). Pour cet exemple, 45 % de population totale dépend de 55 % de population totale en âge de travailler $100 * (\frac{45}{55}) = 80 \%$.

De 1980 à 2010 l'on utilise les données estimées du taux de dépendance totale figurant dans la source de données. De 2010 à 2035, l'on utilise les données projetées du taux de dépendance selon les trois hypothèses de fécondité suivantes : haute, médiane et basse. Le scénario avec une fécondité basse (haute) correspondant à moins (plus) 0,5 enfant par femme par rapport au taux du scénario médian. Le scénario médian correspond à la médiane des chemins possibles l'évolution futur de la population, simulé

avec une approche bayésienne et à partir de la distribution à posteriori des paramètres de la population.

Décomposition : contributions à un changement

La décomposition est un « bouquet de méthodes » qui vise à découper un processus en composants élémentaires. En sciences sociales, elle peut servir à estimer la contribution relative de deux ou plusieurs facteurs complémentaires à un changement observé sur un indicateur socio-économique (Eloundou et al, 2018). Ainsi, dans un pays donné, le produit intérieur brut par habitant (y) est une fonction du produit intérieur brute (Y) et de la population totale (P), soit $y = Y/P$. Si l'on désigne par A la population en âge de travailler (15-64 ans) et par O l'ensemble de la population occupée, on peut écrire $y = Y/P = (Y/O) * (O/A) * (A/P) = \alpha * e * \pi$ où ($\alpha = A/P$) est un indicateur de la structure par âge de la population, ($e = O/A$) est taux d'activité et ($\pi = Y/O$) est la productivité des personnes occupées. Un changement de produit intérieur brut par habitant en 1990 et 2010 peut alors être décomposé trois éléments qui sont : contribution de la structure par âge, contribution du taux d'activité et contribution de la productivité.

$$\Delta y \cong \underbrace{[e * \pi * \Delta \alpha]}_{\text{Effet structure d'âge}} + \underbrace{[(\bar{\alpha} * \pi) * \Delta e]}_{\text{Effet taux d'activité}} + \underbrace{[(\bar{\alpha} * \bar{e}) * \Delta \pi]}_{\text{Effet productivité}}$$

Dans cette expression, on note que $\bar{x} = \frac{x_{1990} + x_{2010}}{2}$ et $\Delta x = x_{2010} - x_{1990}$. Le PIB est mesuré en \$ constant de 2005.

Processus : analyse des séquences

L'analyse du processus par lequel la baisse de la fécondité pourrait aboutir à un changement de la richesse par habitant, se réalise en calculant les ratios entre les taux de croissance annuel moyen de chaque indicateur. Ces ratios sont appelés coefficient de conversion.

Références

- Bloom, D. E. and Canning, D. (2008). Global demographic change: Dimensions and economic significance. *Population and Development Review* 34(Supplement): 17-51.
- Mason, A. & Lee, S.H. (2005). The demographic dividend and poverty reduction. In *Proceedings of the United Nations Seminar on the Relevance of Population Aspects for the Achievement of the Millennium Development Goals, November 17-19, 2005, New York, NY*.